

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PARTE SECONDA

ATTI
DEL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Decreto 25 marzo 2020, n. 120.

Concessione, per la durata di anni trenta, in favore della società IMMOBILIARE VOYAT LINO GIUSEPPE & C. S.A.S., con sede a Nus, di derivazione d'acqua da due pozzi ubicati sui terreni censiti al foglio 49, mappale 190 del N.C.T. del predetto comune, ad uso scambio termico antincendio e irriguo, a servizio dell'attiguo complesso di attività produttive e commerciali.

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Omissis

decreta

Art. 1

Fatti salvi i diritti dei terzi, è concesso, alla società IMMOBILIARE VOYAT LINO & C. S.A.S., con sede legale in Nus, giusta la domanda presentata in data 30 gennaio 2019, di derivare tutto l'anno dai due pozzi ubicati sui terreni censiti al foglio 49, mappale 190 del N.C.T. del predetto comune, nella misura di moduli massimi 0,1944 (pari a litri al minuto secondo diciannove virgola quarantaquattro) e medi annui 0,0494 (pari a litri al minuto secondo quattro virgola novantaquattro), per un volume totale annuo pari a 156.000 metri cubi, ad uso scambio termico, antincendio ed irriguo, a servizio dell'attiguo complesso di attività produttive e commerciali.

Art 2

Salvo i casi di rinuncia, decadenza o revoca, la durata della concessione sarà di anni trenta successivi e continui, decorrenti dalla data del decreto di concessione, subordinatamente all'osservanza delle condizioni stabilite nel disciplinare di concessione protocollo n. . 2063/DDS in data 2 marzo 2020. La società IMMOBILIARE VOYAT LINO & C. S.A.S. corrisponderà all'amministrazione regionale della Valle d'osta, di anno in anno, anticipatamente, a decorrere dalla data del decreto di concessione, l'annuo canone di euro 165,49 (centosessantacinque/49), pari al minimo fissato dalla deliberazione della Giunta regionale n. 1561 in data 7 dicembre 2018, per

DEUXIÈME PARTIE

ACTES
DU PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Arrêté n° 120 du 25 mars 2020,

accordant pour trente ans à *Immobiliare Voyat Lino Giuseppe & C. sas*, dont le siège social est à Nus, l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux des deux puits situés sur le terrain inscrit à la feuille 49, parcelle 190, du nouveau cadastre des terrains de la Commune de Nus, à usage d'irrigation, pour la lutte contre les incendies et pour alimenter un échangeur de chaleur destiné à desservir l'ensemble immobilier contigu accueillant des activités productives et commerciales.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Omissis

arrête

Art. 1^{er}

Sans préjudice des droits des tiers et conformément à la demande déposée le 30 janvier 2019, *Immobiliare Voyat Lino Giuseppe & C. sas*, dont le siège social est à Nus, est autorisée à dériver, tout au long de l'année, des deux puits situés sur le terrain inscrit à la feuille 49, parcelle 190, du nouveau cadastre des terrains de la Commune de Nus, 0,1944 module d'eau (dix-neuf litres et quarante-quatre centilitres par seconde) au maximum et 0,0494 module d'eau (quatre litres et quatre-vingt-quatorze centilitres par seconde) en moyenne par an, soit 156 000 m³ par an, à usage d'irrigation, pour la lutte contre les incendies et pour alimenter un échangeur de chaleur destiné à desservir l'ensemble immobilier accueillant des activités productives et commerciales et contigu auxdits puits.

Art. 2

La durée de l'autorisation, par concession, accordée au sens du présent arrêté est de trente ans consécutifs à compter de la date de celui-ci, sauf en cas de renonciation, caducité ou retrait. *Immobiliare Voyat Lino Giuseppe & C. sas* est tenue de respecter les conditions établies par le cahier des charges n° 2063/DDS du 2 mars 2020 et de verser à l'avance à l'Administration régionale, à compter de la date du présent arrêté, une redevance annuelle de 165,49 euros (cent soixante-cinq euros et quarante-neuf centimes), soit le minimum prévu par la délibération du Gouvernement régional n° 1561 du 7 décembre 2018 pour les dérivations à usage d'alimentation

uso scambio termico, soggetto a revisione periodica.

Art. 3

L'assessorato alle opere pubbliche, territorio ed edilizia residenziale pubblica e l'assessorato alle finanze, attività produttive e artigianato della Regione, ognuno per la propria competenza, sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 25 marzo 2020

Il Presidente
Renzo TESTOLIN

d'échangeurs de chaleur, et périodiquement actualisée.

Art. 3

L'Assessorat régional des ouvrages publics, du territoire et du logement public et l'Assessorat régional des finances, des activités productives et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 25 mars 2020.

Le président,
Renzo TESTOLIN

Ordonnance n° 231 du 5 juin 2020,

portant nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique, en vue de la reprise des activités économiques, productives et sociales, et retrait de l'ordonnance du président de la Région n° 207 du 17 mai 2020.

(Le texte officiel italien a été publié au Bulletin officiel n° 36 – Édition extraordinaire – du 9 juin 2020).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d'organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d'hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l'ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndics peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu les lois régionales :

- n° 7 du 7 mars 1997 (Réglementation de la profession de guide de haute montagne en Vallée d'Aoste) ;
- n° 44 du 31 décembre 1999 (Réglementation de la profession de moniteur de ski et des écoles de ski en Vallée d'Aoste. Abrogation des lois régionales n° 59 du 1^{er} décembre 1986, n° 58 du 6 septembre 1991 et n° 74 du 16 décembre 1992) ;
- n° 1 du 21 janvier 2003 (Nouvelle réglementation des professions de guide touristique, d'accompagnateur touristique, de guide de la nature et d'accompagnateur de tourisme équestre et de moniteur de vélo tout terrain, abrogation des lois régionales n° 34 du 23 août 1991 et n° 42 du 24 décembre 1996 et modification des lois régionales n° 33 du 13 mai 1993 et n° 7 du 7 mars 1997) ;
- n° 2 du 21 janvier 2003 (Protection et mise en valeur de l'artisanat valdôtain de tradition) ;
- n° 7 du 31 mars 2003 (Dispositions en matière de politiques régionales de l'emploi, de formation professionnelle et de réorganisation des services d'aide à l'emploi) ;
- n° 20 du 18 avril 2008 (Dispositions en matière de construction et d'exploitation, par concession, des lignes de transport public par câble de personnes ou de personnes et de biens) ;

- n° 29 du 4 août 2010 (Dispositions en matière de commissions locales des avalanches) ;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020 déclarant, pour l'ensemble du territoire national, l'état d'urgence du fait du risque sanitaire lié à l'apparition de pathologies dérivant d'agents viraux transmissibles, pour une durée de six mois ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie et, donc, une urgence publique d'envergure internationale ;

Vu le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du fait de l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 27 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application dudit décret-loi ou de l'art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Vu le décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 (Nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19) ;

Considérant qu'au sens du DL n° 33/2020, et notamment :

- du premier alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 18 mai 2020, toutes les mesures de restriction de la circulation sur le territoire régional visées aux art. 2 et 3 du DL n° 19/2020 cessent de déployer leurs effets, lesdites mesures pouvant être adoptées ou prorogées au sens des articles en cause uniquement pour des portions spécifiques du territoire qui seraient concernées par une aggravation sensible de la situation épidémiologique ;
- du troisième alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 3 juin 2020, les déplacements d'une région à une autre pourront être limités uniquement par des actes pris, pour des portions spécifiques du territoire national, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause ;
- du quatrième alinéa de son art. 1^{er}, jusqu'au 2 juin 2020, il est interdit à toute personne de se déplacer, par tout moyen de transport public ou particulier, pour se rendre à ou revenir de l'étranger, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés et absolument urgents, pour des motifs de santé ou pour les raisons qui seront établies par les actes adoptés au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ; en tout état de cause, les déplacements pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence sont toujours autorisés ; à compter du 3 juin 2020, les déplacements pour se rendre à ou revenir de l'étranger pourront être limités uniquement par des actes pris, éventuellement pour tout ou partie du territoire d'États spécifiques, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause, dans le respect des obligations dérivant de l'ordre juridique de l'Union européenne et de celles internationales ;
- du huitième alinéa de son art. 1^{er}, tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public ; les manifestations, les événements et les spectacles de toute nature comportant la présence du public – y compris ceux à caractère culturel, ludique ou sportif, ainsi que les foires, colloques et congrès en lieu public ou ouvert au public – se déroulent, si cela est jugé possible, sur la base de l'évolution des données épidémiologiques et suivant les modalités établies par les actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ;
- du quatorzième alinéa de l'art. 1^{er}, les activités économiques, productives et sociales doivent se conformer aux lignes directrices ou aux dispositions des protocoles que les Régions ou la Conférence des Régions et des Provinces autonomes adoptent en vue de prévenir ou de réduire le risque de contagion dans les secteurs de référence et les secteurs similaires, et ce, dans le respect des principes visés aux lignes directrices et aux protocoles établis à l'échelle nationale et sans pré-

judice de l'application de ceux-ci à défaut de lignes directrices ou de protocoles régionaux ; les activités économiques, productives et sociales pourront être limitées par des actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ou du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020 dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité ;

- du quinzième alinéa de l'art. 1^{er}, la violation des lignes directrices et des protocoles régionaux ou, à défaut, nationaux qui comporterait un niveau de protection insuffisant est sanctionnée par la suspension de l'activité en cause tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies ;
- du seizième alinéa de l'art. 1^{er}, pour garantir le déroulement des activités économiques, productives et sociales dans des conditions de sécurité, les Régions contrôlent chaque jour l'évolution de la situation épidémiologique sur leur territoire et évaluent, sur cette base, si leur système sanitaire est approprié. Les données issues des opérations de contrôle sont communiquées chaque jour au Ministère de la santé, à l'Institut supérieur de santé et au Comité technique et scientifique visé à l'ordonnance du chef du Département de la protection civile n° 630 du 3 février 2020 ; chaque Région contrôle l'évolution de la situation épidémiologique sur son territoire suivant les critères établis par le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 et, dans l'attente de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés à l'art. 2 du DL n° 19/2020, peut prendre des mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 dont elle informe immédiatement le ministre de la santé ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 17 mai 2020 (Dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, et du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, portant nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19) ;

Rappelant l'ordonnance du président de la Région n° 207 du 17 mai 2020 (Nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique et retrait des ordonnances du président de la Région n° 201 du 12 mai 2020 et n° 203 du 13 mai 2020) ;

Vu les lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 16 mai 2020 et visées à l'annexe 17 du DPCM du 17 mai 2020, qui ont établi des orientations opérationnelles spécifiques pour chaque secteur d'activité dans le but de fournir un guide synthétique et immédiat pour l'application des mesures générales de prévention et de limitation de la COVID-19, afin de supporter un modèle de reprise des activités économiques et productives qui soit compatible avec les exigences de protection de la santé des travailleurs et des clients ;

Vu la délibération du Gouvernement régional n° 387 du 15 mai 2020 approuvant les premiers protocoles régissant les mesures pour contrer la COVID-19 et limiter sa diffusion, en vue de la sécurité de certaines activités ;

Vu la délibération du Gouvernement régional n° 414 du 22 mai 2020 approuvant d'autres protocoles régissant les mesures pour contrer la COVID-19 et limiter sa diffusion, en vue de la sécurité de certaines activités ;

Vu la délibération du Gouvernement régional n° 447 du 29 mai 2020 approuvant, entre autres, le protocole régissant les mesures pour contrer la COVID-19 et limiter sa diffusion, en vue de la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et usagers des organismes de formation ;

Vu la délibération du Gouvernement régional n° 463 du 5 juin 2020 approuvant, entre autres, le protocole régissant les mesures pour contrer la COVID-19 et limiter sa diffusion, en vue de la sécurité des transports d'été assurés par les services publics de remontées mécaniques à vocation touristique en Vallée d'Aoste ;

Considérant que les protocoles approuvés par le Gouvernement régional, les lignes directrices adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes et, à défaut, les orientations nationales tiennent lieu, au vu des connaissances actuelles sur la transmission de la COVID-19, des mesures nécessaires en vue de la reprise des activités économiques, productives et sociales ;

Considérant qu'au vu des données fournies par les autorités sanitaires et des prévisions sur la poursuite de la contagion, selon lesquelles le taux de reproduction de base du virus (R0) a progressivement diminué, il ne s'avère pas nécessaire, pour l'heure, de prendre des dispositions restrictives supplémentaires au sens du premier alinéa de l'art. 3 du DL n° 19/2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35/2020 ;

Rappelant le rapport du 26 mai 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire institué au sens du décret du ministre

de la santé du 30 avril 2020 (Adoption des critères relatifs au suivi du risque sanitaire prévu par l'annexe 10 du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020), au sens duquel la Vallée d'Aoste relève toujours de la catégorie « Bas risque » (niveau 2) ;

Considérant que l'Unité de crise a pris acte, lors de sa réunion du 26 mai 2020, de l'insertion de la Vallée d'Aoste dans la catégorie en cause et a confirmé que la situation épidémiologique est sous contrôle ;

Considérant qu'au vu de l'évolution de la situation épidémiologique sur le territoire régional – caractérisée, pour l'heure, par un indice de contagiosité en diminution – il y a lieu, compte tenu de la nécessité de favoriser la reprise du tissu économique et social sans préjudice de l'intérêt prioritaire et constant pour la protection de la santé publique et aux termes notamment du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020, d'adopter des mesures pour adapter les dispositions étatiques à la situation du territoire valdôtain, de retirer l'ordonnance du président de la Région n° 207 du 17 mai 2020 et de reformuler les mesures établies par celles-ci sur la base également des protocoles et des lignes directrices susmentionnés ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'actualiser et de compléter la liste des acteurs économiques et productifs qui peuvent reprendre leur activité, comme suit :

- a) Organismes de formation, écoles de langues, organismes publics et privés assurant, dans différents contextes (salles de cours, ateliers et entreprises), des activités de formation en salle, y compris les examens de fin de cours théoriques et/ou pratiques, les vérifications, les activités d'accompagnement, de tutorat et d'orientation individuelles ou de groupe, ainsi que les cours professionnels, les mastères, les cours des professions sanitaires et les cours des universités du troisième âge ;
- b) Remontées mécaniques à vocation touristique situées ou non dans des domaines skiabiles et assurant des transports d'été, limitativement aux cas établis par le protocole régional en la matière ;
- c) Parcs à thème, parcs aventure, parcs zoologiques et autres aménagements de loisirs où le visiteur exploite activement les espaces et les équipements ;
- d) Structures thermales et centres de bien-être, insérées dans les structures d'accueil ou non ;

Vu les lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 25 mai 2020 au sens du quatorzième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020, qui ont actualisé et remplacé les lignes directrices adoptées le 16 mai 2020 et visées à l'annexe 17 du DPCM du 17 mai 2020, en enrichissant la liste des activités économiques et productives pouvant reprendre ;

Considérant que les lignes directrices du 25 mai 2020 évoquées ci-dessus approuvent des fiches techniques indiquant des orientations opérationnelles spécifiques pour chaque secteur d'activité dans le but de fournir un guide synthétique et immédiat pour l'application des mesures générales de prévention et de limitation de la COVID-19, afin de supporter un modèle de reprise des activités économiques et productives qui soit compatible avec les exigences de protection de la santé des travailleurs et des clients ;

Considérant que les fiches techniques en cause concernent, entre autres, les activités visées aux lettres c) et d) ci-dessus, les professionnels de la montagne (guides de haute montagne et moniteurs de ski) et les guides touristiques ;

Considérant qu'il convient d'entériner, comme il appert du dispositif, les fiches techniques relatives aux activités et aux professionnels susmentionnés, approuvées par les lignes directrices du 25 mai 2020 et annexées à la présente ordonnance ;

Considérant qu'il y a toujours lieu de conjuguer raisonnablement le principe de la protection de la santé, qui reste prééminent, et celui de la protection du tissu économique et social valdôtain, compte tenu de l'évolution de la crise épidémiologique, ainsi que des caractéristiques et des particularités régionales ;

Considérant qu'à défaut de vaccin et de traitement pharmacologique spécifique, la communauté scientifique considère l'éloignement social comme le principal moyen de prévention de la contagion, avec quelques autres mesures de précaution ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique,

ordonne

1. À compter du 6 juin 2020, l'ordonnance du président de la Région n° 207 du 17 mai 2020 est retirée.
2. À compter du 6 juin 2020, les acteurs économiques, productifs et sociaux ci-dessous sont autorisés à reprendre leur activité :
 - a) Organismes de formation, écoles de langues, organismes publics et privés assurant, dans différents contextes (salles de cours, ateliers et entreprises), des activités de formation en salle, y compris les examens de fin de cours théoriques et/ou pratiques, les vérifications, les activités d'accompagnement, de tutorat et d'orientation individuelles ou de groupe, ainsi que les cours professionnels, les mastères, les cours des professions sanitaires et les cours des universités du troisième âge ;
 - b) Remontées mécaniques à vocation touristique situées ou non dans des domaines skiables et assurant des transports d'été, limitativement aux cas établis par le protocole régional en la matière ;
 - c) Parcs à thème, parcs aventure, parcs zoologiques et autres sites de loisirs où le visiteur exploite activement les espaces et les équipements ;
 - d) Structures thermales et centres de bien-être, insérés dans des structures d'accueil ou non.
3. Les acteurs économiques, productifs et sociaux visés à la lettre a) du point 2 doivent exercer leur activité conformément au protocole approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 447 du 29 mai 2020 publiée sur le site institutionnel de la Région.
4. Les acteurs économiques, productifs et sociaux visés à la lettre b) du point 2 doivent exercer leur activité conformément au protocole approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 463 du 5 juin 2020 publiée sur le site institutionnel de la Région.
5. Les acteurs économiques, productifs et sociaux visés aux lettres c) et d) du point 2 doivent exercer leur activité conformément aux fiches techniques approuvées par les lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 25 mai 2020, telles qu'elles sont entérinées par les annexes 1 et 2 faisant partie intégrante et substantielle de la présente ordonnance.
6. Toutes les autres activités économiques, productives et sociales, y compris celles faisant l'objet de la présente ordonnance et des actes qui pourront être pris au sens du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, sont autorisées sous réserve du respect des contenus des protocoles approuvés par délibération du Gouvernement régional et publiés sur le site institutionnel de la Région et sans préjudice des suspensions au sens du décret du président du Conseil des ministres du 17 mai 2020. Dans l'attente de l'approbation des protocoles en cause par le Gouvernement régional, il est fait application des lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 16 mai 2020 et visées à l'annexe 17 du DPCM du 17 mai 2020, ainsi que des modifications de celles-ci adoptées par décret du président du Conseil des ministres et, pour ce qui n'est pas prévu par les actes en cause, des lignes directrices et des protocoles établis à l'échelle nationale.
7. Les mesures prévues par l'ordonnance n° 207/2020 retirée au sens du point 1 sont reformulées comme suit :

GUIDES DE HAUTE MONTAGNE ET MONITEURS DE SKI

Dans l'attente de l'adoption de protocoles spécifiques à l'échelle régionale, les guides de haute montagne inscrits au tableau professionnel visé à la loi régionale n° 7 du 7 mars 1997 et les moniteurs de ski inscrits au tableau professionnel visé à la loi régionale n° 44 du 31 décembre 1999 sont autorisés à exercer leur activité conformément à la fiche technique sur les professionnels de la montagne et les guides touristiques approuvée par les lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives établies par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 25 mai 2020 et visée à l'annexe 3 faisant partie intégrante et substantielle de la présente ordonnance.

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES VISÉES À LA LOI RÉGIONALE N° 1 DU 21 JANVIER 2003

Dans l'attente de l'adoption de protocoles à l'échelle régionale ou de lignes directrices spécifiques, les professionnels visés à la loi régionale n° 1 du 21 janvier 2003, habilités à exercer leur profession et inscrits aux tableaux régionaux institués au sens de l'art. 7 de celle-ci, sont autorisés à exercer leur activité :

- a) Conformément à la fiche technique sur les professionnels de la montagne et les guides touristiques approuvée par les lignes directrices du 25 mai 2020 et visée à l'annexe 3 faisant partie intégrante et substantielle de la présente ordonnance, s'il s'agit de guides touristiques ou d'accompagnateurs touristiques ; la fiche technique en cause s'applique également, pour autant qu'elle est compatible, à l'activité des accompagnateurs touristiques ; l'utilisation d'émetteurs avec micro est à privilégier, le recours au porte-voix étant interdit ;
- b) Conformément à la fiche technique sur les professionnels de la montagne et les guides touristiques, pour autant qu'elle est compatible, approuvée par les lignes directrices du 25 mai 2020 et visée à l'annexe 3 faisant partie intégrante et substantielle de la présente ordonnance, s'il s'agit de guides de la nature, d'accompagnateurs de tourisme équestre ou de moniteurs de vélo tout terrain.

SERVICES POUR LES ANIMAUX

Dans l'attente de l'adoption de protocoles ou de lignes directrices spécifiques, les soins de propreté des animaux de compagnie doivent être fournis sur rendez-vous, dans des salons autorisés, sans aucun contact direct entre les personnes qui doivent utiliser, qu'il s'agisse des toiletteurs ou des clients, des gants à usage unique et des dispositifs de protection des voies respiratoires et respecter la distance de sécurité d'un mètre au moins. Il est préférable que les maîtres des animaux laissent ceux-ci chez le toiletteur et reviennent les chercher une fois le toilettage terminé.

L'activité d'entraînement et de dressage des chiens, y compris les chiens guides, peut uniquement être exercée dans les centres spécialisés et dans les aires prévues et autorisées à cet effet. Une seule personne à la fois est admise dans les espaces d'entraînement et de dressage. Le contact direct entre les personnes est interdit. La distance de sécurité d'au moins un mètre et l'obligation d'utiliser des gants et des dispositifs de protection des voies respiratoires doivent être respectées.

L'accès à la fourrière régionale de chiens et chats est autorisé aux fins de l'adoption des animaux sur rendez-vous pris par téléphone ou en ligne. Une seule personne à la fois est admise à condition que la distance de sécurité d'un mètre au moins et l'obligation d'utiliser des gants et un dispositif de protection des voies respiratoires soient respectées.

Il est conseillé de prendre systématiquement la température du personnel et des clients qui entrent dans les lieux où les services en cause sont fournis.

ATELIERS ÉCOLES

Dans l'attente de l'adoption de protocoles ou de lignes directrices spécifiques, l'activité des ateliers écoles visés à l'art. 13 de la loi régionale n° 2 du 21 janvier 2003 peut être exercée à condition que les dispositions du protocole d'entente visé à l'annexe 12 du DPCM du 17 mai 2020 et signé le 24 avril 2020 par le Gouvernement et les partenaires sociaux en vue de réglementer les mesures pour contrer et limiter la diffusion de la COVID-19 sur les lieux de travail soient respectées.

PARCS ET AIRES DE PIQUE-NIQUE

L'accès aux parcs zoologiques, aux parcs et à leurs centres de visite, aux espaces protégés, aux jardins botaniques et aux sites similaires, ainsi que la circulation à l'intérieur de ceux-ci sont subordonnés à l'adoption, par les exploitants, d'un plan qui réglemente les visites de manière à ce que l'interdiction de rassemblement des personnes et l'obligation de garder une distance de sécurité d'un mètre au moins soient respectées, qu'un parcours de visite pouvant être suivi en toute sécurité soit délimité et que l'entrée et la sortie soient distinctes.

Dans l'attente de l'adoption de protocoles ou de lignes directrices spécifiques, l'accès aux aires de pique-nique, ainsi que la circulation et toute activité dans celles-ci sont subordonnés à l'adoption, par les exploitants, d'un plan qui prévoit :

- l'affichage de panneaux donnant des informations suffisantes sur toutes les mesures de prévention devant être adoptées ;
- la création de parcours séparés pour l'entrée et la sortie ;
- le respect de la distance de sécurité d'un mètre au moins ;
- l'interdiction de tout rassemblement ;

- l'obligation pour les utilisateurs de couvrir les tables ;
 - l'aménagement de tables réservées aux familles ;
 - l'interdiction d'abandonner n'importe quel déchet sur les lieux ;
 - les modalités d'utilisation des barbecues.
8. Tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public et pendant les activités visées à la présente ordonnance.
9. Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par la présente ordonnance, dans l'attente de l'approbation de protocoles spécifiques par délibération du Gouvernement régional, l'exercice des activités économiques, productives et sociales est régi par le DPCM du 17 mai 2020 et, notamment, par les lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 16 mai 2020 et visées à son annexe 17, ainsi que par les modifications de celles-ci adoptées par décret du président du Conseil des ministres et, pour ce qui n'est pas prévu par les actes en cause, par les lignes directrices et les protocoles établis à l'échelle nationale.
10. Des mesures de limitation des activités économiques, productives et sociales pourront être prises, aux termes du quatorzième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020 et dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité, par des actes adoptés au sens de l'art. 2 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020 ; des mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 pourront, par ailleurs, être prises aux termes du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020.

La présente ordonnance est valable à compter du 6 juin 2020, jusqu'à nouvel ordre.

Les ordonnances du président de la Région n° 104 du 11 mars 2020, n° 115 du 19 mars 2020, n° 124 du 27 mars 2020, ainsi que n° 222 et n° 223 du 28 mai 2020 demeurent applicables.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l'application des sanctions visées à l'art. 4 du DL n° 19/2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35/2020.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut notification individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est transmise, aux fins de l'accomplissement des obligations prévues par la loi, au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé, ainsi qu'aux syndicats des Communes valdôtaines et à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 5 juin 2020.

Le président,
Renzo TESTOLIN

Annexe 1 de l'ordonnance du président de la Région n° 231 du 5 juin 2020

PARCS À THÈME ET PARCS D'ATTRACTIONS

Les présentes indications s'appliquent aux parcs d'attractions permanents, aux fêtes foraines, aux parcs à thème, aux parcs aquatiques, aux parcs aventure, aux parcs zoologiques (animaliers, aquatiques, etc.) et aux autres aménagements de loisirs où le visiteur exploite activement les espaces et les équipements.

- Les usagers doivent recevoir une information adéquate, en plusieurs langues s'il y a lieu, sur les mesures de prévention, et ce, soit par des panneaux et des affiches, soit par des systèmes audio et vidéo ou par des préposés qui se chargent de surveiller et d'encourager le respect des mesures en cause en faisant appel, entre autres, au sens de responsabilité des intéressés.
- Il convient de garantir, si possible, un système en ligne pour les réservations, le paiement des billets et le remplissage de formulaires, afin d'éviter tout rassemblement, et de conserver un registre des présences pendant quatorze jours, dans le respect des dispositions en matière de protection des données personnelles. Il peut être décidé d'ouvrir la billetterie à l'avance et de réduire la capacité maximale, afin de garantir une fréquentation réduite en vue du respect de la distance obligatoire entre les personnes. Le comptoir de la caisse doit être équipé, s'il ne l'est pas déjà, d'un écran ou d'une autre barrière physique. Des parcours obligatoires d'entrée et de sortie doivent être aménagés et, si possible, les tourniquets doivent être modifiés de manière à ce qu'ils puissent être ouverts sans mains.
- Il est possible de prendre la température corporelle à l'entrée du parc, notamment lorsque la présence d'un grand nombre de personnes en même temps est prévue, en vue d'empêcher l'accès de toute personne dont la température dépasserait les 37,5 °C.
- Des produits pour l'hygiène des mains doivent être mis à plusieurs endroits à la disposition des visiteurs et du personnel qui doivent les utiliser à l'entrée et à la sortie de toute attraction ou aire, de la billetterie, des toilettes, etc. Dans le cas des parcs aquatiques, il est fait application des dispositions hygiéniques et sanitaires obligatoires pour les piscines.
- Les espaces doivent être réorganisés de manière à garantir l'accès ordonné des visiteurs, afin que tout rassemblement soit évité, notamment sous forme de queues à l'entrée des différentes aires ou attractions, et que la distance interpersonnelle d'un mètre au moins soit respectée, sauf en cas de personnes appartenant au même foyer, vivant sous le même toit ou non tenues à l'éloignement social en vertu des dispositions en vigueur. À cette fin, il est fait appel au sens de responsabilité de chacun. Pour l'identification des membres de chaque foyer, des bracelets d'une couleur distincte ou portant des numéros distincts peuvent être adoptés, ainsi que toute autre mesure jugée efficace. Les visiteurs qui pratiquent une activité physique (par exemple, dans les parcs aventure) doivent garder entre eux une distance minimale de deux mètres.
- Sauf dans le cas de membres d'un même foyer, les places assises doivent être occupées de manière à ce que la distance minimale d'un mètre soit garantie. Dans les parcs aquatiques, il y a lieu d'utiliser des embarcations individuelles chaque fois que cela est possible ; les embarcations collectives peuvent être utilisées par les personnes d'un même foyer ou vivant sous le même toit.
- Le port d'un masque de protection des voies respiratoires est obligatoire pour tous les visiteurs (pour les enfants, il est fait application des dispositions générales) et les opérateurs en contact avec le public, auxquels l'employeur est tenu de fournir les dispositifs de protection individuelle nécessaires selon les fonctions. Les indications visées au présent point ne s'appliquent pas aux visiteurs des parcs aquatiques. Il est rappelé que les gants ne sauraient remplacer une hygiène correcte des mains, qu'ils doivent être changés chaque fois qu'ils sont sales et jetés dans les déchets non recyclables et qu'ils ne doivent pas être réutilisés.
- Les aires communes, les vestiaires, les cabines, les douches, les toilettes, les attractions, etc. doivent être fréquemment nettoyés et désinfectés, et notamment après la fermeture au public.
- Les équipements tels que les transats, les chaises-longues, les jeux gonflables, les combinaisons de plongée, les audioguides, les casiers, etc. doivent être désinfectés chaque fois que la personne ou le foyer qui les utilise change ainsi qu'après la fermeture au public.
- Pour ce qui est des parcs aventure, il est fait application des lignes directrices générales, suivant les dispositions législatives en matière d'installations sportives. Avant d'utiliser les dispositifs de sécurité (harnais, casques, etc.), chaque visiteur doit se désinfecter soigneusement les mains. Les harnais ne devant pas toucher la peau, chaque visiteur doit être habillé de manière appropriée. Une attention particulière doit être consacrée au nettoyage et à la désinfection des casques de protection loués : après chaque utilisation et avant toute nouvelle location, ils doivent être lavés à l'eau et au savon neutre et rincés, puis désinfectés à l'aide d'un produit PT1 à usage cutané (tels que les produits à base d'hypochlorite de sodium à 0,05 % ou d'alcool éthylique à 70 %). Le désinfectant doit agir pendant dix minutes au moins avant toute utilisation.
- Pour ce qui est des activités de restauration, de vente d'objets (souvenirs, livres, etc.), de spectacle, ainsi que des piscines et des solariums, il y a lieu de se conformer aux fiches y afférentes.

Annexe 2 de l'ordonnance du président de la Région n° 231 du 5 juin 2020

STRUCTURES THERMALES ET CENTRES DE BIEN-ÊTRE

Les présentes indications s'appliquent aux structures thermales et aux centres de bien-être, insérés dans des structures d'accueil ou non, ainsi qu'aux différents soins, collectifs ou individuels, qui y sont assurés, tels que la fangothérapie et la balnéothérapie (en bassin ou en piscine), seules ou associées, les irrigations vaginales, les insufflations pour le traitement de la surdité rhinogène, les soins hydrothermaux pour les patients atteints de vasculopathies périphériques, les inhalations, les nébulisations, les aérosols, les humages, les cures de boissons, les soins de rééducation neuromotrice et motrice aux patients atteints de lésions de l'appareil locomoteur, les soins de rééducation respiratoire, les soins dans les grottes et les étuves naturelles et les traitements accessoires (massothérapie, hydromassage, sauna et hammam).

Avant la réouverture des structures et des centres en question et la prestation des soins, des opérations appropriées de prévention et de contrôle du risque de contamination (par les légionelles ou autres) du système hydrique doivent être effectuées.

Les présentes indications doivent être complétées, selon le contexte, par les indications en vigueur en matière de piscines, de structures d'accueil et de services à la personne.

INDICATIONS GÉNÉRALES

- Les usagers doivent recevoir, en plusieurs langues s'il y a lieu et avec la collaboration de l'éventuel directeur sanitaire ou médecin thermaliste, une information adéquate sur les mesures hygiéniques et les comportements utiles à limiter la transmission du SARS-CoV-2, et ce, soit par des panneaux, des affiches ou des brochures, soit par des préposés qui se chargent d'encourager et de prôner le respect des mesures en cause en faisant appel, entre autres, au sens de responsabilité des intéressés.
- Il est possible de prendre la température corporelle à l'entrée des structures et des centres en question, en vue d'empêcher l'accès de toute personne dont la température dépasserait les 37,5 °C. Dans le cas des soins médicaux, la température des patients est prise lors de la visite médicale préliminaire.
- Les activités doivent être planifiées autant que possible, en vue de prévenir les situations de rassemblement et de réglementer la fréquentation des espaces communs, des espaces d'attente et des autres aires de manière à garantir le respect de la distance interpersonnelle d'un mètre au moins, sauf en cas de personnes non tenues à l'éloignement social en vertu des dispositions en vigueur. À cette fin, il est fait appel au sens de responsabilité de chacun. Si possible, des parcours distincts pour l'entrée et la sortie des usagers doivent être aménagés.
- Il y a lieu de privilégier l'accès aux structures et aux différents services sur réservation ; la liste quotidienne des usagers présents doit être conservée pendant quatorze jours.
- Des solutions hydroalcooliques pour l'hygiène des mains doivent être mises à l'entrée et dans les aires stratégiques à la disposition des personnes présentes qui sont tenues de les utiliser lors de l'accès à la structure. Tout magazine ou brochure publicitaire susceptible d'être utilisé par plusieurs personnes doit être éliminé.
- Le comptoir de la caisse et de l'accueil peut être équipé d'un écran ou d'une autre barrière physique. S'il ne l'est pas, le personnel doit utiliser un masque et disposer d'une solution hydroalcoolique pour l'hygiène des mains. En tout état de cause, il y a lieu de privilégier les paiements électroniques, éventuellement lors de la réservation. À la fin de sa journée de travail, chaque préposé à l'accueil est tenu de nettoyer son poste de travail et les systèmes de check-in et de check-out, si possible.
- Les usagers doivent toujours porter un masque lorsqu'ils se trouvent dans les espaces communs fermés, alors que le personnel est tenu de toujours en utiliser un en présence des usagers et, en tout état de cause, chaque fois qu'il s'avère impossible de respecter la distance interpersonnelle d'un mètre au moins.
- Dans les vestiaires et dans les douches, les espaces et les activités de chaque usager doivent être organisés de manière à assurer la distance interpersonnelle d'un mètre au moins (alternance des espaces utilisables et inutilisables, séparation par des barrières, etc.). Chaque usager doit toujours placer ses vêtements et ses objets personnels dans un sac à usage exclusif, éventuellement fourni par l'exploitant, même lorsqu'il entend les ranger dans un casier. L'utilisation du même casier par plusieurs personnes est à proscrire.
- Dans le cas des services thermaux qui l'exigent au sens de la loi, la visite médicale préliminaire à l'accès aux cures doit con-

sacrer une attention particulière au dépistage des symptômes de la COVID-19. Quant aux visites médicales et spécialisées effectuées dans les structures thermales, référence est faite aux indications relatives à la fourniture des prestations sanitaires en sécurité.

- Les chaises, transats et autres équipements doivent être placés à une interdistance d'un mètre et demi au moins, le long de parcours spécifiques, de manière à favoriser le respect de la distance de sécurité d'un mètre entre les personnes qui n'appartiennent pas au même foyer ni ne vivent sous le même toit et doivent être désinfectés chaque fois que la personne isolée ou le foyer change. En tout état de cause, ils doivent être désinfectés à la fin de chaque journée.
- L'utilisation des mêmes objets et du même linge par plusieurs personnes est à proscrire. Chaque usager doit accéder aux services avec tout le nécessaire qui lui est fourni, de préférence, par la structure ou le centre en cause. Il est toujours tenu de s'installer sur sa serviette personnelle.
- Dans les solariums, les parasols doivent être le plus possible espacés, de manière à ce que la distance qui les sépare suffise à garantir une surface d'au moins dix mètres carrés par support. Si l'ombre est produite par d'autres moyens, des surfaces équivalentes à celles relatives aux parasols doivent en tout cas être garanties.
- Il y a toujours lieu d'appliquer les normes d'hygiène courantes dans les bassins des piscines et des centres de bien-être, ainsi qu'avant tout soin à la personne. Il est notamment nécessaire que chaque usager prenne au préalable une douche savonnée pour se laver soigneusement tout le corps.
- Les espaces communs, les vestiaires, les cabines, les douches, les toilettes et les équipements (chaises-longues, chaises, transats, matériel flottant, etc.) doivent être fréquemment nettoyés et désinfectés, notamment lorsqu'il s'agit d'objets ou de surfaces touchés avec le plus de fréquence (poignées de porte, interrupteurs, mains-courantes, etc.).
- Le personnel doit être spécialement formé.
- Pour ce qui est des activités de restauration, référence est faite à la fiche thématique spécifique. En tout état de cause, la consommation d'aliments dans les espaces des thermes ou des centres de bien-être ne garantissant pas un service à la hauteur de celui prévu pour les activités de restauration est interdit.
- Il y a lieu de favoriser l'aération des locaux fermés. En ce qui concerne les installations de climatisation, le recyclage de l'air doit être totalement exclu chaque fois que cela est techniquement possible. Dans le cas contraire, l'aération naturelle des pièces doit être renforcée et les filtres du système de recyclage de l'air doivent être nettoyés, lorsque l'installation n'est pas en fonction, en vue du maintien de niveaux de filtration appropriés, suivant les indications techniques fournies par l'Institut supérieur de la santé.

SOINS À LA PERSONNE (fangothérapie, massothérapie, etc.)

- Lorsqu'il s'avère impossible, pendant les soins, de respecter la distance d'un mètre au moins, l'opérateur et le client doivent porter, si cela est compatible avec le type de prestation, un masque de protection des voies respiratoires. L'opérateur peut toujours utiliser des dispositifs de protection individuelle supplémentaires en cas de risque spécifique associé au type de prestation. Dans le cas d'une distance rapprochée, l'opérateur doit porter un masque FFP2 sans soupape et utiliser une visière.
- Tout opérateur doit assurer l'hygiène des mains, notamment avant et après toute prestation, pendant laquelle il est par ailleurs tenu de porter une blouse ou un tablier préférentiellement à usage unique. Lors des soins, il ne peut pas utiliser les mêmes gants qu'il utilise normalement.
- Tout opérateur peut pratiquer un massage sans gants, à condition qu'avant et après celui-ci il lave et désinfecte soigneusement ses mains et ses avant-bras. Pendant le massage, il ne doit jamais se toucher le visage, ni le nez, ni la bouche, ni les yeux, indépendamment du fait qu'il utilise des gants à usage unique ou non.
- Lors de tous les soins à la personne, et notamment lors de la fangothérapie, il est recommandé d'utiliser des serviettes à usage unique. Les tables de massage et toutes les surfaces et objets non jetables doivent être nettoyés et désinfectés à la fin de chaque traitement.
- Chaque espace ou pièce de soins doit être réservé à un seul client ou à un seul groupe de personnes appartenant au même foyer ou vivant sous le même toit, sauf dans le cas des soins inhalatoires. Les dimensions des espaces et pièces à usage

collectif doivent permettre, pendant toute la durée des prestations, le maintien constant de la distance de sécurité d'un mètre au moins entre les personnes, clients et opérateurs confondus.

- Entre une prestation et l'autre, il est nécessaire d'aérer les locaux et de nettoyer et désinfecter les espaces et les surfaces, eu égard notamment à celles touchées avec le plus de fréquence (poignées de porte, interrupteurs, mains-courantes, etc.).
- Chaque client doit toujours utiliser un masque de protection des voies aériennes, sauf pendant la douche après les soins ou en cas d'application de boues sur le visage, et assurer l'hygiène des mains avant et après le traitement.

PISCINES THERMALES

- Les accès aux piscines doivent être soigneusement contingentés, notamment en cas d'espaces fermés. Chaque fois que cela s'avère possible, des parcours obligatoires d'accès aux piscines et aux espaces verts et de sortie de ceux-ci doivent être aménagés pour favoriser la distanciation.
- La densité de fréquentation des bassins est calculée de manière à ce que chaque usager dispose d'une surface d'eau de sept mètres carrés, s'il s'agit d'une piscine dont les règles d'utilisation et les dimensions permettent la natation, ou de quatre mètres carrés, dans les autres cas. L'exploitant est tenu de calculer la densité de fréquentation admise et de gérer l'accès des usagers.
- Pour les activités collectives (aquabiking, aquagym, etc.), il y a lieu de préférer l'utilisation des bassins en plein air et de limiter celle des espaces fermés. Le nombre de participants aux activités collectives doit être limité de manière à assurer une distance interpersonnelle de deux mètres au moins, eu égard notamment à celles qui comportent un effort physique plus intense. Dans les espaces fermés, une heure au moins doit s'écouler entre une séance et l'autre, pendant laquelle les locaux doivent être aérés de manière appropriée.
- Les bassins et les postes d'hydromassage qui ne permettent pas de respecter les seuils relatifs à la surface d'eau par personne visés ci-dessus sont utilisés par une seule personne à la fois, sauf dans le cas de personnes appartenant au même foyer, vivant sous le même toit, occupant la même chambre ou non tenues à l'éloignement social en vertu des dispositions en vigueur. Aux fins du respect de la présente disposition, il est fait appel au sens de responsabilité de chacun.
- Les prestations d'hydrokinésithérapie doivent être assurées, autant que possible, dans des bassins spécialement destinés à cet effet et permettant à l'opérateur d'indiquer au patient les mouvements en restant hors de l'eau, sauf dans les cas où la présence de l'opérateur dans l'eau est indispensable pour l'assistance à un patient handicapé ou autre. Dans cette dernière occurrence, l'opérateur et le patient doivent porter un masque pour la protection des voies respiratoires chaque fois que cela est possible. À la fin de chaque séance, les outils utilisés doivent être désinfectés.
- Lorsque l'utilisation de désinfectants dans l'eau est prévue, la concentration de ceux-ci doit respecter les limites recommandées, conformément aux normes et aux standards internationaux. De préférence, les limites supérieures en fonction du débit doivent être atteintes. Dans le cas contraire, il y a lieu d'avoir recours aux traitements physiques selon les limites d'intensité supérieures ou de changer l'eau selon la fréquence prévue pour le débit maximum.

CENTRES DE BIEN-ÊTRE

- Il y a lieu de continger les accès aux locaux en vue du maintien de la distance d'au moins deux mètres entre les personnes dans tous les espaces fermés, sauf dans le cas de personnes appartenant au même foyer, vivant sous le même toit, occupant la même chambre ou non tenues à l'éloignement social en vertu des dispositions en vigueur. Aux fins du respect de la présente disposition, il est fait appel au sens de responsabilité de chacun.
- L'accès aux espaces chauds et humides (hammam, etc.) et aux saunas doit être interdit, sauf dans le cas d'un service destiné exclusivement aux clients hébergés dans la structure en cause.
- Tous les clients doivent porter un masque de protection des voies respiratoires dans les salles d'attente et respecter les indications affichées dans la structure en cause.

SOINS INHALATOIRES

- Pour ce qui est des soins inhalatoires individuels compris dans les niveaux essentiels d'assistance (*Livelli essenziali di assi-*

stenza – LEA) et visant au traitement des maladies oto-rhino-laryngologiques et respiratoires, les centres accordent, lors des visites médicales, une attention particulière à l'anamnèse, au dépistage des symptômes liés à la COVID-19 et à l'enregistrement des contacts avec des personnes atteintes de COVID-19 et appliquent les mesures suivantes :

- tous les soins doivent être fournis dans le respect de la distance de sécurité entre les personnes qui, s'il y a lieu, doivent utiliser les postes en alternant les places vides et les places occupées ;
- les postes sont soigneusement nettoyés/désinfectés entre un patient et l'autre, suivant des protocoles de vérification de l'efficacité des opérations en cause ;
- les locaux doivent disposer d'un système d'aération efficace, aux termes des dispositions en vigueur et des indications de l'ISS, qui garantit la circulation et le renouvellement de l'air ;
- les soins inhalatoires collectifs sont interdits, de même que les soins dans les grottes et les étuves naturelles et les inhalations par vapeur, sauf si le centre dispose de postes individuels isolés nettoyés/désinfectés entre un patient et l'autre.

Annexe 3 de l'ordonnance du président de la Région n° 231 du 5 juin 2020

PROFESSIONNELS DE LA MONTAGNE (GUIDES DE HAUTE MONTAGNE ET MONITEURS DE SKI) ET GUIDES TOURISTIQUES

PROFESSIONNELS DE LA MONTAGNE (guides de haute montagne et moniteurs de ski)

- Chaque jour, avant le début de toute activité, il est possible de prendre la température des participants aux cours d'habilitation technique et aux cours de recyclage professionnel.
- Les intéressés doivent recevoir, en plusieurs langues s'il y a lieu, une information adéquate sur les mesures de prévention.
- L'activité doit être organisée par petits groupes.
- Les mains doivent être lavées ou désinfectées assidûment.
- L'échange d'aliments et de boissons est interdit.
- Les activités doivent être planifiées autant que possible ou accessibles sur réservation ; la liste quotidienne des participants doit être conservée pendant quatorze jours.
- L'échange de matériel (harnais, casques, piolets, masques, lunettes, skis, bâtons, etc.) est interdit.
- L'échange de dispositifs, de sécurité ou autre, (radio, ARVA, fart, etc.) est interdit.
- Lors des escalades, il y a lieu d'utiliser de la magnésie liquide à base alcoolique.
- Les équipements doivent être désinfectés suivant les indications des producteurs.
- La distance minimale de deux mètres au moins entre les personnes et l'interdiction de rassemblement doivent être respectées.

GUIDES TOURISTIQUES

- Les guides et les clients doivent porter un masque.
- Les mains doivent être lavées ou désinfectées assidûment.
- La distance de sécurité et l'interdiction de rassemblement doivent être respectées.
- Tous les intéressés doivent recevoir une information adéquate sur les mesures de prévention.

- Les activités doivent être planifiées autant que possible ou accessibles sur réservation ; la liste quotidienne des participants doit être conservée pendant quatorze jours.
- L'activité doit être organisée par petits groupes.
- Le matériel d'information (audioguides ou autre) peut être utilisé uniquement s'il est convenablement désinfecté après chaque utilisation.
- Le recours aux dispositifs personnels d'information doit être favorisé.
- Aucune information sur support papier (dépliants ou autre) ne peut être distribuée aux participants. Toute information nécessaire peut être envoyée à l'avance à ceux-ci par courriel.

Ordonnance n° 242 du 12 juin 2020,

portant nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique, en vue de la reprise des activités économiques, productives et sociales.

(Le texte officiel italien a été publié au Bulletin officiel n° 38 – Édition extraordinaire – du 16 juin 2020).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d'organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d'hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l'ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndics peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu la loi régionale n° 36 du 30 novembre 2001 (Constitution d'une société par actions pour la gestion de la maison de jeu de Saint-Vincent) ;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020 déclarant, pour l'ensemble du territoire national, l'état d'urgence du fait du risque sanitaire lié à l'apparition de pathologies dérivant d'agents viraux transmissibles, pour une durée de six mois ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie et, donc, une urgence publique d'envergure internationale ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du fait de l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 27 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application

dudit décret-loi ou de l'art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Vu le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 (Nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19) ;

Considérant qu'au sens du DL n° 33/2020, et notamment :

- du premier alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 18 mai 2020, toutes les mesures de restriction de la circulation sur le territoire régional visées aux art. 2 et 3 du DL n° 19/2020 cessent de déployer leurs effets, lesdites mesures pouvant être adoptées ou prorogées au sens des articles en cause uniquement pour des portions spécifiques du territoire qui seraient concernées par une aggravation sensible de la situation épidémiologique ;
- du troisième alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 3 juin 2020, les déplacements d'une région à une autre pourront être limités uniquement par des actes pris, pour des portions spécifiques du territoire national, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause ;
- du quatrième alinéa de son art. 1^{er}, jusqu'au 2 juin 2020, il est interdit à toute personne de se déplacer, par tout moyen de transport public ou particulier, pour se rendre à ou revenir de l'étranger, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés et absolument urgents, pour des motifs de santé ou pour les raisons qui seront établies par les actes adoptés au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ; en tout état de cause, les déplacements pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence sont toujours autorisés ; à compter du 3 juin 2020, les déplacements pour se rendre à ou revenir de l'étranger pourront être limités uniquement par des actes pris, éventuellement pour tout ou partie du territoire d'États spécifiques, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause, dans le respect des obligations dérivant de l'ordre juridique de l'Union européenne et de celles internationales ;
- du huitième alinéa de son art. 1^{er}, tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public ; les manifestations, les événements et les spectacles de toute nature comportant la présence du public – y compris ceux à caractère culturel, ludique ou sportif, ainsi que les foires, colloques et congrès en lieu public ou ouvert au public – se déroulent, si cela est jugé possible, sur la base de l'évolution des données épidémiologiques et suivant les modalités établies par les actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ;
- du quatorzième alinéa de l'art. 1^{er}, les activités économiques, productives et sociales doivent se conformer aux lignes directrices ou aux dispositions des protocoles que les Régions ou la Conférence des Régions et des Provinces autonomes adoptent en vue de prévenir ou de réduire le risque de contagion dans les secteurs de référence et les secteurs similaires, et ce, dans le respect des principes visés aux lignes directrices et aux protocoles établis à l'échelle nationale et sans préjudice de l'application de ceux-ci à défaut de lignes directrices ou de protocoles régionaux ; les activités économiques, productives et sociales pourront être limitées par des actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ou du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020 dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité ;
- du quinzième alinéa de l'art. 1^{er}, la violation des lignes directrices et des protocoles régionaux ou, à défaut, nationaux qui comporterait un niveau de protection insuffisant est sanctionnée par la suspension de l'activité en cause tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies ;
- du seizième alinéa de l'art. 1^{er}, pour garantir le déroulement des activités économiques, productives et sociales dans des conditions de sécurité, les Régions contrôlent chaque jour l'évolution de la situation épidémiologique sur leur territoire et évaluent, sur cette base, si leur système sanitaire est approprié. Les données issues des opérations de contrôle sont communiquées chaque jour au Ministère de la santé, à l'Institut supérieur de santé et au Comité technique et scientifique visé à l'ordonnance du chef du Département de la protection civile n° 630 du 3 février 2020 ; chaque Région contrôle l'évolution de la situation épidémiologique sur son territoire suivant les critères établis par le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 et, dans l'attente de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés à l'art. 2 du DL n° 19/2020, peut prendre des mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 dont elle informe immédiatement le ministre de la santé ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 11 juin 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19

du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, et du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, portant nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), remplaçant les dispositions du décret du président du Conseil des ministres du 17 mai 2020 et applicable à compter du 15 juin jusqu'au 14 juillet 2020 ;

Vu notamment la lettre l) du premier alinéa de l'art. 1^{er} du DPCM du 11 juin 2020, au sens de laquelle l'activité des salles de jeux, de paris sportifs et de bingo est autorisée à condition, d'une part, que les Régions et les Provinces autonomes aient préalablement constaté qu'elle est compatible avec l'évolution de la situation épidémiologique sur leur territoire et, d'autre part, qu'elles établissent quels protocoles et lignes directrices s'appliquent en vue de la prévention et de la réduction des risques de contagion dans les secteurs en cause et dans les secteurs analogues ; lesdits protocoles et lignes directrices sont adoptés par les Régions ou par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes conformément aux principes énoncés dans les protocoles et lignes directrices approuvés à l'échelle nationale et compte tenu des critères visés à l'annexe 10 du DPCM en cause ;

Rappelant l'ordonnance du président de la Région n° 231 du 5 juin 2020 (Nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique, en vue de la reprise des activités économiques, productives et sociales, et retrait de l'ordonnance du président de la Région n° 207 du 17 mai 2020) ;

Vu les lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 11 juin 2020 et visées à l'annexe 9 du DPCM du 11 juin 2020, qui ont établi des orientations opérationnelles spécifiques pour chaque secteur d'activité dans le but de fournir un guide synthétique et immédiat pour l'application des mesures générales de prévention et de limitation de la COVID-19, afin de supporter un modèle de reprise des activités économiques et productives qui soit compatible avec les exigences de protection de la santé des travailleurs et des clients ;

Vu la délibération du Gouvernement régional n° 463 du 5 juin 2020 concernant, entre autres, le protocole d'entente pour la réglementation des mesures de lutte contre la diffusion de la COVID-19 dans la maison de jeu, signé le 19 mai 2020 par *Casino de la Vallée SpA*, le médecin compétent, le responsable du service de prévention et de protection (RSPP), les représentants du personnel en matière de sécurité (*RLS*) et les organisations syndicales ;

Vu le procès-verbal de la réunion du 4 juin 2020 du Comité régional de coordination, attestant que les contenus du protocole sur la maison de jeu sont parfaitement cohérents avec les indications sanitaires pour la limitation de la contagion prévues par l'annexe 12 du DPCM du 11 juin 2020 ;

Considérant que les protocoles approuvés par le Gouvernement régional, les lignes directrices adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes et, à défaut, les orientations nationales tiennent lieu, au vu des connaissances actuelles sur la transmission de la COVID-19, de mesures nécessaires en vue de la reprise des activités économiques, productives et sociales ;

Considérant qu'au vu des données fournies par les autorités sanitaires et des prévisions sur la poursuite de la contagion, selon lesquelles le taux de reproduction de base du virus (R_0) a progressivement diminué, il ne s'avère pas nécessaire, pour l'heure, de prendre des dispositions restrictives supplémentaires au sens du premier alinéa de l'art. 3 du DL n° 19/2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35/2020 ;

Rappelant le rapport du 26 mai 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire institué au sens du décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 (Adoption des critères relatifs au suivi du risque sanitaire prévu par l'annexe 10 du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020), au sens duquel la Vallée d'Aoste relève toujours de la catégorie « Bas risque » (niveau 2) ;

Considérant que l'Unité de crise a pris acte, lors de sa réunion du 26 mai 2020, de l'insertion de la Vallée d'Aoste dans la catégorie en cause et a confirmé que la situation épidémiologique est sous contrôle ;

Rappelant les rapports du 3 et du 9 juin 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens desquels la Vallée d'Aoste relève toujours de la catégorie « Bas risque » ;

Considérant qu'au vu de l'évolution de la situation épidémiologique sur le territoire régional – caractérisée, pour l'heure, par un indice de contagiosité en diminution qui prouve la maîtrise de la diffusion de la contagion – il y a lieu, compte tenu de la nécessité de favoriser la reprise du tissu économique et social sans préjudice de l'intérêt prioritaire et constant pour la protection de la santé publique et aux termes notamment du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020, d'adopter des mesures pour permettre la reprise d'activités économiques, productives et sociales supplémentaires ;

Considérant qu'aux termes de la lettre l) du premier alinéa de l'art. 1^{er} du DPCM du 11 juin 2020 l'exercice de l'activité de la maison de jeu, ainsi que des salles de jeux, de paris sportifs et de bingo, est compatible avec l'évolution de la situation épidémiologique sur le territoire valdôtain ;

Considérant qu'aux termes de la lettre l) du premier alinéa de l'art. 1^{er} du DPCM du 11 juin 2020, il y a lieu d'appliquer aux activités en cause les protocoles et lignes directrices indiqués ci-après :

- dans le cas de la maison de jeu, le protocole d'entente pour la réglementation des mesures de lutte contre la diffusion de la COVID-19 visé à la DGR n° 463/2020, ainsi que les fiches techniques visées aux lignes directrices du 11 juin 2020 (annexe 9 du DPCM du 11 juin 2020) et applicables aux activités de jeu des salles de machines à sous, de jeux, de bingo et de paris sportifs, ainsi qu'aux autres activités exercées dans la maison de jeu ;
- dans le cas des salles de machines à sous, de jeux, de bingo et de paris sportifs, les fiches techniques visées aux lignes directrices du 11 juin 2020 (annexe 9 du DPCM du 11 juin 2020) et applicables aux activités de jeu des salles en cause ainsi qu'aux autres activités exercées dans celles-ci ;

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser la reprise des activités de la maison de jeu et des salles de machines à sous, de jeux, de bingo et de paris sportifs ;

Considérant qu'il y a toujours lieu de conjuguer raisonnablement le principe de la protection de la santé, qui reste prééminent, et celui de la protection du tissu économique et social valdôtain, compte tenu de l'évolution de la crise épidémiologique, ainsi que des caractéristiques et des particularités régionales ;

Considérant qu'à défaut de vaccin et de traitement pharmacologique spécifique, la communauté scientifique considère l'éloignement social comme le principal moyen de prévention de la contagion, avec quelques autres mesures de précaution ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique,

ordonne

1. À compter du 15 juin 2020, la maison de jeu de Saint-Vincent est autorisée à reprendre son activité, dans le respect du protocole d'entente visé à la délibération du Gouvernement régional n° 463 du 5 juin 2020 et publié sur le site internet de la Région, ainsi que des fiches techniques visées aux lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 11 juin 2020 et applicables aux activités de jeu des salles de machines à sous, de jeux, de bingo et de paris sportifs, ainsi qu'aux autres activités exercées dans celles-ci.
2. À compter du 15 juin 2020, les salles de machines à sous, de jeux, de bingo et de paris sportifs sont autorisées à reprendre leur activité dans le respect des fiches techniques visées aux lignes directrices pour la réouverture des activités économiques et productives adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes le 11 juin 2020 et applicables aux activités de jeu des salles en cause, ainsi qu'aux autres activités exercées dans celles-ci.
3. Tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public et pendant les activités visées à la présente ordonnance.
4. Des mesures de limitation des activités économiques, productives et sociales pourront être prises, aux termes du quatorzième alinéa de l'art. 1^{er} du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 et dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité, par des actes adoptés au sens de l'art. 2 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020 ; des mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 pourront, par ailleurs, être prises aux termes du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020.

La présente ordonnance est valable à compter du 15 juin 2020, jusqu'à nouvel ordre.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l'application des sanctions visées à l'art. 4 du DL n° 19/2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35/2020.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut notification individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est transmise, aux fins de l'accomplissement des obligations prévues par la loi, au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé, ainsi qu'aux syndicats des Communes valdôtaines et à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 12 juin 2020.

Le président,
Renzo TESTOLIN

Ordinanza 17 giugno 2020, n. 249.

Ulteriori misure per la prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-2019. Riapertura dei servizi diurni per persone con disabilità psico-fisiche dei Centri Educativi Assistenziali (C.E.A.), degli altri centri diurni, dei servizi di riabilitazione equestre e di acquaticità. Ordinanza ai sensi dell'art. 32, comma 3, della legge 23 dicembre 1978, n. 833 in materia di igiene e sanità pubblica. Revoca dell'ordinanza n. 104 in data 11 marzo 2020.

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Visto l'art. 32 della Costituzione;

Visto lo Statuto speciale per la Valle d'Aosta approvato con Legge Costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Vista la legge regionale 13 marzo 2008, n. 4 "Disciplina del sistema regionale di emergenza-urgenza sanitaria";

Vista la legge regionale 18 gennaio 2001, n. 5 "Organizzazione delle attività regionali di protezione civile";

Vista la legge 23 dicembre 1978, n. 833, recante "Istituzione del servizio sanitario nazionale" e, in particolare, l'art. 32 che dispone "il Ministro della sanità può emettere ordinanze di carattere contingibile e urgente, in materia di igiene e sanità pubblica e di polizia veterinaria, con efficacia estesa all'intero territorio nazionale o a parte di esso comprendente più regioni", nonché "nelle medesime materie sono emesse dal presidente della giunta regionale e dal sindaco ordinanze di carattere contingibile e urgente, con efficacia estesa rispettivamente alla regione o a parte del suo territorio comprendente più comuni e al territorio comunale";

Vista la delibera del Consiglio dei Ministri del 31 gennaio 2020, con la quale è stato dichiarato, per sei mesi, lo stato di

Ordonnance n° 249 du 17 juin 2020,

portant nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique, en vue de la réouverture des centres de services de jour pour les personnes atteintes de troubles physiques et psychiques, des centres d'éducation et d'assistance (CEA), des autres centres de jour et des services de réhabilitation équestre et d'aquaticité, ainsi que retrait de l'ordonnance du président de la Région n° 104 du 11 mars 2020.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d'organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d'hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l'ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndicats peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020 déclarant, pour l'ensemble du territoire national, l'état

emergenza sul territorio nazionale relativo al rischio sanitario connesso all'insorgenza di patologie derivanti da agenti virali trasmissibili;

Rilevato che l'Organizzazione mondiale della sanità l'11 marzo 2020 ha dichiarato il COVID-19 come pandemia e un'emergenza pubblica di rilevanza internazionale;

Visto il decreto-legge 17 marzo 2020, n. 18, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 17 marzo 2020, n. 70, convertito, con modificazioni, nella legge 24 aprile 2020, n. 27;

Visto il decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, recante "*Misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19*" pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 25 marzo 2020, n. 79, convertito, con modificazioni, nella legge 22 maggio 2020, n. 35 che, nell'abrogare le disposizioni di cui al decreto-legge 23 febbraio 2020, n. 6, fa salvi gli effetti prodotti e gli atti adottati sulla base dei decreti e delle ordinanze emanati ai sensi del decreto-legge 23 febbraio 2020, n. 6, convertito, con modificazioni, dalla legge 5 marzo 2020, n. 13, ovvero ai sensi dell'articolo 32 della legge 23 dicembre 1978, n. 833 e dispone che continuano ad applicarsi nei termini originariamente previsti le misure già adottate con i decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri adottati in data 8 marzo 2020, 9 marzo 2020, 11 marzo 2020 e 22 marzo 2020 per come ancora vigenti alla data di entrata in vigore del presente decreto;

Visto il decreto del Ministro della salute del 30 aprile 2020;

Visto il decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 "*Ulteriori misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19*";

Atteso che il decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 testé citato:

- all'articolo 1, comma 1, prevede che "*A decorrere dal 18 maggio 2020, cessano di avere effetto tutte le misure limitative della circolazione all'interno del territorio regionale di cui agli articoli 2 e 3 del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, e tali misure possono essere adottate o reiterate, ai sensi degli stessi articoli 2 e 3, solo con riferimento a specifiche aree del territorio medesimo interessate da particolare aggravamento della situazione epidemiologica*";
- all'articolo 1, comma 3, prevede che "*A decorrere dal 3 giugno 2020, gli spostamenti interregionali possono essere limitati solo con provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, in relazione a specifiche aree del territorio*

d'urgence du fait du risque sanitaire lié à l'apparition de pathologies dérivant d'agents viraux transmissibles, pour une durée de six mois ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie et, donc, une urgence publique d'envergure internationale ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du fait de l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 27 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application dudit décret-loi ou de l'art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Vu le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 (Nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19) ;

Considérant qu'au sens du DL n° 33/2020, et notamment :

- du premier alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 18 mai 2020, toutes les mesures de restriction de la circulation sur le territoire régional visées aux art. 2 et 3 du DL n° 19/2020 cessent de déployer leurs effets, lesdites mesures pouvant être adoptées ou prorogées au sens des articles en cause uniquement pour des portions spécifiques du territoire qui seraient concernées par une aggravation sensible de la situation épidémiologique ;
- du troisième alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 3 juin 2020, les déplacements d'une région à une autre pourront être limités uniquement par des actes pris, pour des portions spécifiques du territoire national, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant

nazionale, secondo principi di adeguatezza e proporzionalità al rischio epidemiologico effettivamente presente in dette aree”;

- all'art. 1, comma 4, prevede che *“Fino al 2 giugno 2020, sono vietati gli spostamenti da e per l'estero, con mezzi di trasporto pubblici e privati, salvo che per comprovate esigenze lavorative, di assoluta urgenza ovvero per motivi di salute o negli ulteriori casi individuati con provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020; resta in ogni caso consentito il rientro presso il proprio domicilio, abitazione o residenza. A decorrere dal 3 giugno 2020, gli spostamenti da e per l'estero possono essere limitati solo con provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, anche in relazione a specifici Stati e territori, secondo principi di adeguatezza e proporzionalità al rischio epidemiologico e nel rispetto dei vincoli derivanti dall'ordinamento dell'Unione europea e degli obblighi internazionali”;*
- all'art. 1, comma 8 prevede che *“E' vietato l'assemblamento di persone in luoghi pubblici o aperti al pubblico. Le manifestazioni, gli eventi e gli spettacoli di qualsiasi natura con la presenza di pubblico, ivi compresi quelli di carattere culturale, ludico, sportivo e fieristico, nonché ogni attività convegnistica o congressuale, in luogo pubblico o aperto al pubblico, si svolgono, ove ritenuto possibile sulla base dell'andamento dei dati epidemiologici, con le modalità stabilite con i provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020”;*
- all'articolo 1, comma 14, prevede che *“Le attività economiche, produttive e sociali devono svolgersi nel rispetto dei contenuti di protocolli o linee guida idonei a prevenire o ridurre il rischio di contagio nel settore di riferimento o in ambiti analoghi, adottati dalle regioni o dalla Conferenza delle regioni e delle province autonome nel rispetto dei principi contenuti nei protocolli o nelle linee guida nazionali. In assenza di quelli regionali trovano applicazione i protocolli o le linee guida adottati a livello nazionale. Le misure limitative delle attività economiche, produttive e sociali possono essere adottate, nel rispetto dei principi di adeguatezza e proporzionalità, con provvedimenti emanati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020 o del comma 16”;*
- all'articolo 1, comma 15, prevede che *“Il mancato rispetto dei contenuti dei protocolli o delle linee guida, regionali, o, in assenza, nazionali, di cui al comma 14 che non assicuri adeguati livelli di prote-*

des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause ;

- du quatrième alinéa de son art. 1^{er}, jusqu'au 2 juin 2020, il est interdit à toute personne de se déplacer, par tout moyen de transport public ou particulier, pour se rendre à ou revenir de l'étranger, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés et absolument urgents, pour des motifs de santé ou pour les raisons qui seront établies par les actes adoptés au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ; en tout état de cause, les déplacements pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence sont toujours autorisés ; à compter du 3 juin 2020, les déplacements pour se rendre à ou revenir de l'étranger pourront être limités uniquement par des actes pris, éventuellement pour tout ou partie du territoire d'États spécifiques, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause, dans le respect des obligations dérivant de l'ordre juridique de l'Union européenne et de celles internationales ;
- du huitième alinéa de son art. 1^{er}, tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public ; les manifestations, les événements et les spectacles de toute nature comportant la présence du public – y compris ceux à caractère culturel, ludique ou sportif, ainsi que les foires, colloques et congrès en lieu public ou ouvert au public – se déroulent, si cela est jugé possible, sur la base de l'évolution des données épidémiologiques et suivant les modalités établies par les actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ;
- du quatorzième alinéa de son art. 1^{er}, les activités économiques, productives et sociales doivent se conformer aux lignes directrices ou aux dispositions des protocoles que les Régions ou la Conférence des Régions et des Provinces autonomes adoptent en vue de prévenir ou de réduire le risque de contagion dans les secteurs de référence et les secteurs similaires, et ce, dans le respect des principes visés aux lignes directrices et aux protocoles établis à l'échelle nationale et sans préjudice de l'application de ceux-ci à défaut de lignes directrices ou de protocoles régionaux ; les activités économiques, productives et sociales pourront être limitées par des actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ou du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020 dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité ;
- du quinzième alinéa de son art. 1^{er}, la violation des lignes directrices et des protocoles régionaux ou, à défaut, nationaux qui comporterait un niveau de protection insuffisant est sanctionnée par la suspension

zione determina la sospensione dell'attività fino al ripristino delle condizioni di sicurezza.”;

- all'art. 1, comma 16, prevede che *“Per garantire lo svolgimento in condizioni di sicurezza delle attività economiche, produttive e sociali, le regioni monitorano con cadenza giornaliera l'andamento della situazione epidemiologica nei propri territori e, in relazione a tale andamento, le condizioni di adeguatezza del sistema sanitario regionale. I dati del monitoraggio sono comunicati giornalmente dalle regioni al Ministero della salute, all'Istituto superiore di sanità e al comitato tecnico-scientifico di cui all'ordinanza del Capo del dipartimento della protezione civile del 3 febbraio 2020, n. 630, e successive modificazioni. In relazione all'andamento della situazione epidemiologica sul territorio, accertato secondo i criteri stabiliti con decreto del Ministro della salute del 30 aprile 2020 e sue eventuali modificazioni, nelle more dell'adozione dei decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri di cui all'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, la Regione, informando contestualmente il Ministro della salute, può introdurre misure derogatorie, ampliative o restrittive, rispetto a quelle disposte ai sensi del medesimo articolo 2”;*

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 11 giugno 2020 *“Ulteriori disposizioni attuative del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, recante misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19, e del decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33, recante ulteriori misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19”*, le cui disposizioni si applicano a decorrere dal 15 giugno 2020 in sostituzione di quelle del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 17 maggio 2020 e sono efficaci fino al 14 luglio 2020;

Visto, in particolare, l'articolo 9 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri dell'11 giugno 2020, che prevede: *“1. Le attività sociali e socio-sanitarie erogate dietro autorizzazione o in convenzione, comprese quelle erogate all'interno o da parte di centri semiresidenziali per persone con disabilità, qualunque sia la loro denominazione, a carattere socio-assistenziale, socio-educativo, polifunzionale, socio-occupazionale, sanitario e socio-sanitario vengono riattivate secondo piani territoriali, adottati dalle Regioni, assicurando attraverso eventuali specifici protocolli il rispetto delle disposizioni per la prevenzione dal contagio e la tutela della salute degli utenti e degli operatori. 2. Le persone con disabilità motorie o con disturbi dello spettro autistico, disabilità intellettiva o sensoriale o problematiche psichiatriche e comportamentali o non autosufficienti con necessità di supporto, possono ridurre il distanziamento sociale con i propri accompagnatori o operatori di assistenza, operanti a qualsiasi titolo, al di sotto della distanza prevista”;*

Richiamata la propria ordinanza n. 104 in data 11 marzo

de l'activité en cause tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies ;

- du seizième alinéa de son art. 1^{er}, pour garantir le déroulement des activités économiques, productives et sociales dans des conditions de sécurité, les Régions contrôlent chaque jour l'évolution de la situation épidémiologique sur leur territoire et évaluent, sur cette base, si leur système sanitaire est approprié. Les données issues des opérations de contrôle sont communiquées chaque jour au Ministère de la santé, à l'Institut supérieur de santé et au Comité technique et scientifique visé à l'ordonnance du chef du Département de la protection civile n° 630 du 3 février 2020 ; chaque Région contrôle l'évolution de la situation épidémiologique sur son territoire suivant les critères établis par le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 et, dans l'attente de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés à l'art. 2 du DL n° 19/2020, peut prendre des mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 dont elle informe immédiatement le ministre de la santé ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 11 juin 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, et du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, portant nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), remplaçant les dispositions du décret du président du Conseil des ministres du 17 mai 2020 et applicable à compter du 15 juin jusqu'au 14 juillet 2020 ;

Vu notamment le premier alinéa de l'art. 9 du DPCM du 11 juin 2020, au sens duquel les services sociaux et socio-sanitaires fournis, sur autorisation ou par convention, dans ou par tout centre de jour pour personnes handicapées, indépendamment de sa dénomination, œuvrant dans un ou plusieurs secteurs de l'assistance sociale, de l'éducation, de l'ergothérapie, de la santé peuvent reprendre suivant les plans territoriaux que les Régions adoptent à cet effet, à condition que le respect des dispositions pour la prévention de la contagion et la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et des usagers soit garanti, éventuellement par des protocoles ad hoc ; vu également le deuxième alinéa dudit art. 9, au sens duquel les personnes atteintes d'un handicap de l'appareil moteur, de troubles du spectre de l'autisme, intellectuels ou sensoriels ou de problèmes psychiatriques ou du comportement, ou encore non indépendantes et exigeant une aide peuvent déroger à la distance de sécurité avec leurs accompagnateurs ou assistants à quelque titre que ce soit ;

Rappelant l'ordonnance du président de la Région n° 104

2020 (Misure per la prevenzione, e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-2019. Ordinanza ai sensi dell'art. 32, comma 3, della legge 23 dicembre 1978, n. 833 in materia di igiene e sanità pubblica);

Vista la deliberazione della Giunta regionale n. 447 in data 29 maggio 2020, con la quale, tra gli altri, è stato adottato il protocollo di regolamentazione delle misure per il contrasto e il contenimento della diffusione del virus COVID-19 per la prevenzione del contagio e la tutela della salute degli utenti e degli operatori finalizzato alla graduale riattivazione delle attività dei servizi diurni rivolti a persone con disabilità;

Preso atto della nota della Coordinatrice del Dipartimento Politiche sociali dell'Assessorato Sanità, Salute e Politiche sociali dell'11 giugno 2020, prot. 12697, acquisita agli atti nella medesima data con il prot. n. 7781/GAB, con cui viene richiesta la revoca dell'ordinanza n. 104 dell'11 marzo 2020 che disponeva la chiusura dei servizi diurni per persone con disabilità psico-fisiche dei Centri educativi assistenziali (C.E.A.) degli altri centri diurni, dei servizi di riabilitazione equestre e di acquaticità, prevedendone la riapertura degli stessi a partire dal 22 giugno c.a.;

Considerato che i protocolli approvati dalla Giunta regionale, le Linee guida approvate dalla Conferenza delle Regioni e Province autonome e, in assenza di questi, le linee di indirizzo nazionali costituiscono le misure necessarie, allo stato delle attuali conoscenze in materia di trasmissione del contagio da COVID-19, per consentire il riavvio delle attività economiche, produttive e sociali;

Considerato, altresì, che, in relazione ai dati forniti dalle Autorità Sanitarie e stanti le proiezioni sulla prosecuzione del contagio che attestano come l'indice del contagio "R con zero" sia calato progressivamente e che non sia al momento necessario prevedere misure ulteriormente restrittive secondo quanto previsto dall'articolo 3, comma 1, del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, convertito, con modificazioni, nella legge 22 maggio 2020, n. 35;

Richiamati gli esiti del report, aggiornato al 26 maggio 2020, del sistema di monitoraggio del rischio sanitario introdotto dal Decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 "Emergenza COVID-19 attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2A di cui all'allegato 10 del DPCM 26/4/2020", in relazione ai quali è stata confermata la classificazione a "rischio basso/livello 2" per la Regione;

Atteso che l'Unità di crisi regionale nella riunione del 26 maggio 2020 ha preso atto di tale classificazione, confermando che la situazione epidemiologica è sotto controllo;

Richiamati, altresì, gli esiti del report sopraindicato, aggiornato al 3 giugno 2020 e al 9 giugno 2020, in relazione ai quali è stata, in entrambi i casi, confermata la classificazione a "rischio basso" per la Regione;

du 11 mars 2020 (Mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique) ;

Vu la délibération du Gouvernement régional n° 447 du 29 mai 2020 approuvant, entre autres, le protocole régissant les mesures pour contrer la COVID-19 et limiter sa diffusion, en vue de la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et usagers des centres de jour pour personnes handicapées, aux fins de la graduelle réouverture de ceux-ci ;

Rappelant la lettre du 11 juin 2020, réf. n° 12697, enregistrée le même jour sous le n° 7781/GAB, par laquelle la coordinatrice du Département des politiques sociales de l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales demandait le retrait de l'ordonnance n° 104/2020 susmentionnée et la réouverture des centres de services de jour pour les personnes atteintes de troubles physiques et psychiques, des centres d'éducation et d'assistance (CEA), des autres centres de jour et des services de réhabilitation équestre et d'aquaticité le 22 juin 2020 ;

Considérant que les protocoles approuvés par le Gouvernement régional, les lignes directrices adoptées par la Conférence des Régions et des Provinces autonomes et, à défaut, les orientations nationales tiennent lieu, au vu des connaissances actuelles sur la transmission de la COVID-19, de mesures nécessaires en vue de la reprise des activités économiques, productives et sociales ;

Considérant qu'au vu des données fournies par les autorités sanitaires et des prévisions sur la poursuite de la contagion, selon lesquelles le taux de reproduction de base du virus (R0) a progressivement diminué, il ne s'avère pas nécessaire, pour l'heure, de prendre des dispositions restrictives supplémentaires au sens du premier alinéa de l'art. 3 du DL n° 19/2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35/2020 ;

Rappelant le rapport du 26 mai 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire institué au sens du décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 (Adoption des critères relatifs au suivi du risque sanitaire prévu par l'annexe 10 du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020), au sens duquel la Vallée d'Aoste relève toujours de la catégorie « Bas risque » (niveau 2) ;

Considérant que l'Unité de crise a pris acte, lors de sa réunion du 26 mai 2020, de l'insertion de la Vallée d'Aoste dans la catégorie en cause et a confirmé que la situation épidémiologique est sous contrôle ;

Rappelant les rapports du 3 et du 9 juin 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens desquels la Vallée d'Aoste relève toujours de la catégorie « Bas risque » ;

Ritenuto, con riferimento a quanto disciplinato dal decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 e, in particolare dall'articolo 1, comma 16, visto l'andamento della situazione epidemiologica del territorio regionale che si attesta, allo stato attuale, a un indice di contagiosità in progressivo decremento verso un valore di stabilizzazione a dimostrazione del contenimento della diffusione del contagio, e considerata l'esigenza, pur nel costante e prioritario interesse della tutela della salute pubblica, di proseguire con la ripresa del tessuto economico e sociale e di adottare con la presente ordinanza misure per consentire il riavvio di ulteriori attività economiche, produttive e sociali;

Ritenuto, pertanto, di stabilire, con la presente ordinanza, con decorrenza dal 22 giugno 2020, la riapertura dei servizi diurni per persone con disabilità psico-fisiche, dei Centri Educativi Assistenziali (C.E.A.), degli altri centri diurni, dei servizi di riabilitazione equestre e di acquaticità, tenuto conto anche di quanto previsto dal protocollo approvato dalla Giunta regionale con deliberazione n. 447 in data 29 maggio 2020, procedendo altresì alla revoca dell'ordinanza n. 104 in data 11 marzo 2020;

Atteso che la comunità scientifica ha indicato quale unico strumento di prevenzione, in assenza di vaccino o di farmaci specifici, il cosiddetto "distanziamento sociale", oltre ad alcune misure precauzionali;

Considerato che le situazioni di fatto e di diritto fin qui esposte e motivate integrino le condizioni di eccezionalità ed urgente necessità di tutela della sanità pubblica;

ordina

1. Con decorrenza 22 giugno 2020 è revocata l'ordinanza n. 104 in data 11 marzo 2020.
2. A decorrere dal 22 giugno 2020 è consentita la riapertura dei servizi diurni per persone con disabilità psico-fisiche dei Centri Educativi Assistenziali (C.E.A.), degli altri centri diurni, dei servizi di riabilitazione equestre e di acquaticità.
3. Le attività di cui al punto 2) sono esercitabili nel rispetto del protocollo approvato dalla Giunta regionale con deliberazione n. 447 in data 29 maggio 2020.
4. E' in ogni caso vietato, l'assembramento di persone in luoghi pubblici o aperti al pubblico, nonché nello svolgimento delle attività di cui alla presente ordinanza.

La presente ordinanza ha validità dal 22 giugno 2020 fino a nuovo provvedimento.

Conservano validità le ordinanze n. 115 in data 19 marzo

Considérant qu'au vu de l'évolution de la situation épidémiologique sur le territoire régional – caractérisée, pour l'heure, par un indice de contagiosité en diminution qui prouve la maîtrise de la diffusion de la contagion – il y a lieu, compte tenu de la nécessité de favoriser la reprise du tissu économique et social sans préjudice de l'intérêt prioritaire et constant pour la protection de la santé publique et aux termes notamment du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020, d'adopter des mesures pour permettre la reprise d'activités économiques, productives et sociales supplémentaires ;

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser la reprise, à compter du 22 juin 2020, de l'activité des centres de services de jour pour les personnes atteintes de troubles physiques et psychiques, des CEA, des autres centres de jour et des services de réhabilitation équestre et d'aquaticité, compte tenu entre autres du protocole approuvé par la DGR n° 447/2020, ainsi que de retirer l'ordonnance n° 104/2020 susmentionnée ;

Considérant qu'à défaut de vaccin et de traitement pharmacologique spécifique, la communauté scientifique considère l'éloignement social comme le principal moyen de prévention de la contagion, avec quelques autres mesures de précaution ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique,

ordonne

1. À compter du 22 juin 2020, l'ordonnance du président de la Région n° 104 du 11 mars 2020 est retirée.
2. À compter du 22 juin 2020, les centres de services de jour pour les personnes atteintes de troubles physiques et psychiques, les centres d'éducation et d'assistance (CEA), les autres centres de jour et les services de réhabilitation équestre et d'aquaticité sont autorisés à reprendre leur activité.
3. L'exercice de l'activité au sens du point 2 est subordonné à l'application du protocole approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 447 du 29 mai 2020.
4. Tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public et pendant les activités visées à la présente ordonnance.

La présente ordonnance est valable à compter du 22 juin 2020, jusqu'à nouvel ordre.

Les ordonnances du président de la Région n° 115 du 19 mars

2020 e n. 124 in data 27 marzo 2020.

L'inottemperanza alla presente ordinanza comporta l'applicazione delle sanzioni di cui all'art. 4 del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, convertito, con modificazioni, nella legge 22 maggio 2020, n. 35. Nei casi in cui la violazione sia commessa nell'esercizio di un'attività di impresa, si applica altresì la sanzione amministrativa accessoria della chiusura dell'esercizio o dell'attività da 5 a 30 giorni.

La presente ordinanza è pubblicata sul sito istituzionale della Regione e sarà pubblicata sul Bollettino Ufficiale della Regione. La pubblicazione ha valore di notifica individuale, a tutti gli effetti di legge, nei confronti di tutti i soggetti coinvolti.

La presente ordinanza, per gli adempimenti di legge, viene trasmessa al Presidente del Consiglio dei Ministri e al Ministro della Salute, nonché ai Sindaci dei Comuni della Regione e alla Commissione straordinaria presso il Comune di Saint-Pierre.

Avverso la presente ordinanza è ammesso ricorso giurisdizionale innanzi al Tribunale Amministrativo Regionale nel termine di sessanta giorni dalla comunicazione, ovvero ricorso straordinario al Capo dello Stato entro il termine di giorni centoventi.

Aosta, 17 giugno 2020.

Il Presidente
Renzo TESTOLIN

Ordinanza 17 giugno 2020, n. 250.

Ulteriori misure per la prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-2019. Ordinanza ai sensi dell'art. 32, comma 3, della legge 23 dicembre 1978, n. 833 in materia di igiene e sanità pubblica. Indicazioni per la gestione dell'emergenza COVID-19 sul territorio della Regione Autonoma Valle d'Aosta e la standardizzazione dei comportamenti da adottare in tutti gli ambiti socio-sanitari e territoriali. Integrazione delle indicazioni di cui all'ordinanza del Presidente della Regione n. 124 del 27 marzo 2020 e revoca parziale della medesima ordinanza.

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Visto l'art. 32 della Costituzione;

Visto lo Statuto speciale per la Valle d'Aosta approvato con Legge Costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Vista la legge regionale 13 marzo 2008, n. 4 "Disciplina del sistema regionale di emergenza-urgenza sanitaria";

2020 et n° 124 du 27 mars 2020 demeurent applicables.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l'application des sanctions visées à l'art. 4 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020. Si la violation est commise dans le cadre de l'exercice d'une activité d'entreprise, il est également fait application de la sanction administrative accessoire consistant dans la fermeture de ladite activité pendant cinq à trente jours.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut notification individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est transmise, aux fins de l'accomplissement des obligations prévues par la loi, au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé, ainsi qu'aux syndicats des Communes valdôtaines et à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 17 juin 2020.

Le président,
Renzo TESTOLIN

Ordonnance n° 250 du 17 juin 2020,

portant nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique, complément des indications pour la gestion de l'épidémie de COVID-19 sur le territoire de la Région autonome Vallée d'Aoste et pour la standardisation des comportements à tenir dans tous les secteurs de l'assistance socio-sanitaire et territoriale visées à l'ordonnance du président de la Région n° 124 du 27 mars 2020 et retrait partiel de celle-ci.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vista la legge regionale 18 gennaio 2001, n. 5 “Organizzazione delle attività regionali di protezione civile”;

Vista la legge 23 dicembre 1978, n. 833, recante “Istituzione del servizio sanitario nazionale” e, in particolare, l’art. 32 che dispone “il Ministro della sanità può emettere ordinanze di carattere contingibile e urgente, in materia di igiene e sanità pubblica e di polizia veterinaria, con efficacia estesa all’intero territorio nazionale o a parte di esso comprendente più regioni”, nonché “nelle medesime materie sono emesse dal presidente della giunta regionale e dal sindaco ordinanze di carattere contingibile e urgente, con efficacia estesa rispettivamente alla regione o a parte del suo territorio comprendente più comuni e al territorio comunale”;

Vista la delibera del Consiglio dei Ministri del 31 gennaio 2020, con la quale è stato dichiarato, per sei mesi, lo stato di emergenza sul territorio nazionale relativo al rischio sanitario connesso all’insorgenza di patologie derivanti da agenti virali trasmissibili;

Rilevato che l’Organizzazione mondiale della sanità l’11 marzo 2020 ha dichiarato il COVID-19 come pandemia e un’emergenza pubblica di rilevanza internazionale;

Visto il decreto-legge 17 marzo 2020, n. 18, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 17 marzo 2020, n. 70, convertito, con modificazioni, nella legge 24 aprile 2020, n. 27;

Visto “Misure urgenti per fronteggiare l’emergenza epidemiologica da COVID-19” pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 25 marzo 2020, n. 79, convertito, con modificazioni, nella legge 22 maggio 2020, n. 35 che, nell’abrogare le disposizioni di cui al decreto-legge 23 febbraio 2020, n. 6, fa salvi gli effetti prodotti e gli atti adottati sulla base dei decreti e delle ordinanze emanati ai sensi del decreto-legge 23 febbraio 2020, n. 6, convertito, con modificazioni, dalla legge 5 marzo 2020, n. 13, ovvero ai sensi dell’articolo 32 della legge 23 dicembre 1978, n. 833 e dispone che continuano ad applicarsi nei termini originariamente previsti le misure già adottate con i decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri adottati in data 8 marzo 2020, 9 marzo 2020, 11 marzo 2020 e 22 marzo 2020 per come ancora vigenti alla data di entrata in vigore del presente decreto;

Visto il decreto del Ministro della salute del 30 aprile 2020;

Visto il decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 “Ulteriori misure urgenti per fronteggiare l’emergenza epidemiologica da COVID-19”;

Atteso che il decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 testé citato:

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d’organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d’hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l’ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndicats peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 31 janvier 2020 déclarant, pour l’ensemble du territoire national, l’état d’urgence du fait du risque sanitaire lié à l’apparition de pathologies dérivant d’agents viraux transmissibles, pour une durée de six mois ;

Considérant que l’Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie et, donc, une urgence publique d’envergure internationale ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du fait de l’épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 27 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l’épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application dudit décret-loi ou de l’art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Vu le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 (Nouvelles mesures urgentes pour contrer l’épidémie de COVID-19) ;

Considérant qu’au sens du DL n° 33/2020, et notamment :

- all'articolo 1, comma 1, prevede che *“A decorrere dal 18 maggio 2020, cessano di avere effetto tutte le misure limitative della circolazione all'interno del territorio regionale di cui agli articoli 2 e 3 del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, e tali misure possono essere adottate o reiterate, ai sensi degli stessi articoli 2 e 3, solo con riferimento a specifiche aree del territorio medesimo interessate da particolare aggravamento della situazione epidemiologica”*;
 - all'articolo 1, comma 3, prevede che *“A decorrere dal 3 giugno 2020, gli spostamenti interregionali possono essere limitati solo con provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, in relazione a specifiche aree del territorio nazionale, secondo principi di adeguatezza e proporzionalità al rischio epidemiologico effettivamente presente in dette aree”*;
 - all'art. 1, comma 4, prevede che *“Fino al 2 giugno 2020, sono vietati gli spostamenti da e per l'estero, con mezzi di trasporto pubblici e privati, salvo che per comprovate esigenze lavorative, di assoluta urgenza ovvero per motivi di salute o negli ulteriori casi individuati con provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020; resta in ogni caso consentito il rientro presso il proprio domicilio, abitazione o residenza. A decorrere dal 3 giugno 2020, gli spostamenti da e per l'estero possono essere limitati solo con provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, anche in relazione a specifici Stati e territori, secondo principi di adeguatezza e proporzionalità al rischio epidemiologico e nel rispetto dei vincoli derivanti dall'ordinamento dell'Unione europea e degli obblighi internazionali”*;
 - all'art. 1, comma 8 prevede che *“E' vietato l'assemblamento di persone in luoghi pubblici o aperti al pubblico. Le manifestazioni, gli eventi e gli spettacoli di qualsiasi natura con la presenza di pubblico, ivi compresi quelli di carattere culturale, ludico, sportivo e fieristico, nonché ogni attività convegnistica o congressuale, in luogo pubblico o aperto al pubblico, si svolgono, ove ritenuto possibile sulla base dell'andamento dei dati epidemiologici, con le modalità stabilite con i provvedimenti adottati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020”*;
 - all'articolo 1, comma 14, prevede che *“Le attività economiche, produttive e sociali devono svolgersi nel rispetto dei contenuti di protocolli o linee guida idonei a prevenire o ridurre il rischio di contagio nel settore di riferimento o in ambiti analoghi, adottati dalle regioni o dalla Conferenza delle regioni e delle province autonome nel rispetto dei principi contenuti nei protocolli o nelle linee guida nazionali. In assenza di quelli regionali trovano applicazione i protocolli o le linee guida adottati a*
- du premier alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 18 mai 2020, toutes les mesures de restriction de la circulation sur le territoire régional visées aux art. 2 et 3 du DL n° 19/2020 cessent de déployer leurs effets, lesdites mesures pouvant être adoptées ou prorogées au sens des articles en cause uniquement pour des portions spécifiques du territoire qui seraient concernées par une aggravation sensible de la situation épidémiologique ;
 - du troisième alinéa de son art. 1^{er}, à compter du 3 juin 2020, les déplacements d'une région à une autre pourront être limités uniquement par des actes pris, pour des portions spécifiques du territoire national, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause ;
 - du quatrième alinéa de son art. 1^{er}, jusqu'au 2 juin 2020, il est interdit à toute personne de se déplacer, par tout moyen de transport public ou particulier, pour se rendre à ou revenir de l'étranger, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés et absolument urgents, pour des motifs de santé ou pour les raisons qui seront établies par les actes adoptés au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ; en tout état de cause, les déplacements pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence sont toujours autorisés ; à compter du 3 juin 2020, les déplacements pour se rendre à ou revenir de l'étranger pourront être limités uniquement par des actes pris, éventuellement pour tout ou partie du territoire d'États spécifiques, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause, dans le respect des obligations dérivant de l'ordre juridique de l'Union européenne et de celles internationales ;
 - du huitième alinéa de son art. 1^{er}, tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public ; les manifestations, les événements et les spectacles de toute nature comportant la présence du public – y compris ceux à caractère culturel, ludique ou sportif, ainsi que les foires, colloques et congrès en lieu public ou ouvert au public – se déroulent, si cela est jugé possible, sur la base de l'évolution des données épidémiologiques et suivant les modalités établies par les actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ;
 - du quatorzième alinéa de l'art. 1^{er}, les activités économiques, productives et sociales doivent se conformer aux lignes directrices ou aux dispositions des protocoles que les Régions ou la Conférence des Régions et des Provinces autonomes adoptent en vue de prévenir ou de réduire le risque de contagion dans les secteurs de référence et les secteurs similaires, et ce, dans le respect des principes visés aux lignes directrices et aux protocoles établis à l'échelle nationale et sans préjudice de l'application de

livello nazionale. Le misure limitative delle attività economiche, produttive e sociali possono essere adottate, nel rispetto dei principi di adeguatezza e proporzionalità, con provvedimenti emanati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020 o del comma 16”;

- all'articolo 1, comma 15, prevede che “Il mancato rispetto dei contenuti dei protocolli o delle linee guida, regionali, o, in assenza, nazionali, di cui al comma 14 che non assicuri adeguati livelli di protezione determina la sospensione dell'attività fino al ripristino delle condizioni di sicurezza.”;
- all'art. 1, comma 16, prevede che “Per garantire lo svolgimento in condizioni di sicurezza delle attività economiche, produttive e sociali, le regioni monitorano con cadenza giornaliera l'andamento della situazione epidemiologica nei propri territori e, in relazione a tale andamento, le condizioni di adeguatezza del sistema sanitario regionale. I dati del monitoraggio sono comunicati giornalmente dalle regioni al Ministero della salute, all'Istituto superiore di sanità e al comitato tecnico-scientifico di cui all'ordinanza del Capo del dipartimento della protezione civile del 3 febbraio 2020, n. 630, e successive modificazioni. In relazione all'andamento della situazione epidemiologica sul territorio, accertato secondo i criteri stabiliti con decreto del Ministro della salute del 30 aprile 2020 e sue eventuali modificazioni, nelle more dell'adozione dei decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri di cui all'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, la Regione, informando contestualmente il Ministro della salute, può introdurre misure derogatorie, ampliative o restrittive, rispetto a quelle disposte ai sensi del medesimo articolo 2”;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 11 giugno 2020 “Ulteriori disposizioni attuative del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, recante misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19, e del decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33, recante ulteriori misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19”, le cui disposizioni si applicano a decorrere dal 15 giugno 2020 in sostituzione di quelle del decreto del Presidente del Consiglio dei ministri 17 maggio 2020 e sono efficaci fino al 14 luglio 2020;

Visto, in particolare, l'articolo 1, comma 1 lettera bb) del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri dell'11 giugno 2020, che prevede che “l'accesso di parenti e visitatori a strutture di ospitalità e lungo degenza, residenze sanitarie assistite (RSA), hospice, strutture riabilitative e strutture residenziali per anziani, autosufficienti e non, è limitata ai soli casi indicati dalla direzione sanitaria della struttura, che è tenuta ad adottare le misure necessarie a prevenire possibili trasmissioni di infezione”;

ceux-ci à défaut de lignes directrices ou de protocoles régionaux ; les activités économiques, productives et sociales pourront être limitées par des actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ou du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020 dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité ;

- du quinzième alinéa de l'art. 1^{er}, la violation des lignes directrices et des protocoles régionaux ou, à défaut, nationaux qui comporterait un niveau de protection insuffisant est sanctionnée par la suspension de l'activité en cause tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies ;
- du seizième alinéa de l'art. 1^{er}, pour garantir le déroulement des activités économiques, productives et sociales dans des conditions de sécurité, les Régions contrôlent chaque jour l'évolution de la situation épidémiologique sur leur territoire et évaluent, sur cette base, si leur système sanitaire est approprié. Les données issues des opérations de contrôle sont communiquées chaque jour au Ministère de la santé, à l'Institut supérieur de santé et au Comité technique et scientifique visé à l'ordonnance du chef du Département de la protection civile n° 630 du 3 février 2020 ; chaque Région contrôle l'évolution de la situation épidémiologique sur son territoire suivant les critères établis par le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 et, dans l'attente de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés à l'art. 2 du DL n° 19/2020, peut prendre des mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 dont elle informe immédiatement le ministre de la santé ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 11 juin 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020, portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, et du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, portant nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), remplaçant les dispositions du décret du président du Conseil des ministres du 17 mai 2020 et applicable à compter du 15 juin 2020 jusqu'au 14 juillet 2020 ;

Vu notamment la lettre bb) du premier alinéa de l'art. 1^{er} du DPCM du 11 juin 2020, au sens de laquelle les parents et les visiteurs des personnes âgées, indépendantes ou non, accueillies dans les structures d'hébergement et d'hospitalisation de longue durée, dans les résidences sanitaires d'assistance (RSA), dans les hospices, dans les structures de réhabilitation ou dans les structures résidentielles peuvent accéder aux structures en cause uniquement dans les cas indiqués par la Direction sanitaire de celles-ci, qui est tenue de prendre les mesures nécessaires à éviter toute transmission d'infection ;

Richiamata la propria ordinanza n. 124 in data 27 marzo 2020 (Ulteriori misure per la prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-2019. Ordinanza ai sensi dell'art. 32, comma 3, della legge 23 dicembre 1978, n. 833 in materia di igiene e sanità pubblica. Indicazioni per la gestione dell'emergenza COVID-19 sul territorio della Regione Autonoma Valle d'Aosta e la standardizzazione dei comportamenti da adottare in tutti gli ambiti socio-sanitari e territoriali);

Richiamato, in particolare, il documento allegato alla propria ordinanza n. 124 in data 27 marzo 2020, recante "Indicazioni per la gestione dell'emergenza COVID-19 sul territorio della Regione Autonoma Valle d'Aosta e la standardizzazione dei comportamenti da adottare in tutti gli ambiti socio-sanitari e territoriali";

Richiamato, inoltre, il punto 2 del dispositivo della citata ordinanza n. 124 in data 27 marzo 2020, che prevede che "l'applicazione delle indicazioni di cui trattasi avviene in deroga a quanto previsto dalla deliberazione della Giunta regionale n. 495/2017 relativamente alla valutazione multidisciplinare in capo all'Unità di valutazione multidimensionale distrettuale per l'inserimento di persone nelle strutture residenziali per anziani e conferisce facoltà in capo all'Unità Operativa Medico-Specialistica per l'emergenza COVID-19 di riservare/occupare posti letto da dedicare a pazienti COVID positivi in ogni struttura, pubblica o privata, in deroga al sistema di contribuzione previsto per gli ospiti delle strutture residenziali di cui alle deliberazioni della Giunta regionale n. 627/2015 e n. 251/2017, atteso che i posti letto di cui sopra hanno valenza sanitaria";

Vista la nota prot. n. 13026, in data 16 giugno 2020, del Coordinatore del Dipartimento Sanità e salute e della Coordinatrice del Dipartimento Politiche sociali dell'Assessorato Sanità, Salute e Politiche sociali recante Richiesta di approvazione con Ordinanza del Presidente della Regione del documento "Disposizioni per l'accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali, pubbliche, private e convenzionate, della Regione Valle d'Aosta – Fase 3 emergenza COVID-19";

Atteso che il documento in questione, redatto in data 10 giugno 2020, dal Gruppo Regionale medico-specialistico della Protezione Civile, modificato con integrazioni dall'Unità di crisi regionale in data 16 giugno 2020, ha lo scopo, ai fini di quanto previsto dall'articolo 1, comma 1, lettera bb) del DPCM 11 giugno 2020, di fornire ai direttori sanitari delle strutture indicazioni al fine di regolamentare gli accessi presso le strutture residenziali da parte dei familiari, nonché le uscite degli ospiti, al fine di garantire il benessere psicofisico degli ospiti e la ripresa degli aspetti relazionali, contenendo tale esigenza con la situazione emergenziale tuttora in essere che impone di adottare, comunque, misure di contenimento del rischio di contagio, a tutela della salute degli ospiti e degli operatori;

Rappellando l'ordinanza del presidente della Région n°124 du 27 mars 2020 (Nouvelles mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978 en matière d'hygiène et de santé publique, et indications pour la gestion de l'épidémie de COVID-19 sur le territoire de la Région autonome Vallée d'Aoste et pour la standardisation des comportements à tenir dans tous les secteurs de l'assistance socio-sanitaire et territoriale) ;

Rappellando le document annexe à ladite ordonnance n° 124/2020 et concernant les indications pour la gestion de l'épidémie de COVID-19 sur le territoire de la Région autonome Vallée d'Aoste et pour la standardisation des comportements à tenir dans tous les secteurs de l'assistance socio-sanitaire et territoriale ;

Rappellando le point 2 du dispositif de ladite ordonnance n° 124/2020, au sens duquel l'application des indications susmentionnées déroge aux dispositions de la délibération du Gouvernement régional n° 495 du 21 avril 2017 concernant l'évaluation multidisciplinaire par l'unité d'évaluation multidimensionnelle de district en vue de l'accès aux structures résidentielles pour personnes âgées et vaut attribution à l'unité médicale spécialisée pour l'urgence COVID-19 de la faculté de réserver ou d'occuper des lits pour les patients COVID-19 dans toute structure, publique ou privée, sans qu'il soit nécessaire que les intéressés prennent en charge les contributions prévues par les délibérations du Gouvernement régional n° 627 du 30 avril 2015 et n° 251 du 3 mars 2017, les lits en cause étant considérés comme lits sanitaires ;

Rappellando la lettre du 16 juin 2020, réf. n° 13026 par laquelle le coordinateur du Département de la santé et du bien-être et la coordinatrice du Département des politiques sociales de l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales demandaient l'approbation, par une ordonnance du président de la Région, du document intitulé *Disposizioni per l'accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali pubbliche, private e convenzionate della regione Valle d'Aosta – Fase 3 emergenza COVID-19* ;

Considérant que le document en cause, rédigé le 10 juin 2020 par le Groupe régional des médecins spécialistes de la Protection civile et complété le 16 juin 2020 par l'Unité de crise régionale, vise à fournir aux directeurs sanitaires des structures des indications pour la réglementation, aux termes de la lettre bb) du premier alinéa de l'art. 1^{er} du DPCM du 11 juin 2020, des accès à celles-ci des parents et des sorties des personnes hébergées, en vue du bien-être psycho-physique de ces dernières et de la reprise des relations interpersonnelles, compte tenu de la situation d'urgence encore en cours qui impose, en tout état de cause, de prendre des mesures de limitation du risque de contagion pour protéger la santé des opérateurs et personnes hébergées dans les structures en question ;

Considerato che, in relazione ai dati forniti dalle Autorità Sanitarie e stanti le proiezioni sulla prosecuzione del contagio che attestano come l'indice del contagio "R con zero" sia calato progressivamente e che non sia, al momento, necessario prevedere misure ulteriormente restrittive secondo quanto previsto dall'articolo 3, comma 1, del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, convertito, con modificazioni, nella legge 22 maggio 2020, n. 35;

Richiamati gli esiti del report, aggiornato al 26 maggio 2020, del sistema di monitoraggio del rischio sanitario introdotto dal Decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 "Emergenza COVID-19 attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2A di cui all'allegato 10 del DPCM 26/4/2020", in relazione ai quali è stata confermata la classificazione a "rischio basso/livello 2" per la Regione;

Atteso che l'Unità di crisi regionale nella riunione del 26 maggio 2020 ha preso atto di tale classificazione, confermando che la situazione epidemiologica è sotto controllo;

Richiamati, altresì, gli esiti del report sopraindicato, aggiornato al 3 giugno 2020 e al 9 giugno 2020, in relazione ai quali è stata in entrambi i casi confermata la classificazione a "rischio basso" per la Regione;

Ritenuto, con riferimento a quanto disciplinato dal decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 e, in particolare dall'articolo 1, comma 16, visto l'andamento della situazione epidemiologica del territorio regionale che si attesta, allo stato attuale, a un indice di contagiosità in progressivo decremento verso un valore di stabilizzazione, che dimostra il contenimento della diffusione del contagio, e considerata l'esigenza, pur nel costante e prioritario interesse della tutela della salute pubblica, di adottare con la presente ordinanza misure per regolamentare l'accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali, pubbliche, private e convenzionate, della regione Valle d'Aosta, nonché le uscite degli ospiti dalle strutture medesime;

Ritenuto, per le medesime motivazioni, che siano venute meno le condizioni che hanno reso necessarie le misure derogatorie di cui al punto 2 dell'ordinanza n. 124 in data 27 marzo 2020, e che, pertanto, la medesima ordinanza debba essere revocata *in parte qua*;

Atteso che la comunità scientifica ha indicato quale unico strumento di prevenzione, in assenza di vaccino o di farmaci specifici, il cosiddetto "distanziamento sociale", oltre ad alcune misure precauzionali;

Considerato che le situazioni di fatto e di diritto fin qui esposte e motivate integrino le condizioni di eccezionalità ed urgente necessità di tutela della sanità pubblica;

Considérant qu'au vu des données fournies par les autorités sanitaires et des prévisions sur la poursuite de la contagion, selon lesquelles le taux de reproduction de base du virus (R0) a progressivement diminué, il ne s'avère pas nécessaire, pour l'heure, de prendre des dispositions restrictives supplémentaires au sens du premier alinéa de l'art. 3 du DL n° 19/2020 ;

Rappelant le rapport du 26 mai 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire institué au sens du décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 (Adoption des critères relatifs au suivi du risque sanitaire prévu par l'annexe 10 du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020), au sens duquel la Vallée d'Aoste relève toujours de la catégorie « Bas risque » (niveau 2) ;

Considérant que l'Unité de crise a pris acte, lors de sa réunion du 26 mai 2020, de l'insertion de la Vallée d'Aoste dans la catégorie en cause et a confirmé que la situation épidémiologique est sous contrôle ;

Rappelant les rapports du 3 et du 9 juin 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens desquels la Vallée d'Aoste relève toujours de la catégorie « Bas risque » ;

Considérant qu'au vu de l'évolution de la situation épidémiologique sur le territoire régional – caractérisée, pour l'heure, par un indice de contagiosité en diminution qui prouve la maîtrise de la diffusion de la contagion – il y a lieu, sans préjudice de l'intérêt prioritaire et constant pour la protection de la santé publique et aux termes notamment du seizième alinéa de l'art. 1^{er} du DL n° 33/2020, d'adopter des mesures pour permettre, d'une part, les visites des parents des personnes âgées accueillies dans les structures d'hébergement publiques, privées et conventionnées de la Vallée d'Aoste et, d'autre part, les sorties de celles-ci ;

Considérant que les conditions ayant justifié les mesures de dérogation visées au point 2 du dispositif de l'ordonnance n° 124/2020 ne sont plus remplies et que, partant, il y a lieu de retirer ledit point ;

Considérant qu'à défaut de vaccin et de traitement pharmacologique spécifique, la communauté scientifique considère l'éloignement social comme le principal moyen de prévention de la contagion, avec quelques autres mesures de précaution ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique,

Su Proposta dell'Unità di Crisi;

ordina

1. Le “Disposizioni per l’accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali, pubbliche, private e convenzionate, della regione Valle d’Aosta -Fase 3 emergenza COVID-19”, allegate alla presente ordinanza, integrano le “Indicazioni per la gestione dell’emergenza COVID-19 sul territorio della Regione Autonoma Valle d’Aosta e la standardizzazione dei comportamenti da adottare in tutti gli ambiti socio-sanitari e territoriali” allegate all’ordinanza del Presidente della Regione n. 124 in data 27 marzo 2020 e sono applicate sull’intero territorio regionale;
2. Continuano ad avere applicazione le “Indicazioni per la gestione dell’emergenza COVID19 sul territorio della Regione Autonoma Valle d’Aosta e la standardizzazione dei comportamenti da adottare in tutti gli ambiti socio-sanitari e territoriali” allegate all’ordinanza del Presidente della Regione n. 124 in data 27 marzo 2020, ove non incompatibili con le “Disposizioni per l’accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali, pubbliche, private e convenzionate, della regione Valle d’Aosta -Fase 3 emergenza COVID-19” di cui al precedente punto 1 e allegate alla presente ordinanza;
3. Il punto 2 del dispositivo dell’ordinanza del Presidente della Regione n. 124 in data 27 marzo 2020 è revocato;
4. E’ in ogni caso vietato, l’assembramento di persone in luoghi pubblici o aperti al pubblico, nonché nello svolgimento delle attività di cui alla presente ordinanza;
5. Sono fatte salve le misure limitative delle attività economiche, produttive e sociali che possono essere adottate, nel rispetto dei principi di adeguatezza e proporzionalità, con provvedimenti emanati ai sensi dell’articolo 2 del decreto-legge n. 19/2020, convertito, con modificazioni, dalla legge 22 maggio 2020, n. 35, come previsto dall’articolo 1, comma 14 del decreto-legge n. 33/2020, nonché le misure derogatorie, ampliative o restrittive, rispetto a quelle disposte ai sensi del medesimo articolo 2 del succitato decreto-legge n. 19/2020, come previsto dall’articolo 1, comma 16, del decreto-legge 33/2020.

La presente ordinanza ha validità dal 18 giugno 2020 fino a nuovo provvedimento.

L’inottemperanza alla presente ordinanza comporta l’applicazione delle sanzioni di cui all’art. 4, del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, convertito, con modificazioni nella legge 22 maggio 2020, n. 35.

La presente ordinanza è pubblicata nel sito istituzionale della Regione, nel sito istituzionale dell’Azienda USL Valle d’Ao-

Sur proposition de l’Unité de crise,

ordonne

1. Les dispositions visées au document intitulé *Disposizioni per l’accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali pubbliche, private e convenzionate della regione Valle d’Aosta – Fase 3 emergenza COVID-19* et annexé à la présente ordonnance est approuvé pour compléter les indications visées au document intitulé *Indicazioni per la prevenzione e il controllo dell’infezione da SARS-CoV-2 sul territorio della Regione autonoma Valle d’Aosta* et annexé à l’ordonnance du président de la Région n° 124 du 27 mars 2020 et s’appliquent sur l’ensemble du territoire régional.
2. Les indications visées au document intitulé *Indicazioni per la prevenzione e il controllo dell’infezione da SARS-CoV-2 sul territorio della Regione autonoma Valle d’Aosta* et annexé à l’ordonnance n° 124/2020 susmentionnée demeurent applicables, pour autant qu’elles sont compatibles avec les dispositions visées au document intitulé *Disposizioni per l’accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali pubbliche, private e convenzionate della regione Valle d’Aosta – Fase 3 emergenza COVID-19* et annexé à la présente ordonnance.
3. Le point 2 du dispositif de l’ordonnance n° 124/2020 susmentionnée est retiré.
4. Tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public et pendant les activités visées à la présente ordonnance.
5. Des mesures de limitation des activités économiques, productives et sociales pourront être prises, aux termes du quatorzième alinéa de l’art. 1^{er} du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 et dans le respect des principes d’adéquation et de proportionnalité, par des actes adoptés au sens de l’art. 2 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020 ; des mesures dérogatoires plus ou moins restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2 pourront, par ailleurs, être prises aux termes du seizième alinéa de l’art. 1^{er} du DL n° 33/2020.

La présente ordonnance est valable à compter du 18 juin 2020, jusqu’à nouvel ordre.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l’application des sanctions visées à l’art. 4 du DL n° 1/2020 converti, avec modifications, en la loi n° 35/2020.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut noti-

sta e sul Bollettino Ufficiale della Regione. La pubblicazione ha valore di notifica individuale, a tutti gli effetti di legge, nei confronti di tutti i soggetti coinvolti.

La presente ordinanza, per gli adempimenti di legge, è comunicata al Presidente del Consiglio dei Ministri e al Ministro della Salute, all'Assessorato alla Sanità, salute e politiche sociali, all'Azienda USL Valle d'Aosta, nonché al Consorzio degli Enti locali della Valle d'Aosta (CELVA), ai Sindaci dei Comuni della Regione e alla Commissione straordinaria presso il Comune di Saint-Pierre.

Avverso la presente ordinanza è ammesso ricorso giurisdizionale innanzi al Tribunale Amministrativo Regionale nel termine di sessanta giorni dalla comunicazione, ovvero ricorso straordinario al Capo dello Stato entro il termine di giorni centoventi.

Aosta, 17 giugno 2020.

Il Presidente
Renzo TESTOLIN

Allegato: *Disposizioni per l'accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali, pubbliche, private e convenzionate, della regione Valle d'Aosta -Fase 3 emergenza COVID-19.*

fication individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est transmise, aux fins de l'accomplissement des obligations prévues par la loi, au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé, à l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales, à l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, au Consortium des collectivités locales de la Vallée d'Aoste (CELVA) ainsi qu'aux syndicats des Communes valdôtaines et à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 17 juin 2020.

Le président,
Renzo TESTOLIN

Annexe : *Disposizioni per l'accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali residenziali pubbliche, private e convenzionate della regione Valle d'Aosta - Fase 3 emergenza COVID-19.*

Disposizioni per l'accesso dei familiari alle strutture socio-assistenziali e socio-sanitarie residenziali, pubbliche, private e convenzionate, della Regione Valle d'Aosta -Fase 3 emergenza COVID-19.

Le misure di contenimento del contagio da coronavirus hanno determinato, per la tutela della salute delle persone inserite, un lungo periodo di isolamento degli ospiti presso le strutture residenziali.

Tenuto conto, tuttavia, del fatto che la situazione emergenziale tuttora in essere impone di adottare, comunque, misure di contenimento del rischio di contagio, a tutela della salute degli ospiti e degli operatori, il seguente documento ha lo scopo di regolamentare gli accessi presso le strutture residenziali da parte dei familiari, al fine di garantire il benessere psico-fisico degli ospiti e la ripresa degli aspetti relazionali.

ACCESSO AI VISITATORI

L'accesso dei visitatori è condizionato dai seguenti criteri:

- A. Situazione generale della pandemia; allo stato attuale l'accesso deve essere autorizzato dal responsabile della struttura e previsto per casi eccezionali
- B. Adozione di misure di sicurezza da parte dei visitatori,
- C. Durata e frequenza delle visite,
- D. Misure restrittive per mancata osservanza delle disposizioni.

A. Situazione generale della pandemia

La possibilità di accedere alle strutture residenziali è subordinata all'andamento della pandemia e potrebbe essere sospesa nel caso di recrudescenza dei contagi.

L'accesso del visitatore può avvenire in area esterna della struttura, soluzione che è da privilegiare, opportunamente attrezzata, o, in un locale idoneo, isolato all'interno della struttura, a questo scopo adibito e di cui dovrà essere fatta opportuna sanificazione dopo ogni visita.

L'accesso alle strutture è ammesso solo nel caso in cui nella struttura non vi siano ospiti COVID positivi; nel caso di presenza di utenti COVID positivi, le visite sono ammesse solamente se siano disponibili, nella struttura, locali adeguatamente isolati atti ad accogliere la visita o ambienti all'aperto e solamente se possano essere garantite in assoluto le misure di prevenzione; l'accesso deve essere autorizzato dal responsabile della struttura e previsto per casi eccezionali. Non è ammessa la visita a utenti posti in isolamento.

In ogni caso, per consentire all'ospite della struttura residenziale di mantenere i contatti con i propri famigliari, laddove ciò non interferisca con il progetto di assistenza, la struttura deve provvedere all'attivazione di sistemi di videochiamate o altri sistemi di comunicazione a distanza.

Resta inteso che la struttura deve garantire un'informazione costante ai famigliari circa le condizioni dell'ospite e l'andamento dell'assistenza.

L'accesso rimane precluso a visitatori che:

- mostrino sintomi di infezione: febbre, tosse, disturbi respiratori.

Il visitatore ammesso dovrà dichiarare formalmente (v. doc. allegato) di:

- essere in buono stato di salute,
- non essere venuto a contatto con soggetti contagiati o presunti da COVID-19,
- di non essersi recato negli ultimi 14 giorni in luoghi ad alto rischio di contagio (ospedali, viaggi in zone a rischio pandemia).

B. Adozione di misure di sicurezza da parte dei visitatori

Considerato che Il DPCM del 8 marzo 2020 art.2, comma q) prevede che *"Per tutta la durata dell'emergenza, si dispone il divieto di accedere alla struttura da parte di familiari e conoscenti (come indicato nel documento di "Indicazioni per la prevenzione ed il controllo dell'infezione da SARSCoV-2 sul territorio della Regione Autonoma della Valle d'Aosta" approvato con Ordinanza del Presidente della Regione n. 124 del 27/03/2020, la visita può essere autorizzata in casi eccezionali (ad esempio situazioni di fine vita) soltanto dalla Direzione della struttura, previa appropriata valutazione dei rischi-benefici. Le persone autorizzate dovranno comunque essere in numero limitato e osservare tutte le precauzioni raccomandate per la prevenzione della trasmissione dell'infezione da SARS-CoV-2.*

Nelle situazioni di fine vita, su richiesta del morente o dei familiari, si consideri anche di autorizzare l'assistenza spirituale, ove non sia possibile attraverso modalità telematiche, con le tutte le precauzioni raccomandate per la prevenzione della trasmissione dell'infezione da SARSCoV-2." con la presente disposizione sono definite le modalità secondo le quali può essere ammessa la visita nelle strutture residenziali.

L'accesso alle strutture è consentito solo ad una persona per volta e per ciascun ospite, tranne che nelle strutture dove gli spazi al chiuso o all'aperto consentono l'accesso a più persone alla volta, secondo le indicazioni del responsabile della struttura, previa prenotazione telefonica presso la struttura residenziale, secondo modalità definite localmente.

Il visitatore è tenuto a presentarsi con puntualità, nel giorno e nell'ora stabilita, all'ingresso della struttura.

Il visitatore avrà accesso esclusivamente se dotato di mascherina, che dovrà essere indossata correttamente per tutta la durata della visita, garantendo idonea copertura di naso e bocca.

Il personale addetto procederà alla misurazione della temperatura corporea, farà eseguire l'igiene delle mani e compilare la dichiarazione ed accompagnerà il visitatore nel luogo individuato per le visite.

Il personale può impedire l'accesso alla struttura qualora le condizioni del visitatore non risultino idonee, invitandolo, nel caso, a rivolgersi al proprio medico di famiglia.

L'accesso del visitatore può avvenire in area esterna della struttura, opportunamente attrezzata, laddove possibile, o in un locale idoneo, all'interno della struttura, a questo scopo adibito; detto locale deve essere ubicato il più vicino possibile all'ingresso, per limitare al massimo il passaggio nelle zone frequentate dagli ospiti.

Detto ambiente dovrà premettere un adeguato arrieggiamento e sarà dotato di tavolo con schermo trasparente, a maggior tutela

dell'utente. Eventuali oggetti e indumenti andranno lasciati nell'atrio dell'ingresso e ritirati all'uscita.

L'ospite della struttura deve indossare una mascherina chirurgica, laddove tollerata, e deve sanificare le mani, nel caso aiutato dal personale che indosserà i DPI come da protocollo.

Al termine del colloquio il tavolo, le sedie e l'ambiente devono essere sanificati con prodotti idonei per la disinfezione da SARS CoV-2 (alcol etilico al 75%, ipoclorito di sodio allo 0.1 %, perossido d'Idrogeno al 0.3%).

Comunque, si precisa che va sempre mantenuta una distanza di almeno 1 metro tra visitatore ed ospite e che andranno evitati abbracci, strette di mano e qualsiasi altro contatto fisico con l'utente o persona presente in struttura.

L'introduzione di cibo e bevande è vietata. Altri beni potranno essere introdotti previa sanificazione o eliminazione dell'imballaggio esterno e, in ogni caso, dovranno essere consegnati esclusivamente al personale che provvederà a registrarli e stocarli.

C. Durata e frequenza delle visite

La visita potrà avere una durata massima di 60 minuti.

La frequenza delle visite è condizionata dalle richieste e potrebbe essere stabilita anche con cadenza di due o più settimane. In assenza di particolari limitazioni e richieste, la frequenza è stabilita in una visita a settimana per ospite. Tali restrizioni terranno conto dell'andamento della pandemia e potranno essere allentate o aumentate al fine di garantire la sicurezza della struttura.

D. Misure restrittive per mancata osservanza delle disposizioni.

In caso si rilevi il mancato rispetto delle regole per la visita all'ospite da parte di un visitatore, i responsabili della struttura si riservano di allontanare il visitatore e sospendere l'autorizzazione al soggetto per ulteriori visite, al fine di garantire la sicurezza del personale e degli altri ospiti.

Documento redatto dal GRUPPO REGIONALE MEDICO – SPECIALISTICO DELLA PROTEZIONE CIVILE:

Dott. Luca MONTAGNANI
Dott. Leonardo IANNIZZI
Dott. Franco BRINATO
Dott. Paolo BONINO
Dott. Marco PATACCHINI
Dott. Nunzio VENTURELLA
Dott. Paolo MILLO

e modificato con integrazioni dall'Unità di crisi regionale in data 16/06/2020.

Allegato 1: dichiarazione sostitutiva di certificazione.

Dichiarazione sostitutiva di certificazione (art. 46 D.P.R.28 dicembre 2000 n. 445)

Il/la Sottoscritto/a _____ c.f. _____ Nato a _____ (____) il ____/____/____, residente a _____ (____) in _____ n° ____ consapevole che chiunque rilascia dichiarazioni mendaci è punito ai sensi del codice penale e delle leggi speciali in materia, ai sensi e per gli effetti dell'art. 46 D.P. R. n. 445/2000

DICHIARA

- contatto con persona affetta da polmonite da coronavirus negli ultimi 14 giorni?

SI NO NON NOTO

- contatto con persona con tampone positivo per coronavirus negli ultimi 14 giorni?

SI NO NON NOTO

- negli ultimi 14 giorni presenza dei seguenti segni o sintomi?

- | | | | |
|------------------------------------|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> tosse | <input type="checkbox"/> mal di gola | <input type="checkbox"/> difficoltà respiratorie | <input type="checkbox"/> febbre o febricola |
| <input type="checkbox"/> cefalea | <input type="checkbox"/> mialgie | <input type="checkbox"/> malessere generalizzato | <input type="checkbox"/> astenia |
| <input type="checkbox"/> anoressia | <input type="checkbox"/> confusione mentale | <input type="checkbox"/> vertigini | <input type="checkbox"/> calo ponderale |

- di non essersi recato negli ultimi 14 giorno in luoghi ad alto rischio di contagio

Il/La sottoscritto/a dichiara inoltre ai sensi dell'art. 13 del D.Lgs. n. 196 del 30 giugno 2003 di essere informato/a che i dati personali contenuti nella presente dichiarazione saranno trattati, unicamente per le finalità per le quali sono state acquisite.

Data, _____

Firma del dichiarante _____
(per esteso e leggibile)

**ATTI
DEGLI ASSESSORI REGIONALI**

**ASSESSORATO
DELL'AMBIENTE, RISORSE NATURALI
E CORPO FORESTALE**

Decreto 29 maggio 2020, n. 6.

**Apertura riserve gestite dal Consorzio regionale pesca –
anno 2020. Revoca del decreto n. 5 del 27 maggio 2020.**

L'ASSESSORE ALL'AMBIENTE,
RISORSE NATURALI E CORPO FORESTALE

Omissis

decreta

Art.1

A far data dal 3 giugno 2020 è consentita l'attività di pesca nelle riserve, speciali e non, gestite dal Consorzio regionale pesca presenti nel territorio della Regione Autonoma Valle d'Aosta ad eccezione della riserva del lago Verney, in comune di La Thuile, la cui apertura è prevista alla terza domenica di giugno.

Art. 2

L'attività di pesca deve essere svolta in osservanza delle misure di prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-19.

Art. 3

Il proprio decreto n. 5 del 27 maggio 2020 (Apertura della pesca – anno 2020) è revocato.

**ACTES
DES ASSESSEURS RÉGIONAUX**

**ASSESSORAT
DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES
NATURELLES ET DU CORPS FORESTIER**

Arrêté n° 6 du 29 mai 2020,

portant ouverture des réserves gérées par le Consortium régional pour la protection, la promotion et la pratique de la pêche en Vallée d'Aoste au titre de la saison de pêche 2020 et retrait de l'arrêté n° 5 du 27 mai 2020.

L'ASSESEUR RÉGIONAL À L'ENVIRONNEMENT,
AUX RESSOURCES NATURELLES
ET AU CORPS FORESTIER

Omissis

arrête

Art. 1^{er}

À compter du 3 juin 2020, la pratique de la pêche dans les réserves, spéciales et non, situées en Vallée d'Aoste et gérées par le Consortium régional pour la protection, la promotion et la pratique de la pêche en Vallée d'Aoste est autorisée, à l'exception du lac Verney, dans la commune de La Thuile, dans lequel la pratique de la pêche est autorisée à compter du troisième dimanche de juin.

Art. 2

La pêche doit être pratiquée dans le respect des mesures de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19.

Art. 3

L'arrêté n° 5 du 27 mai 2020, portant ouverture de la saison de pêche 2020, est retiré.

Art. 4

Copia del presente decreto è trasmesso al Dipartimento legislativo e aiuti di Stato – Affari legislativi e aiuti di Stato per la sua pubblicazione sul Bollettino Ufficiale della Regione.

Saint-Christophe, 29 maggio 2020.

L'Assessore
Albert CHATRIAN

**ATTI
DEI DIRIGENTI REGIONALI**

**ASSESSORATO
DELLE FINANZE, ATTIVITÀ
PRODUTTIVE E ARTIGIANATO**

Decreto 6 giugno 2020, n. 449.

Pronuncia di esproprio e asservimento coattivo a favore del Comune di PONT-SAINT-MARTIN (C.F. 00123120073), relativo ai lavori di realizzazione di nuovi marciapiedi in via Caduti del Lavoro e di ristrutturazione di un tratto di acquedotto compreso tra la via Roveschialles e l'area C2, in comune di PONT-SAINT-MARTIN e contestuale determinazione dell'indennità provvisoria di esproprio e asservimento, ai sensi della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11.

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA
ESPROPRIAZIONI, VALORIZZAZIONE
DEL PATRIMONIO E CASA DA GIOCO

Omissis

decreta

1. ai sensi dell'art. 18 della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11 è pronunciata, a favore del Comune di PONT-SAINT-MARTIN (C.F. 00123120073), l'espropriazione dei terreni necessari ai lavori di realizzazione di nuovi marciapiedi in via Caduti del Lavoro, in comune di Pont-Saint-Martin determinando come indicato appresso, la misura dell'indennità provvisoria di esproprio da corrispondere alle ditte sotto riportate:

COMUNE CENSUARIO DI PONT-SAINT-MARTIN

- 1) MOSCA Davide [Omissis] - Proprietà 1/3
MOSCA Giovanna [Omissis] - Proprietà 1/3
MOSCA Marco [Omissis] - Proprietà 1/3

Art. 4

Le présent arrêté est transmis en copie à la structure « Affaires législatives et aides d'État » du Département législatif et aides d'État aux fins de sa publication au Bulletin officiel de la Région.

Fait à Saint-Christophe, le 29 mai 2020.

L'assesseur,
Albert CHATRIAN

**ACTES
DES DIRIGEANTS DE LA RÉGION**

**ASSESSORAT
DES FINANCES, DES ACTIVITÉS
PRODUCTIVES ET DE L'ARTISANAT**

Acte n° 449 du 6 juin 2020,

portant expropriation et constitution d'une servitude légale, en faveur de la Commune de PONT-SAINT-MARTIN (code fiscal 00123120073), relativement aux biens immeubles nécessaires aux travaux de réalisation de nouveaux trottoirs le long de la rue des Victimes du travail et de remise en état du tronçon du réseau de distribution de l'eau potable compris entre la rue Roveschialles et la zone C2, sur le territoire de ladite Commune, ainsi que fixation des indemnités provisoires d'expropriation et de servitude y afférentes, au sens de la loi régionale n° 11 du 2 juillet 2004.

LA DIRIGEANTE DE LA STRUCTURE
« EXPROPRIATIONS, VALORISATION
DU PATRIMOINE ET MAISON DE JEU »

Omissis

décide

1. Aux termes de l'art. 18 de la loi régionale n° 11 du 2 juillet 2004 (Réglementation de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en Vallée d'Aoste), les biens immeubles indiqués ci-après, situés sur le territoire de la Commune de PONT-SAINT-MARTIN et nécessaires aux travaux de réalisation de nouveaux trottoirs le long de la rue des Victimes du travail, sont expropriés en faveur de ladite Commune (code fiscal 00123120073), et les indemnités provisoires d'expropriation à verser aux propriétaires concernés figurent ci-après :

COMMUNE DE PONT-SAINT-MARTIN

- F. 5 n. 675 Area Urbana di mq 24 - Zona Ba16 - C.F. (ex 332/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 1.092,00 (*Terreno NON agricolo*)
- 2) CAMOS Tamara [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 5 n. 676 Area Urbana di mq 34 - Zona Ba16 - C.F. (ex 190/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 1.547,00 (*Terreno NON agricolo*)
- 3) PORTE' Grazia [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 5 n. 677 Area Urbana di mq 30 - Zona Ba16 - C.F. (ex 124/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 1.365,00 (*Terreno NON agricolo*) comprensiva della Indennità a compensazione pregiudizio economico riduzione area parcheggio a servizio attività commerciale (Art. 33, Co. 1 DPR 327/2001) € 6.000,00 (*Terreno NON agricolo*)
- 4) BOATO Salvatore [Omissis] - Proprietà 1/2
MAISANO Rosa nata [Omissis] - Proprietà 1/2
F. 24 n. 674 Area Urbana di mq 23 - Zona Ba15 - C.F. (ex 83/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 1.046,50 (*Terreno NON agricolo*)
- 5) ROSA Mario [Omissis] - Proprietà 1/2
SEBASTIANI Gisella [Omissis] - Proprietà 1/2
F. 24 n. 675 Area Urbana di mq 25 - Zona Ba15 - C.F. (ex 207/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 1.137,50 (*Terreno NON agricolo*)
- 6) FASANA Cristina [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 24 n. 676 Area Urbana di mq 32 - Zona Ba15 - C.F. (ex 640/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 1.456,00 (*Terreno NON agricolo*)
- 7) CUZZUCOLI Antonio [Omissis] - Proprietà 1/3
CUZZUCOLI Aurora [Omissis] - Proprietà 1/18
CUZZUCOLI Desirée [Omissis] - Proprietà 1/18
CUZZUCOLI Moana [Omissis] - Proprietà 1/18
ENRIETTI Lucio [Omissis] - Proprietà 1/4
MARCHETTI [Omissis] - Proprietà 1/4
F. 24 n. 677 Area Urbana di mq 15 - Zona Ba15 - C.F. (ex 213/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 682,50 (*Terreno NON agricolo*)
- 8) AMMONI Giorgio [Omissis] - Proprietà 1/3
ION Renzo [Omissis] - Proprietà 5/76
MILLET Clara [Omissis] - Proprietà 5/76
TROVERO Patrizia [Omissis] - Proprietà 1/5
ENRIETTI Giuliano [Omissis] - Proprietà 58/285
CAVAGNETTO Marisa [Omissis] - Proprietà 5/38
F. 24 n. 678 Area Urbana di mq 11 - Zona Ba15 - C.F. (ex 646/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 500,50 (*Terreno NON agricolo*)
- 9) BOSONETTO Claudio [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 24 n. 679 Area Urbana di mq 32 - Zona Ba15 - C.F. (ex 95/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 1.456,00 (*Terreno NON agricolo*)
- 10) BOSONETTO-GIORGIO Graziano [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 24 n. 681 ex 235/b di mq 41 - Zona Ba15 - Catasto Terreni
F. 24 n. 686 ex 169/b di mq 12 - Zona Ba17 - Catasto Terreni
Indennità € 3.415,50 (*Terreno NON agricolo*)
- 11) MONETTA Fabio Giovanni [Omissis] - Proprietà 41/80
MILANACCIO Aldo [Omissis] - Proprietà 39/80
F. 24 n. 682 Area Urbana di mq 28 - Zona Ba13 - C.F. (ex 108/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 1.274,00 (*Terreno NON agricolo*)

- 12) FASSY Clara Enrica Carmen [Omissis] - Proprietà 1/4
BARBIERI Raoul Eugenio [Omissis] - Proprietà 51/100
FAGGIANO Giuseppe [Omissis] - Proprietà 3/25
TULLO Lia [Omissis] - Proprietà 3/25
F. 24 n. 683 Area Urbana di mq 49 - Zona Ba13 - C.F. (ex 112/a Ente Urbano -C.T.)
Indennità € 2.229,50 (*Terreno NON agricolo*)
- 13) FUOCO Corrado [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 24 n. 684 Area Urbana di mq 5 - Zona Ba13 - C.F. (ex 111/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 227,50 (*Terreno NON agricolo*)
- 14) MONETTA Bruno [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 24 n. 688 ex 145/b di mq 36 Zona Ba17 Catasto Terreni
Indennità € 3.240,00 (*Terreno NON agricolo*)
- 15) MISA Ciprian Viorel [Omissis] - Proprietà 1/2
MISA Elena [Omissis] - Proprietà 1/2
24 n. 689 Area Urbana di mq 8 - Zona Ba17 - C.F. (ex 187/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 364,00 (*Terreno NON agricolo*)
- 16) BOSONETTO Annie Marie [Omissis] - Proprietà 1/6
BOSONETTO Eddie Maurice [Omissis] - Proprietà 1/6
BOSONETTO-GIORGIO Rosina [Omissis] - Proprietà 24/72
MARAIS Edith Louise Fernand [Omissis] - Proprietà 1/6
THEDY Lauretta [Omissis] - Proprietà 6/72
THEDY Maria Cristina [Omissis] - Proprietà 6/72
F. 24 n. 691 ex 189/b di mq 5 Zona Ba17 Catasto Terreni
Indennità € 227,50 (*Terreno NON agricolo*)
- 17) MASOARO [Omissis] - Proprietà 27/220
MISA Ciprian Viorel [Omissis] - Proprietà 4/11 MISA Elena [Omissis] - Proprietà 4/11
BOSONETTO Annie Marie Jeanne [Omissis] - Proprietà 1/20
BOSONETTO Eddie Maurice [Omissis] - Proprietà 1/20
MARAIS Edith Louise Fernand [Omissis] - Proprietà 1/20
F. 24 n. 692 Area Urbana di mq 19 - Zona Ba17 - C.F. (ex 143/a Ente Urbano - C.T.)
Indennità € 864,50 (*Terreno NON agricolo*)

2. ai sensi dell'art. 18 della legge regionale 2 luglio 2004 n. 11, è pronunciato a favore del Comune di Pont-Saint-Martin (C.F. 00123120073), l'asservimento coattivo dei terreni necessari ai lavori di ristrutturazione di un tratto di acquedotto compreso tra la via Roveschialles e l'area C2, in comune di Pont-Saint-Martin, determinando come indicato appresso, la misura dell'indennità provvisoria di asservimento da corrispondere alle ditte sotto riportate:

COMUNE CENSUARIO DI PONT-SAINT-MARTIN

2. Aux termes de l'art. 18 de la LR n° 11/2004, une servitude légale est constituée au profit de la Commune de Pont-Saint-Martin (code fiscal 00123120073) sur les biens immeubles indiqués ci-après, situés sur le territoire de ladite Commune et nécessaires aux travaux de remise en état du tronçon du réseau de distribution de l'eau potable compris entre la rue Roveschialles et la zone C2 ; les indemnités provisoires de servitude à verser aux propriétaires concernés figurent ci-après :

COMMUNE DE PONT-SAINT-MARTIN

- 18) PERETTO Angela [Omissis] - Nuda Proprietà 1/1
CRETAZ Attilia Renata [Omissis] - Usufrutto 1/1
F. 8 n. 542 di mq 887 sup. asservita uso acquedotto mq 22 - Zona Eg1 - C.T.
F. 8 n. 545 di mq 87 sup. asservita uso acquedotto mq 5 - Zona Eg1 - C.T.
F. 8 n. 82 di mq 578 sup. asservita uso acquedotto mq 11 - Zona Eg1 - C.T.
Indennità € 88,54 (*Terreno agricolo*)

- 19) CRETAZ Attilia Renata [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 8 n. 81 di mq 172 sup. assasservita uso acquedotto mq 20 - Zona Eg1 - C.T.
Indennità € 46,60 (*Terreno agricolo*)
- 20) GAMBÀ Sergio [Omissis] - Proprietà in regime comunione dei beni
QUERCIA Graziella Riccardina [Omissis] - Proprietà in regime comunione dei beni
F. 8 n. 506 di mq 1050 sup. assasservita uso acquedotto mq 28 - Zona Eg1 - C.T.
Indennità € 65,24 (*Terreno agricolo*)
- 21) PEDRINI [Omissis] - Proprietà 1/1
F. 8 n. 84 Area Urbana di mq 1976 sup. assasservita uso acquedotto mq 128 - Zona Ba1 C.F.
Indennità € 1.941,76 (*Terreno NON agricolo*)
Indennità per limitazione d'uso imposta al fondo per posa pozzetto di ispezione (Art. 33, Co. 1 DPR 327/2001)
€ 45,50 (*Terreno NON agricolo*)

3. La servitù coattiva, meglio rappresentata nella planimetria allegata che del presente decreto forma parte integrante, è imposta a favore del Comune di Pont-Saint-Martin (C.F. 00123120073) e consiste nella posa in sottosuolo di una condotta ad uso acquedotto ed il relativo esercizio, per una larghezza di 0,50 metri per parte dall'asse della tubazione per complessivi metri 1,00 di ampiezza, sui map-pali elencati al precedente p.to 2. L'asservimento imposto, comporta inoltre:
- la facoltà del Comune di Pont-Saint-Martin (C.F. 00123120073), o da chi agisca in nome e per conto dello stesso, di accedere liberamente ed in ogni tempo alla fascia asservita con il proprio personale ed i mezzi d'opera e di trasporto a suo giudizio necessari all'esercizio, alla sorveglianza ed alla manutenzione (ordinaria e straordinaria) dell'acquedotto stesso, compiendo, nel rispetto della fascia asservita, i relativi lavori necessari;
 - il divieto, per i proprietari dei fondi asserviti (o titolari di altro diritto reale) ed i loro aventi causa, di eseguire lavori, coltivazioni o qualsiasi atto, lungo la linea della servitù, che possa rappresentare pericolo o danno per gli impianti, manufatti, apparecchiature o che possano ostacolare il passaggio a terra, diminuire o rendere più scomodo l'uso e l'esercizio della servitù stessa, rispetto alla situazione attuale;
 - l'obbligo per i proprietari dei fondi asserviti (o titolari di altro diritto reale) ed i loro aventi causa di dare avviso scritto, tramite lettera raccomandata con A.R. e con almeno due mesi di anticipo, all'Amministrazione comunale di Pont-Saint-Martin (C.F. 00123120073) prima di qualsiasi intervento da realizzarsi entro la fascia asservita, al fine di ottenere da quest'ultima la preventiva autorizzazione;
4. il Comune di Pont-Saint-Martin (C.F. 00123120073), o chi agisca in nome e per conto dello stesso, avrà l'obbligo di risarcire agli aventi diritto gli eventuali danni prodotti alle cose, ai manufatti, alle piantagioni ed ai frutti pen-
3. La servitù en cause, figurant au plan faisant partie intégrante du présent acte et profitant à la Commune de Pont-Saint-Martin (code fiscal 00123120073), consiste en une servitù légale d'aqueduc souterrain d'une largeur totale de 1 mètre (0,5 mètre de chaque côté de l'axe médian de la canalisation) établie sur les parcelles visées au point 2 ci-dessus. Par ailleurs, ladite servitù prévoit ce qui suit :
- la Commune de Pont-Saint-Martin (code fiscal 00123120073), ou toute personne agissant au nom et pour le compte de celle-ci, est autorisée à faire accéder à tout moment ses personnels à la zone frappée de servitù, avec les moyens qu'elle estime nécessaires à l'exploitation, à la surveillance et à l'entretien ordinaire ou extraordinaire de l'aqueduc, ainsi qu'à accomplir tous les travaux nécessaires, dans le respect de ladite servitù ;
 - les propriétaires des fonds servants et les titulaires d'un droit réel, ou leurs ayants cause, ne peuvent accomplir, dans la zone frappée de servitù, aucun travail ni acte, ni pratiquer aucune culture susceptible de représenter un danger pour les installations, les ouvrages ou les équipements, ni entraver le libre passage sur le fonds en cause, ni diminuer ni rendre plus incommode l'usage ou l'exercice de la servitù en question par rapport à la situation actuelle ;
 - deux mois au moins avant de procéder à la réalisation de toute opération dans la zone frappée de servitù, les propriétaires des fonds servants et les titulaires d'un droit réel, ou leurs ayants cause, doivent informer la Commune de Pont-Saint-Martin (code fiscal 00123120073) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, afin d'obtenir l'autorisation y afférente ;
4. La Commune de Pont-Saint-Martin (code fiscal 00123120073), ou toute personne agissant au nom et pour le compte de celle-ci, est tenue d'indemniser les ayants droit pour les éventuels dommages causés aux

- denti causati in occasione della sorveglianza e della manutenzione (ordinaria o straordinaria) dell'acquedotto stesso e a liquidarli a chi di ragione. La stessa Amministrazione comunale infine, si assume la piena responsabilità per quanto riguarda i diritti di terzi e gli eventuali danni causati dalla costruzione, esercizio e manutenzione (ordinaria e straordinaria) dell'acquedotto di cui trattasi, sollevando l'amministrazione regionale da qualsiasi pretesa o molestia da parte di terzi che si ritenessero danneggiati;
5. il presente decreto viene notificato ai sensi dell'art. 7 – c. 2 e dell'art. 25 della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11 (Disciplina dell'espropriazione per pubblica utilità in Valle d'Aosta), ai proprietari dei terreni espropriati o asserviti, nelle forme degli atti processuali civili unitamente alla dichiarazione dell'eventuale accettazione dell'indennità;
 6. in caso di accettazione o non accettazione dell'indennità sarà cura del beneficiario dell'espropriazione o asservimento (Amministrazione comunale di Pont-Saint-Martin – C.F. 00123120073) provvedere al pagamento diretto ovvero al deposito dell'indennità stessa, ai sensi degli art.li 27 e 28 della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11 e della deliberazione della Giunta regionale n. 646 dell' 8 maggio 2015;
 7. ai sensi dell'art. 19, co. 3 della legge regionale 2 luglio 2004 n. 11, l'estratto del presente provvedimento sarà pubblicato sul Bollettino Ufficiale della Regione;
 8. l'esecuzione del presente decreto ha luogo con la redazione del verbale di immissione nel possesso dei beni espropriati e/o asserviti, ai sensi dell'art. 20, co. 1 della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11;
 9. ai sensi dell'art. 20, co. 3 della medesima norma, un avviso contenente l'indicazione dell'ora e del giorno in cui è prevista l'esecuzione del presente provvedimento, sarà notificato all'espropriato almeno sette giorni prima;
 10. il presente provvedimento è registrato e trascritto in termini di urgenza, nonché volturato nei registri catastali, presso i competenti uffici dell'Agenzia delle Entrate a cura della Amministrazione regionale ed a spese del beneficiario dell'espropriazione (Amministrazione comunale di Pont-Saint-Martin – C.F. 00123120073);
 11. adempite le suddette formalità, ai sensi dell'art. 22, co. 3 della legge regionale 2 luglio 2004, n. 11, tutti i diritti relativi agli immobili espropriati potranno essere fatti valere esclusivamente sull'indennità;
 12. avverso il presente decreto può essere opposto ricorso al competente Tribunale Amministrativo Regionale entro i termini di legge.
- biens, aux ouvrages, aux cultures et aux fruits pendants du fait des travaux de surveillance et d'entretien ordinaire ou extraordinaire de l'aqueduc en cause. Ladite Commune assume la pleine responsabilité pour ce qui est des droits des tiers ou des éventuels dommages causés par la construction, l'exploitation et l'entretien ordinaire ou extraordinaire de l'aqueduc en question, en déchargeant l'Administration régionale de toute prétention ou poursuite de la part des tiers qui s'estimeraient lésés.
5. Aux termes du deuxième alinéa de l'art. 7 et de l'art. 25 de la LR n° 11/2004, le présent acte est notifié aux propriétaires des biens expropriés et frappés de servitude, dans les formes prévues pour les actes relevant de la procédure civile, assorti du modèle de déclaration d'acceptation des indemnités.
 6. Aux termes des art. 27 et 28 de la LR n° 11/2004 et de la délibération du Gouvernement régional n° 646 du 8 mai 2015, la Commune de Pont-Saint-Martin (code fiscal 00123120073), bénéficiaire de la constitution de la servitude et de l'expropriation, pourvoit soit au paiement direct des indemnités, en cas d'acceptation, soit à leur consignation, en cas de refus.
 7. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 19 de la LR n° 11/2004, un extrait du présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région.
 8. Aux termes du premier alinéa de l'art. 20 de la LR n° 11/2004, l'établissement du procès-verbal de prise de possession des biens expropriés et frappés de servitude vaut exécution du présent acte.
 9. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 20 de la LR n° 11/2004, un avis indiquant le jour et l'heure d'exécution du présent acte est notifié aux propriétaires des biens expropriés et frappés de servitude au moins sept jours auparavant.
 10. Le présent acte est transmis aux bureaux compétents de l'Agence des impôts en vue de son enregistrement et de sa transcription, avec procédure d'urgence, et le transfert du droit de propriété est inscrit au cadastre par les soins de l'Administration régionale et aux frais de la Commune de Pont-Saint-Martin (code fiscal 00123120073), bénéficiaire de la procédure en cause.
 11. Aux termes du troisième alinéa de l'art. 22 de la LR n° 11/2004, à l'issue desdites formalités, les droits relatifs aux biens immeubles expropriés et frappés de servitude sont reportés sur les indemnités y afférentes.
 12. Un recours peut être introduit contre le présent acte auprès du tribunal administratif régional compétent dans les délais prévus par la loi.

Aosta, 6 giugno 2020

Il Dirigente
Stefania MAGRO

Allegato: Omissis

**ASSESSORATO
DELLA SANITÀ, SALUTE
E POLITICHE SOCIALI**

Provvedimento dirigenziale 12 giugno 2020, n. 2794.

Publicazione del Ruolo nominativo regionale del personale a tempo indeterminato del Servizio Sanitario Nazionale riferito all'Azienda USL della Valle d'Aosta: situazione al 31 dicembre 2019.

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA SANITÀ
OSPEDALIERA E TERRITORIALE
E GESTIONE DEL PERSONALE SANITARIO

Omissis

decide

- 1 di provvedere, ai sensi della deliberazione della Giunta regionale n. 4258 in data 17 novembre 2003, alla pubblicazione sul Bollettino Ufficiale della Regione autonoma Valle d'Aosta e sul sito istituzionale www.regione.vda.it del ruolo nominativo regionale del personale a tempo indeterminato del Servizio Sanitario Regionale riferito all'Azienda USL della Valle d'Aosta, situazione al 31 dicembre 2019, allegato al presente provvedimento, di cui costituisce parte integrante e sostanziale, e di attribuire al suddetto ruolo valore meramente ricognitivo, conoscitivo e statistico.
- 2 di dare atto che il presente provvedimento dirigenziale non comporta oneri a carico del bilancio regionale.

L'Estensore
Daniela CHENEY

Il Dirigente
Claudio PERRATONE

N.d.R.: L'omesso allegato è disponibile presso il sito istituzionale della Regione autonoma Valle d'Aosta al seguente indirizzo: http://www.regione.vda.it/sanita/personale/ruoli_i.asp

**DELIBERAZIONI
DELLA GIUNTA
E DEL CONSIGLIO REGIONALE**

GIUNTA REGIONALE

Délibération n° 375 du 15 mai 2020,

Fait à Aoste, le 6 juin 2020.

La dirigeante,
Stefania MAGRO

L'annexe n'est pas publié

**ASSESSORAT
DE LA SANTÉ, DU BIEN-ÊTRE
ET DES POLITIQUES SOCIALES**

Acte du dirigeant n° 2794 du 12 juin 2020,

portant publication de la liste nominative régionale des personnels du Service sanitaire régional titulaires d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste au 31 décembre 2019.

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE
« SANTÉ HOSPITALIÈRE ET TERRITORIALE
ET GESTION DU PERSONNEL SANITAIRE »

Omissis

décide

1. Aux termes de la délibération du Gouvernement régional n° 4258 du 17 novembre 2003, la liste nominative régionale des personnels du Service sanitaire régional titulaires d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste au 31 décembre 2019 est publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste et sur le site institutionnel telle qu'elle figure à l'annexe qui fait partie intégrante et substantielle du présent acte. La liste susmentionnée est uniquement valable à des fins informatives et statistiques.
2. Le présent acte n'entraîne aucune dépense à la charge du budget de la Région.

La rédactrice,
Daniela CHENEY

Le dirigeant,
Claudio PERRATONE

NDR : L'annexe en cause est publiée sur le site institutionnel de la Région autonome Vallée d'Aoste à l'adresse http://www.regione.vda.it/sanita/personale/ruoli_i.asp

**DÉLIBÉRATIONS
DU GOUVERNEMENT
ET DU CONSEIL RÉGIONAL**

GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Deliberazione 15 maggio 2020, n. 375.

portant approbation des modalités d'exploitation des alpages durant l'été 2020, conformément aux dispositions en vigueur en matière de prophylaxie et d'assainissement du cheptel visées à la délibération du Gouvernement Régional n° 19 du 24 janvier 2020.

LE GOUVERNEMENT REGIONAL

Omissis

délibère

- 1) d'établir que les pratiques de l'alpage soient menées dans le respect, tant que ces contraintes seront en vigueur, des mesures, des obligations et des interdictions, le modèle d'auto-certification à la suite en dehors de la Région, visant à éviter la propagation du virus du SARS COV-2, qui consistent dans l'interdiction de tout assemblage, le respect de la distance interpersonnelle d'au moins 2 mètres et l'utilisation du masque chirurgical ou de communauté, où cette distance ne peut être maintenue ;
- 2) de modifier dans l'annexe à la délibération du Gouvernement régional n° 19 du 24 janvier 2020 au 1^{er} et au 4^{ème} alinéa du chapitre « Affectation » et au 2^{ème} point du chapitre « 2-B Révocation de la qualification sanitaire de U.I. » le terme « hivernage » avec « l'affectation » ;
- 3) Pour l'été 2020 les modalités d'exploitation des alpages sont les suivantes :
 - A. les bovins issus d'élevages officiellement déclarés indemnes de tuberculose, brucellose et leucose et déclarés indemnes du virus BHV-1, ainsi que les ovins et caprins provenant d'élevages officiellement déclarés indemnes de brucellose peuvent passer l'été dans les mêmes alpages;
 - B. en ce qui concerne les bovins, les ovins et les caprins, le déplacement du bétail doit respecter les modalités suivantes:
 1. l'alpagiste et le transporteur des animaux doivent remplir et signer le formulaire d'accompagnement « modèle 4 ». L'alpagiste y indique le nom de l'alpage, le mayen, le lieu de la garde estivale et, éventuellement, le lieu de la première étape de l'inalpage; il doit joindre à ce document les « passeports » des animaux qui montent à l'alpage;
 2. dans les 7 jours qui suivent l'inalpage, l'alpagiste doit obligatoirement remplir et signer la déclaration d'inalpage, qui renferme toutes les données relatives aux différents éleveurs lui ayant confié leur bétail, le numéro d'identification de chaque animal et la liste des bêtes appartenant à chaque

Approvazione delle modalità di gestione degli alpeggi per l'estate 2020, in conformità alle disposizioni in materia di profilassi e di risanamento del bestiame di cui alla deliberazione della Giunta regionale 24 gennaio 2020, n. 19.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) Le pratiche d'alpeggio devono essere svolte nel rispetto delle misure, degli obblighi e dei divieti previsti per evitare il propagarsi della SARS CoV-2 (obbligo di autocertificazione in caso di spostamenti fuori dalla regione, divieto di assembramento, osservanza della distanza interpersonale di almeno due metri e utilizzo obbligatorio di mascherine chirurgiche o di comunità qualora la suddetta distanza non possa essere rispettata) fin tanto che questi restano in vigore.
- 2) L'allegato della deliberazione della Giunta regionale n° 19 del 24 gennaio 2020 è così modificato: ai commi 1 e 4 del paragrafo "Affide" del capitolo 1 e al comma 2 del paragrafo 2-B "Revoca qualifica sanitaria di U.I." del capitolo 2, il concetto di "svernamento" è sostituito dal concetto di "affida".
- 3) Le modalità di gestione degli alpeggi per l'estate 2020 sono approvate come segue:
 - A. I bovini provenienti da allevamenti dichiarati ufficialmente indenni da tubercolosi, brucellosi e leucosi e indenni da rinotracheite infettiva bovina da BHV-1 e gli ovicaprini provenienti da allevamenti ufficialmente indenni da brucellosi possono trascorrere l'estate negli stessi alpeggi.
 - B. Lo spostamento di bovini e ovicaprini deve rispettare le seguenti modalità:
 1. Il conduttore dell'alpeggio e il trasportatore degli animali devono compilare e firmare le rispettive sezioni dell'apposito modulo di accompagnamento (Modello 4). Il conduttore vi riporta il nome dell'alpeggio, del mayen, del luogo di estivazione ed, eventualmente, della prima struttura di monticazione e vi allega i passaporti degli animali interessati.
 2. Entro sette giorni dalla monticazione, il conduttore dell'alpeggio deve recarsi, previo appuntamento telefonico, all'Ufficio servizi zootecnici dell'Assessorato Turismo, Sport, Commercio, Agricoltura e Beni culturali per compilare e firmare la denuncia di monticazione, che riporta tutti i dati relativi

propriétaire avec la mention de l'espèce, du sexe et de la catégorie du bétail et les renseignements prévus par la délibération du Gouvernement régional n° 3562 du 5 décembre 2008 et par la délibération du Gouvernement régional n° 1380 du 21 mai 2010, et la livrer, par réservation téléphonique, au Bureau des services zootechniques de l'Assessorat au tourisme, aux sports, au commerce, à l'agriculture et aux biens culturels ou l'envoyer par courrier PEC à l'adresse agricoltura@pec.regione.vda.it.

3. le transporteur doit attester sur l'honneur qu'il a pourvu au lavage et à la désinfection des moyens de transport, sur lesquels il appose à cet effet un panneau jaune portant le mot « désinfecté » suivi de la date de la désinfection et de sa signature;
4. dans la semaine qui suit, le Bureau des services zootechniques de l'Assessorat au Tourisme, aux Sports, au Commerce, à l'Agriculture et aux Biens culturels envoie à la Commune sur le territoire de laquelle se trouve l'alpage concerné une copie de la « fiche de alpage »;
5. lorsque le bétail quitte l'alpage, l'alpagiste et le transporteur des animaux remplissent et signent chacun la partie les concernant du formulaire d'accompagnement « modèle 4 » et joignent les passeports à ce dernier. Dans les 7 jours qui suivent le désalpage, il doit également communiquer au dit bureau la date exacte à laquelle il a quitté l'alpage. La communication de la date de désalpage doit toujours avoir lieu avant que d'autres mouvements des animaux ne soient effectués (par exemple, abattage ou achat et vente) à la fois par les alpagiste que par les propriétaires.

Si des cas de tuberculose ou de brucellose sont détectés pendant la période que les animaux de plusieurs élevages passent ensemble, du fait des pâturages, de l'alpage ou pour toute autre raison, l'autorité sanitaire compétente prend des mesures d'isolement en fonction de la situation épidémiologique (si les tests pratiqués sur un ou plusieurs animaux issus d'élevages officiellement déclarés indemnes de tuberculose s'avèrent positifs, les mesures visées aux chapitres 2 de l'annexe à la délibération du Gouvernement régional n° 19 du 24 janvier 2020 sont appliquées).

La mise en œuvre de mesures d'isolement dans un alpage est décidée par le vétérinaire officiel : elle comporte le retrait des passeports des animaux et la mention desdites mesures sur le formulaire d'accompagnement « modèle 4 » délivré au moment où les animaux quittent l'alpage. Par ailleurs, le vétérinaire transmet une copie

agli allevatori che gli hanno affidato dei capi, la lista dei capi appartenenti ad ogni allevatore con il numero identificativo, la specie, il sesso e la categoria di ogni animale, nonché le informazioni richieste ai sensi delle deliberazioni della Giunta regionale 5 dicembre 2008, n. 3562 e 21 maggio 2010, n. 1380. La suddetta denuncia di monticazione può anche essere inviata tramite posta elettronica certificata (PEC) all'indirizzo agricoltura@pec.regione.vda.it.

3. Il trasportatore deve attestare sotto la sua personale responsabilità di aver lavato e disinfettato i mezzi di trasporto degli animali, apponendo sugli stessi un cartello di colore giallo con l'indicazione "Disinfettato", seguita dalla data di disinfezione e dalla sua firma.
4. La settimana seguente la denuncia di monticazione, l'Ufficio servizi zootecnici invia copia della scheda d'alpeggio al Comune sul cui territorio è situato l'alpeggio in questione.
5. Al momento della demonticazione, il conduttore dell'alpeggio e il trasportatore degli animali compilano e firmano le rispettive sezioni del modello 4 e vi allegano i passaporti degli animali. La data esatta della demonticazione deve essere comunicata al suddetto ufficio nei sette giorni successivi. Analoga comunicazione deve anche essere effettuata prima di ogni altro spostamento degli animali (ad esempio, in caso di abbattimento, acquisto o vendita) da parte del conduttore dell'alpeggio o dei proprietari.

Qualora la presenza della tubercolosi o della brucellosi sia accertata durante il periodo di promiscuità dei capi di più allevamenti per motivi di pascolo, di alpeggio o altro, l'autorità sanitaria competente adotta opportuni provvedimenti di vincolo sanitario in funzione della situazione epidemiologica. In particolare, in caso di esito positivo dei test praticati su uno o più capi appartenenti ad allevamenti dichiarati ufficialmente indenni da tubercolosi, si applicano le misure di cui al capitolo 2 della DGR n. 19/2020.

L'applicazione di misure restrittive in un alpeggio, compreso il ritiro del passaporto degli animali interessati, è disposta dal veterinario ufficiale ed è riportata sul modello 4 relativo alla demonticazione. Il veterinario trasmette copia di tale modulo al Comune sul cui territorio è situato l'alpeggio in questione, che si incarica di informare delle misure restrittive l'Amministrazione del

duit formulaire aux autorités de la Commune sur le territoire de laquelle se trouve l'alpage concerné, à charge pour celle-ci d'informer la Commune dans laquelle doit se rendre le bétail des mesures d'isolement adoptées;

6. chaque cas d'avortement doit être immédiatement signalé par l'alpagiste au vétérinaire de l'USL compétente. Celui-ci doit isoler l'animal et procéder à un test Rose de Bengal (RB), ainsi qu'à un test de fixation du complément (F.D.C.). Après 21 jours, il effectue un nouveau test de fixation du complément (F.D.C.).

Si ces deux tests sérologiques sont négatifs, l'animal ou les animaux peuvent réintégrer le troupeau;

7. pour raisons de affectation, les animaux issus d'élevages officiellement indemnes de tuberculose, brucellose et leucose et indemnes du virus BHV-1 peuvent être déplacés d'un élevage à l'autre sans qu'il soit nécessaire de procéder à d'autres tests de dépistage, selon les modalités prévues pour l'alpage au point 2 précédent (sur le formulaire, au point «destination», le titulaire doit indiquer l'élevage et non pas l'alpage).

Le titulaire et le transporteur des animaux doivent remplir et signer le formulaire d'accompagnement « modèle 4 », soit à la sortie soit au retour, avec une obligation de déclaration dans les 7 jours qui suivent le déplacement au Bureau des services zootechniques de l'Assessorat au Tourisme, aux Sports, au Commerce, à l'Agriculture et aux Biens culturels, qui doit recevoir une copie du modèle 4 ;

- C. les conditions sanitaires à respecter pour l'envoi d'animaux qui proviennent de d'autres Régions sont les suivantes :

- 1) tuberculose, brucellose et leucose: les animaux doivent être issus de cheptels officiellement indemnes de ces maladies et avoir réagi négativement à des tests de dépistage effectués dans les 30 jours qui ont précédé immédiatement leur déplacement ou simplement les détails de la décision de la CE sont écrits sur le certificat d'envoi des animaux si le territoire a la qualification de officiellement indemne;
- 2) rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR): toutes les mesure suivantes sont autorisées. Les bovins doivent satisfaire des conditions sanitaires équivalentes à celles prévues à l'article 2 de la 2004/558/CE du 15 juillet 2004:

- les bovins proviennent d'une exploitation dans

comune di destinazione dei capi interessati.

6. Il conduttore dell'alpeggio segnala immediatamente ogni caso di aborto al veterinario dell'USL competente che provvede ad isolare l'animale interessato e a praticargli un test del rosa bengala (RB) e un test di fissazione del complemento (FDC). Quest'ultimo dovrà essere ripetuto dopo ventun giorni.

In caso di esito negativo dei test, l'isolamento dell'animale interessato è sospeso.

7. In caso di affida, i capi appartenenti ad allevamenti ufficialmente indenni da tubercolosi, brucellosi e leucosi e indenni da BHV-1 possono essere trasferiti da un allevamento ad un altro senza che sia necessario sottoporli ad altri test e secondo le modalità previste al punto 2 per la monticazione (sul modulo, alla voce "Destinazione", il proprietario dei capi deve indicare l'azienda di allevamento e non l'alpeggio).

Il proprietario e il trasportatore dei capi devono compilare e firmare il modello 4 sia all'andata, sia al ritorno dei capi. Sono altresì tenuti a trasmettere all'Ufficio servizi zootechnici copia del modello 4 entro sette giorni da ogni spostamento di capi.

- C. Il trasferimento in Valle d'Aosta di bestiame proveniente da altre regioni deve rispettare i seguenti requisiti di carattere sanitario:

- 1) Tubercolosi, brucellosi e leucosi: i capi devono provenire da allevamenti ufficialmente indenni da tali malattie ed essere risultati negativi ai test praticati nei trenta giorni immediatamente precedenti lo spostamento. Se il territorio di provenienza è stato dichiarato ufficialmente indenne, è sufficiente che gli estremi della corrispondente decisione CE siano indicati sul certificato sanitario dei capi;
- 2) Rinotracheite infettiva bovina: i capi devono soddisfare requisiti sanitari equivalenti a quelli previsti dall'art. 2 della decisione 2004/558/CE della Commissione del 15 luglio 2004. Tutte le seguenti misure devono essere applicate:

- i capi devono provenire da allevamenti nei

- laquelle aucune preuve clinique ou pathologique de rhinotrachéite infectieuse bovine n'a été constatée au cours des douze derniers mois;
- les animaux concernés doivent être placés en isolement au cours des 30 jours qui précèdent immédiatement le déplacement et aucun animal de la même espèce ne peut être introduit dans ces cheptels; par ailleurs, au cours de cette même période, aucun des bovins présents dans la même structure ne doit avoir présenté de signes cliniques de la rhinotrachéite infectieuse bovine. Lesdits animaux doivent être soumis à un test sérologique, avec résultat négatif, réalisé à partir d'échantillons de sang prélevés au moins 21 jours après le début de la période d'isolement pour la détection des anticorps contre le BHV-1 entier;
 - tous les cheptels desquels font partie les animaux concernés doivent être placés en isolement au cours des 30 jours qui précèdent immédiatement le déplacement et aucun animal de la même espèce ne peut être introduit dans ces cheptels; par ailleurs, au cours de cette même période, aucun des bovins présents dans la même structure ne doit avoir présenté de signes cliniques de la rhinotrachéite infectieuse bovine. Les animaux concernés et tous les autres bovins présents dans la même structure doivent être soumis à un test sérologique, avec résultat négatif, réalisé à partir d'échantillons de sang prélevés au moins 21 jours après le début de la période d'isolement pour la détection des anticorps contre le BHV-1 entier;
 - les animaux ne doivent pas avoir été vaccinés pour la rhinotrachéite infectieuse bovine;
- 3) fièvre catarrhale ovine (Blue tongue virus): en ce qui concerne la Blue tongue, la Région de la Vallée d'Aoste le 09 du mois de mars 2020 à été déclarée territoire indemne et les mesures prévues par les dispositifs DGSAF prot. 17522 du 26 juin 2019 et prot. 0006261 du 13 mars 2020 et leurs modifications ultérieures doivent être observées. Les véhicules transportant les animaux en provenance de secteurs non indemnes doivent être désinsectisés avant le déplacement, ainsi que les animaux doivent être traités avec un insectifuge autorisé;
- 4) le certificat sanitaire doit attester la situation sanitaire de l'exploitation d'origine de officiellement indemne de TBC, BRC et leucose avec les examens effectués, mettant en évidence la mise en isolement en ce qui concerne l'IBR et les derniers tests effectués sur l'ensemble de l'entreprise. Le permis doit être fourni par l'USL de réception, sur présentation par l'éleveur d'une copie des résultats
- quali non siano state riscontrate prove cliniche né patologiche di rinotracheite infettiva bovina negli ultimi dodici mesi;
- i capi destinati ad essere trasferiti devono essere stati isolati dal resto del bestiame per i trenta giorni immediatamente precedenti lo spostamento e nessun capo della stessa specie deve essere stato inserito nell'allevamento; durante gli stessi trenta giorni, nessuno dei bovini presenti in azienda deve aver manifestato segni clinici di rinotracheite infettiva bovina; tutti i capi destinati ad essere trasferiti devono essere stati sottoposti, con esito negativo, ad un esame sierologico per la ricerca di anticorpi anti BHV-1 intero eseguito su campioni di sangue prelevati almeno ventun giorni dopo l'inizio dell'isolamento;
 - (misura alternativa alla precedente) tutto il bestiame di cui fanno parte i capi destinati ad essere trasferiti deve essere stato isolato per i trenta giorni immediatamente precedenti lo spostamento e nessun capo della stessa specie deve essere stato inserito nell'allevamento; durante gli stessi trenta giorni, nessuno dei bovini presenti in azienda deve aver manifestato segni clinici di rinotracheite infettiva bovina; tutti i bovini presenti in azienda devono essere stati sottoposti, con esito negativo, ad un esame sierologico per la ricerca di anticorpi anti BHV-1 intero eseguito su campioni di sangue prelevati almeno ventun giorni dopo l'inizio dell'isolamento;
 - i capi non devono essere stati vaccinati contro la rinotracheite infettiva bovina;
- 3) Febbre catarrale degli ovini (Blue tongue): il 9 marzo 2020 la Valle d'Aosta è stata dichiarata territorio indenne da Blue tongue; si applicano quindi le relative misure previste dai dispositivi dirigenziali della Direzione Generale della Sanità Animale e dei Farmaci veterinari (DGSAF) prot. n. 17522 del 26 giugno 2019 e prot. n. 0006261 del 13 marzo 2020 e successive modifiche. I veicoli che devono trasportare bovini provenienti da zone non indenni, nonché i bovini stessi, devono essere disinfestati, con insettifughi autorizzati, prima dello spostamento dei capi.
- 4) Il certificato sanitario deve attestare la qualifica di ufficialmente indenne da tubercolosi, brucellosi e leucosi dell'azienda da cui provengono i capi e precisare i test eseguiti per queste malattie, nonché riportare le misure di isolamento applicate per la rinotracheite infettiva bovina e gli ultimi esami eseguiti su tutto il bestiame. L'autorizzazione allo spostamento è rilasciata dall'USL del luogo di desti-

officiels des tests effectués (mod. 2/33) au moins 15 jours avant le départ des animaux qui est suivi par l'envoi du mod.7 du vétérinaire Uff. USL;

- 5) le Service de la Santé animale du Département de la Prévention de l'USL de la Vallée d'Aoste et le Bureau des services zootechniques de l'Assessorat régional au Tourisme, aux Sports, au Commerce, à l'Agriculture et aux Biens culturels veillent au respect des dispositions de la présente délibération et appliquent les sanctions voulues en cas de violation, comme le prévoit la réglementation nationale et régionale en la matière;
- 6) la présente délibération est notifiée à l'USL de la Vallée d'Aoste, aux syndicats de la Vallée d'Aoste, aux agents des forces de l'ordre, à l'Assessorat régional au Tourisme, aux Sports, au Commerce, à l'Agriculture et aux Biens culturels, ainsi qu'à l'Association régionale des éleveurs valdôtains (AREV);
- 7) la présente délibération n'entraîne aucune dépense à la charge du budget de la Région ;
- 8) la présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région;
- 9) tout contrevenant aux dispositions du présent acte est passible des sanctions administratives visées par la loi n° 218 du 2 juin 1988, et, s'il y a lieu, de sanctions pénales, sans préjudice des mesures adoptées d'office en vue du respect des normes violées.

Deliberazione 29 maggio 2020, n. 421.

Variazioni al bilancio di previsione della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per l'iscrizione di entrate a destinazione vincolata.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dai prospetti allegati;

nazione su presentazione, da parte dell'allevatore, di copia dei risultati ufficiali degli esami (modello 2/33) quindici giorni almeno prima della partenza dei capi, cui segue l'invio del modello 7 da parte del veterinario ufficiale dell'USL.

- 5) Il servizio di Sanità animale del Dipartimento di prevenzione dell'Azienda USL della Valle d'Aosta e l'Ufficio servizi zootecnici dell'Assessorato regionale Turismo, Sport, Commercio, Agricoltura e Beni culturali assicurano il rispetto delle disposizioni della presente deliberazione e l'applicazione delle sanzioni in caso di violazione, ai sensi della normativa statale e regionale in materia.
- 6) La presente deliberazione è notificata all'Azienda USL della Valle d'Aosta, ai sindaci dei Comuni della Valle d'Aosta, alle forze dell'ordine, all'Assessorato regionale Turismo, Sport, Commercio, Agricoltura e Beni culturali e all'Association régionale des éleveurs valdôtains (AREV).
- 7) La presente deliberazione non comporta alcuna spesa a carico del bilancio della Regione.
- 8) La presente deliberazione è pubblicata per estratto sul Bollettino ufficiale della Regione.
- 9) Chiunque violi le disposizioni della presente deliberazione incorre nelle sanzioni amministrative di cui alla legge 2 giugno 1988, n. 218, e nelle eventuali sanzioni penali applicabili, fatta salva l'adozione d'ufficio delle misure che potranno rendersi necessarie per il rispetto delle stesse disposizioni.

Délibération n° 421 du 29 mai 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait de l'inscription de recettes à affectation obligatoire.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux annexés à la présente délibération.

-
- | | |
|---|---|
| <p>2) di dare atto che sarà cura delle competenti Strutture dirigenziali provvedere alle eventuali modifiche del Programma delle acquisizioni di forniture e servizi dell'amministrazione regionale per il biennio 2020-2021, di cui alla DGR 1758/2019, secondo le modalità ivi previste nel punto 4, in relazione alle variazioni di bilancio approvate con la presente deliberazione;</p> <p>3) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.</p> <hr/> | <p>2. Les structures de direction compétentes en la matière sont chargées de procéder aux éventuelles modifications du plan des achats des fournitures et des services de l'Administration régionale au titre de la période 2020/2021, approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 1758 du 13 décembre 2019, suivant les modalités prévues par le point 4 de celle-ci et compte tenu des rectifications du budget approuvées par la présente délibération.</p> <p>3. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.</p> <hr/> |
|---|---|

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
ENTRATA										
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	N.I. E0022557	TRASFERIMENTI CORRENTI DAL FONDO DI ROTAZIONE STATALE DI CUI ALLA L. 183/1987 PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSNAZIONALE MED 2014/2020	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C €	13.042,50 2.250,00	7.687,50	3.195,00	Iscrizione dei contributi pubblici statali, provenienti dal Fondo di rotazione statale di cui alla L. 183/1987, assegnati al beneficiario regionale del Progetto SMARTMED dal Programma di Cooperazione transnazionale MED 2014/2020, a copertura di spese correnti.
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	500 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	E0022441	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DALL'UE PER PARTENARIATI INTERREGIONALI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS +	51 00 00 - DIPARTIMENTO SOVRAINTENDENZA AGLI STUDI	C €	4.000,00 4.000,00	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere in bilancio regionale i fondi assegnati dall'Unione europea per la realizzazione del Progetto Kamilala, approvato con DGR n. 306/2019, nell'ambito del Programma Erasmus Plus. Somma a copertura di spese di investimento.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0020341	TRASFERIMENTI CORRENTI DEL FONDO DI ROTAZIONE STATALE DI CUI ALLA L. 183/1987 PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA 'ALCOTRA' 2014/20	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C €	0,00 0,00	0,00	3.862,50	Iscrizione dei contributi pubblici statali, provenienti dal Fondo di rotazione L. 183/87, assegnati al beneficiario regionale del Progetto PRIMO (CdS Chamonix 5/10/16) dal Programma di Cooperazione Italia-Francia 'Alcotra' 2014/20, a copertura di spese correnti. Riprogrammazione di somme non accertate nel 2019.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
ENTRATA										
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	105 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	501 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA	E0020342	TRASFERIMENTI CORRENTI DEL FONDO EUROPEO DI SVILUPPO REGIONALE FESR PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA 'ALCOTRA' 2014/20	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C €	0,00 0,00	0,00	21.887,50	Iscrizione dei contributi pubblici FESR, provenienti dall'Autorità di certificazione, assegnati al beneficiario regionale del Progetto PRIMO (CdS Chamonix 5/10/16) dal Programma di Cooperazione Italia-Francia 'Alcotra' 2014/20, a copertura di spese correnti. Riprogrammazione di somme non accertate nel 2019.
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	100 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	N.I. E0022562	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI PER LA REALIZZAZIONE DI INTERVENTI NELL'AMBITO DELLA DEFINIZIONE E DELL'ATTUAZIONE DELLA STRATEGIA REGIONALE DI SVILUPPO SOSTENIBILE	23 07 00 - SOSTENIBILITA' E VALUTAZIONE AMBIENTALE	C €	68.000,00 68.000,00	102.000,00	0,00	Variazione necessaria per iscrivere le risorse derivanti dall'approvazione dell'Accordo di Collaborazione con il Ministero competente (MATTM) per le attività di supporto alla realizzazione degli adempimenti, previsti dall'art. 34 del D.LGS. n. 152/2006 e ss.mm.ii., in relazione all'attuazione delle Strategie regionali per lo sviluppo sostenibile

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
ENTRATA										
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	N.I. E0022561	TRASFERIMENTI CORRENTI PER LA DEFINIZIONE E L'ATTUAZIONE DELLA STRATEGIA REGIONALE DI SVILUPPO SOSTENIBILE	23 07 00 - SOSTENIBILITA' E VALUTAZIONE AMBIENTALE	C €	16.000,00 16.000,00	24.000,00	0,00	Variazione necessaria per iscrivere le risorse derivanti dall'approvazione dell'Accordo di Collaborazione con il Ministero competente (MATTM) per le attività di supporto alla realizzazione degli adempimenti, previsti dall'art. 34 del D.LGS. n. 152/2006 e ss.mm.ii., in relazione all'attuazione delle Strategie regionali per lo sviluppo sostenibile
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	105 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	501 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA	E0022439	TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UE PER PARTENARIATI INTERREGIONALI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS +	51 00 00 - DIPARTIMENTO SOVRAINTENDENZA AGLI STUDI	C €	22.052,00 22.052,00	26.052,00	13.026,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere in bilancio regionale i fondi assegnati dall'Unione europea per la realizzazione del Progetto Kamilala, approvato con DGR n. 306/2019, nell'ambito del Programma Erasmus Plus. Somme a copertura di spese correnti.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	105 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	501 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA	N.I. E0022558	TRASFERIMENTI CORRENTI DAL FONDO EUROPEO DI SVILUPPO REGIONALE (FESR) PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSNAZIONALE MED 2014/2020	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C €	73.907,50 12.750,00	43.562,50	18.105,00	Iscrizione dei contributi pubblici FESR, provenienti dall' Autorità di certificazione, assegnati al beneficiario regionale del Progetto SMARTMED (CdP) dal Programma di Cooperazione transnazionale MED 2014/20, a copertura di spese correnti.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
ENTRATA										
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE	401 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE	E0022204	TRASFERIMENTI CORRENTI DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE DEL FONDO EUROPEO DI SVILUPPO REGIONALE FESR PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C €	11.586,34 11.586,34	0,00	0,00	Iscrizione dei contributi pubblici FESR, provenienti dal capofila di progetto, assegnati al beneficiario regionale del Progetto RESTHALP dal Programma di Cooperazione Italia-Francia 'Alcotra' 2014/20, a copertura di spese correnti. Riprogrammazione di fondi non accertati nel 2019.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0020341	TRASFERIMENTI CORRENTI DEL FONDO DI ROTAZIONE STATALE DI CUI ALLA L. 183/1987 PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA 'ALCOTRA' 2014/20	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C €	2.044,65 2.044,65	1.275,00	975,00	Iscrizione dei contributi pubblici STATO, provenienti dal Fondo di rotazione L. 183/87, assegnati al beneficiario regionale dei Progetti RESTHALP (riprogrammazione di fondi del 2019) e CONNECT (nuova iscrizione) dal Programma di Cooperazione Italia-Francia Alcotra 2014/20, a copertura di spese correnti.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	105 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	501 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA	E0020342	TRASFERIMENTI CORRENTI DEL FONDO EUROPEO DI SVILUPPO REGIONALE FESR PER L'ATTUAZIONE DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA 'ALCOTRA' 2014/20	33 02 00 - UFFICIO DI RAPPRESENTANZA A BRUXELLES	C €	0,00 0,00	7.225,00	5.525,00	Iscrizione dei contributi pubblici FESR, provenienti dal capofila di progetto, assegnati al beneficiario regionale del Progetto CONNECT del Pitem BIODIVALP (CdS 20/06/19 Cogne) dal Programma di Cooperazione Italia-Francia 'Alcotra' 2014/20, a copertura di spese correnti.
Totale						C €	210.632,99 138.682,99	211.802,00	66.576,00	

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
ENTRATA									
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024945	SPESE PER SERVIZI PER TRASFERTA NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSNAZIONALE MED 2014/20 - QUOTA STATO	91 05 00 - PROMOZIONE E PROGETTI EUROPEI PER LO SVILUPPO DEL SETTORE TURISTICO	C €	720,00 0,00	900,00	270,00	La variazione e' possibile in quanto il progetto SMARTMED e' stato ammesso a finanziamento a valere sul programma di coop. transnazionale MED 2014/20 (CdS). Iscrizione dei contributi pubblici statali, provenienti dal Fondo di rotazione L. 183/87 relativa a partecipazione a incontri per la gestione e comunicazione delle attività del progetto
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024947	SPESE PER ALTRI SERVIZI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSNAZIONALE MED 2014/20 - QUOTA STATO	91 05 00 - PROMOZIONE E PROGETTI EUROPEI PER LO SVILUPPO DEL SETTORE TURISTICO	C €	5.775,00 0,00	0,00	0,00	La variazione e' possibile in quanto il progetto SMARTMED e' stato ammesso a finanziamento a valere sul programma di cooperazione transnazionale MED 2014/20 (CdS). Iscrizione dei contributi pubblici statali, provenienti dal Fondo di rotazione L. 183/87 relativa a Servizi per la realizzazione di iniziative pilota di formazione e assistenza tecnica

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024946	SPESE PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSNAZIONALE MED 2014/20 - QUOTA STATO	91 05 00 - PROMOZIONE E PROGETTI EUROPEI PER LO SVILUPPO DEL SETTORE TURISTICO	C €	6.547,50 2.250,00	6.787,50	2.925,00	La variazione e' possibile in quanto il progetto SMARTMED e' stato ammesso a finanziamento a valere sul programma di cooperazione transnazionale MED 2014/20 (CdS). Iscrizione dei contributi pubblici statali, provenienti dal Fondo di rotazione L. 183/87 relativa a assistenza tecnica e scientifica per la realizzazione delle attivita' del progetto
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	U0024815	SPESE PER L'ACQUISTO DI HARDWARE PER LE ATTIVITA' FORMATIVE DEL PERSONALE ISPETTIVO, DIRETTIVO E DOCENTE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS+	51 00 00 - DIPARTIMENTO SOVRAINTENDENZA AGLI STUDI	C €	4.000,00 4.000,00	0,00	0,00	Iscrizione fondi provenienti dall'Unione europea per coprire le spese inerenti all'acquisto di hardware per la realizzazione del progetto Kamilala, approvato con DGR 306/2019, nell'ambito del programma Erasmus Plus.
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0023951	SPESE PER ALTRI SERVIZI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20 - QUOTA STATO	72 04 00 - PROGRAMMAZIONE SOCIO-SANITARIA	C €	0,00 0,00	0,00	3.862,50	La variazione si rende necessaria per poter riprogrammare quote non impegnate nel 2019 per la realizzazione dei laboratori delle arti performative previsti dal progetto PRIMO, la cui scadenza sarà prorogata al 2022

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0023962	SPESA PER ALTRI SERVIZI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/2020 -QUOTA FESR	72 04 00 - PROGRAMMAZIONE SOCIO-SANITARIA	C €	0,00 0,00	0,00	21.887,50	La variazione si rende necessaria per poter riprogrammare quote non impegnate nel 2019 per la realizzazione dei laboratori delle arti performative previsti dal progetto PRIMO, la cui scadenza sarà prorogata al 2022
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	09 - POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024943	SPESA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER ORGANIZZAZIONE EVENTI, PUBBLICITA', VOLTI ALLA DEFINIZIONE DELLA STRATEGIA REGIONALE DI SVILUPPO SOSTENIBILE	23 07 00 - SOSTENIBILITA' E VALUTAZIONE AMBIENTALE	C €	16.000,00 16.000,00	24.000,00	0,00	La variazione si rende necessaria per dare attuazione ai contenuti dell'accordo di Collaborazione con il MATTM per le attivita' di supporto alla realizzazione degli adempimenti previsti dall'art. 34 del D.LGS. n. 152/2006 e ss.mm.ii. in relazione all'attuazione delle Strategie delle Regioni per lo Sviluppo Sostenibile.
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	09 - POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	N.I. U0024944	SPESA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DELLA STRATEGIA REGIONALE DI SVILUPPO SOSTENIBILE	23 07 00 - SOSTENIBILITA' E VALUTAZIONE AMBIENTALE	C €	14.000,00 14.000,00	21.000,00	0,00	La variazione si rende necessaria per dare attuazione ai contenuti dell'accordo di Collaborazione con il MATTM per le attivita' di supporto alla realizzazione degli adempimenti previsti dall'art. 34 del D.LGS. n. 152/2006 e ss.mm.ii. in relazione all'attuazione delle Strategie delle Regioni per lo Sviluppo Sostenibile.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	09 - POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	N.I. U0024951	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER SOFTWARE NELL'AMBITO DELLA STRATEGIA REGIONALE DI SVILUPPO SOSTENIBILE	23 07 00 - SOSTENIBILITA' E VALUTAZIONE AMBIENTALE	C	38.000,00	57.000,00	0,00	La variazione si rende necessaria per dare attuazione ai contenuti dell'accordo di Collaborazione con il MATTM per le attività di supporto alla realizzazione degli adempimenti previsti dall'art. 34 del D.LGS. n. 152/2006 e ss.mm.ii. in relazione all'attuazione delle Strategie delle Regioni per lo Sviluppo Sostenibile.
						€	38.000,00			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	09 - POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	N.I. U0024944	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DELLA STRATEGIA REGIONALE DI SVILUPPO SOSTENIBILE	23 07 00 - SOSTENIBILITA' E VALUTAZIONE AMBIENTALE	C	16.000,00	24.000,00	0,00	La variazione si rende necessaria per dare attuazione ai contenuti dell'accordo di Collaborazione con il MATTM per le attività di supporto alla realizzazione degli adempimenti previsti dall'art. 34 del D.LGS. n. 152/2006 e ss.mm.ii. in relazione all'attuazione delle Strategie delle Regioni per lo Sviluppo Sostenibile.
						€	16.000,00			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0024814	SPESE PER TRASFERTE DEL PERSONALE ISPETTIVO, DIRETTIVO E DOCENTE DELLE SCUOLE PER LA REALIZZAZIONE DI PROGETTI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS+	51 00 00 - DIPARTIMENTO SOVRINTENDENZA AGLI STUDI	C	1.650,00	3.300,00	4.950,00	Iscrizione fondi provenienti dall'Unione europea per coprire le spese inerenti alle trasferte che verranno effettuate dal personale scolastico impegnato nella realizzazione del progetto Kamilala, approvato con DGR n. 306/2019, nell'ambito del programma Erasmus Plus.
						€	1.650,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0024816	SPESE PER I SERVIZI DI FORMAZIONE DEL PERSONALE ISPETTIVO, DIRETTIVO E DOCENTE PER LA REALIZZAZIONE DI PROGETTI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS+	51 00 00 - DIPARTIMENTO SOVRAINTENDENZA AGLI STUDI	C €	11.752,00 11.752,00	14.752,00	6.076,00	Iscrizione fondi provenienti dall'Unione europea per coprire le spese inerenti alla formazione del personale scolastico impegnato nella realizzazione del progetto Kamilala, approvato con DGR n. 306/2019, nell'ambito del programma Erasmus Plus.
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024952	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO DESTINATI ALLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE PER LA REALIZZAZIONE DI PROGETTI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS PLUS	51 00 00 - DIPARTIMENTO SOVRAINTENDENZA AGLI STUDI	C €	0,00 0,00	3.000,00	0,00	Iscrizione fondi provenienti dall'U.E. per coprire le spese inerenti all'acquisto di beni di consumo per l'organizzazione di congressi, convegni e manifestazioni nell'ambito della realizzazione del progetto Kamilala, approvato con DGR n. 306/2019, nell'ambito del programma Erasmus Plus rivolto esclusivamente alle istituzioni scolastiche.
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0024817	SPESE PER I SERVIZI DI STAMPA E RILEGATURA DI MATERIALE DIDATTICO PER LA REALIZZAZIONE DI PROGETTI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS+	51 00 00 - DIPARTIMENTO SOVRAINTENDENZA AGLI STUDI	C €	3.000,00 3.000,00	0,00	2.000,00	Iscrizione fondi provenienti dall'Unione europea per coprire le spese di stampa e rilegatura di materiale didattico che verranno effettuate per la realizzazione del progetto Kamilala, approvato con DGR n. 306/2019, nell'ambito del programma Erasmus Plus.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024953	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO DESTINATI ALLA FORMAZIONE DEL PERSONALE SCOLASTICO IMPEGNATO NELLA REALIZZAZIONE DI PROGETTI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS PLUS	51 00 00 - DIPARTIMENTO SOVRAINTENDENZA AGLI STUDI	C	5.650,00	5.000,00	0,00	Iscrizione fondi provenienti dall'Unione europea per coprire le spese relative all'acquisto di giornali, riviste e pubblicazioni per la formazione del personale scolastico impegnato nella realizzazione del progetto Kamilala, approvato con DGR . 306/2019, nell'ambito del programma Erasmus +.
						€	5.650,00			
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZI ONE DEL TURISMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024950	SPESE PER ALTRI SERVIZI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSNAZIONALE MED 2014/20 - QUOTA FESR PROVENIENTE DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	91 05 00 - PROMOZIONE E PROGETTI EUROPEI PER LO SVILUPPO DEL SETTORE TURISTICO	C	32.725,00	0,00	0,00	La variazione e' possibile in quanto il progetto SMARTMED e' stato ammesso a finanziamento a valere sul programma di coop. transnazionale MED 2014/20 (CdS). iscrizione quota FESR proveniente dall ' Autorita' di certificazione - Ministero finanze Spagna relativa a spese correnti. Relizzazione iniziative pilota di formazione e assistenza tecnica
						€	0,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024949	SPESA PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSNAZIONALE MED 2014/20 - QUOTA FESR PROVENIENTE DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	91 05 00 - PROMOZIONE E PROGETTI EUROPEI PER LO SVILUPPO DEL SETTORE TURISTICO	C €	37.102,50 12.750,00	38.462,50	16.575,00	La variazione e' possibile in quanto il progetto SMARTMED e' stato ammesso a finanziamento a valere sul programma di coop. transnazionale MED 2014/20 (CdS). iscrizione quota FESR proveniente dall ' Autorita' di certificazione - Ministero finanze Spagna relativa a spese correnti. Assistenza tecnica e scientifica per realizzazione delle attivitaa'
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024948	SPESA PER SERVIZI PER TRASFERITA NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSNAZIONALE MED 2014/20 - QUOTA FESR PROVENIENTE DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	91 05 00 - PROMOZIONE E PROGETTI EUROPEI PER LO SVILUPPO DEL SETTORE TURISTICO	C €	4.080,00 0,00	5.100,00	1.530,00	La variazione e' possibile in quanto il progetto SMARTMED e' stato ammesso a finanziamento a valere sul progr. di coop. transnazionale MED 2014/20 (CdS). iscrizione quota FESR proveniente dall'Autorita' di certificazione - Ministero finanze Spagna relativa a spese correnti. spese per incontri per gestione/comunicazione delle attivita'del progetto

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTIC A E FORESTAZION E	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	N.I. U0024954	SPESE PER LA MANUTENZIONE ORDINARIA E LE RIPARAZIONI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/2020 - QUOTA FESR PROVENIENTE DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE	23 04 00 - BIODIVERSITA' E AREE NATURALI PROTETTE	C	11.586,34	0,00	0,00	Iscrizione dei contributi pubblici FESR, provenienti dal capofila di progetto, assegnati al beneficiario regionale del Progetto RESTHALP dal Programma di Cooperazione Italia- Francia 'Alcotra' 2014/20, a copertura di spese correnti. Riprogrammazione di fondi non impegnati nel 2019.
						€	11.586,34			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTIC A E FORESTAZION E	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0022744	SPESE PER LA MANUTENZIONE ORDINARIA E LE RIPARAZIONI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/2020 - QUOTA STATO	23 04 00 - BIODIVERSITA' E AREE NATURALI PROTETTE	C	2.044,65	1.275,00	975,00	Iscrizione dei contributi pubblici statali, provenienti dal Fondo di rotazione L. 183/87, assegnati al beneficiario regionale dei Progetti RESTHALP e CONNECT dal Programma di Cooperazione Italia- Francia 'Alcotra' 2014/20. Riprogrammazione di fondi non accertati nel 2019 e copertura di spese correnti.
						€	2.044,65			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTIC A E FORESTAZION E	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	U0022745	SPESE PER LA MANUTENZIONE ORDINARIA E LE RIPARAZIONI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/2020 - QUOTA FESR	23 04 00 - BIODIVERSITA' E AREE NATURALI PROTETTE	C	0,00	7.225,00	5.525,00	Iscrizione dei contributi pubblici FESR, provenienti dal capofila di progetto, assegnati al beneficiario regionale del Progetto CONNECT del Pitem BIODIVALP (CdS 20/06/19 Cogne) dal Programma di Cooperazione Italia- Francia 'Alcotra' 2014/20, a copertura di spese correnti.
						€	0,00			
Totale						C	210.632,99	211.802,00	66.576,00	
						€	138.682,99			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
SPESA									
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
ENTRATA						
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	C	31.087,15	32.962,50	8.032,50
			SC	31.087,15	32.962,50	8.032,50
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE	401 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE	C	11.586,34	0,00	0,00
			SC	11.586,34	0,00	0,00
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	105 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	501 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA	C	95.959,50	76.839,50	58.543,50
			SC	95.959,50	76.839,50	58.543,50
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	100 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	C	68.000,00	102.000,00	0,00
			SC	68.000,00	102.000,00	0,00
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	500 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	C	4.000,00	0,00	0,00
			SC	4.000,00	0,00	0,00
			C	210.632,99	211.802,00	66.576,00
			SC	210.632,99	211.802,00	66.576,00

C = Competenza

SC = Di cui entrate non ricorrenti

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	C	22.052,00	26.052,00	38.776,00
			SC	22.052,00	26.052,00	38.776,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	C	4.000,00	0,00	0,00
			SC	4.000,00	0,00	0,00
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	C	86.950,00	51.250,00	21.300,00
			SC	86.950,00	51.250,00	21.300,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	C	13.630,99	8.500,00	6.500,00
			SC	13.630,99	8.500,00	6.500,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	09 - POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	103 - ACQUISTO DI BENI E SERVIZI	C	16.000,00	24.000,00	0,00
			SC	16.000,00	24.000,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	09 - POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	202 - INVESTIMENTI FISSI LORDI E ACQUISTO DI TERRENI	C	68.000,00	102.000,00	0,00
			SC	68.000,00	102.000,00	0,00
			C	210.632,99	211.802,00	66.576,00
			SC	210.632,99	211.802,00	66.576,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
ENTRATA						
TITOLO	TIPOLOGIA		IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE		C	31.087,15	32.962,50	8.032,50
			€	20.294,65		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE		C	11.586,34	0,00	0,00
			€	11.586,34		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	105 - TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO		C	95.959,50	76.839,50	58.543,50
			€	34.802,00		
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI		C	72.000,00	102.000,00	0,00
			€	72.000,00		
			C	210.632,99	211.802,00	66.576,00
			€	138.682,99		

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	22.052,00	26.052,00	38.776,00
			€	22.052,00		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	2 - SPESE IN CONTO CAPITALE	C	4.000,00	0,00	0,00
			€	4.000,00		
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	1 - SPESE CORRENTI	C	86.950,00	51.250,00	21.300,00
			€	15.000,00		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	13.630,99	8.500,00	6.500,00
			€	13.630,99		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	09 - POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	1 - SPESE CORRENTI	C	16.000,00	24.000,00	0,00
			€	16.000,00		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	09 - POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	2 - SPESE IN CONTO CAPITALE	C	68.000,00	102.000,00	0,00
			€	68.000,00		
			C	210.632,99	211.802,00	66.576,00
			€	138.682,99		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
ENTRATE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

TITOLO, TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 02	TRASFERIMENTI CORRENTI					
TITOLO 101	TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	residui presunti				
		previsione di competenza		31.087,15		
		previsione di cassa		20.294,65		
TITOLO 104	TRASFERIMENTI CORRENTI DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE	residui presunti				
		previsione di competenza		11.586,34		
		previsione di cassa		11.586,34		
TITOLO 105	TRASFERIMENTI CORRENTI DALL'UNIONE EUROPEA E DAL RESTO DEL MONDO	residui presunti				
		previsione di competenza		95.959,50		
		previsione di cassa		34.802,00		
TOTALE TITOLO	TRASFERIMENTI CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		138.632,99		
		previsione di cassa		66.682,99		
MISSIONE 04	ENTRATE IN CONTO CAPITALE					
TITOLO 200	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		72.000,00		
		previsione di cassa		72.000,00		
TOTALE TITOLO	ENTRATE IN CONTO CAPITALE	residui presunti				
		previsione di competenza		72.000,00		
		previsione di cassa		72.000,00		
TOTALE VARIAZIONI IN ENTRATA		residui presunti				
		previsione di competenza		210.632,99	0,00	
		previsione di cassa		138.682,99	0,00	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
MISSIONE 04	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO					
0402 PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		22.052,00		
		previsione di cassa		22.052,00		
TITOLO 2	SPESE IN CONTO CAPITALE	residui presunti				
		previsione di competenza		4.000,00		
		previsione di cassa		4.000,00		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	residui presunti				
		previsione di competenza		26.052,00		
		previsione di cassa		26.052,00		
TOTALE MISSIONE	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti				
		previsione di competenza		26.052,00		
		previsione di cassa		26.052,00		
MISSIONE 07	TURISMO					
0701 PROGRAMMA	SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		86.950,00		
		previsione di cassa		15.000,00		
TOTALE PROGRAMMA	SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	residui presunti				
		previsione di competenza		86.950,00		
		previsione di cassa		15.000,00		
TOTALE MISSIONE	TURISMO	residui presunti				
		previsione di competenza		86.950,00		
		previsione di cassa		15.000,00		

2898

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 09	SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE					
0905 PROGRAMMA	AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		13.630,99		
		previsione di cassa		13.630,99		
TOTALE PROGRAMMA	AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		13.630,99		
		previsione di cassa		13.630,99		
0909 PROGRAMMA	POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		16.000,00		
		previsione di cassa		16.000,00		
TITOLO 2	SPESE IN CONTO CAPITALE	residui presunti				
		previsione di competenza		68.000,00		
		previsione di cassa		68.000,00		
TOTALE PROGRAMMA	POLITICA REGIONALE UNITARIA PER LO SVILUPPO SOSTENIBILE E LA TUTELA DEL TERRITORIO E L'AMBIENTE	residui presunti				
		previsione di competenza		84.000,00		
		previsione di cassa		84.000,00		
TOTALE MISSIONE	SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	residui presunti				
		previsione di competenza		97.630,99		
		previsione di cassa		97.630,99		
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		210.632,99	0,00	
		previsione di cassa		138.682,99	0,00	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

Deliberazione 29 maggio 2020, n. 422.

Variazioni al bilancio di previsione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il Triennio 2020/2022 per spostamenti tra le dotazioni di missioni e programmi riguardanti le spese per il personale.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dagli allegati alla presente deliberazione;
2. di disporre, ai sensi dell'art. 29, c. 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel bollettino ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 422 du 29 mai 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait du virement de crédits entre les chapitres relatifs aux missions et aux programmes concernant les dépenses de personnel.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux annexes de la présente délibération.
2. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0023683	FONDO PER IL MIGLIORAMENTO DELL'OFFERTA FORMATIVA PER IL PERSONALE DOCENTE ED EDUCATIVO DI CUI ALL'ART. 40 DEL CCNL ISTRUZIONE E RICERCA DEL 19/04/2018	51 01 00 - PERSONALE SCOLASTICO	C	-1.594.004,98	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria ai fini dell'erogazione dei finanziamenti alle Istituzioni Scolastiche finalizzati all'erogazione dei compensi per attività aggiuntive in applicazione dell'Art.40 C.C.N.L. 19/04/2018
						€	-1.594.004,98			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	U0024224	TRASFERIMENTI CORRENTI ALLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE REGIONALI DI BASE IN ATTUAZIONE DELL'ART. 40 DEL CCNL ISTRUZIONE E RICERCA 19/4/2018 DESTINATI AL PAGAMENTO DEI COMPENSI AL PERSONALE DOCENTE PER ATTIVITA' AGGIUNTIVE DI CUI AL "FONDO PER IL MIGLIORAMENTO DELL'OFFERTA FORMATIVA"	51 01 00 - PERSONALE SCOLASTICO	C	998.879,10	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per poter erogare alle Istituzioni scolastiche di base i finanziamenti relativi all'a.s. 2019 / 2020 destinati al pagamento di compensi per attività aggiuntive prestate dal personale docente nell'anno scolastico di riferimento.
						€	998.879,10			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	U0024225	TRASFERIMENTI CORRENTI ALLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE REGIONALI SECONDARIE DI II GRADO IN ATTUAZIONE DELL'ART. 40 DEL CCNL ISTRUZIONE E RICERCA 19/4/2018 DESTINATI AL PAGAMENTO DI COMPENSI AL PERSONALE DOCENTE DI CUI AL "FONDO PER IL MIGLIORAMENTO DELL'OFFERTA FORMATIVA"	51 01 00 - PERSONALE SCOLASTICO	C	558.419,88	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per poter erogare alle Istituzioni scolastiche secondarie di II grado i finanziamenti relativi all'a.s. 2019 / 2020 destinati al pagamento di compensi per attività aggiuntive prestate dal personale docente nell'a.s. di riferimento.
						€	558.419,88			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	U0024226	TRASFERIMENTI CORRENTI AL CONVITTO REGIONALE "F.CHABOD" IN ATTUAZIONE DELL'ART. 40 DEL CCNL ISTRUZIONE E RICERCA 19/4/2018 DESTINATI AL PAGAMENTO DI COMPENSI AL PERSONALE EDUCATIVO PER ATTIVITA' AGGIUNTIVE DI CUI AL "FONDO PER IL MIGLIORAMENTO DELL'OFFERTA FORMATIVA"	51 01 00 - PERSONALE SCOLASTICO	C	36.706,00	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per poter erogare al Convitto regionale "F. Chabod" il finanziamento relativo all'a.s. 2019 / 2020 destinato al pagamento di compensi per attività aggiuntive prestate dal personale educativo nell'anno scolastico di riferimento.
						€	36.706,00			
Totale						C	0,00	0,00	0,00	
						€	0,00			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	1.557.298,98	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	36.706,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-1.594.004,98	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	1.557.298,98	0,00	0,00
			€	1.557.298,98		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	36.706,00	0,00	0,00
			€	36.706,00		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	1 - SPESE CORRENTI	C	-1.594.004,98	0,00	0,00
			€	-1.594.004,98		
			C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		

C = Competenza

€ = Cassa

2904

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 04	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO					
0402 PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		1.557.298,98		
		previsione di cassa		1.557.298,98		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	residui presunti				
		previsione di competenza		1.557.298,98		
		previsione di cassa		1.557.298,98		
0406 PROGRAMMA	SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		36.706,00		
		previsione di cassa		36.706,00		
TOTALE PROGRAMMA	SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		36.706,00		
		previsione di cassa		36.706,00		
TOTALE MISSIONE	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti				
		previsione di competenza		1.594.004,98		
		previsione di cassa		1.594.004,98		

2905

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 20	FONDI E ACCANTONAMENTI					
2003 PROGRAMMA	ALTRI FONDI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-1.594.004,98	
		previsione di cassa			-1.594.004,98	
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI FONDI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-1.594.004,98	
		previsione di cassa		0,00	-1.594.004,98	
TOTALE MISSIONE	FONDI E ACCANTONAMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-1.594.004,98	
		previsione di cassa		0,00	-1.594.004,98	
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		1.594.004,98	-1.594.004,98	
		previsione di cassa		1.594.004,98	-1.594.004,98	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0023782	FONDO PER LE NUOVE ASSUNZIONI A TEMPO DETERMINATO DI PERSONALE REGIONALE	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-20.700,00	-7.950,00	0,00	La variazione è necessaria per trasferire dal Fondo per le nuove assunzioni a tempo determinato di personale regionale agli appositi capitoli di spesa sulle missioni e programmi interessati le risorse necessarie al pagamento di retribuzioni e relativi oneri per personale assunto a tempo determinato
						€	-20.700,00			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023482	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.350,00	1.700,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	4.350,00			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023484	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.300,00	500,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	1.300,00			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023481	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	15.050,00	5.750,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato per gli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	15.050,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
					Totale	C	0,00	0,00	0,00	
						€	0,00			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	19.400,00	7.450,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.300,00	500,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-20.700,00	-7.950,00	0,00
			SC	-20.700,00	-7.950,00	0,00
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	-20.700,00	-7.950,00	0,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	1 - SPESE CORRENTI	C	20.700,00	7.950,00	0,00
			€	20.700,00		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	1 - SPESE CORRENTI	C	-20.700,00	-7.950,00	0,00
			€	-20.700,00		
			C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 14	SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'					
1401 PROGRAMMA	INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		20.700,00		
		previsione di cassa		20.700,00		
TOTALE PROGRAMMA	INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	residui presunti				
		previsione di competenza		20.700,00		
		previsione di cassa		20.700,00		
TOTALE MISSIONE	SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	residui presunti				
		previsione di competenza		20.700,00		
		previsione di cassa		20.700,00		
MISSIONE 20	FONDI E ACCANTONAMENTI					
2003 PROGRAMMA	ALTRI FONDI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-20.700,00	
		previsione di cassa			-20.700,00	
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI FONDI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-20.700,00	
		previsione di cassa		0,00	-20.700,00	
TOTALE MISSIONE	FONDI E ACCANTONAMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-20.700,00	
		previsione di cassa		0,00	-20.700,00	
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		20.700,00	-20.700,00	
		previsione di cassa		20.700,00	-20.700,00	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0023783	FONDO PER IL FINANZIAMENTO DI NUOVI COMANDI PRESSO LA REGIONE	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-25.000,00	0,00	0,00	La variazione è necessaria per trasferire, dal Fondo per il finanziamento di nuovi comandi presso la Regione, ai pertinenti capitoli di spesa sulla Missione e Programma interessata, le risorse necessarie al finanziamento della proroga del comando presso la Regione di un dipendente della Regione Liguria come approvato con DGR n. 405 del 22/05/2020.
						€	-25.000,00			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023349	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.2)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.000,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di imputare correttamente le risorse relative al versamento dell'IRAP dovuta all'atto dell'effettuazione del rimborso all'Ente di appartenenza per un dipendente in comando presso la Regione per il periodo 11/06/2020 - 31/12/2020.
						€	2.000,00			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	109 - RIMBORSI E POSTE CORRETTIVE DELLE ENTRATE	U0023350	RIMBORSO AD ALTRI ENTI DELLE SPESE SOSTENUTE PER IL PROPRIO PERSONALE IN POSIZIONE DI COMANDO PRESSO LA REGIONE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.2)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	23.000,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di imputare correttamente le risorse per il rimborso alla Regione Liguria della spesa che sosterrà nel periodo 11/06/2020 - 31/12/2020 per un dipendente collocato in posizione di comando presso la Regione.
						€	23.000,00			
Totale						C	0,00	0,00	0,00	
						€	0,00			

C = Competenza

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
SPESA									
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	

€ = Cassa

2914

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	109 - RIMBORSI E POSTE CORRETTIVE DELLE ENTRATE	C	23.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-25.000,00	0,00	0,00
			SC	-25.000,00	0,00	0,00
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	-25.000,00	0,00	0,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	25.000,00	0,00	0,00
			€	25.000,00		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	1 - SPESE CORRENTI	C	-25.000,00	0,00	0,00
			€	-25.000,00		
			C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 04	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO					
0402 PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		25.000,00		
		previsione di cassa		25.000,00		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	residui presunti				
		previsione di competenza		25.000,00		
		previsione di cassa		25.000,00		
TOTALE MISSIONE	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti				
		previsione di competenza		25.000,00		
		previsione di cassa		25.000,00		
MISSIONE 20	FONDI E ACCANTONAMENTI					
2003 PROGRAMMA	ALTRI FONDI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-25.000,00	
		previsione di cassa			-25.000,00	
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI FONDI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-25.000,00	
		previsione di cassa		0,00	-25.000,00	
TOTALE MISSIONE	FONDI E ACCANTONAMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-25.000,00	
		previsione di cassa		0,00	-25.000,00	
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		25.000,00	-25.000,00	
		previsione di cassa		25.000,00	-25.000,00	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	

Deliberazione 29 maggio 2020, n. 423.

Variazioni al bilancio di previsione finanziario della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per utilizzo delle quote vincolate del risultato di amministrazione 2019.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 come risulta dai prospetti allegati A, B, C, D, E, F, G;
- 2) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 423 du 29 mai 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait de l'utilisation des crédits à affectation obligatoire figurant dans le résultat comptable au titre de 2019.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux A, B, C, D, E, F et G annexés à la présente délibération.
- 2) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE
ENTRATE

TITOLO TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
	UTILIZZO AVANZO DI AMMINISTRAZIONE	+0,00	+35.274.665,29	+0,00	+0,00
TOTALE VARIAZIONI TITOLI					
TOTALE GENERALE VARIAZIONI DELLE ENTRATE		+0,00	+35.274.665,29	+0,00	+0,00

**VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE
SPESE**

MISSIONE. PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
<i>MISSIONE 01</i>	<i>MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE</i>				
0106 PROGRAMMA 06	PROGRAMMA 1.006 - UFFICIO TECNICO				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+18.918,54	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 06	PROGRAMMA 1.006 - UFFICIO TECNICO	+0,00	+18.918,54	+0,00	+0,00
0108 PROGRAMMA 08	PROGRAMMA 1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+1.550,10	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+22.903,44	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 08	PROGRAMMA 1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	+0,00	+24.453,54	+0,00	+0,00
0110 PROGRAMMA 10	PROGRAMMA 1.010 - RISORSE UMANE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+496.930,63	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 10	PROGRAMMA 1.010 - RISORSE UMANE	+0,00	+496.930,63	+0,00	+0,00
0111 PROGRAMMA 11	PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+793,10	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 11	PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI	+0,00	+793,10	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 01	MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	+0,00	+541.095,81	+0,00	+0,00
<i>MISSIONE 04</i>	<i>MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO</i>				
0401 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 4.001 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+58.516,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 4.001 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA	+0,00	+58.516,00	+0,00	+0,00
0402 PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+47.917,64	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+5.266,43	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	+0,00	+53.184,07	+0,00	+0,00
0403 PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+97.632,15	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA	+0,00	+97.632,15	+0,00	+0,00

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
0404 PROGRAMMA 04	PROGRAMMA 4.004 - ISTRUZIONE UNIVERSITARIA				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+251.030,39	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 04	PROGRAMMA 4.004 - ISTRUZIONE UNIVERSITARIA	+0,00	+251.030,39	+0,00	+0,00
0406 PROGRAMMA 06	PROGRAMMA 4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+98,00	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+60.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 06	PROGRAMMA 4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	+0,00	+60.098,00	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 04	MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	+0,00	+520.460,61	+0,00	+0,00
MISSIONE 05	MISSIONE 5 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI				
0501 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+158.610,42	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	+0,00	+158.610,42	+0,00	+0,00
0502 PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+303.900,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	+0,00	+303.900,00	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 05	MISSIONE 5 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	+0,00	+462.510,42	+0,00	+0,00
MISSIONE 08	MISSIONE 8 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA				
0801 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+98.425,64	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	+0,00	+98.425,64	+0,00	+0,00
0802 PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+57.054,58	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+813.755,17	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	+0,00	+870.809,75	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 08	MISSIONE 8 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	+0,00	+969.235,39	+0,00	+0,00
MISSIONE 09	MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE				
0901 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 9.001 - DIFESA DEL SUOLO				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+25.953,71	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+1.168.726,88	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 9.001 - DIFESA DEL SUOLO	+0,00	+1.194.680,59	+0,00	+0,00

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
0902 PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+188.667,31	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+217.909,81	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE	+0,00	+406.577,12	+0,00	+0,00
0903 PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 9.003 - RIFIUTI				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+539.091,14	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 9.003 - RIFIUTI	+0,00	+539.091,14	+0,00	+0,00
0904 PROGRAMMA 04	PROGRAMMA 9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+18.412,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 04	PROGRAMMA 9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	+0,00	+18.412,00	+0,00	+0,00
0905 PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+132.822,72	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+147.248,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	+0,00	+280.070,72	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 09	MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	+0,00	+2.438.831,57	+0,00	+0,00
MISSIONE 10	MISSIONE 10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'				
1005 PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+703.205,29	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	+0,00	+703.205,29	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 10	MISSIONE 10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	+0,00	+703.205,29	+0,00	+0,00
MISSIONE 11	MISSIONE 11 - SOCCORSO CIVILE				
1101 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+93.102,82	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+16.464,26	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	+0,00	+109.567,08	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 11	MISSIONE 11 - SOCCORSO CIVILE	+0,00	+109.567,08	+0,00	+0,00
MISSIONE 12	MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA				
1201 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+328.744,82	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	+0,00	+328.744,82	+0,00	+0,00

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
1202 PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+154.226,39	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+9.618,75	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	+0,00	+163.845,14	+0,00	+0,00
1203 PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 12.003 - INTERVENTI PER GLI ANZIANI				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+12.456,93	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 12.003 - INTERVENTI PER GLI ANZIANI	+0,00	+12.456,93	+0,00	+0,00
1204 PROGRAMMA 04	PROGRAMMA 12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+1.075.627,86	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 04	PROGRAMMA 12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	+0,00	+1.075.627,86	+0,00	+0,00
1205 PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+48.254,97	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	+0,00	+48.254,97	+0,00	+0,00
1206 PROGRAMMA 06	PROGRAMMA 12.006 - INTERVENTI PER IL DIRITTO ALLA CASA				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+2.813.011,74	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 06	PROGRAMMA 12.006 - INTERVENTI PER IL DIRITTO ALLA CASA	+0,00	+2.813.011,74	+0,00	+0,00
1207 PROGRAMMA 07	PROGRAMMA 12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+176.828,19	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 07	PROGRAMMA 12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI	+0,00	+176.828,19	+0,00	+0,00
1208 PROGRAMMA 08	PROGRAMMA 12.008 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+11.959,72	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 08	PROGRAMMA 12.008 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO	+0,00	+11.959,72	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 12	MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	+0,00	+4.630.729,37	+0,00	+0,00
MISSIONE 13	MISSIONE 13 - TUTELA DELLA SALUTE				
1301 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+341.622,11	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	+0,00	+341.622,11	+0,00	+0,00
1305 PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 13.005 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - INVESTIMENTI SANITARI				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+4.239.682,60	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 13.005 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - INVESTIMENTI SANITARI	+0,00	+4.239.682,60	+0,00	+0,00
1307 PROGRAMMA 07	PROGRAMMA 13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+32.457,57	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+13.502,70	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 07	PROGRAMMA 13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	+0,00	+45.960,27	+0,00	+0,00

2924

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE MISSIONE 13	MISSIONE 13 - TUTELA DELLA SALUTE	+0,00	+4.627.264,98	+0,00	+0,00
MISSIONE 14	MISSIONE 14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'				
1401 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+223.933,44	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+26.587,74	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	+0,00	+250.521,18	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 14	MISSIONE 14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	+0,00	+250.521,18	+0,00	+0,00
MISSIONE 15	MISSIONE 15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE				
1501 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+178.803,15	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	+0,00	+178.803,15	+0,00	+0,00
1502 PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+146.801,70	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE	+0,00	+146.801,70	+0,00	+0,00
1503 PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+40.680,11	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	+0,00	+40.680,11	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 15	MISSIONE 15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	+0,00	+366.284,96	+0,00	+0,00
MISSIONE 16	MISSIONE 16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA				
1601 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+10.248,02	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+17.130,03	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE	+0,00	+27.378,05	+0,00	+0,00
1602 PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 16.002 - CACCIA E PESCA				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+25.377,24	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 02	PROGRAMMA 16.002 - CACCIA E PESCA	+0,00	+25.377,24	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 16	MISSIONE 16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	+0,00	+52.755,29	+0,00	+0,00
MISSIONE 17	MISSIONE 17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE				

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
1701 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 17.001 - FONTI ENERGETICHE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+55.089,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 17.001 - FONTI ENERGETICHE	+0,00	+55.089,00	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 17	MISSIONE 17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE	+0,00	+55.089,00	+0,00	+0,00
MISSIONE 18	MISSIONE 18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI				
1801 PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 18.001 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+11.836,20	+0,00	+0,00
TITOLO 2	Spese in conto capitale	+0,00	+23.191,69	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 01	PROGRAMMA 18.001 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI	+0,00	+35.027,89	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 18	MISSIONE 18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI	+0,00	+35.027,89	+0,00	+0,00
MISSIONE 20	MISSIONE 20 - FONDI E ACCANTONAMENTI				
2003 PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 20.003 - ALTRI FONDI				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+19.512.086,45	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 03	PROGRAMMA 20.003 - ALTRI FONDI	+0,00	+19.512.086,45	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 20	MISSIONE 20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	+0,00	+19.512.086,45	+0,00	+0,00
TOTALE VARIAZIONI MISSIONI		+0,00	+35.274.665,29	+0,00	+0,00
TOTALE GENERALE VARIAZIONI DELLE SPESE		+0,00	+35.274.665,29	+0,00	+0,00

**VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO DI PREVISIONE 2020-2022
SPESE PER MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI**

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	<i>di cui spese non ricorrenti</i>	TOTALE	<i>di cui spese non ricorrenti</i>	TOTALE	<i>di cui spese non ricorrenti</i>
	MISSIONE 01 - MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE						
	PROGRAMMA 06 - PROGRAMMA 1.006 - UFFICIO TECNICO						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+18.918,54	+18.918,54	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+18.918,54	+18.918,54	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
06	TOTALE PROGRAMMA 06	+18.918,54	+18.918,54	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 08 - PROGRAMMA 1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+1.550,10	+1.550,10	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+1.550,10	+1.550,10	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+22.903,44	+22.903,44	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+22.903,44	+22.903,44	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
08	TOTALE PROGRAMMA 08	+24.453,54	+24.453,54	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 01 - MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE						
	PROGRAMMA 10 - PROGRAMMA 1.010 - RISORSE UMANE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
101	Redditi da lavoro dipendente	+375.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
103	Acquisto di beni e servizi	+121.780,24	+12.890,17	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+150,39	+150,39	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+496.930,63	+13.040,56	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
10	TOTALE PROGRAMMA 10	+496.930,63	+13.040,56	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 11 - PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+793,10	+793,10	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+793,10	+793,10	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
11	TOTALE PROGRAMMA 11	+793,10	+793,10	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE MISSIONE 01	+541.095,81	+57.205,74	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 04 - MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 4.001 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+51.516,00	+51.516,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+7.000,00	+7.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+58.516,00	+58.516,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+58.516,00	+58.516,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 04 - MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO						
	PROGRAMMA 02 - PROGRAMMA 4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+32.025,18	+32.025,18	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+15.892,46	+15.892,46	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+47.917,64	+47.917,64	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+5.266,43	+5.266,43	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+5.266,43	+5.266,43	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
02	TOTALE PROGRAMMA 02	+53.184,07	+53.184,07	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 03 - PROGRAMMA 4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA						
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
203	Contributi agli investimenti	+97.632,15	+97.632,15	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+97.632,15	+97.632,15	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
03	TOTALE PROGRAMMA 03	+97.632,15	+97.632,15	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 04 - PROGRAMMA 4.004 - ISTRUZIONE UNIVERSITARIA						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
104	Trasferimenti correnti	+251.030,39	+251.030,39	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+251.030,39	+251.030,39	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
04	TOTALE PROGRAMMA 04	+251.030,39	+251.030,39	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

2929

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 04 - MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO						
	PROGRAMMA 06 - PROGRAMMA 4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
104	Trasferimenti correnti	+98,00	+98,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+98,00	+98,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+60.000,00	+60.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+60.000,00	+60.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
06	TOTALE PROGRAMMA 06	+60.098,00	+60.098,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
04	TOTALE MISSIONE 04	+520.460,61	+520.460,61	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 05 - MISSIONE 5 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO						
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+158.610,42	+158.610,42	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+158.610,42	+158.610,42	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+158.610,42	+158.610,42	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 05 - MISSIONE 5 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI						
	PROGRAMMA 02 - PROGRAMMA 5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+223.500,00	+223.500,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+80.400,00	+80.400,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+303.900,00	+303.900,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
02	TOTALE PROGRAMMA 02	+303.900,00	+303.900,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
05	TOTALE MISSIONE 05	+462.510,42	+462.510,42	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 08 - MISSIONE 8 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO						
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
203	Contributi agli investimenti	+98.425,64	+98.425,64	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+98.425,64	+98.425,64	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+98.425,64	+98.425,64	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 08 - MISSIONE 8 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA						
	PROGRAMMA 02 - PROGRAMMA 8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+35.565,96	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+21.488,62	+21.488,62	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+57.054,58	+21.488,62	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
203	Contributi agli investimenti	+813.755,17	+813.755,17	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+813.755,17	+813.755,17	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
02	TOTALE PROGRAMMA 02	+870.809,75	+835.243,79	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
08	TOTALE MISSIONE 08	+969.235,39	+933.669,43	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 09 - MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 9.001 - DIFESA DEL SUOLO						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+25.953,71	+25.953,71	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+25.953,71	+25.953,71	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+1.168.726,88	+1.168.726,88	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+1.168.726,88	+1.168.726,88	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+1.194.680,59	+1.194.680,59	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 09 - MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE						
	PROGRAMMA 02 - PROGRAMMA 9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+112.128,00	+25.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+76.539,31	+76.411,63	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+188.667,31	+101.411,63	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
203	Contributi agli investimenti	+217.909,81	+217.909,81	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+217.909,81	+217.909,81	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
02	TOTALE PROGRAMMA 02	+406.577,12	+319.321,44	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 03 - PROGRAMMA 9.003 - RIFIUTI						
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+539.091,14	+539.091,14	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+539.091,14	+539.091,14	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
03	TOTALE PROGRAMMA 03	+539.091,14	+539.091,14	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 04 - PROGRAMMA 9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+18.412,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+18.412,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
04	TOTALE PROGRAMMA 04	+18.412,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

2933

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 09 - MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE						
	PROGRAMMA 05 - PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+132.822,72	+129.989,55	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+132.822,72	+129.989,55	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+147.248,00	+147.248,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+147.248,00	+147.248,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
05	TOTALE PROGRAMMA 05	+280.070,72	+277.237,55	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
09	TOTALE MISSIONE 09	+2.438.831,57	+2.330.330,72	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 10 - MISSIONE 10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'						
	PROGRAMMA 05 - PROGRAMMA 10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI						
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+5.852,40	+5.852,40	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
203	Contributi agli investimenti	+697.352,89	+697.352,89	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+703.205,29	+703.205,29	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
05	TOTALE PROGRAMMA 05	+703.205,29	+703.205,29	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
10	TOTALE MISSIONE 10	+703.205,29	+703.205,29	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 11 - MISSIONE 11 - SOCCORSO CIVILE						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
101	Redditi da lavoro dipendente	+43.663,47	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
102	Imposte e tasse a carico dell'ente	+2.754,30	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
103	Acquisto di beni e servizi	+46.685,05	+27.930,11	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+93.102,82	+27.930,11	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+16.464,26	+16.464,26	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+16.464,26	+16.464,26	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+109.567,08	+44.394,37	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
11	TOTALE MISSIONE 11	+109.567,08	+44.394,37	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 12 - MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+328.744,82	+151.436,82	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+328.744,82	+151.436,82	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+328.744,82	+151.436,82	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 12 - MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA						
	PROGRAMMA 02 - PROGRAMMA 12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+1.199,93	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+153.026,46	+133.524,16	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+154.226,39	+133.524,16	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
203	Contributi agli investimenti	+9.618,75	+9.618,75	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+9.618,75	+9.618,75	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
02	TOTALE PROGRAMMA 02	+163.845,14	+143.142,91	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 03 - PROGRAMMA 12.003 - INTERVENTI PER GLI ANZIANI						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+12.308,83	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+148,10	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+12.456,93	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
03	TOTALE PROGRAMMA 03	+12.456,93	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 04 - PROGRAMMA 12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+607.837,84	+560.118,31	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+467.790,02	+467.790,02	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+1.075.627,86	+1.027.908,33	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
04	TOTALE PROGRAMMA 04	+1.075.627,86	+1.027.908,33	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 12 - MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA						
	PROGRAMMA 05 - PROGRAMMA 12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
104	Trasferimenti correnti	+48.254,97	+1.754,97	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+48.254,97	+1.754,97	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
05	TOTALE PROGRAMMA 05	+48.254,97	+1.754,97	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 06 - PROGRAMMA 12.006 - INTERVENTI PER IL DIRITTO ALLA CASA						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+2.128.664,68	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+684.347,06	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+2.813.011,74	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
06	TOTALE PROGRAMMA 06	+2.813.011,74	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 07 - PROGRAMMA 12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+176.828,19	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+176.828,19	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
07	TOTALE PROGRAMMA 07	+176.828,19	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 12 - MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA						
	PROGRAMMA 08 - PROGRAMMA 12.008 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+11.959,72	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+11.959,72	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
08	TOTALE PROGRAMMA 08	+11.959,72	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
12	TOTALE MISSIONE 12	+4.630.729,37	+1.324.243,03	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 13 - MISSIONE 13 - TUTELA DELLA SALUTE						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
104	Trasferimenti correnti	+341.622,11	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+341.622,11	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+341.622,11	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 05 - PROGRAMMA 13.005 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - INVESTIMENTI SANITARI						
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
203	Contributi agli investimenti	+4.239.682,60	+4.239.682,60	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+4.239.682,60	+4.239.682,60	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
05	TOTALE PROGRAMMA 05	+4.239.682,60	+4.239.682,60	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 13 - MISSIONE 13 - TUTELA DELLA SALUTE						
	PROGRAMMA 07 - PROGRAMMA 13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+15.143,98	+12.403,83	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+17.313,59	+12.450,56	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+32.457,57	+24.854,39	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+13.502,70	+13.502,70	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+13.502,70	+13.502,70	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
07	TOTALE PROGRAMMA 07	+45.960,27	+38.357,09	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
13	TOTALE MISSIONE 13	+4.627.264,98	+4.278.039,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 14 - MISSIONE 14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+18.617,81	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+205.315,63	+205.315,63	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+223.933,44	+205.315,63	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
203	Contributi agli investimenti	+26.587,74	+26.587,74	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+26.587,74	+26.587,74	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+250.521,18	+231.903,37	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
14	TOTALE MISSIONE 14	+250.521,18	+231.903,37	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 15 - MISSIONE 15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+150.939,60	+150.939,60	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+27.863,55	+27.863,55	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+178.803,15	+178.803,15	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+178.803,15	+178.803,15	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 02 - PROGRAMMA 15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
104	Trasferimenti correnti	+146.801,70	+146.801,70	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+146.801,70	+146.801,70	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
02	TOTALE PROGRAMMA 02	+146.801,70	+146.801,70	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 03 - PROGRAMMA 15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+40.680,11	+40.680,11	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+40.680,11	+40.680,11	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
03	TOTALE PROGRAMMA 03	+40.680,11	+40.680,11	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
15	TOTALE MISSIONE 15	+366.284,96	+366.284,96	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 16 - MISSIONE 16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+10.248,02	+3.176,86	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+10.248,02	+3.176,86	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
202	Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni	+16.108,59	+16.108,59	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
204	Altri trasferimenti in conto capitale	+1.021,44	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+17.130,03	+16.108,59	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+27.378,05	+19.285,45	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	PROGRAMMA 02 - PROGRAMMA 16.002 - CACCIA E PESCA						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+16.464,30	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
104	Trasferimenti correnti	+8.912,94	+7.891,50	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+25.377,24	+7.891,50	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
02	TOTALE PROGRAMMA 02	+25.377,24	+7.891,50	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
16	TOTALE MISSIONE 16	+52.755,29	+27.176,95	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 17 - MISSIONE 17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 17.001 - FONTI ENERGETICHE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
103	Acquisto di beni e servizi	+55.089,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+55.089,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+55.089,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
17	TOTALE MISSIONE 17	+55.089,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 18 - MISSIONE 18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI						
	PROGRAMMA 01 - PROGRAMMA 18.001 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
104	Trasferimenti correnti	+11.836,20	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+11.836,20	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TITOLO 2 - Spese in conto capitale						
205	Altre spese in conto capitale	+23.191,69	+23.191,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
200	TOTALE TITOLO 2	+23.191,69	+23.191,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE PROGRAMMA 01	+35.027,89	+23.191,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
18	TOTALE MISSIONE 18	+35.027,89	+23.191,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti	TOTALE	di cui spese non ricorrenti
	MISSIONE 20 - MISSIONE 20 - FONDI E ACCANTONAMENTI						
	PROGRAMMA 03 - PROGRAMMA 20.003 - ALTRI FONDI						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
110	Altre spese correnti	+19.512.086,45	+19.000.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+19.512.086,45	+19.000.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
03	TOTALE PROGRAMMA 03	+19.512.086,45	+19.000.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
20	TOTALE MISSIONE 20	+19.512.086,45	+19.000.000,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TOTALE VARIAZIONI MISSIONI	+35.274.665,29	+30.302.616,27	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE 2020 - 2022
ENTRATA

TITOLO TIPOLOGIA CATEGORIA CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
	UTILIZZO AVANZO DI AMMINISTRAZIONE		+35.274.665,29	+0,00	+0,00
TOTALE GENERALE VARIAZIONI			+35.274.665,29	+0,00	+0,00

ALLEGATO E

pag. 1 / 20

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE 2020 - 2022
 SPESA

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
DISAVANZO DI AMMINISTRAZIONE			+0,00	+0,00	+0,00
MISSIONE 01 - MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE					
PROGRAMMA 0106 - PROGRAMMA 1.006 - UFFICIO TECNICO					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0017570	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALL'AUTORITÀ PER LA VIGILANZA SUI CONTRATTI PUBBLICI DI LAVORI, I SERVIZI E LE FORNITURE PER IL FUNZIONAMENTO DEL SISTEMA INFORMATICO DENOMINATO "OSSERVATORIO DEI CONTRATTI PUBBLICI" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0013194) U.1.03.02.19.000 - D.LGS. - 18/04/2016 - N. 50 - (2131) - 06620700</i>	+0,00	+18.918,54	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+18.918,54	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+18.918,54	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0106 - PROGRAMMA 1.006 - UFFICIO TECNICO		+0,00	+18.918,54	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0108 - PROGRAMMA 1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0023821	SPESE PER SERVIZI DI FORMAZIONE E ADDESTRAMENTO DEL PERSONALE DEL NUCLEO REGIONALE CONTI PUBBLICI TERRITORIALI, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER IL RAFFORZAMENTO DEL SISTEMA CONTI PUBBLICI TERRITORIALI (CPT) NELL'AMBITO DEL PIANO OPERATIVO 2014-2020 - MECCANISMO PREMIALE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022321) U.1.03.02.04.000 - L.S. - 23/12/2014 - N. 190 - (1703) - 01140400</i>	+0,00	+1.000,00	+0,00	+0,00
U0024174	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER TRASFERTE DEL PERSONALE DEL NUCLEO REGIONALE CPT, PER IL RAFFORZAMENTO DEL SISTEMA CONTI PUBBLICI TERRITORIALI (CPT), NELL'AMBITO DEL PIANO OPERATIVO 2014-2020 - MECCANISMO PREMIALE - (ASSEGNAZIONI SUCCESSIVE ALL'ANNUALITA' 2018) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022321) U.1.03.02.02.000 - L.S. - 23/12/2014 - N. 190 - (1703) - 01100100</i>	+0,00	+501,10	+0,00	+0,00
U0024176	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ACCESSO A BANCHE DATI E PUBBLICAZIONI ON-LINE, PER LA REALIZZAZIONE DI ANALISI E SCENARI MACROECONOMICI, PER IL RAFFORZAMENTO DEL SISTEMA CONTI PUBBLICI TERRITORIALI (CPT), NELL'AMBITO DEL PIANO OPERATIVO 2014-2020 - MECCANISMO PREMIALE - (ASSEGNAZIONI SUCCESSIVE ALL'ANNUALITA' 2018) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022321) U.1.03.02.05.000 - L.S. - 23/12/2014 - N. 190 - (1703) - 01100100</i>	+0,00	+40,00	+0,00	+0,00
U0024177	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INCARICHI DI CONSULENZA NELL'AMBITO DELLE ATTIVITA' DI ANALISI DELLA SPESA REGIONALE DEL SETTORE PUBBLICO ALLARGATO, PER IL RAFFORZAMENTO DEL SISTEMA CONTI PUBBLICI TERRITORIALI (CPT), NELL'AMBITO DEL PIANO OPERATIVO 2014-2020 - MECCANISMO PREMIALE - (ASSEGNAZIONI SUCCESSIVE ALL'ANNUALITA' 2018) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022321) U.1.03.02.10.000 - L.S. - 23/12/2014 - N. 190 - (1703) - 01100100</i>	+0,00	+9,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+1.550,10	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+1.550,10	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0022505	SPESE PER LO SVILUPPO DI SOFTWARE E MANUTENZIONE EVOLUTIVA A VALERE SUL "FONDO INCENTIVI PER FUNZIONI TECNICHE" - <i>Risorse Autonome U.2.02.03.02.000 - D.LGS. - 18/04/2016 - N. 50 - (1134) - 01190000</i>	+0,00	+15.000,00	+0,00	+0,00
U0024175	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVILUPPO DI SOFTWARE E MANUTENZIONE EVOLUTIVA DELL'APPLICATIVO "SICER", PER IL RAFFORZAMENTO DEL SISTEMA CONTI PUBBLICI TERRITORIALI (CPT), NELL'AMBITO DEL PIANO OPERATIVO 2014-2020 - MECCANISMO PREMIALE - (ASSEGNAZIONI SUCCESSIVE ALL'ANNUALITA' 2018) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022322) U.2.02.03.02.000 - L.S. - 23/12/2014 - N. 190 - 01190000</i>	+0,00	+4.893,08	+0,00	+0,00
U0024867	SPESE PER ACQUISIZIONE DI HARDWARE A VALERE SUL "FONDO INCENTIVI PER FUNZIONI TECNICHE" - <i>Risorse Autonome U.2.02.01.07.000 - D.LGS. - 18/04/2016 - N. 50 - (1134) - 06620000</i>	+0,00	+3.010,36	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+22.903,44	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+22.903,44	+0,00	+0,00

2945

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE PROGRAMMA 0108 - PROGRAMMA 1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI		+0,00	+24.453,54	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0110 - PROGRAMMA 1.010 - RISORSE UMANE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 101 - Redditi da lavoro dipendente					
U0023824	SPESE PER LA QUOTA A CARICO DELLA REGIONE DESTINATA AL FINANZIAMENTO DEL FONDO DI WELFARE - <i>Risorse Autonome</i> U.1.03.02.04.000 - D.LGS. - 18/04/2016 - N. 50 - (1134) - 01140400	+0,00	+375.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 101 - Redditi da lavoro dipendente		+0,00	+375.000,00	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0023195	SPESE PER SERVIZI DI FORMAZIONE E ADDESTRAMENTO DEL PERSONALE REGIONALE A VALERE SUL "FONDO INCENTIVI PER FUNZIONI TECNICHE" - <i>Risorse Autonome</i> U.1.03.02.04.000 - D.LGS. - 18/04/2016 - N. 50 - (1134) - 01140400	+0,00	+12.890,17	+0,00	+0,00
U0023668	SPESE PER SERVIZI DI FORMAZIONE E ADDESTRAMENTO DELLA COMPONENTE PROFESSIONISTA DEL CORPO VALDOSTANO DEI VIGILI DEL FUOCO, A VALERE SUL FONDO VIGILI DEL FUOCO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008388; E0010624)</i> U.1.03.02.04.000 - T.U.D.C. - 13/12/2010 - N. 0 - (208) - 01180200	+0,00	+108.890,07	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+121.780,24	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0012866	CONTRIBUTI PER ATTIVITA' SOCIALI A FAVORE DEI DIPENDENTI REGIONALI (SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0012778)</i> U.1.04.04.01.000 - T.U.D.C. - 13/12/2010 - N. 0 - 04410000	+0,00	+150,39	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+150,39	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+496.930,63	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0110 - PROGRAMMA 1.010 - RISORSE UMANE		+0,00	+496.930,63	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0111 - PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0022399	SPESE PER L'ORGANIZZAZIONE DI EVENTI, PUBBLICITÀ E SERVIZI PER TRASFERTA NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/2020 - QUOTA FESR - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022045)</i> U.1.03.02.02.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 03330200	+0,00	+374,15	+0,00	+0,00
U0022400	SPESE PER L'ORGANIZZAZIONE DI EVENTI, PUBBLICITÀ E SERVIZI PER TRASFERTA NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/2020 - QUOTA STATO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022050)</i> U.1.03.02.02.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 03330200	+0,00	+418,95	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+793,10	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+793,10	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0111 - PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI		+0,00	+793,10	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 01 - MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE		+0,00	+541.095,81	+0,00	+0,00
MISSIONE 04 - MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO					
PROGRAMMA 0401 - PROGRAMMA 4.001 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0024722	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA FORMAZIONE DEGLI EDUCATORI E INSEGNANTI DEI NIDI E DELLE SCUOLE DELL'INFANZIA NELL'AMBITO DEL FONDO NAZIONALE PER IL SISTEMA INTEGRATO DI EDUCAZIONE E DI ISTRUZIONE DALLA NASCITA SINO A SEI ANNI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022484)</i> U.1.03.02.04.000 - D.LGS. - 13/04/2017 - N. 65 - (12) - 05510000	+0,00	+45.000,00	+0,00	+0,00
U0024723	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ACQUISTO E LA PUBBLICAZIONE DI SUPPORTI DIDATTICI NELL'AMBITO DEL FONDO NAZIONALE PER IL SISTEMA INTEGRATO DI EDUCAZIONE E DI ISTRUZIONE DALLA NASCITA SINO A SEI ANNI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022484)</i> U.1.03.01.01.000 - D.LGS. - 13/04/2017 - N. 65 - (12) - 05510000	+0,00	+6.516,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+51.516,00	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
U0024724	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'EROGAZIONE DI BORSE DI STUDIO E DI RICERCA NELL'AMBITO DEL FONDO NAZIONALE PER IL SISTEMA INTEGRATO DI EDUCAZIONE E DI ISTRUZIONE DALLA NASCITA SINO A SEI ANNI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022484)</i> <i>U.1.04.02.03.000 - D.LGS. - 13/04/2017 - N. 65 - (12) - 05510000</i>	+0,00	+7.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+7.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+58.516,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0401 - PROGRAMMA 4.001 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA		+0,00	+58.516,00	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0402 - PROGRAMMA 4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0020879	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ORGANIZZAZIONE DI INIZIATIVE FINALIZZATE ALL'EDUCAZIONE STRADALE DESTINATI AGLI ALUNNI DELLA SCUOLA PRIMARIA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015061)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - D.LGS. - 19/02/2004 - N. 59 - 05510000</i>	+0,00	+4.112,12	+0,00	+0,00
U0020880	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ORGANIZZAZIONE DI INIZIATIVE FINALIZZATE ALL'EDUCAZIONE STRADALE DESTINATI AGLI ALUNNI DELLA SCUOLA SECONDARIA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015061)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - D.LGS. - 19/02/2004 - N. 59 - 05510000</i>	+0,00	+4.112,13	+0,00	+0,00
U0024128	SPESE PER TRASFERTE DEL PERSONALE ISPETTIVO, DIRETTIVO E DOCENTE DELLE SCUOLE PER LA REALIZZAZIONE DEL PROGETTO DICO +, NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS + - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022439)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - REG. UE - 11/12/2013 - N. 1288 - 05510000</i>	+0,00	+8.100,93	+0,00	+0,00
U0024129	SPESE PER L'ACQUISTO DI ALTRI BENI DI CONSUMO DA DESTINARE ALLE ATTIVITÀ FORMATIVE DEL PERSONALE ISPETTIVO, DIRETTIVO E DOCENTE DELLE SCUOLE PER LA REALIZZAZIONE DEL PROGETTO DICO +, NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS + - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022439)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - REG. UE - 11/12/2013 - N. 1288 - 05510000</i>	+0,00	+3.000,00	+0,00	+0,00
U0024130	SPESE PER SERVIZI DI FORMAZIONE DEL PERSONALE ISPETTIVO, DIRETTIVO E DOCENTE DELLE SCUOLE PER LA REALIZZAZIONE DEL PROGETTO DICO +, NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA ERASMUS + - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022439)</i> <i>U.1.03.02.04.000 - REG. UE - 11/12/2013 - N. 1288 - 05510000</i>	+0,00	+12.700,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+32.025,18	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0013897	TRASFERIMENTI CORRENTI ALLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE REGIONALI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI A SOSTEGNO DELL'ESERCIZIO DEL DIRITTO/DOVERE DEI GIOVANI ALLA PERMANENZA IN FORMAZIONE FINO AL DICOTTESIMO ANNO DI ETÀ (CAPITOLO MANTENUTO SOLO PER LA GESTIONE DEI RESIDUI) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0013949)</i> <i>U.1.04.01.04.000 - D.LGS. - 15/04/2005 - N. 76 - 05510000</i>	+0,00	+3.931,12	+0,00	+0,00
U0023541	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO ALLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE REGIONALI DI DOTAZIONI STRAORDINARIE PER PERCORSI IN ALTERNANZA SCUOLA-LAVORO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0013954)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - D.LGS. - 15/04/2005 - N. 77 - 05510000</i>	+0,00	+11.961,34	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+15.892,46	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+47.917,64	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0024305	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI DI ADEGUAMENTO ALLA NORMATIVA ANTINCENDIO SULL'ISTITUTO D'ARTE SITO IN VIA MATTEOTTI 2 - AOSTA (BENE DI PROPRIETÀ REGIONALE) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022462)</i> <i>U.2.02.01.09.000 - L. - 11/01/1996 - N. 23 - 06610300</i>	+0,00	+30,00	+0,00	+0,00
U0024306	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI DI ADEGUAMENTO ALLA NORMATIVA ANTINCENDIO SULL'EDIFICIO SCOLASTICO "CORRADO GEX" SITO IN VIALE CHABOD 8 - AOSTA (BENE DI PROPRIETÀ REGIONALE) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022462)</i> <i>U.2.02.01.09.000 - L. - 11/01/1996 - N. 23 - 06610300</i>	+0,00	+3.082,69	+0,00	+0,00
U0024309	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI DI MESSA IN SICUREZZA DELLA PALESTRA DELL'ISTITUZIONE SCOLASTICA LICEO SCIENTIFICO E LINGUISTICO "E. BERARD" (BENE DI PROPRIETÀ REGIONALE) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022463)</i> <i>U.2.02.01.09.000 - L. - 11/01/1996 - N. 23 - 06610300</i>	+0,00	+2.153,74	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+5.266,43	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+5.266,43	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0402 - PROGRAMMA 4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA		+0,00	+53.184,07	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0403 - PROGRAMMA 4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA					
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti					
U0022406	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI AI COMUNI BENEFICIARI DI SPAZI FINANZIARI NAZIONALI, DI CUI AL D.P.C.M. 27/4/2016, PER INTERVENTI DI EDILIZIA SCOLASTICA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022048)</i> <i>U.2.03.01.02.000 - L.F. - 11/12/2015 - N. 19 - (103) - 06620000</i>	+0,00	+97.632,15	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti		+0,00	+97.632,15	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+97.632,15	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0403 - PROGRAMMA 4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA		+0,00	+97.632,15	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0404 - PROGRAMMA 4.004 - ISTRUZIONE UNIVERSITARIA					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0012438	TRASFERIMENTI CORRENTI SUL FONDO INTEGRATIVO STATALE PER LA CONCESSIONE DEI PRESTITI D'ONORE E L'EROGAZIONE DI BORSE DI STUDIO A STUDENTI DELL'UNIVERSITA' DEL LA VALLE D'AOSTA E DELL'AFAM - ISTITUZIONE SUPERIORE DI STUDI MUSICALI DELLA VALLE D'AOSTA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0012478)</i> <i>U.1.04.02.03.000 - L. - 02/12/1991 - N. 390 - (ARTT. 8 E 16 COMMA 4) - 05510200</i>	+0,00	+251.030,39	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+251.030,39	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+251.030,39	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0404 - PROGRAMMA 4.004 - ISTRUZIONE UNIVERSITARIA		+0,00	+251.030,39	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0406 - PROGRAMMA 4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0019725	ALTRI TRASFERIMENTI A FAMIGLIE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LE SPESE DI TRASPORTO DEGLI STUDENTI DELLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE STATALI, REGIONALI E PARITARIE DI I E DI II GRADO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0019716)</i> <i>U.1.04.02.05.000 - L. - 08/11/2013 - N. 128 - (D.M. N.184 DEL 21.02.2014) - 05510200</i>	+0,00	+98,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+98,00	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+98,00	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0024587	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA REALIZZAZIONE DI UN CONVITTO ANNESSO AL POLO SCOLASTICO UNICO DI ISTRUZIONE SECONDARIA DI SECONDO GRADO, IN COMUNE DI VERRÉS (BENE DI PROPRIETA' REGIONALE) IN ATTUAZIONE DI ACCORDO DI PROGRAMMA QUADRO TRA STATO E REGIONE DELLA STRATEGIA NAZIONALE DELLE AREE INTERNE (AREA BASSA VALLE) NELL'AMBITO DELLA POLITICA REGIONALE DI SVILUPPO 2014/2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022271)</i> <i>U.2.02.01.09.000 - L. - 27/12/2013 - N. 147 - (113 e 14) - 06610300</i>	+0,00	+60.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+60.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+60.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0406 - PROGRAMMA 4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE		+0,00	+60.098,00	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 04 - MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO		+0,00	+520.460,61	+0,00	+0,00
MISSIONE 05 - MISSIONE 5 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI					
PROGRAMMA 0501 - PROGRAMMA 5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO					
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0017675	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER IL CASTELLO VALLAISE DI ARNAD (BENE DI PROPRIETA' REGIONALE) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008100)</i> <i>U.2.02.01.10.000 - L. - 23/12/1996 - N. 662 - (art. 3 comma 83) - 09940000</i>	+0,00	+2.195,42	+0,00	+0,00
U0024374	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI DI MANUTENZIONE STRAORDINARIA SU BENI IMMOBILI DI INTERESSE ARCHITETTONICO, ARCHEOLOGICO, ARTISTICO E STORICO (BENE DI TERZI) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008100)</i> <i>U.2.02.03.06.000 - L. - 23/12/1996 - N. 662 - (383) - 09940500</i>	+0,00	+114.300,46	+0,00	+0,00
U0024428	SPESE PER ATTREZZATURE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20 PER LA VALORIZZAZIONE DEI BENI STORICI - QUOTA FESR - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0020344)</i> <i>U.2.02.01.05.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 09940700</i>	+0,00	+33.575,00	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
U0024801	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER IL RESTAURO DEI FONDI DI CONSERVAZIONE DEL SISTEMA BIBLIOTECARIO REGIONALE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022507)</i> <i>U.2.02.01.11.000 - D.L. - 24/04/2017 - N. 50 - (227 QUATER) - 09941000</i>	+0,00	+8.539,54	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+158.610,42	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+158.610,42	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0501 - PROGRAMMA 5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO		+0,00	+158.610,42	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0502 - PROGRAMMA 5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0013372	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER IL FINANZIAMENTO DELLE INIZIATIVE DI TUTELA DELLE MINORANZE LINGUISTICHE STORICHE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0013423)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - L. - 15/12/1999 - N. 482 - (ART. 9) - 09940900</i>	+0,00	+191.200,00	+0,00	+0,00
U0021465	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ACQUISTO E LA STAMPA DI PUBBLICAZIONI NELL'AMBITO DELLE INIZIATIVE DI TUTELA DELLE MINORANZE LINGUISTICHE STORICHE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0013423)</i> <i>U.1.03.01.01.000 - L. - 15/12/1999 - N. 482 - (ART. 9) - 09940900</i>	+0,00	+17.000,00	+0,00	+0,00
U0024085	SPESE PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20 - QUOTA FESR - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0020342)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 09940700</i>	+0,00	+15.300,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+223.500,00	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0022133	TRASFERIMENTI CORRENTI A COMUNI NELL'AMBITO DI FINANZIAMENTI CONCESSI DALLO STATO PER LA TUTELA DELLE MINORANZE LINGUISTICHE STORICHE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0013423)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - L. - 15/12/1999 - N. 482 - 09940900</i>	+0,00	+80.400,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+80.400,00	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+303.900,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0502 - PROGRAMMA 5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE		+0,00	+303.900,00	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 05 - MISSIONE 5 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI		+0,00	+462.510,42	+0,00	+0,00
MISSIONE 08 - MISSIONE 8 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA					
PROGRAMMA 0801 - PROGRAMMA 8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO					
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti					
U0022589	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI AI COMUNI PER INTERVENTI SU EDIFICI E STRUTTURE PUBBLICHE, IN ATTUAZIONE DEL PIANO STRAORDINARIO DI INVESTIMENTI PER I COMUNI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022191)</i> <i>U.2.03.01.02.000 - L.S. - 21/12/2016 - N. 24 - (12) - 06610000</i>	+0,00	+98.425,64	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti		+0,00	+98.425,64	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+98.425,64	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0801 - PROGRAMMA 8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO		+0,00	+98.425,64	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0802 - PROGRAMMA 8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0022980	SPESE PER I SERVIZI INFORMATICI, CORRELATI ALLA GESTIONE DELLA BANCA DATI "OSSERVATORIO PER LA CASA", A VALERE SUL FONDO REGIONALE PER LE POLITICHE ABITATIVE - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.1.03.02.19.000 - L.R. - 13/02/2013 - N. 3 - (76) - 06610100</i>	+0,00	+35.565,96	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+35.565,96	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0023074	TRASFERIMENTI CORRENTI AD AMMINISTRAZIONI LOCALI PER L'EDILIZIA RESIDENZIALE IN ATTUAZIONE DELL'ARTICOLO 13 DELL'ACCORDO DI PROGRAMMA DEL 24.05.2001 DERIVANTI DALLE RESTITUZIONI EFFETTUATE DAI MUTUATARI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022252)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - L. - 17/02/1992 - N. 179 - (13) - 06610100</i>	+0,00	+21.488,62	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+21.488,62	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+57.054,58	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti					
U0022221	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI ALL'AZIENDA REGIONALE EDILIZIA RESIDENZIALE (ARER) SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER IL PROGRAMMA DI RECUPERO E RAZIONALIZZAZIONE DEGLI IMMOBILI E DEGLI ALLOGGI DI EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022022)</i> <i>U.2.03.01.02.000 - D.L. - 28/03/2014 - N. 47 - (4) - 06610100</i>	+0,00	+98.225,21	+0,00	+0,00
U0022250	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI ALL'AZIENDA REGIONALE EDILIZIA RESIDENZIALE (ARER), SUL FONDO REGIONALE PER LE POLITICHE ABITATIVE, PER INTERVENTI DI RECUPERO E MANUTENZIONE STRAORDINARIA DI BENI IMMOBILI, DI PROPRIETA' DELL'ARER, ADIBITI AD EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.2.03.01.02.000 - L.R. - 13/02/2013 - N. 3 - (2/3/82/3B) - 06610100</i>	+0,00	+715.529,96	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti		+0,00	+813.755,17	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+813.755,17	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0802 - PROGRAMMA 8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE		+0,00	+870.809,75	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 08 - MISSIONE 8 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA		+0,00	+969.235,39	+0,00	+0,00
MISSIONE 09 - MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE					
PROGRAMMA 0901 - PROGRAMMA 9.001 - DIFESA DEL SUOLO					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0014073	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER STUDI DI VALUTAZIONE DEL RISCHIO IDRAULICO E GEOLOGICO SUL TERRITORIO REGIONALE (SPESE DI PERSONALE) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0012484)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - L. - 23/12/2000 - N. 388 - (ART. 138 COMMA 16) - 06620000</i>	+0,00	+7.324,26	+0,00	+0,00
U0023884	SPESE PER EVENTI, PUBBLICITA' E SERVIZI PER TRASFERTE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20 - QUOTA FESR PROVENIENTE DA ENTI LOCALI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022128)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 06620000</i>	+0,00	+850,00	+0,00	+0,00
U0023885	SPESE PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20 - QUOTA FESR PROVENIENTE DA ENTI LOCALI (SPESE DI PERSONALE) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022128)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 06620000</i>	+0,00	+17.779,45	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+25.953,71	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+25.953,71	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0015771	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER GLI INTERVENTI DI SISTEMAZIONE IDRAULICA DEI BACINI PRINCIPALI VOLTI A FRONTEGGIARE GLI EVENTI ALLUVIONALI DEL MESE DI MAGGIO 2008 (CAPITOLO MANTENUTO SOLO PER LA GESTIONE DEGLI INTERVENTI RESIDUALI) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015833; E0015834)</i> <i>U.2.02.01.09.000 - ORD.P.C.M. - 13/06/2008 - N. 3683 - 06620200</i>	+0,00	+848,00	+0,00	+0,00
U0019265	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ACCORDO DI PROGRAMMA COL MINISTERO DELL'AMBIENTE E DELLA TUTELA DEL TERRITORIO E DEL MARE PER LA REALIZZAZIONE DI INTERVENTI URGENTI E PRIORITARI PER LA MITIGAZIONE DEL RISCHIO IDROGEOLOGICO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0017794)</i> <i>U.2.02.01.09.000 - L. - 23/12/2009 - N. 191 - (ART. 2COMMA 240) - 06620000</i>	+0,00	+1.167.876,78	+0,00	+0,00
U0024065	SPESE PER L'ACQUISIZIONE DI STRUMENTAZIONE HARDWARE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/2020 - QUOTA FESR - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022409)</i> <i>U.2.02.01.07.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 06620100</i>	+0,00	+1,78	+0,00	+0,00
U0024076	SPESE PER L'ACQUISIZIONE DI STRUMENTAZIONE HARDWARE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA/SVIZZERA 2014/2020 - QUOTA STATO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022408)</i> <i>U.2.02.01.07.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 06620100</i>	+0,00	+0,32	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+1.168.726,88	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+1.168.726,88	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0901 - PROGRAMMA 9.001 - DIFESA DEL SUOLO		+0,00	+1.194.680,59	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0902 - PROGRAMMA 9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
U0020520	SPESA PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO PER LE ATTIVITÀ ISTRUTTORIE, DI MONITORAGGIO E DI CONTROLLO DELLE DOMANDE DI AUTORIZZAZIONE INTEGRATA AMBIENTALE (AIA) E DI VALUTAZIONE IMPATTO AMBIENTALE (VIA) - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0014437)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - D.LGS. - 03/04/2006 - N. 152 - (ART. 33 COMMA 3 BIS) - 02230700</i>	+0,00	+22.991,00	+0,00	+0,00
U0020521	SPESA PER ACQUISTO DI SERVIZI CONNESSI ALLE ATTIVITÀ ISTRUTTORIE, DI MONITORAGGIO E DI CONTROLLO DELLE DOMANDE DI AUTORIZZAZIONE INTEGRATA AMBIENTALE (AIA) E DI VALUTAZIONE IMPATTO AMBIENTALE (VIA) - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0014437)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - D.LGS. - 03/04/2006 - N. 152 - (ART. 33COMMA 3BIS) - 02230700</i>	+0,00	+64.137,00	+0,00	+0,00
U0022223	SPESA PER L'ACQUISTO DI BENI E MATERIALI DI CONSUMO PER ATTIVITA' DI INFORMAZIONE AI CITTADINI IN MATERIA DI PREVENZIONE E RACCOLTA DIFFERENZIATA - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0021456)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - D.LGS. - 03/04/2006 - N. 152 - (2053 octies) - 02230800</i>	+0,00	+25.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+112.128,00	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0002400	TRASFERIMENTI CORRENTI ALLE AZIENDE AGRICOLE PER L'UTILIZZO DEI FONDI SECONDO CRITERI RIVOLTI ALLA PREVENZIONE, ALLA TUTELA E VALORIZZAZIONE DELL'AMBIENTE - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0006194)</i> <i>U.1.04.03.99.000 - L.R. - 27/08/1994 - N. 64 - (ART. 39 6d) - 02240200</i>	+0,00	+127,68	+0,00	+0,00
U0022222	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE PER ATTIVITA' DI INFORMAZIONE AI CITTADINI PER INTERVENTI DI PREVENZIONE IN MATERIA DI GESTIONE DEI RIFIUTI - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0021456)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - D.LGS. - 03/04/2006 - N. 152 - (2053 octies) - 02230800</i>	+0,00	+57.281,59	+0,00	+0,00
U0022253	TRASFERIMENTI CORRENTI A COMUNI PER INTERVENTI DI PREVENZIONE DELLA PRODUZIONE DEI RIFIUTI PREVISTI DAL PIANO DI GESTIONE - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0021456)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - D.LGS. - 03/04/2006 - N. 152 - (2053) - 02230800</i>	+0,00	+500,00	+0,00	+0,00
U0022254	TRASFERIMENTI CORRENTI A UNIONI DI COMUNI PER INTERVENTI DI PREVENZIONE DELLA PRODUZIONE DEI RIFIUTI PREVISTI DAL PIANO DI GESTIONE - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0021456)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - D.LGS. - 03/04/2006 - N. 152 - (2053) - 02230800</i>	+0,00	+18.630,04	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+76.539,31	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+188.667,31	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti					
U0022257	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI AD AMMINISTRAZIONI LOCALI PER LA BONIFICA DEI SUOLI INQUINATI - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022107)</i> <i>U.2.03.01.02.000 - L. - 28/12/1995 - N. 549 - (327) - 02230800</i>	+0,00	+197.909,81	+0,00	+0,00
U0022258	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI AD AMMINISTRAZIONI LOCALI PER IL RECUPERO DELLE AREE DEGRADATE - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022107)</i> <i>U.2.03.01.02.000 - L. - 28/12/1995 - N. 549 - (327) - 02230800</i>	+0,00	+20.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti		+0,00	+217.909,81	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+217.909,81	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0902 - PROGRAMMA 9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE		+0,00	+406.577,12	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0903 - PROGRAMMA 9.003 - RIFIUTI					
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0013899	SPESA PER LA CARATTERIZZAZIONE E LA BONIFICA DI AREE INQUINATE DI COMPETENZA REGIONALE - FONDI A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022107)</i> <i>U.2.02.01.09.000 - D.LGS. - 05/02/1997 - N. 22 - 02230800</i>	+0,00	+244.179,47	+0,00	+0,00
U0014998	SPESA PER LA REALIZZAZIONE DELLE OPERE E DEGLI IMPIANTI NECESSARI PER L'ATTUAZIONE DEL PIANO REGIONALE DI GESTIONE DEI RIFIUTI E PER LE ATTIVITÀ PRELIMINARI ALLA REALIZZAZIONE DELLA STESSA - FONDI A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.2.02.01.04.000 - L.R. - 03/12/2007 - N. 31 - (ART. 4COMMA 1LETT. F) - 02230800</i>	+0,00	+294.322,08	+0,00	+0,00
U0017640	SPESA PER L'ADEGUAMENTO DEI COMPENSI PROFESSIONALI PER AUMENTO MAGGIORAZIONE INARCASSA SU PRESTAZIONI RELATIVE A REALIZZAZIONE DI OPERE E IMPIANTI PER L'ATTUAZIONE DEL PIANO REGIONALE DI GESTIONE DEI RIFIUTI - ANNO 2011 - FONDI A DESTINAZIONE VINCOLATA - CAPITOLO MANTENUTO SOLO PER LA GESTIONE DEI RESIDUI - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.2.02.03.05.000 - L.R. - 03/12/2007 - N. 31 - 02230800</i>	+0,00	+589,59	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+539.091,14	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+539.091,14	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0903 - PROGRAMMA 9.003 - RIFIUTI		+0,00	+539.091,14	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0904 - PROGRAMMA 9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0015262	SPESA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER ATTIVITÀ DI MONITORAGGIO E STUDIO NELL'AMBITO DELLE ACQUE E DEL SERVIZIO IDRICO INTEGRATO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015215)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - L. - 24/12/2003 - N. 350 - (ART. 4COMMA 176) - 06620000</i>	+0,00	+18.412,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+18.412,00	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+18.412,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0904 - PROGRAMMA 9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO		+0,00	+18.412,00	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 0905 - PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0022233	SPESA SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE PER LA TUTELA E LA SALVAGUARDIA DEGLI ALBERI MONUMENTALI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0021519)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - CONV. - 26/11/2015 - N. 0 - 02240200</i>	+0,00	+7.326,05	+0,00	+0,00
U0022426	SPESA PER L'ORGANIZZAZIONE DI EVENTI E DI SERVIZI PER TRASFERTE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20 - QUOTA FESR - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022128)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - DEC.CE - 28/05/2015 - N. 3707 - 02240300</i>	+0,00	+405,67	+0,00	+0,00
U0022765	SPESA PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-FRANCIA ALCOTRA 2014/20 - QUOTA FESR PROVENIENTE DA ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022204)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 02240400</i>	+0,00	+257,83	+0,00	+0,00
U0023129	SPESA PER LA MANUTENZIONE ORDINARIA E LE RIPARAZIONI DEI MEZZI DI TRASPORTO UTILIZZATI PER L'ATTIVITA' DI CONTROLLO A.I.A. (AUTORIZZAZIONE INTEGRATA AMBIENTALE) DI COMPETENZA DEL CORPO FORESTALE - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022262)</i> <i>U.1.03.02.09.000 - D.M. - 06/03/2017 - N. 58 - 02240400</i>	+0,00	+2.833,17	+0,00	+0,00
U0024376	SPESA PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA FESR - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022045)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 02240400</i>	+0,00	+35.268,48	+0,00	+0,00
U0024377	SPESA PER ORGANIZZAZIONE EVENTI, PUBBLICITA' E SERVIZI PER TRASFERTA NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA FESR - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022045)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 02240400</i>	+0,00	+4.262,75	+0,00	+0,00
U0024378	SPESA PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA FESR - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022045)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 02240400</i>	+0,00	+64.468,77	+0,00	+0,00
U0024379	SPESA PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA STATO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022050)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 02240400</i>	+0,00	+3.303,92	+0,00	+0,00
U0024380	SPESA PER ORGANIZZAZIONE EVENTI, PUBBLICITA' E SERVIZI PER TRASFERTA NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA STATO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022050)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 02240400</i>	+0,00	+752,25	+0,00	+0,00
U0024381	SPESA PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA STATO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022050)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 02240400</i>	+0,00	+13.943,83	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+132.822,72	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+132.822,72	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0012440	SPESA PER ATTREZZATURE PER L'ATTIVITA' DI VIGILANZA AMBIENTALE SVOLTA DAL CORPO FORESTALE DELLA VALLE D'AOSTA - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008330; E0011028; E0020297; E0020337; E0022136; E0022214)</i> <i>U.2.02.01.05.000 - D.LGS. - 03/04/2006 - N. 152 - (ART. 263) - 02240400</i>	+0,00	+16.661,85	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
U0020906	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA REALIZZAZIONE DI INFRASTRUTTURE PER LA PREVENZIONE E LA LOTTA AGLI INCENDI BOSCHIVI - Risorse Vincolate (Capitolo: E0011004) U.2.02.01.09.000 - L. - 21/11/2000 - N. 353 - 02240300	+0,00	+92.983,01	+0,00	+0,00
U0024382	SPESE PER ATTREZZATURE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA FESR - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022409) U.2.02.01.05.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 02240400	+0,00	+1.426,05	+0,00	+0,00
U0024384	SPESE PER HARDWARE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA FESR - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022409) U.2.02.01.07.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 02240400	+0,00	+361,62	+0,00	+0,00
U0024385	SPESE PER INTERVENTI D'INVESTIMENTO SUI BENI DEL PATRIMONIO NATURALE NON PRODOTTO NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA FESR - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022409) U.2.02.02.02.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 02240400	+0,00	+23.375,00	+0,00	+0,00
U0024386	SPESE PER BENI IMMATERIALI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA FESR - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022409) U.2.02.03.99.000 - REG. UE - 17/12/2013 - N. 1299 - 02240400	+0,00	+6.800,00	+0,00	+0,00
U0024387	SPESE PER ATTREZZATURE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA STATO - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022408) U.2.02.01.05.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 02240400	+0,00	+251,65	+0,00	+0,00
U0024389	SPESE PER HARDWARE NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA STATO - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022408) U.2.02.01.07.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 02240400	+0,00	+63,82	+0,00	+0,00
U0024390	SPESE PER INTERVENTI D'INVESTIMENTO SUI BENI DEL PATRIMONIO NATURALE NON PRODOTTO NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA STATO - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022408) U.2.02.02.02.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 02240400	+0,00	+4.125,00	+0,00	+0,00
U0024391	SPESE PER BENI IMMATERIALI NELL'AMBITO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TERRITORIALE TRANSFRONTALIERA ITALIA-SVIZZERA 2014/20 - QUOTA STATO - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022408) U.2.02.03.99.000 - L. - 16/04/1987 - N. 183 - 02240400	+0,00	+1.200,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+147.248,00	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+147.248,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 0905 - PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE		+0,00	+280.070,72	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 09 - MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE		+0,00	+2.438.831,57	+0,00	+0,00
MISSIONE 10 - MISSIONE 10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'					
PROGRAMMA 1005 - PROGRAMMA 10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI					
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0020360	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ACQUISTO DI ATTREZZATURE PER I PROGRAMMI DI ATTUAZIONE DEL PIANO NAZIONALE DELLA SICUREZZA STRADALE - Risorse Vincolate (Capitolo: E0020358) U.2.02.01.05.000 - L. - 17/05/1999 - N. 144 - 03350000	+0,00	+5.852,40	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+5.852,40	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti					
U0020359	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI AD AMMINISTRAZIONI LOCALI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER I PROGRAMMI DI ATTUAZIONE DEL PIANO NAZIONALE DELLA SICUREZZA STRADALE - Risorse Vincolate (Capitolo: E0020358) U.2.03.01.02.000 - L. - 17/05/1999 - N. 144 - 03350000	+0,00	+664.147,60	+0,00	+0,00
U0022587	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI AI COMUNI PER INTERVENTI PER LA VIABILITA' E PER INFRASTRUTTURE STRADALI, IN ATTUAZIONE DEL PIANO STRAORDINARIO DI INVESTIMENTI PER I COMUNI - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022191) U.2.03.01.02.000 - L.S. - 21/12/2016 - N. 24 - (12) - 06610000	+0,00	+29.703,03	+0,00	+0,00
U0022588	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI AI COMUNI PER INTERVENTI DI ILLUMINAZIONE PUBBLICA, IN ATTUAZIONE DEL PIANO STRAORDINARIO DI INVESTIMENTI PER I COMUNI - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022191) U.2.03.01.02.000 - L.S. - 21/12/2016 - N. 24 - (12) - 06610000	+0,00	+3.502,26	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti		+0,00	+697.352,89	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+703.205,29	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1005 - PROGRAMMA 10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI		+0,00	+703.205,29	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE MISSIONE 10 - MISSIONE 10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'		+0,00	+703.205,29	+0,00	+0,00
MISSIONE 11 - MISSIONE 11 - SOCCORSO CIVILE					
PROGRAMMA 1101 - PROGRAMMA 11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 101 - Redditi da lavoro dipendente					
U0023635	SPESE PER LA CORRESPONSIONE DELLE INDENNITA' A VALERE SUL FONDO VIGILI DEL FUOCO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008388; E0010624)</i> <i>U.1.01.01.01.000 - T.U.D.C. - 13/12/2010 - N. 0 - (205) - 01140300</i>	+0,00	+32.403,56	+0,00	+0,00
U0023636	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - INDENNITA' CORRISPOSTE A VALERE SUL FONDO VIGILI DEL FUOCO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008388; E0010624)</i> <i>U.1.01.02.01.000 - T.U.D.C. - 13/12/2010 - N. 0 - (205) - 01140300</i>	+0,00	+11.259,91	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 101 - Redditi da lavoro dipendente		+0,00	+43.663,47	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 102 - Imposte e tasse a carico dell'ente					
U0023637	IRAP SU REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - INDENNITA' CORRISPOSTE A VALERE SUL FONDO VIGILI DEL FUOCO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008388; E0010624)</i> <i>U.1.02.01.01.000 - T.U.D.C. - 13/12/2010 - N. 0 - (205) - 01140300</i>	+0,00	+2.754,30	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 102 - Imposte e tasse a carico dell'ente		+0,00	+2.754,30	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0013704	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA FORNITURA DI INDUMENTI DA LAVORO E DISPOSITIVI DI PROTEZIONE INDIVIDUALE AL PERSONALE REGIONALE, ALLE ASSOCIAZIONI DI VOLONTARIATO E AD ENTI CONVENZIONATI PER GLI INTERVENTI DI PROTEZIONE CIVILE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0012484)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - L. - 23/12/2000 - N. 388 - (ART. 138 COMMA 16) - 01180000</i>	+0,00	+14.803,80	+0,00	+0,00
U0021303	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA FORMAZIONE OBBLIGATORIA DEL PERSONALE REGIONALE IMPEGNATO IN ATTIVITA' DI PROTEZIONE CIVILE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0012484)</i> <i>U.1.03.02.04.000 - L. - 23/12/2000 - N. 388 - (ART. 138COMMA 16) - 01180000</i>	+0,00	+2.820,48	+0,00	+0,00
U0022499	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER ATTIVITA' FORMATIVA E DI DIVULGAZIONE NEL SETTORE DELLA PROTEZIONE CIVILE DESTINATA ALLE ASSOCIAZIONI DI VOLONTARIATO E AI CITTADINI (CAPITOLO MANTENUTO SOLO PER LA GESTIONE DEI RESIDUI) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0012484)</i> <i>U.1.03.02.15.000 - L. - 23/12/2000 - N. 388 - (13816) - 01180000</i>	+0,00	+10.305,83	+0,00	+0,00
U0023533	SPESE PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO PER LA FORMAZIONE, L'ADDESTRAMENTO E L'ESERCITAZIONE RIVOLTE ALLA COMPONENTE PROFESSIONISTA DEL CORPO VALDOSTANO DEI VIGILI DEL FUOCO A VALERE SUL FONDO VIGILI DEL FUOCO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008388; E0010624)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - T.U.D.C. - 13/12/2010 - N. 0 - (208) - 01180200</i>	+0,00	+2.988,72	+0,00	+0,00
U0023627	SPESE PER LA MANUTENZIONE ORDINARIA DEI BENI E DELLE ATTREZZATURE DESTINATI ALLA FORMAZIONE, ALL'ADDESTRAMENTO E ALL'ESERCITAZIONE RIVOLTE ALLA COMPONENTE PROFESSIONISTA DEL CORPO VALDOSTANO DEI VIGILI DEL FUOCO, A VALERE SUL FONDO VIGILI DEL FUOCO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008388; E0010624)</i> <i>U.1.03.02.09.000 - T.U.D.C. - 13/12/2010 - N. 0 - (208) - 01180200</i>	+0,00	+15.766,22	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+46.685,05	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+93.102,82	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0021314	SPESE PER IMPIANTI E MACCHINARI, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, FUNZIONALI AL SISTEMA REGIONALE DI PROTEZIONE CIVILE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0012484)</i> <i>U.2.02.01.04.000 - L. - 23/12/2000 - N. 388 - (ART. 138COMMA 16) - 01180000</i>	+0,00	+111,74	+0,00	+0,00
U0022506	SPESE PER L'ACQUISTO DI ATTREZZATURE PER LA FORMAZIONE, L'ADDESTRAMENTO E L'ESERCITAZIONE RIVOLTE ALLA COMPONENTE PROFESSIONISTA DEL CORPO VALDOSTANO DEI VIGILI DEL FUOCO, A VALERE SUL FONDO VIGILI DEL FUOCO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0008388; E0010624)</i> <i>U.2.02.01.05.000 - T.U.D.C. - 13/12/2010 - N. 0 - (208 E 209) - 01180200</i>	+0,00	+16.352,52	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+16.464,26	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+16.464,26	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1101 - PROGRAMMA 11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE		+0,00	+109.567,08	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 11 - MISSIONE 11 - SOCCORSO CIVILE		+0,00	+109.567,08	+0,00	+0,00
MISSIONE 12 - MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA					

2954

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
PROGRAMMA 1201 - PROGRAMMA 12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0021180	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ACQUISTO DI SERVIZI DI ASSISTENZA SOCIALE PRESSO LE STRUTTURE DESTINATE ALL'ACCOGLIENZA DEI MINORI STRANIERI NON ACCOMPAGNATI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0020366)</i> <i>U.1.03.02.15.000 - D.L. - 06/07/2012 - N. 95 - (2311) - 07730200</i>	+0,00	+151.436,82	+0,00	+0,00
U0024142	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER ALTRI SERVIZI NELL'AMBITO DELLE POLITICHE SOCIALI PER INTERVENTI PER L'INFANZIA, MINORI E ASILI NIDO A VALERE SUL FONDO NAZIONALE PER LE POLITICHE SOCIALI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0010449)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - L. - 08/11/2000 - N. 328 - 07730200</i>	+0,00	+157.308,00	+0,00	+0,00
U0024143	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ORGANIZZAZIONE DI MANIFESTAZIONI E CONVEGNI NELL'AMBITO DELLE POLITICHE SOCIALI PER INTERVENTI PER L'INFANZIA, I MINORI E PER ASILI NIDO A VALERE SUL FONDO NAZIONALE PER LE POLITICHE SOCIALI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0010449)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - L. - 08/11/2000 - N. 328 - 07730200</i>	+0,00	+20.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+328.744,82	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+328.744,82	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1201 - PROGRAMMA 12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO		+0,00	+328.744,82	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1202 - PROGRAMMA 12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0013336	SPESE PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO PER I CENTRI SOCIO-EDUCATIVI E LE STRUTTURE EDUCATIVE DI FORMAZIONE ORIENTAMENTO A FAVORE DI PERSONE CON DISABILITA' (RILEVANTE AI FINI IVA) - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0009639; E0017096)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - L.R. - 18/04/2008 - N. 14 - (ART. 13COMMA 4) - 07730200</i>	+0,00	+440,20	+0,00	+0,00
U0017559	SPESE PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO PER LE ATTIVITA' DI INTRATTENIMENTO E DI NOLEGGIO DELLE ATTREZZATURE REALIZZATE DAI CENTRI EDUCATIVI ASSISTENZIALI (CEA) - (RILEVANTE AI FINI IVA) - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0009639; E0017096)</i> <i>U.1.03.01.02.000 - L.R. - 18/04/2008 - N. 14 - (ART. 13COMMA 4) - 07730200</i>	+0,00	+759,73	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+1.199,93	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0013192	TRASFERIMENTI CORRENTI A IMPRESE PER INIZIATIVE PER FAVORIRE L'INSERIMENTO AL LAVORO DELLE PERSONE DISABILI (SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0013197)</i> <i>U.1.04.03.99.000 - L.R. - 31/03/2003 - N. 7 - (art. 343) - 03340300</i>	+0,00	+133.524,16	+0,00	+0,00
U0020226	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA REALIZZAZIONE DEL SISTEMA INTEGRATO DI INTERVENTI E SERVIZI SOCIALI A VALERE SUL FONDO NAZIONALE PER LE POLITICHE SOCIALI PER PROGETTI A FAVORE DELLE PERSONE CON DISABILITA' - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0010449)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - L. - 08/11/2000 - N. 328 - 07730400</i>	+0,00	+10.000,00	+0,00	+0,00
U0021520	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI ASSISTENZIALI A SOGGETTI NON AUTOSUFFICIENTI PER IL SERVIZIO DI ASSISTENZA ALLA VITA INDIPENDENTE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015211)</i> <i>U.1.04.02.02.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (ART. 1COMMA 1264) - 07730400</i>	+0,00	+27,43	+0,00	+0,00
U0022940	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A VALERE SUL FONDO PER LE NON AUTOSUFFICIENZE PER INTERVENTI ASSISTENZIALI A SOGGETTI CON DISABILITA' GRAVISSIME E GRAVI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015211)</i> <i>U.1.04.02.02.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (ART. 1COMMA 1264) - 07730400</i>	+0,00	+9.474,87	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+153.026,46	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+154.226,39	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti					
U0021521	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI A FAMIGLIE, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER LA REALIZZAZIONE DI OPERE FINALIZZATE ALL'ELIMINAZIONE O AL SUPERAMENTO DELLE BARRIERE ARCHITETTONICHE E PER L'ACQUISTO DI AUSILI E ATTREZZATURE PER LE PERSONE CON DISABILITA' - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015211)</i> <i>U.2.03.02.01.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (ART. 1COMMA 1264) - 07730400</i>	+0,00	+9.618,75	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti		+0,00	+9.618,75	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+9.618,75	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1202 - PROGRAMMA 12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'		+0,00	+163.845,14	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
PROGRAMMA 1203 - PROGRAMMA 12.003 - INTERVENTI PER GLI ANZIANI					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0015712	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA REALIZZAZIONE DELLE POLITICHE PER LA NON AUTOSUFFICIENZA (CAPITOLO MANTENUTO SOLO PER LA GESTIONE DEGLI INTERVENTI RESIDUALI) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015211)</i> <i>U.1.03.02.15.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (ART. 1COMMA 1264) - 07730400</i>	+0,00	+230,83	+0,00	+0,00
U0024279	SPESE PER ALTRI SERVIZI, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER LE ATTIVITÀ DI FORMAZIONE DI PERSONALE ESTERNO ALL'ENTE FINALIZZATI ALLA REALIZZAZIONE E GESTIONE DEL SISTEMA INFORMATIVO SULLE NON AUTOSUFFICIENZE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015211)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (11264) - 07730200</i>	+0,00	+12.078,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+12.308,83	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0021220	TRASFERIMENTI CORRENTI A FAMIGLIE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A VALERE SUL FONDO PER LE NON AUTOSUFFICIENZE PER INTERVENTI A FAVORE DI PERSONE CON DISABILITA' GRAVISSIME - CAPITOLO MANTENUTO SOLO PER LA GESTIONE DEI RESIDUI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015211)</i> <i>U.1.04.02.02.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (ART. 1COMMA 1264) - 07730400</i>	+0,00	+148,10	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+148,10	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+12.456,93	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1203 - PROGRAMMA 12.003 - INTERVENTI PER GLI ANZIANI		+0,00	+12.456,93	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1204 - PROGRAMMA 12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0020903	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA REALIZZAZIONE DI INTERVENTI FINALIZZATI ALL'ACCOGLIENZA DI SECONDO LIVELLO DESTINATI A CITTADINI EXTRA-COMUNITARI TITOLARI DI PROTEZIONE INTERNAZIONALE E UMANITARIA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0014551; E0021176)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - D.LGS. - 25/07/1998 - N. 286 - 07730200</i>	+0,00	+46.919,53	+0,00	+0,00
U0022201	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO CONNESSE ALLE PROCEDURE DI AFFIDAMENTO DEI SERVIZI E DELLE FORNITURE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0014551; E0021176)</i> <i>U.1.03.02.16.000 - D.LGS. - 25/07/1998 - N. 286 - 07730400</i>	+0,00	+400,00	+0,00	+0,00
U0022252	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A VALERE SUL FONDO NAZIONALE PER LE POLITICHE MIGRATORIE PER SPESE DI TRASFERTA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0014551; E0021176)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - D.LGS. - 25/07/1998 - N. 286 - 07730200</i>	+0,00	+400,00	+0,00	+0,00
U0022356	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ORGANIZZAZIONE DI EVENTI, PUBBLICITA' E SERVIZI DI TRASFERTA NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014/2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022034)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - DEC.CE - 21/03/2016 - N. 1823 - 05510800</i>	+0,00	+100,00	+0,00	+0,00
U0022357	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA PER L'ORGANIZZAZIONE DI EVENTI, PUBBLICITA' E SERVIZI DI TRASFERTA NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022035)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - REG.CE - 16/04/2014 - N. 514 - 05510800</i>	+0,00	+100,00	+0,00	+0,00
U0022370	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ORGANIZZAZIONE DI EVENTI, PUBBLICITA' E SERVIZI DI TRASFERTA NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022034)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - DEC.CE - 21/03/2016 - N. 1823 - 07730200</i>	+0,00	+750,00	+0,00	+0,00
U0022371	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA PER L'ORGANIZZAZIONE DI EVENTI, PUBBLICITA' E SERVIZI DI TRASFERTA NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022035)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - REG.CE - 16/04/2014 - N. 514 - 07730200</i>	+0,00	+750,00	+0,00	+0,00
U0022372	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022034)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - DEC.CE - 21/03/2016 - N. 1823 - 07730200</i>	+0,00	+1.196,77	+0,00	+0,00
U0022373	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022035)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - REG.CE - 16/04/2014 - N. 514 - 07730200</i>	+0,00	+1.196,76	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
U0022843	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALL'UE PER ACQUISTO DI SERVIZI PER LA FORMAZIONE DEL PERSONALE DELL'ENTE NELL'AMBITO SOCIO-SANITARIO E SOCIALE A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022228)</i> <i>U.1.03.02.04.000 - DEC.CE - 17/12/2014 - N. 10130 - 07730000</i>	+0,00	+1.904,65	+0,00	+0,00
U0022844	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER ACQUISTO DI SERVIZI PER LA FORMAZIONE DEL PERSONALE DELL'ENTE NELL'AMBITO SOCIO-SANITARIO E SOCIALE A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022229)</i> <i>U.1.03.02.04.000 - L. - 28/12/2015 - N. 208 - 07730000</i>	+0,00	+1.904,65	+0,00	+0,00
U0022850	SPESE PER CONTRATTI DI SERVIZIO PUBBLICO, SU FONDI ASSEGNATI DALL'UE, PER LA REALIZZAZIONE DI ATTIVITA' DI ASSISTENZA E SOSTEGNO A FAVORE DI FAMIGLIE NELL'AMBITO SOCIO-ASSISTENZIALE A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022228)</i> <i>U.1.03.02.15.000 - DEC.CE - 17/12/2014 - N. 10130 - 07730200</i>	+0,00	+14.002,69	+0,00	+0,00
U0022852	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALL'UE PER ATTIVITA' DI PROMOZIONE DELLE MISURE DI SOSTEGNO PER L'INCLUSIONE ATTIVA SIA A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022228)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - DEC.CE - 17/12/2014 - N. 10130 - 07730000</i>	+0,00	+2.250,00	+0,00	+0,00
U0022853	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA PROMOZIONE DELLE MISURE DI SOSTEGNO PER L'INCLUSIONE ATTIVA SIA A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022229)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - L. - 28/12/2015 - N. 208 - 07730000</i>	+0,00	+2.250,00	+0,00	+0,00
U0023836	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALL'UE PER ACQUISTO DI SERVIZI PER INTERVENTI VOLTI AL CONTRASTO ALLA POVERTA' A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022228)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - DEC.CE - 17/12/2014 - N. 10130 - 07730000</i>	+0,00	+20.500,00	+0,00	+0,00
U0023840	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER ACQUISTO DI SERVIZI PER INTERVENTI VOLTI AL CONTRASTO ALLA POVERTA' A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022229)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - DEC.CE - 17/12/2014 - N. 10130 - 07730000</i>	+0,00	+20.500,00	+0,00	+0,00
U0023841	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALL'UE PER ACQUISTO DI SERVIZI PER INTERVENTI VOLTI AL CONTRASTO ALLA POVERTA' A VALERE SUL FONDO DI AIUTI EUROPEI AGLI INDIGENTI 2014/2020 "PO I FEAD" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022327)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - DEC.CE - 11/12/2018 - N. 9679 - 07730000</i>	+0,00	+57.375,00	+0,00	+0,00
U0023842	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER ACQUISTO DI SERVIZI PER INTERVENTI VOLTI AL CONTRASTO ALLA POVERTA' A VALERE SUL FONDO DI AIUTI EUROPEI AGLI INDIGENTI 2014/2020 "PO I FEAD" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022328)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - DEC.CE - 11/12/2018 - N. 9679 - 07730000</i>	+0,00	+10.125,00	+0,00	+0,00
U0023931	RIMBORSO SPESE A SOGGETTI TERZI PER L'ACQUISTO DI SERVIZI DIVERSI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER INTERVENTI A VALERE SUL FONDO PER LA LOTTA ALLA POVERTA' E ALL'ESCLUSIONE SOCIALE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022291)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - D.LGS. - 15/09/2017 - N. 147 - 07730000</i>	+0,00	+408.000,00	+0,00	+0,00
U0024239	SPESE PER CONTRATTI DI SERVIZIO PUBBLICO, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER LA REALIZZAZIONE DI ATTIVITA' DI ASSISTENZA E SOSTEGNO A FAVORE DI FAMIGLIE NELL'AMBITO SOCIO-ASSISTENZIALE A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2017/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022229)</i> <i>U.1.03.02.15.000 - DEC.CE - 17/12/2014 - N. 10130 - 07730200</i>	+0,00	+14.002,70	+0,00	+0,00
U0024295	SPESE PER ALTRI SERVIZI, SU FONDI ASSEGNATI DALL'UE, PER I CORSI DI FORMAZIONE RIVOLTI AL PERSONALE SOCIO-SANITARIO E SOCIALE A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022228)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - DEC.CE - 17/12/2014 - N. 10130 - 07730000</i>	+0,00	+1.605,05	+0,00	+0,00
U0024296	SPESE PER ALTRI SERVIZI, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER I CORSI DI FORMAZIONE RIVOLTI AL PERSONALE SOCIO-SANITARIO E SOCIALE A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/20 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022229)</i> <i>U.1.03.02.99.000 - L. - 28/12/2015 - N. 208 - 07730000</i>	+0,00	+1.605,04	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+607.837,84	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0022374	TRASFERIMENTI CORRENTI SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022034)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - REG. UE - 16/04/2014 - N. 516 - 07730200</i>	+0,00	+48.721,98	+0,00	+0,00
U0022375	TRASFERIMENTI CORRENTI SUI FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022035)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - REG. UE - 16/04/2014 - N. 516 - 07730200</i>	+0,00	+250,00	+0,00	+0,00
U0022571	TRASFERIMENTI CORRENTI SUI FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA AD AMMINISTRAZIONI LOCALI NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022035)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - REG.CE - 16/04/2014 - N. 514 - 07730200</i>	+0,00	+150,00	+0,00	+0,00
U0022845	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE SU FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA PER LA REALIZZAZIONE DI PROGETTI VOLTI ALL'INCLUSIONE SOCIALE ATTIVA A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/2020 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022228)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - DEC.CE - 17/12/2014 - N. 10130 - 07730000</i>	+0,00	+172.197,35	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
U0022846	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA REALIZZAZIONE DI PROGETTI VOLTI ALL'INCLUSIONE SOCIALE ATTIVA A VALERE SUL FONDO SOCIALE EUROPEO 2014/2020 "PON INCLUSIONE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022229)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - L. - 28/12/2015 - N. 208 - 07730000</i>	+0,00	+172.078,17	+0,00	+0,00
U0024005	TRASFERIMENTI CORRENTI SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A ISTITUZIONI SCOLASTICHE NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022034)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - DEC.CE - 21/03/2016 - N. 1823 - 07730200</i>	+0,00	+37.271,26	+0,00	+0,00
U0024006	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALL'UNIONE EUROPEA A ISTITUZIONI SCOLASTICHE NELL'AMBITO DI PROGETTI A VALERE SUL FONDO ASILO, MIGRAZIONE ED INTEGRAZIONE (FAMI) 2014-2020 - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022035)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - REG.CE - 16/04/2014 - N. 514 - 07730200</i>	+0,00	+37.121,26	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+467.790,02	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+1.075.627,86	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1204 - PROGRAMMA 12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE		+0,00	+1.075.627,86	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1205 - PROGRAMMA 12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0019511	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE DEI FONDI ASSEGNATI DAL COMUNE DI AOSTA PER LA GESTIONE DEL CENTRO PER LE FAMIGLIE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0019506)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - L.R. - 25/10/2010 - N. 34 - (DGR 52-2013/DETERM.COM.N.496/201) - 07730200</i>	+0,00	+1.754,97	+0,00	+0,00
U0019924	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI ASSISTENZIALI A FAVORE DELLA FAMIGLIA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015453)</i> <i>U.1.04.02.02.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (ART. 1COMMA 1250) - 07730200</i>	+0,00	+1.000,00	+0,00	+0,00
U0020267	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A VALERE SUL "FONDO DELLE POLITICHE PER LA FAMIGLIA" PER LA GESTIONE DEL "CENTRO PER LE FAMIGLIE" - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015453)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - 07730200</i>	+0,00	+43.500,00	+0,00	+0,00
U0023095	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SCOLASTICHE REGIONALI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI A FAVORE DELLA FAMIGLIA (CAPITOLO MANTENUTO SOLO PER LA GESTIONE DEI RESIDUI) - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.1.04.01.04.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (11250-1251-1252)</i>	+0,00	+2.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+48.254,97	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+48.254,97	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1205 - PROGRAMMA 12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE		+0,00	+48.254,97	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1206 - PROGRAMMA 12.006 - INTERVENTI PER IL DIRITTO ALLA CASA					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0024395	SPESE PER IL PAGAMENTO DEI CANONI DI LOCAZIONE PER I NUCLEI FAMILIARI IN EMERGENZA ABITATIVA (SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022112)</i> <i>U.1.03.02.07.000 - L.R. - 13/02/2013 - N. 3 - (51g) bis) - 06610100</i>	+0,00	+206.015,56	+0,00	+0,00
U0024397	SPESE SUL FONDO REGIONALE PER LE POLITICHE ABITATIVE PER IL PAGAMENTO DEI CANONI DI LOCAZIONE PER I NUCLEI FAMILIARI IN EMERGENZA ABITATIVA - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.1.03.02.07.000 - L.R. - 13/02/2013 - N. 3 - (136) - 06610100</i>	+0,00	+1.922.649,12	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+2.128.664,68	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0024396	TRASFERIMENTI CORRENTI A VALERE SUL FONDO REGIONALE PER LE POLITICHE ABITATIVE PER INTERVENTI ASSISTENZIALI ALLE FAMIGLIE FINALIZZATI AL SOSTEGNO ALL'ACCESSO ALLE ABITAZIONI IN LOCAZIONE - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.1.04.02.02.000 - L.R. - 13/02/2013 - N. 3 - (12) - 06610100</i>	+0,00	+572.178,40	+0,00	+0,00
U0024398	TRASFERIMENTI CORRENTI A FAMIGLIE SUL FONDO REGIONALE PER LE POLITICHE ABITATIVE PER IL SOSTEGNO ANTICIPATO ALL'ACCESSO ALLE ABITAZIONI IN LOCAZIONE - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.1.04.02.02.000 - L.R. - 13/02/2013 - N. 3 - (122) - 06610100</i>	+0,00	+47.403,01	+0,00	+0,00
U0024399	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI ASSISTENZIALI ALLE FAMIGLIE FINALIZZATI AL SOSTEGNO ALL'ACCESSO ALLE ABITAZIONI IN LOCAZIONE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022111)</i> <i>U.1.04.02.02.000 - L. - 09/12/1998 - N. 431 - (11) - 06610100</i>	+0,00	+64.765,65	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+684.347,06	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+2.813.011,74	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1206 - PROGRAMMA 12.006 - INTERVENTI PER IL DIRITTO ALLA CASA		+0,00	+2.813.011,74	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1207 - PROGRAMMA 12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO-SANITARI E SOCIALI					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0020150	SPESA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA REALIZZAZIONE DEL SISTEMA INTEGRATO DEI SERVIZI SOCIALI PER SPESE PER ORGANIZZAZIONE DI MANIFESTAZIONI E CONVEGNI RIVOLTI AGLI OPERATORI NELL'AMBITO SOCIO-SANITARIO E SOCIALE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0010449)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - L. - 08/11/2000 - N. 328 - 07730400</i>	+0,00	+4.000,00	+0,00	+0,00
U0020901	SPESA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER CONTRATTI DI SERVIZIO PER LO SVILUPPO DELLE POLITICHE SOCIALI REGIONALI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0010449)</i> <i>U.1.03.02.15.000 - L. - 08/11/2000 - N. 328 - (ART. 20) - 07730400</i>	+0,00	+52.100,29	+0,00	+0,00
U0022112	SPESA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVILUPPO DELLE POLITICHE SOCIALI REGIONALI PER ACQUISTO DI SERVIZI DALLA SOCIETA' DI SERVIZI REGIONALE PER LA REALIZZAZIONE DELLE ATTIVITA' DI ASSISTENZA E SOSTEGNO A FAVORE DI FAMIGLIE NELL'AMBITO SOCIO-ASSISTENZIALE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0010449)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - L. - 08/11/2000 - N. 328 - (20) - 07730200</i>	+0,00	+120.727,90	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+176.828,19	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+176.828,19	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1207 - PROGRAMMA 12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO-SANITARI E SOCIALI		+0,00	+176.828,19	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1208 - PROGRAMMA 12.008 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0020886	SPESA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA PROMOZIONE E LO SVILUPPO DEL SERVIZIO CIVILE REGIONALE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0012840)</i> <i>U.1.03.02.02.000 - D.LGS. - 05/04/2002 - N. 77 - 05510800</i>	+0,00	+11.959,72	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+11.959,72	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+11.959,72	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1208 - PROGRAMMA 12.008 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO		+0,00	+11.959,72	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 12 - MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA		+0,00	+4.630.729,37	+0,00	+0,00
MISSIONE 13 - MISSIONE 13 - TUTELA DELLA SALUTE					
PROGRAMMA 1301 - PROGRAMMA 13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0014464	TRASFERIMENTI CORRENTI ALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA DERIVANTI DAL RECUPERO DI SOMME A CARICO DI AZIENDE FARMACEUTICHE A TITOLO DI PAY-BACK - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0014476; E0019587; E0021356)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - L. - 27/12/2006 - N. 296 - (ART.1COMMA 796LETTERA G)) - 07720300</i>	+0,00	+341.622,11	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+341.622,11	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+341.622,11	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1301 - PROGRAMMA 13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA		+0,00	+341.622,11	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1305 - PROGRAMMA 13.005 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - INVESTIMENTI SANITARI					
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti					
U0024449	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI ALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER L'ATTIVAZIONE DI INTERVENTI VOLTI A RIDURRE I TEMPI DI ATTESA NELL'EROGAZIONE DELLE PRESTAZIONI SANITARIE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022473)</i> <i>U.2.03.01.02.000 - L.S. - 30/12/2018 - N. 145 - (1510) - 07720200</i>	+0,00	+4.210.526,32	+0,00	+0,00
U0024762	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI ALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA PER LA REALIZZAZIONE E LA MANUTENZIONE EVOLUTIVA DELL'ANAGRAFE NAZIONALE VACCINI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022496)</i> <i>U.2.03.01.02.000 - L. - 30/12/2018 - N. 145 - (1585) - 07720200</i>	+0,00	+29.156,28	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti		+0,00	+4.239.682,60	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+4.239.682,60	+0,00	+0,00

2959

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE PROGRAMMA 1305 - PROGRAMMA 13.005 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - INVESTIMENTI SANITARI		+0,00	+4.239.682,60	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1307 - PROGRAMMA 13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0005845	SPESE PER SERVIZI INFORMATICI E DI TELECOMUNICAZIONI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ATTUAZIONE DI INTERVENTI IN MATERIA DI ANIMALI DI AFFEZIONE E DI PREVENZIONE DEL RANDAGISMO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0007266)</i> <i>U.1.03.02.19.000 - L. - 14/08/1991 - N. 281 - 07720100</i>	+0,00	+10.101,85	+0,00	+0,00
U0016901	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER IL CONTROLLO E L'ERADICAZIONE DELLE MALATTIE ANIMALI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0016906)</i> <i>U.1.03.02.19.000 - DEC.CE - 26/11/2009 - N. 0 - 07720100</i>	+0,00	+46,03	+0,00	+0,00
U0016902	SPESE SUI FONDI DERIVANTI DALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA PER LA PROGRAMMAZIONE ED ATTUAZIONE DEL PIANO REGIONALE INTEGRATO DEI CONTROLLI UFFICIALI IN MATERIA DI SICUREZZA ALIMENTARE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0016905)</i> <i>U.1.03.02.10.000 - D.LGS. - 19/11/2008 - N. 194 - (ART. 7COMMA 1LETT. B)) - 07720100</i>	+0,00	+2.740,15	+0,00	+0,00
U0017004	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA RICERCA SCIENTIFICA E SANITARIA DERIVANTI DAL 5 PER MILLE - ANNO 2008 (MANTENUTO PER LA GESTIONE DEGLI INTERVENTI RESIDUALI) - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.1.03.02.18.000 - L. - 24/12/2007 - N. 244</i>	+0,00	+2.255,95	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+15.143,98	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0017550	TRASFERIMENTI CORRENTI ALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER GLI ESAMI DI LABORATORIO DEI DONATORI DI TESSUTI E CELLULE UTILIZZATI AI FINI DELLA RIPRODUZIONE ASSISTITA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0017408)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - L. - 01/04/1999 - N. 91 - 07720300</i>	+0,00	+779,94	+0,00	+0,00
U0019636	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INIZIATIVE DI PREVENZIONE E DIVIETO DELLE PRATICHE DI MUTILAZIONE GENITALE FEMMINILE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0015217)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - L. - 09/01/2006 - N. 7 - (ART. 3) - 07730200</i>	+0,00	+2.917,85	+0,00	+0,00
U0022504	RESTITUZIONE ALLO STATO DI SOMME DERIVANTI DA TRASFERIMENTI NON UTILIZZATI PER IL RISCONTRO DIAGNOSTICO SULLE VITTIME DELLA SINDROME IMPROVISA DEL LATTANTE (SIDS) E DI MORTE INASPETTATA DEL FETO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0016153)</i> <i>U.1.04.01.01.000 - L. - 02/02/2006 - N. 31 - (23) - 07720300</i>	+0,00	+7.700,55	+0,00	+0,00
U0023087	TRASFERIMENTI CORRENTI ALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA PER LE PRESTAZIONI SANITARIE EROGATE AGLI STRANIERI NON ISCRITTI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022259)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - D.L. - 24/04/2017 - N. 50 - (ART. 32) - 07720200</i>	+0,00	+4.863,03	+0,00	+0,00
U0024800	TRASFERIMENTI CORRENTI ALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA GESTIONE DELL'ANAGRAFE NAZIONALE VACCINI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022504)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - L. - 30/12/2018 - N. 145 - (1585) - 07720200</i>	+0,00	+1.052,22	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+17.313,59	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+32.457,57	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0017003	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI STRUTTURALI PRESSO IL CANILE E GATTILE REGIONALE VALLE D'AOSTA (BENE DI PROPRIETA' REGIONALE) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0007266)</i> <i>U.2.02.01.09.000 - L. - 14/08/1991 - N. 281 - 07720100</i>	+0,00	+13.502,70	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+13.502,70	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+13.502,70	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1307 - PROGRAMMA 13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA		+0,00	+45.960,27	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 13 - MISSIONE 13 - TUTELA DELLA SALUTE		+0,00	+4.627.264,98	+0,00	+0,00
MISSIONE 14 - MISSIONE 14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'					
PROGRAMMA 1401 - PROGRAMMA 14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0022224	SPESE PER INCARICHI A REVISORI PER L'EFFETTUAZIONE DI ISPEZIONI STRAORDINARIE E PER REVISIONI A COOPERATIVE NON ADERENTI AD ENTI AUSILIARI DELLA COOPERAZIONE (SPESE DI PERSONALE) - (SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022110)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - L.R. - 05/05/1998 - N. 27 - (165) - 04420100</i>	+0,00	+18.617,81	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+18.617,81	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0023181	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO AD IMPRESE PER INIZIATIVE DELLA QUALITA', DELL'AMBIENTE, DELLA SICUREZZA E DELLA RESPONSABILITA' SOCIALE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022283)</i> <i>U.1.04.03.99.000 - D.LGS. - 31/03/1998 - N. 112 - (11) - 04420300</i>	+0,00	+201.444,63	+0,00	+0,00
U0023182	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO A COOPERATIVE PER L'INCENTIVAZIONE DELLE PRODUZIONI ARTIGIANALI TIPICHE E TRADIZIONALI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022283)</i> <i>U.1.04.03.99.000 - D.LGS. - 31/03/1998 - N. 112 - (11) - 04420500</i>	+0,00	+3.871,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+205.315,63	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+223.933,44	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti					
U0022534	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO AD IMPRESE PER LO SVILUPPO DELL'IMPREDITORIA GIOVANILE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0020181)</i> <i>U.2.03.03.03.000 - D.LGS. - 31/03/1998 - N. 112 - (11) - 04420100</i>	+0,00	+12.274,14	+0,00	+0,00
U0022536	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO AD IMPRESE INDUSTRIALI ED ARTIGIANE A SOSTEGNO DELLO SVILUPPO ECONOMICO E DEGLI INVESTIMENTI PRODUTTIVI - ISTRUTTORIA AUTOMATICA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0020181)</i> <i>U.2.03.03.03.000 - D.LGS. - 31/03/1998 - N. 112 - (11) - 04420100</i>	+0,00	+14.313,60	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 203 - Contributi agli investimenti		+0,00	+26.587,74	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+26.587,74	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1401 - PROGRAMMA 14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO		+0,00	+250.521,18	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 14 - MISSIONE 14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'		+0,00	+250.521,18	+0,00	+0,00
MISSIONE 15 - MISSIONE 15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE					
PROGRAMMA 1501 - PROGRAMMA 15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0024652	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA FORMAZIONE E L'AGGIORNAMENTO PROFESSIONALE DEL PERSONALE REGIONALE DEI CENTRI PER L'IMPIEGO PER IL POTENZIAMENTO DEGLI STESSI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022479)</i> <i>U.1.03.02.04.000 - L. - 30/12/2018 - N. 145 - (1258) - 03340300</i>	+0,00	+20.000,00	+0,00	+0,00
U0024689	SPESE SU FONDI ASSEGNATO DALLO STATO PER INCARICHI DI COLLABORAZIONE TECNICA PER CONSULENZE CONNESSE AL POTENZIAMENTO DEI CENTRI PER L'IMPIEGO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022479)</i> <i>U.1.03.02.10.000 - L. - 30/12/2018 - N. 145 - (1258) - 03340000</i>	+0,00	+130.939,60	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+150.939,60	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0016672	TRASFERIMENTI CORRENTI AD ENTI E ASSOCIAZIONI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER INTERVENTI DI FORMAZIONE PER LA PROMOZIONE DELLA CULTURA SULLA SICUREZZA E SALUTE SUL LUOGO DI LAVORO - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0016663)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - D.LGS. - 09/04/2008 - N. 81 - (ACCORDO STATO REGIONI 20/11/2008) - 03340000</i>	+0,00	+27.863,55	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+27.863,55	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+178.803,15	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1501 - PROGRAMMA 15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO		+0,00	+178.803,15	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1502 - PROGRAMMA 15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0020911	TRASFERIMENTI CORRENTI A IMPRESE CONTROLLATE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVOLGIMENTO DI PERCORSI FINALIZZATI ALL'ASSOLVIMENTO DEL DIRITTO DOVERE NELL'ISTRUZIONE E FORMAZIONE PROFESSIONALE (IEFP) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0010024)</i> <i>U.1.04.03.01.000 - L. - 17/05/1999 - N. 144 - (ART. 68) - 03340200</i>	+0,00	+80.192,24	+0,00	+0,00
U0020912	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVOLGIMENTO DI ATTIVITA' FORMATIVE E NON NELL'AMBITO DEI CONTRATTI DI APPRENDISTATO E DELL'OBBLIGO DI FREQUENZA DI ATTIVITA' FORMATIVE - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0010024)</i> <i>U.1.04.04.01.000 - L. - 17/05/1999 - N. 144 - (ART. 68) - 03340200</i>	+0,00	+15.547,79	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
U0020917	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVOLGIMENTO DI ATTIVITA' FORMATIVE NELL'AMBITO DEI CONTRATTI DI APPRENDISTATO - Risorse Vincolate (Capitolo: E0009187) U.1.04.04.01.000 - D.LGS. - 15/06/2015 - N. 81 - (CAPO V) - 03340200	+0,00	+12.900,00	+0,00	+0,00
U0021375	TRASFERIMENTI CORRENTI A IMPRESE CONTROLLATE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVOLGIMENTO DEI PERCORSI DI ISTRUZIONE E FORMAZIONE PROFESSIONALE NEL SISTEMA DUALE - Risorse Vincolate (Capitolo: E0010024) U.1.04.03.01.000 - L. - 17/05/1999 - N. 144 - 03340200	+0,00	+17.327,53	+0,00	+0,00
U0023151	TRASFERIMENTI CORRENTI A ISTITUZIONI SOCIALI PRIVATE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVOLGIMENTO DEI PERCORSI DI ISTRUZIONE E FORMAZIONE PROFESSIONALE NEL SISTEMA DUALE - Risorse Vincolate (Capitolo: E0010024) U.1.04.04.01.000 - L. - 17/05/1999 - N. 144 - 03340200	+0,00	+20.834,14	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+146.801,70	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+146.801,70	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1502 - PROGRAMMA 15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE		+0,00	+146.801,70	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1503 - PROGRAMMA 15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0020888	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER ORGANIZZAZIONE EVENTI E SPESE PUBBLICITARIE PER LE ATTIVITA' DELLE CONSIGLIERE E DEI CONSIGLIERI DI PARITA' - Risorse Vincolate (Capitolo: E0012857) U.1.03.02.02.000 - D.LGS. - 11/04/2006 - N. 198 - (ART. 18) - 05510000	+0,00	+19.680,11	+0,00	+0,00
U0022494	SPESE PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVOLGIMENTO DELLE AZIONI PREVISTE DAL PROGRAMMA ANNUALE DELLE ATTIVITA' DEL CONSIGLIERE E DEI CONSIGLIERI DI PARITA' - Risorse Vincolate (Capitolo: E0012857) U.1.03.02.11.000 - D.LGS. - 11/04/2006 - N. 198 - 05510000	+0,00	+10.000,00	+0,00	+0,00
U0022496	SPESE PER INCARICHI DI CONSULENZE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LO SVOLGIMENTO DELLE AZIONI PREVISTE DAL PROGRAMMA ANNUALE DELLE ATTIVITA' DEL CONSIGLIERE E DEI CONSIGLIERI DI PARITA' - Risorse Vincolate (Capitolo: E0012857) U.1.03.02.10.000 - D.LGS. - 11/04/2006 - N. 198 - (6) - 05510000	+0,00	+11.000,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+40.680,11	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+40.680,11	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1503 - PROGRAMMA 15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE		+0,00	+40.680,11	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 15 - MISSIONE 15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE		+0,00	+366.284,96	+0,00	+0,00
MISSIONE 16 - MISSIONE 16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA					
PROGRAMMA 1601 - PROGRAMMA 16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0020890	SPESE SUI FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ACQUISTO DI BENI DI CONSUMO PER GLI INTERVENTI DI POTENZIAMENTO DEI SERVIZI FITOSANITARI - Risorse Vincolate (Capitolo: E0017444) U.1.03.01.02.000 - D.P.C.M. - 11/05/2001 - N. 0 - (ARTT. 2 E 6) - 09930300	+0,00	+7.071,16	+0,00	+0,00
U0024802	SPESE, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER ALTRI SERVIZI FINALIZZATI ALLA REALIZZAZIONE DI INIZIATIVE DI INFORMAZIONE E DI EDUCAZIONE ALIMENTARE IN MATERIA DI AGRICOLTURA BIOLOGICA DA DESTINARE ALLE SCUOLE - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022505) U.1.03.02.99.000 - D.L. - 24/04/2017 - N. 50 - (645 BIS) - 09930300	+0,00	+3.176,86	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+10.248,02	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+10.248,02	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni					
U0024402	SPESE SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ACQUISTO DI MEZZI DI TRASPORTO PER LE ATTIVITA' DEI SERVIZI FITOSANITARI REGIONALI - Risorse Vincolate (Capitolo: E0022464) U.2.02.01.01.000 - D.P.C.M. - 11/05/2001 - N. 0 - (2) - 09930300	+0,00	+16.108,59	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 202 - Investimenti fissi lordi e acquisto di terreni		+0,00	+16.108,59	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 204 - Altri trasferimenti in conto capitale					
U0000867	ALTRI TRASFERIMENTI IN CONTO CAPITALE AD AZIENDE AGRICOLE PER DANNI CAUSATI DALLA FAUNA SELVATICA - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - Risorse Vincolate (Capitolo: E0006194) U.2.04.23.03.000 - L.R. - 27/08/1994 - N. 64 - (ART. 39 6c) - 02240200	+0,00	+1.021,44	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE MACROAGGREGATO 204 - Altri trasferimenti in conto capitale		+0,00	+1.021,44	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+17.130,03	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1601 - PROGRAMMA 16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE		+0,00	+27.378,05	+0,00	+0,00
PROGRAMMA 1602 - PROGRAMMA 16.002 - CACCIA E PESCA					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0004072	SPESE PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE PER LA GESTIONE DELLA FAUNA SELVATICA (SPESE DI PERSONALE) - (SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA) - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0006194)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - L.R. - 27/08/1994 - N. 64 - (ARTT. 39 E 52) - 02240200</i>	+0,00	+16.464,30	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+16.464,30	+0,00	+0,00
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0000791	TRASFERIMENTI CORRENTI AL CONSORZIO REGIONALE PESCA - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0006193)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - L.R. - 11/08/1976 - N. 34 - (ART. 6 COMMA 1 LETT. F)) - 02240200</i>	+0,00	+7.891,50	+0,00	+0,00
U0002398	TRASFERIMENTI CORRENTI AL COMITATO REGIONALE PER LA GESTIONE VENATORIA - SOMME DERIVANTI DA ENTRATE A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0006194)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - L.R. - 27/08/1994 - N. 64 - (ARTT. 39 6b) - 02240200</i>	+0,00	+1.021,44	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+8.912,94	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+25.377,24	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1602 - PROGRAMMA 16.002 - CACCIA E PESCA		+0,00	+25.377,24	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 16 - MISSIONE 16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA		+0,00	+52.755,29	+0,00	+0,00
MISSIONE 17 - MISSIONE 17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE					
PROGRAMMA 1701 - PROGRAMMA 17.001 - FONTI ENERGETICHE					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi					
U0020236	SPESE PER PRESTAZIONI PROFESSIONALI E SPECIALISTICHE, IN CONVENZIONE CON FINAOSTA SPA, PER LE ATTIVITÀ DI CONTROLLO SUL RISPETTO DELLE DISPOSIZIONI REGIONALI IN MATERIA DI RISPARMIO ED EFFICIENZA ENERGETICA - SOMME DERIVANTI DA FONDI A DESTINAZIONE VINCOLATA - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0020258; E0020259)</i> <i>U.1.03.02.11.000 - L.R. - 25/05/2015 - N. 13 - (611a) b) c) d)) - 04420200</i>	+0,00	+55.089,00	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 103 - Acquisto di beni e servizi		+0,00	+55.089,00	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+55.089,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 1701 - PROGRAMMA 17.001 - FONTI ENERGETICHE		+0,00	+55.089,00	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 17 - MISSIONE 17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE		+0,00	+55.089,00	+0,00	+0,00
MISSIONE 18 - MISSIONE 18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI					
PROGRAMMA 1801 - PROGRAMMA 18.001 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti					
U0023602	TRASFERIMENTI CORRENTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO AI COMUNI A TITOLO DI ADDIZIONALE COMUNALE IRPEF - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0022295)</i> <i>U.1.04.01.02.000 - L.R. - 24/12/2018 - N. 12 - (104) - 01100100</i>	+0,00	+11.836,20	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 104 - Trasferimenti correnti		+0,00	+11.836,20	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+11.836,20	+0,00	+0,00
TITOLO 2 - Spese in conto capitale					
MACROAGGREGATO 205 - Altre spese in conto capitale					
U0014577	FONDO A DISPOSIZIONE DELLA FINANZA LOCALE PER INVESTIMENTI FINANZIATO DALLA RESTITUZIONE DI SOMME PROVENIENTI DAI FONDI DELLA FINANZA LOCALE INDEBITAMENTE PERCEPITE DAGLI ENTI LOCALI - <i>Risorse Vincolate (Capitolo: E0014603)</i> <i>U.2.05.01.99.000 - L.R. - 20/11/1995 - N. 48 - (ART. 6 BIS) - 01100400</i>	+0,00	+23.191,69	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 205 - Altre spese in conto capitale		+0,00	+23.191,69	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 2 - Spese in conto capitale		+0,00	+23.191,69	+0,00	+0,00

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
TOTALE PROGRAMMA 1801 - PROGRAMMA 18.001 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI		+0,00	+35.027,89	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 18 - MISSIONE 18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI		+0,00	+35.027,89	+0,00	+0,00
MISSIONE 20 - MISSIONE 20 - FONDI E ACCANTONAMENTI					
PROGRAMMA 2003 - PROGRAMMA 20.003 - ALTRI FONDI					
TITOLO 1 - Spese correnti					
MACROAGGREGATO 110 - Altre spese correnti					
U0022636	FONDO DI PARTE CORRENTE PER L'ACCANTONAMENTO DELLE QUOTE VINCOLATE DEL RISULTATO DI AMMINISTRAZIONE - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.I.10.01.99.000 - D.L. - 24/04/2017 - N. 50 - (26) - 04410100</i>	+0,00	+19.000.000,00	+0,00	+0,00
U0023683	FONDO PER IL MIGLIORAMENTO DELL'OFFERTA FORMATIVA PER IL PERSONALE DOCENTE ED EDUCATIVO DI CUI ALL'ART. 40 DEL CCNL ISTRUZIONE E RICERCA DEL 19/04/2018 - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.I.10.01.99.000 - L.R. - 03/08/2016 - N. 18 - 05510100</i>	+0,00	+512.086,45	+0,00	+0,00
TOTALE MACROAGGREGATO 110 - Altre spese correnti		+0,00	+19.512.086,45	+0,00	+0,00
TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti		+0,00	+19.512.086,45	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 2003 - PROGRAMMA 20.003 - ALTRI FONDI		+0,00	+19.512.086,45	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 20 - MISSIONE 20 - FONDI E ACCANTONAMENTI		+0,00	+19.512.086,45	+0,00	+0,00
TOTALE GENERALE VARIAZIONI		+0,00	+35.274.665,29	+0,00	+0,00

VARIAZIONE DEL BILANCIO RIPORTANTE I DATI D'INTERESSE DEL TESORIERE

ENTRATE

TITOLO, TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
	FONDO PLURIENNALE VINCOLATO PER SPESE CORRENTI (1) FONDO PLURIENNALE VINCOLATO PER SPESE IN CONTO CAPITALE (1) UTILIZZO AVANZO DI AMMINISTRAZIONE FONDO DI CASSA ALL'1/1/2020			+35.274.665,29		
TOTALE VARIAZIONI IN ENTRATA		residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				
TOTALE GENERALE DELLE ENTRATE		residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		+35.274.665,29		

2965

VARIAZIONE DEL BILANCIO RIPORTANTE I DATI D'INTERESSE DEL TESORIERE

SPESE

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
DISAVANZO DI AMMINISTRAZIONE (1)						
0106 PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.006 - UFFICIO TECNICO					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+18.918,54		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.006 - UFFICIO TECNICO	residui presunti				
		previsione di competenza		+18.918,54		
		previsione di cassa				
0108 PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+1.550,10		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+22.903,44		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	residui presunti				
		previsione di competenza		+24.453,54		
		previsione di cassa				
0110 PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.010 - RISORSE UMANE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+496.930,63		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.010 - RISORSE UMANE	residui presunti				
		previsione di competenza		+496.930,63		
		previsione di cassa				

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
0111 PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+793,10		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI	residui presunti				
		previsione di competenza		+793,10		
		previsione di cassa				
TOTALE MISSIONE 01	MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		+541.095,81		
		previsione di cassa				
<i>MISSIONE 04</i>	<i>MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO</i>					
0401 PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.001 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+58.516,00		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.001 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA	residui presunti				
		previsione di competenza		+58.516,00		
		previsione di cassa				
0402 PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+47.917,64		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+5.266,43		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	residui presunti				
		previsione di competenza		+53.184,07		
		previsione di cassa				

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+97.632,15		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA	residui presunti				
		previsione di competenza		+97.632,15		
		previsione di cassa				
0404 PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.004 - ISTRUZIONE UNIVERSITARIA					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+251.030,39		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.004 - ISTRUZIONE UNIVERSITARIA	residui presunti				
		previsione di competenza		+251.030,39		
		previsione di cassa				
0406 PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+98,00		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+60.000,00		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		+60.098,00		
		previsione di cassa				
TOTALE MISSIONE 04	MISSIONE 4 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti				
		previsione di competenza		+520.460,61		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+158.610,42		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	residui presunti				
		previsione di competenza		+158.610,42		
		previsione di cassa				

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
0502 PROGRAMMA	PROGRAMMA 5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+303.900,00		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	residui presunti				
		previsione di competenza		+303.900,00		
		previsione di cassa				
TOTALE MISSIONE 05	MISSIONE 5 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	residui presunti				
		previsione di competenza		+462.510,42		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+98.425,64		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	residui presunti				
		previsione di competenza		+98.425,64		
		previsione di cassa				
0802 PROGRAMMA	PROGRAMMA 8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+57.054,58		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+813.755,17		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	residui presunti				
		previsione di competenza		+870.809,75		
		previsione di cassa				
TOTALE MISSIONE 08	MISSIONE 8 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	residui presunti				
		previsione di competenza		+969.235,39		
		previsione di cassa				

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<i>MISSIONE 09 MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE</i>						
0901 PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.001 - DIFESA DEL SUOLO					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+25.953,71		
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+1.168.726,88		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.001 - DIFESA DEL SUOLO	residui presunti				
		previsione di competenza		+1.194.680,59		
		previsione di cassa				
0902 PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+188.667,31		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+217.909,81		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE	residui presunti				
		previsione di competenza		+406.577,12		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+539.091,14		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.003 - RIFIUTI	residui presunti				
		previsione di competenza		+539.091,14		
		previsione di cassa				
0904 PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+18.412,00		
		previsione di cassa				

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+18.412,00
0905 PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+132.822,72
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+147.248,00
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+280.070,72
TOTALE MISSIONE 09	MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+2.438.831,57
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+703.205,29
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+703.205,29
TOTALE MISSIONE 10	MISSIONE 10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+703.205,29

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<i>MISSIONE 11</i>	<i>MISSIONE 11 - SOCCORSO CIVILE</i>					
1101 PROGRAMMA	PROGRAMMA 11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+93.102,82		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+16.464,26		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	residui presunti				
		previsione di competenza		+109.567,08		
		previsione di cassa				
TOTALE MISSIONE 11	MISSIONE 11 - SOCCORSO CIVILE	residui presunti				
		previsione di competenza		+109.567,08		
		previsione di cassa				
<i>MISSIONE 12</i>	<i>MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA</i>					
1201 PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+328.744,82		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	residui presunti				
		previsione di competenza		+328.744,82		
		previsione di cassa				
1202 PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+154.226,39		
		previsione di cassa				
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti				
		previsione di competenza		+9.618,75		
		previsione di cassa				

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+163.845,14	
1203 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 12.003 - INTERVENTI PER GLI ANZIANI Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+12.456,93	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.003 - INTERVENTI PER GLI ANZIANI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+12.456,93	
1204 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+1.075.627,86	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+1.075.627,86	
1205 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+48.254,97	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+48.254,97	
1206 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 12.006 - INTERVENTI PER IL DIRITTO ALLA CASA Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+2.813.011,74	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.006 - INTERVENTI PER IL DIRITTO ALLA CASA	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+2.813.011,74	

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
1207 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+176.828,19	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+176.828,19	
1208 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 12.008 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+11.959,72	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 12.008 - COOPERAZIONE E ASSOCIAZIONISMO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+11.959,72	
TOTALE MISSIONE 12	MISSIONE 12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+4.630.729,37	
MISSIONE 13	MISSIONE 13 - TUTELA DELLA SALUTE					
1301 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+341.622,11	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+341.622,11	
1305 PROGRAMMA TITOLO 2	PROGRAMMA 13.005 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - INVESTIMENTI SANITARI Spese in conto capitale	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			+4.239.682,60	

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 13.005 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - INVESTIMENTI SANITARI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+4.239.682,60
1307 PROGRAMMA	PROGRAMMA 13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+32.457,57
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+13.502,70
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+45.960,27
TOTALE MISSIONE 13	MISSIONE 13 - TUTELA DELLA SALUTE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+4.627.264,98
MISSIONE 14	MISSIONE 14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'					
1401 PROGRAMMA	PROGRAMMA 14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+223.933,44
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+26.587,74
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+250.521,18

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
TOTALE MISSIONE 14	MISSIONE 14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+250.521,18
MISSIONE 15	MISSIONE 15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE					
1501 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+178.803,15
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+178.803,15
1502 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+146.801,70
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+146.801,70
1503 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMA 15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+40.680,11
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+40.680,11
TOTALE MISSIONE 15	MISSIONE 15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+366.284,96

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<i>MISSIONE 16 MISSIONE 16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA</i>						
1601 PROGRAMMA	PROGRAMMA 16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+10.248,02		
TITOLO 2	Spese in conto capitale	previsione di cassa				
		residui presunti				
		previsione di competenza		+17.130,03		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE	residui presunti				
		previsione di competenza		+27.378,05		
		previsione di cassa				
1602 PROGRAMMA	PROGRAMMA 16.002 - CACCIA E PESCA					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+25.377,24		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 16.002 - CACCIA E PESCA	residui presunti				
		previsione di competenza		+25.377,24		
		previsione di cassa				
TOTALE MISSIONE 16	MISSIONE 16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	residui presunti				
		previsione di competenza		+52.755,29		
		previsione di cassa				
<i>MISSIONE 17 MISSIONE 17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE</i>						
1701 PROGRAMMA	PROGRAMMA 17.001 - FONTI ENERGETICHE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+55.089,00		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 17.001 - FONTI ENERGETICHE	residui presunti				
		previsione di competenza		+55.089,00		
		previsione di cassa				

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
TOTALE MISSIONE 17	MISSIONE 17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+55.089,00
<i>MISSIONE 18</i>	<i>MISSIONE 18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI</i>					
1801 PROGRAMMA	PROGRAMMA 18.001 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+11.836,20
TITOLO 2	Spese in conto capitale	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+23.191,69
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 18.001 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+35.027,89
TOTALE MISSIONE 18	MISSIONE 18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+35.027,89
2003 PROGRAMMA	PROGRAMMA 20.003 - ALTRI FONDI					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+19.512.086,45
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 20.003 - ALTRI FONDI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				+19.512.086,45

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
TOTALE MISSIONE 20	MISSIONE 20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			+19.512.086,45	
		previsione di cassa				
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza			+35.274.665,29	
		previsione di cassa				
TOTALE GENERALE DELLE USCITE		residui presunti				
		previsione di competenza			+35.274.665,29	
		previsione di cassa				

Deliberazione 5 giugno 2020, n. 448.

Variazioni al bilancio di previsione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 per spostamenti tra le dotazioni di missioni e programmi riguardanti le spese per il personale.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dagli allegati alla presente deliberazione;
2. di disporre, ai sensi dell'art. 29, c. 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel bollettino ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 448 du 5 juin 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait du virement de crédits entre les chapitres relatifs aux missions et aux programmes concernant les dépenses de personnel.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux annexes de la présente délibération.
2. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023221	SPESE SUL FONDO UNICO AZIENDALE	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-2.263.821,96	0,00	0,00	La variazione è necessaria per trasferire, dal Fondo Unico Aziendale, ai capitoli di spesa su ciascuna missione e programma, le risorse per il pagamento del salario di risultato, dell'anno 2019, al personale delle categorie.
						€	-2.263.821,96			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023792	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - SPESE SUL FONDO UNICO AZIENDALE	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-192.424,90	0,00	0,00	La variazione è necessaria per trasferire, dal capitolo dell'Irap sul Fondo Unico Aziendale, agli appositi capitoli di spesa su ciascuna missione e programma, le risorse necessarie al pagamento dell'Irap sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	-192.424,90			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023791	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - SPESE SUL FONDO UNICO AZIENDALE	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-565.085,15	0,00	0,00	La variazione è necessaria per trasferire, dal capitolo degli oneri sul Fondo Unico Aziendale, agli appositi capitoli di spesa su ciascuna missione e programma, le risorse necessarie al pagamento degli oneri contributivi sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	-565.085,15			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	01 - ORGANI ISTITUZIONALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023274	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.001 - ORGANI ISTITUZIONALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	101.824,01	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentire la liquidazione al personale interessato.
						€	101.824,01			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	01 - ORGANI ISTITUZIONALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023276	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.001 - ORGANI ISTITUZIONALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	25.354,17	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	25.354,17			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	01 - ORGANI ISTITUZIONALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023278	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.001 - ORGANI ISTITUZIONALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	8.655,04	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	8.655,04			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	02 - SEGRETERIA GENERALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023280	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.002 - SEGRETERIA GENERALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	18.695,68	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	18.695,68			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	02 - SEGRETERIA GENERALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023281	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.002 - SEGRETERIA GENERALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.655,23	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	4.655,23			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	02 - SEGRETERIA GENERALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023283	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.002 - SEGRETERIA GENERALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.589,13	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.589,13			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	03 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZ IONE E PROVVEDITOR ATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023285	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.003 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZIONE E PROVVEDITORATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	97.462,63	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	97.462,63			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	03 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZ IONE E PROVVEDITOR ATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023286	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.003 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZIONE E PROVVEDITORATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	24.268,20	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	24.268,20			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	03 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZ IONE E PROVVEDITOR ATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023288	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.003 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZIONE E PROVVEDITORATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	8.284,32	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	8.284,32			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	04 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023290	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.004 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	10.901,64	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	10.901,64			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	04 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023291	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.004 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.714,51	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.714,51			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	04 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023293	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.004 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	926,64	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	926,64			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023295	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.005 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	11.666,71	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	11.666,71			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023296	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.005 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.905,02	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.905,02			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023298	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.005 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	991,67	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	991,67			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	06 - UFFICIO TECNICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023300	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.006 - UFFICIO TECNICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	55.888,28	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	55.888,28			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	06 - UFFICIO TECNICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023301	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.006 - UFFICIO TECNICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	13.916,18	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	13.916,18			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	06 - UFFICIO TECNICO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023303	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.006 - UFFICIO TECNICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.750,50	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	4.750,50			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023305	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.007 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	5.748,54	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	5.748,54			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023306	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.007 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.431,39	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.431,39			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023308	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.007 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	488,63	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	488,63			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	08 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023310	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	36.938,33	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	36.938,33			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	08 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023311	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	9.197,64	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	9.197,64			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	08 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023313	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.008 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	3.139,76	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	3.139,76			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	09 - ASSISTENZA TECNICO- AMMINISTRAT IVA AGLI ENTI LOCALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023315	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.009 - ASSISTENZA TECNICO- AMMINISTRATIVA AGLI ENTI LOCALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.499,69	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	7.499,69			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	09 - ASSISTENZA TECNICO- AMMINISTRAT IVA AGLI ENTI LOCALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023316	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.009 - ASSISTENZA TECNICO- AMMINISTRATIVA AGLI ENTI LOCALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.867,43	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.867,43			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	09 - ASSISTENZA TECNICO- AMMINISTRAT IVA AGLI ENTI LOCALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023318	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.009 - ASSISTENZA TECNICO- AMMINISTRATIVA AGLI ENTI LOCALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	637,47	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	637,47			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023320	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.010 - RISORSE UMANE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	77.197,24	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	77.197,24			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023321	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.010 - RISORSE UMANE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	19.222,11	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	19.222,11			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023323	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.010 - RISORSE UMANE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	6.561,77	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	6.561,77			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023325	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	92.366,51	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	92.366,51			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023327	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	22.999,27	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	22.999,27			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023329	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.851,15	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	7.851,15			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
02 - GIUSTIZIA	01 - UFFICI GIUDIZIARI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023331	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (2.001 - UFFICI GIUDIZIARI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	12.874,34 12.874,34	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
02 - GIUSTIZIA	01 - UFFICI GIUDIZIARI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023332	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (2.001 - UFFICI GIUDIZIARI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	3.205,70 3.205,70	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
02 - GIUSTIZIA	01 - UFFICI GIUDIZIARI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023334	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (2.001 - UFFICI GIUDIZIARI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	1.094,32 1.094,32	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
03 - ORDINE PUBBLICO E SICUREZZA	01 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRAT IVA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023336	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (3.001 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	11.240,84 11.240,84	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
03 - ORDINE PUBBLICO E SICUREZZA	01 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023337	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (3.001 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.798,97	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.798,97			
03 - ORDINE PUBBLICO E SICUREZZA	01 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023339	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (3.001 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	955,47	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	955,47			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023341	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	148.606,28	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	148.606,28			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023342	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	37.002,96	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	37.002,96			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023344	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	12.631,53	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	12.631,53			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023346	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.2)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	135.817,02	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	135.817,02			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023347	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.2)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	33.818,44	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	33.818,44			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023349	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.2)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	11.544,45	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	11.544,45			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	03 - EDILIZIA SCOLASTICA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023351	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.112,79	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	4.112,79			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	03 - EDILIZIA SCOLASTICA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023352	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.024,08	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.024,08			
04 - ISTRUZIONE ALLO STUDIO	03 - EDILIZIA SCOLASTICA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023354	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.003 - EDILIZIA SCOLASTICA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	349,59	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	349,59			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023356	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	55.284,57	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	55.284,57			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023357	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	13.765,86	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	13.765,86			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023359	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.699,19	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	4.699,19			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	07 - DIRITTO ALLO STUDIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023361	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.007 - DIRITTO ALLO STUDIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.723,24	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	4.723,24			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	07 - DIRITTO ALLO STUDIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023362	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.007 - DIRITTO ALLO STUDIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.176,08	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.176,08			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	07 - DIRITTO ALLO STUDIO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023364	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.007 - DIRITTO ALLO STUDIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	401,48	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	401,48			
05 - TUTELA E VALORIZZAZIO NE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZI ONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023366	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	112.959,77	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	112.959,77			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023367	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	28.126,99	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	28.126,99			
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023369	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	9.601,58	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	9.601,58			
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	02 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023371	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	106.011,93	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	106.011,93			
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	02 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023372	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	26.396,97	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	26.396,97			
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	02 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023374	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (5.002 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	9.011,01	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	9.011,01			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
06 - POLITICHE GIOVANILI, SPORT E TEMPO LIBERO	01 - SPORT E TEMPO LIBERO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023376	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (6.001 - SPORT E TEMPO LIBERO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.670,33	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	2.670,33			
06 - POLITICHE GIOVANILI, SPORT E TEMPO LIBERO	01 - SPORT E TEMPO LIBERO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023377	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (6.001 - SPORT E TEMPO LIBERO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	664,91	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	664,91			
06 - POLITICHE GIOVANILI, SPORT E TEMPO LIBERO	01 - SPORT E TEMPO LIBERO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023379	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (6.001 - SPORT E TEMPO LIBERO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	226,98	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	226,98			
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023381	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (7.001 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	34.742,80	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	34.742,80			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023382	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (7.001 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	8.650,96	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	8.650,96			
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023384	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (7.001 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.953,14	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.953,14			
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	01 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023386	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	5.314,09	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	5.314,09			
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	01 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023387	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.323,20	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.323,20			
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	01 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023389	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (8.001 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	451,70	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	451,70			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	02 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023391	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	8.921,81	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	8.921,81			
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	02 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023392	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.221,53	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.221,53			
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	02 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023394	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (8.002 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	758,35	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	758,35			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	01 - DIFESA DEL SUOLO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023396	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (9.001 - DIFESA DEL SUOLO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	28.988,54	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	28.988,54			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	01 - DIFESA DEL SUOLO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023397	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (9.001 - DIFESA DEL SUOLO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.218,15	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	7.218,15			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	01 - DIFESA DEL SUOLO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023399	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (9.001 - DIFESA DEL SUOLO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.464,03	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.464,03			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	02 - TUTELA, VALORIZZAZI ONE E RECUPERO AMBIENTALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023401	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	17.284,97	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	17.284,97			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	02 - TUTELA, VALORIZZAZI ONE E RECUPERO AMBIENTALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023402	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.303,95	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	4.303,95			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	02 - TUTELA, VALORIZZAZI ONE E RECUPERO AMBIENTALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023404	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (9.002 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.469,22	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.469,22			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	04 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023406	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	6.977,97	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	6.977,97			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	04 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023407	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.737,52	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.737,52			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	04 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023409	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (9.004 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	593,13	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	593,13			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZION E	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023411	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	225.568,10	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	225.568,10			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTIC A E FORESTAZION E	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023412	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	56.166,46	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	56.166,46			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTIC A E FORESTAZION E	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023414	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	19.173,29	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	19.173,29			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	06 - TUTELA E VALORIZZAZI ONE DELLE RISORSE IDRICHE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023416	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (9.006 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DELLE RISORSE IDRICHE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	11.493,04	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	11.493,04			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	06 - TUTELA E VALORIZZAZI ONE DELLE RISORSE IDRICHE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023417	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (9.006 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DELLE RISORSE IDRICHE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.861,76	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.861,76			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	06 - TUTELA E VALORIZZAZI ONE DELLE RISORSE IDRICHE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023419	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (9.006 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DELLE RISORSE IDRICHE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	976,91	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	976,91			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	08 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINA MENTO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023421	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (9.008 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINAMENTO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.153,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	7.153,00			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	08 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINA MENTO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023422	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (9.008 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINAMENTO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.781,09	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.781,09			
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	08 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINA MENTO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023424	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (9.008 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINAMENTO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	608,01	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	608,01			
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023426	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (10.001 - TRASPORTO FERROVIARIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.725,58	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	4.725,58			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023427	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (10.001 - TRASPORTO FERROVIARIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.176,68	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.176,68			
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023429	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (10.001 - TRASPORTO FERROVIARIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	401,67	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	401,67			
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023431	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (10.002 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	33.695,85	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	33.695,85			
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023432	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (10.002 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	8.390,27	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	8.390,27			
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023434	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (10.002 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.864,15	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.864,15			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023436	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	114.390,53	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	114.390,53			
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023437	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	28.483,25	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	28.483,25			
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023439	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	9.723,20	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	9.723,20			
11 - SOCCORSO CIVILE	01 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023441	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	348.374,56	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	348.374,56			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
11 - SOCCORSO CIVILE	01 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023442	SPESA PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	88.138,76 88.138,76	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
11 - SOCCORSO CIVILE	01 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023444	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (11.001 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	29.611,84 29.611,84	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023446	SPESA PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	5.466,99 5.466,99	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023447	SPESA PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	1.361,28 1.361,28	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023449	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (12.001 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	464,69 464,69	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023451	SPESA PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA')	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	29.418,23 29.418,23	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023452	SPESA PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA')	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	7.325,14 7.325,14	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023454	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA')	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	2.500,55 2.500,55	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	04 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023456	SPESA PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	2.584,50 2.584,50	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	04 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023457	SPESA PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	643,54 643,54	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	04 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023459	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (12.004 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	219,68 219,68	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	05 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023461	SPESA PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	30.770,33 30.770,33	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	05 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023462	SPESA PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	7.661,81 7.661,81	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	05 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023464	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (12.005 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	2.615,48 2.615,48	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023466	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	28.262,93	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	28.262,93			
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023467	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.037,47	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	7.037,47			
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023469	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (12.007 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.402,35	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.402,35			
13 - TUTELA DELLA SALUTE	01 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023471	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	13.494,43	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	13.494,43			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
13 - TUTELA DELLA SALUTE	01 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023472	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	3.360,10	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	3.360,10			
13 - TUTELA DELLA SALUTE	01 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023474	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (13.001 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.147,03	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.147,03			
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023476	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.944,45	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentire la liquidazione al personale interessato.
						€	7.944,45			
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023477	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.978,16	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.978,16			
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023479	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (13.007 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	675,28	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	675,28			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023481	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	26.997,17 26.997,17	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023482	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	6.722,30 6.722,30	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023484	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (14.001 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	2.294,76 2.294,76	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	02 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023486	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (14.002 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C €	4.639,67 4.639,67	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	02 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023487	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (14.002 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.155,28	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.155,28			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	02 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023489	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (14.002 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	394,37	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	394,37			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	03 - RICERCA E INNOVAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023491	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (14.003 - RICERCA E INNOVAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.231,98	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	7.231,98			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	03 - RICERCA E INNOVAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023492	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (14.003 - RICERCA E INNOVAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.800,76	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.800,76			
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	03 - RICERCA E INNOVAZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023494	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (14.003 - RICERCA E INNOVAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	614,72	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	614,72			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONAL E	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023496	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	52.800,13	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	52.800,13			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONAL E	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023497	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	13.147,23	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	13.147,23			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONAL E	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023499	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.488,01	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	4.488,01			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONAL E	02 - FORMAZIONE PROFESSIONAL E	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023501	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	7.953,12	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	7.953,12			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	02 - FORMAZIONE PROFESSIONALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023502	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.980,32	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	1.980,32			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	02 - FORMAZIONE PROFESSIONALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023504	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (15.002 - FORMAZIONE PROFESSIONALE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	676,02	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	676,02			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	03 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023506	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.954,59	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	2.954,59			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	03 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023507	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	735,69	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	735,69			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	03 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023509	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (15.003 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	251,14	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	251,14			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENT ARI E PESCA	01 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENT ARE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023511	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	70.176,66	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	70.176,66			
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENT ARI E PESCA	01 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENT ARE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023512	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLA E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	17.474,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	17.474,00			
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENT ARI E PESCA	01 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENT ARE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023514	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (16.001 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLA E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	5.965,02	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	5.965,02			
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENT ARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023516	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (16.002 - CACCIA E PESCA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	3.727,24	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	3.727,24			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENT ARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023517	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (16.002 - CACCIA E PESCA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	928,08	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	928,08			
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENT ARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023519	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (16.002 - CACCIA E PESCA)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	316,82	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	316,82			
17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZI ONE DELLE FONTI ENERGETICHE	01 - FONTI ENERGETICHE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023521	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (17.001 - FONTI ENERGETICHE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	11.278,33	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare le voci stipendiali del personale regionale per l'importo relativo al salario di risultato dell'anno 2019 al fine di consentirne la liquidazione al personale interessato.
						€	11.278,33			
17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZI ONE DELLE FONTI ENERGETICHE	01 - FONTI ENERGETICHE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023522	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (17.001 - FONTI ENERGETICHE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.808,30	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti i contributi previdenziali per l'importo relativo agli oneri calcolati sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	2.808,30			
17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZI ONE DELLE FONTI ENERGETICHE	01 - FONTI ENERGETICHE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023524	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (17.001 - FONTI ENERGETICHE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	958,66	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di incrementare i capitoli di spesa inerenti l'IRAP per l'importo relativo a tale onere calcolato sul salario di risultato dell'anno 2019.
						€	958,66			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
					Totale	C	0,00	0,00	0,00	
						€	0,00			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	01 - ORGANI ISTITUZIONALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	127.178,18	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	01 - ORGANI ISTITUZIONALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	8.655,04	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	02 - SEGRETERIA GENERALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	23.350,91	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	02 - SEGRETERIA GENERALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.589,13	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	03 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZIONE E PROVVEDITORATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	121.730,83	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	03 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZIONE E PROVVEDITORATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	8.284,32	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	04 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	13.616,15	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	04 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	926,64	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	14.571,73	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	991,67	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	06 - UFFICIO TECNICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	69.804,46	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	06 - UFFICIO TECNICO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	4.750,50	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	7.179,93	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	488,63	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	08 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	46.135,97	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	08 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	3.139,76	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	09 - ASSISTENZA TECNICO-AMMINISTRATIVA AGLI ENTI LOCALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	9.367,12	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	09 - ASSISTENZA TECNICO-AMMINISTRATIVA AGLI ENTI LOCALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	637,47	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	-2.732.487,76	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	-185.863,13	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	115.365,78	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	7.851,15	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
02 - GIUSTIZIA	01 - UFFICI GIUDIZIARI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	16.080,04	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
02 - GIUSTIZIA	01 - UFFICI GIUDIZIARI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.094,32	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
03 - ORDINE PUBBLICO E SICUREZZA	01 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	14.039,81	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
03 - ORDINE PUBBLICO E SICUREZZA	01 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	955,47	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	355.244,70	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	24.175,98	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	03 - EDILIZIA SCOLASTICA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	5.136,87	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	03 - EDILIZIA SCOLASTICA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	349,59	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	69.050,43	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	4.699,19	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	07 - DIRITTO ALLO STUDIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	5.899,32	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	07 - DIRITTO ALLO STUDIO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	401,48	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	141.086,76	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	9.601,58	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	02 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	132.408,90	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	02 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	9.011,01	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
06 - POLITICHE GIOVANILI, SPORT E TEMPO LIBERO	01 - SPORT E TEMPO LIBERO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	3.335,24	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
06 - POLITICHE GIOVANILI, SPORT E TEMPO LIBERO	01 - SPORT E TEMPO LIBERO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	226,98	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	43.393,76	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.953,14	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	01 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	6.637,29	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	01 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	451,70	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	02 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	11.143,34	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	02 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	758,35	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	01 - DIFESA DEL SUOLO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	36.206,69	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	01 - DIFESA DEL SUOLO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.464,03	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	02 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	21.588,92	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	02 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.469,22	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	04 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	8.715,49	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	04 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	593,13	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	281.734,56	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	19.173,29	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	06 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DELLE RISORSE IDRICHE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	14.354,80	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	06 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DELLE RISORSE IDRICHE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	976,91	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	08 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINAMENTO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	8.934,09	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	08 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINAMENTO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	608,01	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	5.902,26	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	401,67	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	42.086,12	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.864,15	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	142.873,78	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	9.723,20	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
11 - SOCCORSO CIVILE	01 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	436.513,32	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
11 - SOCCORSO CIVILE	01 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	29.611,84	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	6.828,27	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	464,69	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	36.743,37	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.500,55	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	04 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	3.228,04	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	04 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	219,68	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	05 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	38.432,14	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	05 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.615,48	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	35.300,40	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIO SANITARI E SOCIALI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.402,35	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
13 - TUTELA DELLA SALUTE	01 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	16.854,53	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
13 - TUTELA DELLA SALUTE	01 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.147,03	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	9.922,61	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	675,28	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	33.719,47	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.294,76	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	02 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	5.794,95	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	02 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	394,37	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	03 - RICERCA E INNOVAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	9.032,74	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	03 - RICERCA E INNOVAZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	614,72	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	65.947,36	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	4.488,01	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	02 - FORMAZIONE PROFESSIONALE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	9.933,44	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	02 - FORMAZIONE PROFESSIONALE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	676,02	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	03 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	3.690,28	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	03 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	251,14	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	01 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	87.650,66	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	01 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	5.965,02	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	4.655,32	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	316,82	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE	01 - FONTI ENERGETICHE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	14.086,63	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE	01 - FONTI ENERGETICHE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	958,66	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	01 - ORGANI ISTITUZIONALI	1 - SPESE CORRENTI	C	135.833,22	0,00	0,00
			€	135.833,22		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	02 - SEGRETERIA GENERALE	1 - SPESE CORRENTI	C	24.940,04	0,00	0,00
			€	24.940,04		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	03 - GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZIONE E PROVVEDITORATO	1 - SPESE CORRENTI	C	130.015,15	0,00	0,00
			€	130.015,15		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	04 - GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI	1 - SPESE CORRENTI	C	14.542,79	0,00	0,00
			€	14.542,79		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	1 - SPESE CORRENTI	C	15.563,40	0,00	0,00
			€	15.563,40		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	06 - UFFICIO TECNICO	1 - SPESE CORRENTI	C	74.554,96	0,00	0,00
			€	74.554,96		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	1 - SPESE CORRENTI	C	7.668,56	0,00	0,00
			€	7.668,56		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	08 - STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	1 - SPESE CORRENTI	C	49.275,73	0,00	0,00
			€	49.275,73		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	09 - ASSISTENZA TECNICO-AMMINISTRATIVA AGLI ENTI LOCALI	1 - SPESE CORRENTI	C	10.004,59	0,00	0,00
			€	10.004,59		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	1 - SPESE CORRENTI	C	-2.918.350,89	0,00	0,00
			€	-2.918.350,89		

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	1 - SPESE CORRENTI	C	123.216,93	0,00	0,00
			€	123.216,93		
02 - GIUSTIZIA	01 - UFFICI GIUDIZIARI	1 - SPESE CORRENTI	C	17.174,36	0,00	0,00
			€	17.174,36		
03 - ORDINE PUBBLICO E SICUREZZA	01 - POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA	1 - SPESE CORRENTI	C	14.995,28	0,00	0,00
			€	14.995,28		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	379.420,68	0,00	0,00
			€	379.420,68		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	03 - EDILIZIA SCOLASTICA	1 - SPESE CORRENTI	C	5.486,46	0,00	0,00
			€	5.486,46		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	73.749,62	0,00	0,00
			€	73.749,62		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	07 - DIRITTO ALLO STUDIO	1 - SPESE CORRENTI	C	6.300,80	0,00	0,00
			€	6.300,80		
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	1 - SPESE CORRENTI	C	150.688,34	0,00	0,00
			€	150.688,34		
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	02 - ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	1 - SPESE CORRENTI	C	141.419,91	0,00	0,00
			€	141.419,91		
06 - POLITICHE GIOVANILI, SPORT E TEMPO LIBERO	01 - SPORT E TEMPO LIBERO	1 - SPESE CORRENTI	C	3.562,22	0,00	0,00
			€	3.562,22		

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	1 - SPESE CORRENTI	C	46.346,90	0,00	0,00
			€	46.346,90		
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	01 - URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	1 - SPESE CORRENTI	C	7.088,99	0,00	0,00
			€	7.088,99		
08 - ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	02 - EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	1 - SPESE CORRENTI	C	11.901,69	0,00	0,00
			€	11.901,69		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	01 - DIFESA DEL SUOLO	1 - SPESE CORRENTI	C	38.670,72	0,00	0,00
			€	38.670,72		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	02 - TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE	1 - SPESE CORRENTI	C	23.058,14	0,00	0,00
			€	23.058,14		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	04 - SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	1 - SPESE CORRENTI	C	9.308,62	0,00	0,00
			€	9.308,62		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	300.907,85	0,00	0,00
			€	300.907,85		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	06 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DELLE RISORSE IDRICHE	1 - SPESE CORRENTI	C	15.331,71	0,00	0,00
			€	15.331,71		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	08 - QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINAMENTO	1 - SPESE CORRENTI	C	9.542,10	0,00	0,00
			€	9.542,10		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	1 - SPESE CORRENTI	C	6.303,93	0,00	0,00
			€	6.303,93		

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	1 - SPESE CORRENTI	C	44.950,27	0,00	0,00
			€	44.950,27		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	1 - SPESE CORRENTI	C	152.596,98	0,00	0,00
			€	152.596,98		
11 - SOCCORSO CIVILE	01 - SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	1 - SPESE CORRENTI	C	466.125,16	0,00	0,00
			€	466.125,16		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	1 - SPESE CORRENTI	C	7.292,96	0,00	0,00
			€	7.292,96		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	1 - SPESE CORRENTI	C	39.243,92	0,00	0,00
			€	39.243,92		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	04 - INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	1 - SPESE CORRENTI	C	3.447,72	0,00	0,00
			€	3.447,72		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	05 - INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	1 - SPESE CORRENTI	C	41.047,62	0,00	0,00
			€	41.047,62		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	07 - PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI	1 - SPESE CORRENTI	C	37.702,75	0,00	0,00
			€	37.702,75		
13 - TUTELA DELLA SALUTE	01 - SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	1 - SPESE CORRENTI	C	18.001,56	0,00	0,00
			€	18.001,56		
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	10.597,89	0,00	0,00
			€	10.597,89		

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	01 - INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	1 - SPESE CORRENTI	C	36.014,23	0,00	0,00
			€	36.014,23		
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	02 - COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI	1 - SPESE CORRENTI	C	6.189,32	0,00	0,00
			€	6.189,32		
14 - SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	03 - RICERCA E INNOVAZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	9.647,46	0,00	0,00
			€	9.647,46		
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	1 - SPESE CORRENTI	C	70.435,37	0,00	0,00
			€	70.435,37		
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	02 - FORMAZIONE PROFESSIONALE	1 - SPESE CORRENTI	C	10.609,46	0,00	0,00
			€	10.609,46		
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	03 - SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	3.941,42	0,00	0,00
			€	3.941,42		
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	01 - SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE	1 - SPESE CORRENTI	C	93.615,68	0,00	0,00
			€	93.615,68		
16 - AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	02 - CACCIA E PESCA	1 - SPESE CORRENTI	C	4.972,14	0,00	0,00
			€	4.972,14		
17 - ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE	01 - FONTI ENERGETICHE	1 - SPESE CORRENTI	C	15.045,29	0,00	0,00
			€	15.045,29		
			C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		

C = Competenza

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO					
SPESA					
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE		
			2020	2021	2022

€ = Cassa

3029

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 01	SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE					
0101 PROGRAMMA	ORGANI ISTITUZIONALI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		135.833,22		
		previsione di cassa		135.833,22		
TOTALE PROGRAMMA	ORGANI ISTITUZIONALI	residui presunti				
		previsione di competenza		135.833,22		
		previsione di cassa		135.833,22		
0102 PROGRAMMA	SEGRETERIA GENERALE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		24.940,04		
		previsione di cassa		24.940,04		
TOTALE PROGRAMMA	SEGRETERIA GENERALE	residui presunti				
		previsione di competenza		24.940,04		
		previsione di cassa		24.940,04		
0103 PROGRAMMA	GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZIONE E PROVVEDITORATO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		130.015,15		
		previsione di cassa		130.015,15		
TOTALE PROGRAMMA	GESTIONE ECONOMICA, FINANZIARIA, PROGRAMMAZIONE E PROVVEDITORATO	residui presunti				
		previsione di competenza		130.015,15		
		previsione di cassa		130.015,15		
0104 PROGRAMMA	GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		14.542,79		
		previsione di cassa		14.542,79		
TOTALE PROGRAMMA	GESTIONE DELLE ENTRATE TRIBUTARIE E SERVIZI FISCALI	residui presunti				
		previsione di competenza		14.542,79		
		previsione di cassa		14.542,79		

3030

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
0105 PROGRAMMA TITOLO 1	GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		15.563,40 15.563,40		
TOTALE PROGRAMMA	GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		15.563,40 15.563,40		
0106 PROGRAMMA TITOLO 1	UFFICIO TECNICO SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		74.554,96 74.554,96		
TOTALE PROGRAMMA	UFFICIO TECNICO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		74.554,96 74.554,96		
0107 PROGRAMMA TITOLO 1	ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		7.668,56 7.668,56		
TOTALE PROGRAMMA	ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		7.668,56 7.668,56		
0108 PROGRAMMA TITOLO 1	STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		49.275,73 49.275,73		
TOTALE PROGRAMMA	STATISTICA E SISTEMI INFORMATIVI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		49.275,73 49.275,73		

3031

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
0109 PROGRAMMA TITOLO 1	ASSISTENZA TECNICO-AMMINISTRATIVA AGLI ENTI LOCALI SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		10.004,59 10.004,59		
TOTALE PROGRAMMA	ASSISTENZA TECNICO-AMMINISTRATIVA AGLI ENTI LOCALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		10.004,59 10.004,59		
0110 PROGRAMMA TITOLO 1	RISORSE UMANE SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa			-2.918.350,89 -2.918.350,89	
TOTALE PROGRAMMA	RISORSE UMANE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		0,00 0,00	-2.918.350,89 -2.918.350,89	
0111 PROGRAMMA TITOLO 1	ALTRI SERVIZI GENERALI SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		123.216,93 123.216,93		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI SERVIZI GENERALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		123.216,93 123.216,93		
TOTALE MISSIONE	SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		585.615,37 585.615,37	-2.918.350,89 -2.918.350,89	

3032

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 02	GIUSTIZIA					
0201 PROGRAMMA	UFFICI GIUDIZIARI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		17.174,36		
		previsione di cassa		17.174,36		
TOTALE PROGRAMMA	UFFICI GIUDIZIARI	residui presunti				
		previsione di competenza		17.174,36		
		previsione di cassa		17.174,36		
TOTALE MISSIONE	GIUSTIZIA	residui presunti				
		previsione di competenza		17.174,36		
		previsione di cassa		17.174,36		
MISSIONE 03	ORDINE PUBBLICO E SICUREZZA					
0301 PROGRAMMA	POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		14.995,28		
		previsione di cassa		14.995,28		
TOTALE PROGRAMMA	POLIZIA LOCALE E AMMINISTRATIVA	residui presunti				
		previsione di competenza		14.995,28		
		previsione di cassa		14.995,28		
TOTALE MISSIONE	ORDINE PUBBLICO E SICUREZZA	residui presunti				
		previsione di competenza		14.995,28		
		previsione di cassa		14.995,28		

3033

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 04	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO					
0402 PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		379.420,68		
		previsione di cassa		379.420,68		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	residui presunti				
		previsione di competenza		379.420,68		
		previsione di cassa		379.420,68		
0403 PROGRAMMA	EDILIZIA SCOLASTICA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		5.486,46		
		previsione di cassa		5.486,46		
TOTALE PROGRAMMA	EDILIZIA SCOLASTICA	residui presunti				
		previsione di competenza		5.486,46		
		previsione di cassa		5.486,46		
0406 PROGRAMMA	SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		73.749,62		
		previsione di cassa		73.749,62		
TOTALE PROGRAMMA	SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		73.749,62		
		previsione di cassa		73.749,62		

3034

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
0407 PROGRAMMA TITOLO 1	DIRITTO ALLO STUDIO SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		6.300,80 6.300,80		
TOTALE PROGRAMMA	DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		6.300,80 6.300,80		
TOTALE MISSIONE	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		464.957,56 464.957,56		
MISSIONE 05	TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI					
0501 PROGRAMMA TITOLO 1	VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		150.688,34 150.688,34		
TOTALE PROGRAMMA	VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		150.688,34 150.688,34		
0502 PROGRAMMA TITOLO 1	ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		141.419,91 141.419,91		
TOTALE PROGRAMMA	ATTIVITA' CULTURALI E INTERVENTI DIVERSI NEL SETTORE CULTURALE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		141.419,91 141.419,91		
TOTALE MISSIONE	TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		292.108,25 292.108,25		

3035

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 06	POLITICHE GIOVANILI, SPORT E TEMPO LIBERO					
0601 PROGRAMMA	SPORT E TEMPO LIBERO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		3.562,22		
		previsione di cassa		3.562,22		
TOTALE PROGRAMMA	SPORT E TEMPO LIBERO	residui presunti				
		previsione di competenza		3.562,22		
		previsione di cassa		3.562,22		
TOTALE MISSIONE	POLITICHE GIOVANILI, SPORT E TEMPO LIBERO	residui presunti				
		previsione di competenza		3.562,22		
		previsione di cassa		3.562,22		
MISSIONE 07	TURISMO					
0701 PROGRAMMA	SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		46.346,90		
		previsione di cassa		46.346,90		
TOTALE PROGRAMMA	SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	residui presunti				
		previsione di competenza		46.346,90		
		previsione di cassa		46.346,90		
TOTALE MISSIONE	TURISMO	residui presunti				
		previsione di competenza		46.346,90		
		previsione di cassa		46.346,90		

3036

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 08	ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA					
0801 PROGRAMMA	URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		7.088,99		
		previsione di cassa		7.088,99		
TOTALE PROGRAMMA	URBANISTICA E ASSETTO DEL TERRITORIO	residui presunti				
		previsione di competenza		7.088,99		
		previsione di cassa		7.088,99		
0802 PROGRAMMA	EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		11.901,69		
		previsione di cassa		11.901,69		
TOTALE PROGRAMMA	EDILIZIA RESIDENZIALE PUBBLICA E LOCALE E PIANI DI EDILIZIA ECONOMICO-POPOLARE	residui presunti				
		previsione di competenza		11.901,69		
		previsione di cassa		11.901,69		
TOTALE MISSIONE	ASSETTO DEL TERRITORIO ED EDILIZIA ABITATIVA	residui presunti				
		previsione di competenza		18.990,68		
		previsione di cassa		18.990,68		
MISSIONE 09	SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE					
0901 PROGRAMMA	DIFESA DEL SUOLO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		38.670,72		
		previsione di cassa		38.670,72		
TOTALE PROGRAMMA	DIFESA DEL SUOLO	residui presunti				
		previsione di competenza		38.670,72		
		previsione di cassa		38.670,72		

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
0902 PROGRAMMA TITOLO 1	TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		23.058,14 23.058,14		
TOTALE PROGRAMMA	TUTELA, VALORIZZAZIONE E RECUPERO AMBIENTALE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		23.058,14 23.058,14		
0904 PROGRAMMA TITOLO 1	SERVIZIO IDRICO INTEGRATO SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		9.308,62 9.308,62		
TOTALE PROGRAMMA	SERVIZIO IDRICO INTEGRATO	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		9.308,62 9.308,62		
0905 PROGRAMMA TITOLO 1	AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		300.907,85 300.907,85		
TOTALE PROGRAMMA	AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		300.907,85 300.907,85		
0906 PROGRAMMA TITOLO 1	TUTELA E VALORIZZAZIONE DELLE RISORSE IDRICHE SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		15.331,71 15.331,71		
TOTALE PROGRAMMA	TUTELA E VALORIZZAZIONE DELLE RISORSE IDRICHE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		15.331,71 15.331,71		

3038

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
0908 PROGRAMMA	QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINAMENTO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		9.542,10		
		previsione di cassa		9.542,10		
TOTALE PROGRAMMA	QUALITA' DELL'ARIA E RIDUZIONE DELL'INQUINAMENTO	residui presunti				
		previsione di competenza		9.542,10		
		previsione di cassa		9.542,10		
TOTALE MISSIONE	SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	residui presunti				
		previsione di competenza		396.819,14		
		previsione di cassa		396.819,14		
MISSIONE 10	TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'					
1001 PROGRAMMA	TRASPORTO FERROVIARIO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		6.303,93		
		previsione di cassa		6.303,93		
TOTALE PROGRAMMA	TRASPORTO FERROVIARIO	residui presunti				
		previsione di competenza		6.303,93		
		previsione di cassa		6.303,93		
1002 PROGRAMMA	TRASPORTO PUBBLICO LOCALE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		44.950,27		
		previsione di cassa		44.950,27		
TOTALE PROGRAMMA	TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	residui presunti				
		previsione di competenza		44.950,27		
		previsione di cassa		44.950,27		

3039

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
1005 PROGRAMMA	VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		152.596,98		
		previsione di cassa		152.596,98		
TOTALE PROGRAMMA	VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	residui presunti				
		previsione di competenza		152.596,98		
		previsione di cassa		152.596,98		
TOTALE MISSIONE	TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	residui presunti				
		previsione di competenza		203.851,18		
		previsione di cassa		203.851,18		
MISSIONE 11	SOCCORSO CIVILE					
1101 PROGRAMMA	SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		466.125,16		
		previsione di cassa		466.125,16		
TOTALE PROGRAMMA	SISTEMA DI PROTEZIONE CIVILE	residui presunti				
		previsione di competenza		466.125,16		
		previsione di cassa		466.125,16		
TOTALE MISSIONE	SOCCORSO CIVILE	residui presunti				
		previsione di competenza		466.125,16		
		previsione di cassa		466.125,16		

3040

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 12	DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA					
1201 PROGRAMMA	INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		7.292,96		
		previsione di cassa		7.292,96		
TOTALE PROGRAMMA	INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	residui presunti				
		previsione di competenza		7.292,96		
		previsione di cassa		7.292,96		
1202 PROGRAMMA	INTERVENTI PER LA DISABILITA'					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		39.243,92		
		previsione di cassa		39.243,92		
TOTALE PROGRAMMA	INTERVENTI PER LA DISABILITA'	residui presunti				
		previsione di competenza		39.243,92		
		previsione di cassa		39.243,92		
1204 PROGRAMMA	INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		3.447,72		
		previsione di cassa		3.447,72		
TOTALE PROGRAMMA	INTERVENTI PER I SOGGETTI A RISCHIO DI ESCLUSIONE SOCIALE	residui presunti				
		previsione di competenza		3.447,72		
		previsione di cassa		3.447,72		
1205 PROGRAMMA	INTERVENTI PER LE FAMIGLIE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		41.047,62		
		previsione di cassa		41.047,62		
TOTALE PROGRAMMA	INTERVENTI PER LE FAMIGLIE	residui presunti				
		previsione di competenza		41.047,62		
		previsione di cassa		41.047,62		

3041

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
1207 PROGRAMMA TITOLO 1	PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		37.702,75 37.702,75		
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMAZIONE E GOVERNO DELLA RETE DEI SERVIZI SOCIOSANITARI E SOCIALI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		37.702,75 37.702,75		
TOTALE MISSIONE	DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		128.734,97 128.734,97		
MISSIONE 13	TUTELA DELLA SALUTE					
1301 PROGRAMMA TITOLO 1	SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		18.001,56 18.001,56		
TOTALE PROGRAMMA	SERVIZIO SANITARIO REGIONALE - FINANZIAMENTO ORDINARIO CORRENTE PER LA GARANZIA DEI LEA	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		18.001,56 18.001,56		
1307 PROGRAMMA TITOLO 1	ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA SPESE CORRENTI	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		10.597,89 10.597,89		
TOTALE PROGRAMMA	ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		10.597,89 10.597,89		
TOTALE MISSIONE	TUTELA DELLA SALUTE	residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		28.599,45 28.599,45		

3042

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 14	SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'					
1401 PROGRAMMA	INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		36.014,23		
		previsione di cassa		36.014,23		
TOTALE PROGRAMMA	INDUSTRIA E PMI E ARTIGIANATO	residui presunti				
		previsione di competenza		36.014,23		
		previsione di cassa		36.014,23		
1402 PROGRAMMA	COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		6.189,32		
		previsione di cassa		6.189,32		
TOTALE PROGRAMMA	COMMERCIO - RETI DISTRIBUTIVE - TUTELA DEI CONSUMATORI	residui presunti				
		previsione di competenza		6.189,32		
		previsione di cassa		6.189,32		
1403 PROGRAMMA	RICERCA E INNOVAZIONE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		9.647,46		
		previsione di cassa		9.647,46		
TOTALE PROGRAMMA	RICERCA E INNOVAZIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		9.647,46		
		previsione di cassa		9.647,46		
TOTALE MISSIONE	SVILUPPO ECONOMICO E COMPETITIVITA'	residui presunti				
		previsione di competenza		51.851,01		
		previsione di cassa		51.851,01		

3043

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 15	POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE					
1501 PROGRAMMA	SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		70.435,37		
		previsione di cassa		70.435,37		
TOTALE PROGRAMMA	SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	residui presunti				
		previsione di competenza		70.435,37		
		previsione di cassa		70.435,37		
1502 PROGRAMMA	FORMAZIONE PROFESSIONALE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		10.609,46		
		previsione di cassa		10.609,46		
TOTALE PROGRAMMA	FORMAZIONE PROFESSIONALE	residui presunti				
		previsione di competenza		10.609,46		
		previsione di cassa		10.609,46		
1503 PROGRAMMA	SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		3.941,42		
		previsione di cassa		3.941,42		
TOTALE PROGRAMMA	SOSTEGNO ALL'OCCUPAZIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		3.941,42		
		previsione di cassa		3.941,42		
TOTALE MISSIONE	POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	residui presunti				
		previsione di competenza		84.986,25		
		previsione di cassa		84.986,25		

3044

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 16	AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA					
1601 PROGRAMMA	SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		93.615,68		
		previsione di cassa		93.615,68		
TOTALE PROGRAMMA	SVILUPPO DEL SETTORE AGRICOLO E DEL SISTEMA AGROALIMENTARE	residui presunti				
		previsione di competenza		93.615,68		
		previsione di cassa		93.615,68		
1602 PROGRAMMA	CACCIA E PESCA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		4.972,14		
		previsione di cassa		4.972,14		
TOTALE PROGRAMMA	CACCIA E PESCA	residui presunti				
		previsione di competenza		4.972,14		
		previsione di cassa		4.972,14		
TOTALE MISSIONE	AGRICOLTURA, POLITICHE AGROALIMENTARI E PESCA	residui presunti				
		previsione di competenza		98.587,82		
		previsione di cassa		98.587,82		

3045

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 17	ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE					
1701 PROGRAMMA	FONTI ENERGETICHE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		15.045,29		
		previsione di cassa		15.045,29		
TOTALE PROGRAMMA	FONTI ENERGETICHE	residui presunti				
		previsione di competenza		15.045,29		
		previsione di cassa		15.045,29		
TOTALE MISSIONE	ENERGIA E DIVERSIFICAZIONE DELLE FONTI ENERGETICHE	residui presunti				
		previsione di competenza		15.045,29		
		previsione di cassa		15.045,29		
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		2.918.350,89	-2.918.350,89	
		previsione di cassa		2.918.350,89	-2.918.350,89	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0023782	FONDO PER LE NUOVE ASSUNZIONI A TEMPO DETERMINATO DI PERSONALE REGIONALE	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-37.750,00	-630,00	0,00	La variazione è necessaria per trasferire dal Fondo per le nuove assunzioni a tempo determinato di personale regionale agli appositi capitoli di spesa sulle missioni e programmi interessati le risorse necessarie al pagamento di retribuzioni e relativi oneri per personale assunto a tempo determinato
						€	-37.750,00			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023342	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.000,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato nell'anno 2020 presso l'Amministrazione regionale
						€	4.000,00			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023359	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.150,00	50,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato negli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	1.150,00			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023356	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	13.500,00	450,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato negli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	13.500,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023357	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (4.006 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	3.900,00	130,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi sulle spese per personale assunto a tempo determinato negli anni 2020 e 2021 presso l'Amministrazione regionale
						€	3.900,00			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023341	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	14.000,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle retribuzioni a personale assunto a tempo determinato per l'anno 2020 presso l'Amministrazione regionale
						€	14.000,00			
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARI A	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023344	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (4.002 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA - 09.1)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.200,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP sulle spese per personale assunto a tempo determinato nell'anno 2020 presso l'Amministrazione regionale
						€	1.200,00			
Totale						C	0,00	0,00	0,00	
						€	0,00			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	18.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.200,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	17.400,00	580,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	1.150,00	50,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-37.750,00	-630,00	0,00
			SC	-37.750,00	-630,00	0,00
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	-37.750,00	-630,00	0,00

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	02 - ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	19.200,00	0,00	0,00
			€	19.200,00		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	06 - SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	18.550,00	630,00	0,00
			€	18.550,00		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	1 - SPESE CORRENTI	C	-37.750,00	-630,00	0,00
			€	-37.750,00		
			C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 04	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO					
0402 PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		19.200,00		
		previsione di cassa		19.200,00		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI ORDINI DI ISTRUZIONE NON UNIVERSITARIA	residui presunti				
		previsione di competenza		19.200,00		
		previsione di cassa		19.200,00		
0406 PROGRAMMA	SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		18.550,00		
		previsione di cassa		18.550,00		
TOTALE PROGRAMMA	SERVIZI AUSILIARI ALL'ISTRUZIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		18.550,00		
		previsione di cassa		18.550,00		
TOTALE MISSIONE	ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	residui presunti				
		previsione di competenza		37.750,00		
		previsione di cassa		37.750,00		

3051

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 20	FONDI E ACCANTONAMENTI					
2003 PROGRAMMA	ALTRI FONDI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-37.750,00	
		previsione di cassa			-37.750,00	
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI FONDI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-37.750,00	
		previsione di cassa		0,00	-37.750,00	
TOTALE MISSIONE	FONDI E ACCANTONAMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-37.750,00	
		previsione di cassa		0,00	-37.750,00	
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		37.750,00	-37.750,00	
		previsione di cassa		37.750,00	-37.750,00	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

3052

Deliberazione 5 giugno 2020, n. 449.

Variazioni al bilancio di previsione della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per prelievo dal Fondo contenzioso.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 come risulta dai prospetti allegati;
- 2) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 449 du 5 juin 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait du prélèvement de crédits du Fonds du contentieux.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux annexés à la présente délibération.
- 2) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0022840	FONDO CONTENZIOSO	02 00 00 - AVVOCATURA REGIONALE	C	-1.677,12			Il prelievo dal capitolo U0022840 (fondo contenzioso) è necessario per dare attuazione alla deliberazione della Giunta regionale n. 610 del 22/05/2020 relativa a definizione transattiva stragiudiziale nel giudizio promosso dinanzi al Tribunale di Aosta promosso da un soggetto privato per la definizione di canoni di locazione
						€	-1.677,12			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0024400	SPESE DERIVANTI DA ACCORDI TRANSATTIVI IN MATERIA DI CONTENZIOSO CIVILE	02 00 00 - AVVOCATURA REGIONALE	C	1.677,12			L'integrazione si rende necessaria per provvedere al pagamento di quanto deliberato nella transazione sottoscritta tra la Regione ed il beneficiario a definizione della causa RG 346/2020 dinanzi al Tribunale di Aosta, transazione approvata con deliberazione della Giunta regionale n. 610 del 22/05/2020
						€	1.677,12			
Totale						C	0,00			
						€	0,00			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	1.677,12	0,00	0,00
			SC	1.677,12		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-1.677,12	0,00	0,00
			SC	0,00		
			C	0,00	0,00	0,00
			SC	1.677,12		

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	1 - SPESE CORRENTI	C	1.677,12		
			€	1.677,12		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	1 - SPESE CORRENTI	C	-1.677,12		
			€	-1.677,12		
			C	0,00		
			€	0,00		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 01	SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE					
0111 PROGRAMMA	ALTRI SERVIZI GENERALI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		1.677,12		
		previsione di cassa		1.677,12		
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI SERVIZI GENERALI	residui presunti				
		previsione di competenza		1.677,12		
		previsione di cassa		1.677,12		
TOTALE MISSIONE	SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		1.677,12		
		previsione di cassa		1.677,12		
MISSIONE 20	FONDI E ACCANTONAMENTI					
2003 PROGRAMMA	ALTRI FONDI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-1.677,12	
		previsione di cassa			-1.677,12	
TOTALE PROGRAMMA	ALTRI FONDI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-1.677,12	
		previsione di cassa		0,00	-1.677,12	
TOTALE MISSIONE	FONDI E ACCANTONAMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00	-1.677,12	
		previsione di cassa		0,00	-1.677,12	
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		1.677,12	-1.677,12	
		previsione di cassa		1.677,12	-1.677,12	

(*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere
SPESE**

**Allegato n. 8/1
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	

3058

Deliberazione 5 giugno 2020, n. 450.

Variazioni al bilancio di previsione finanziario della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per utilizzo delle quote accantonate del risultato di amministrazione 2019 per il Fondo contenzioso.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 come risulta dai prospetti allegati A, B, C, D, E, F, G.
- 2) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

Délibération n° 450 du 5 juin 2020,

rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait de l'utilisation des parts de l'excédent budgétaire 2019 mises en provision pour le Fonds du contentieux.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux annexes A, B, C, D, E, F et G de la présente délibération.
- 2) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

ALLEGATO A

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE
ENTRATE

TITOLO TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
	UTILIZZO AVANZO DI AMMINISTRAZIONE	+0,00	+11.986,69	+0,00	+0,00
TOTALE VARIAZIONI TITOLI					
TOTALE GENERALE VARIAZIONI DELLE ENTRATE		+0,00	+11.986,69	+0,00	+0,00

ALLEGATO B

**VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE
SPESE**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
<i>MISSIONE 01</i>		<i>MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE</i>			
0111 PROGRAMMA 11	PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+11.636,69	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 11	PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI	+0,00	+11.636,69	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 01	MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	+0,00	+11.636,69	+0,00	+0,00
<i>MISSIONE 09</i>		<i>MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE</i>			
0905 PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE				
TITOLO 1	Spese correnti	+0,00	+350,00	+0,00	+0,00
TOTALE PROGRAMMA 05	PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	+0,00	+350,00	+0,00	+0,00
TOTALE MISSIONE 09	MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	+0,00	+350,00	+0,00	+0,00
TOTALE VARIAZIONI MISSIONI		+0,00	+11.986,69	+0,00	+0,00
TOTALE GENERALE VARIAZIONI DELLE SPESE		+0,00	+11.986,69	+0,00	+0,00

**VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO DI PREVISIONE 2020-2022
SPESE PER MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI**

MISSIONI, PROGRAMMI, TITOLI E MACROAGGREGATI DI SPESA		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021		VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022	
		TOTALE	<i>di cui spese non ricorrenti</i>	TOTALE	<i>di cui spese non ricorrenti</i>	TOTALE	<i>di cui spese non ricorrenti</i>
	MISSIONE 01 - MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE GENERALI						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
110	Altre spese correnti	+11.636,69	+11.636,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+11.636,69	+11.636,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
11	TOTALE PROGRAMMA 11	+11.636,69	+11.636,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
01	TOTALE MISSIONE 01	+11.636,69	+11.636,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 09 - MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE						
	TITOLO 1 - Spese correnti						
110	Altre spese correnti	+350,00	+350,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
100	TOTALE TITOLO 1	+350,00	+350,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
05	TOTALE PROGRAMMA 05	+350,00	+350,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
09	TOTALE MISSIONE 09	+350,00	+350,00	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00
	TOTALE VARIAZIONI MISSIONI	+11.986,69	+11.986,69	+0,00	+0,00	+0,00	+0,00

ALLEGATO D

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE 2020 - 2022
ENTRATA

TITOLO TIPOLOGIA CATEGORIA CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
	UTILIZZO AVANZO DI AMMINISTRAZIONE		+11.986,69	+0,00	+0,00
TOTALE GENERALE VARIAZIONI			+11.986,69	+0,00	+0,00

ALLEGATO E

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE 2020 - 2022
SPESA

MISSIONE PROGRAMMA TITOLO MACROAGGREGATO CAPITOLO	DESCRIZIONE	VARIAZIONI DI CASSA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2020	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2021	VARIAZIONI DI COMPETENZA ANNO 2022
	DISAVANZO DI AMMINISTRAZIONE		+0,00	+0,00	+0,00
	MISSIONE 01 - MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE				
	PROGRAMMA 0111 - PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI				
	TITOLO 1 - Spese correnti				
	MACROAGGREGATO 110 - Altre spese correnti				
U0024842	SPESE DERIVANTI DA SENTENZE GIUDIZIARIE ESECUTIVE IN MATERIA DI CONTENZIOSO CIVILE (FINANZIATO CON AVANZO DI AMMINISTRAZIONE DELL'ESERCIZIO 2019) - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.1.10.05.04.000</i> - <i>R.D. - 28/10/1940 - N. 1443 - (91)</i> - <i>00020000</i>	+0,00	+11.636,69	+0,00	+0,00
	TOTALE MACROAGGREGATO 110 - Altre spese correnti	+0,00	+11.636,69	+0,00	+0,00
	TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti	+0,00	+11.636,69	+0,00	+0,00
	TOTALE PROGRAMMA 0111 - PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI	+0,00	+11.636,69	+0,00	+0,00
	TOTALE MISSIONE 01 - MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	+0,00	+11.636,69	+0,00	+0,00
	MISSIONE 09 - MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE				
	PROGRAMMA 0905 - PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE				
	TITOLO 1 - Spese correnti				
	MACROAGGREGATO 110 - Altre spese correnti				
U0024957	SPESE DERIVANTI DA SENTENZE GIUDIZIARIE ESECUTIVE IN MATERIA DI CONTENZIOSO CIVILE (FINANZIATO CON AVANZO DI AMMINISTRAZIONE DELL'ESERCIZIO 2019) - <i>Risorse Autonome</i> <i>U.1.10.05.04.000</i> - <i>R.D. - 28/10/1940 - N. 1443 - (91)</i> - <i>02240400</i>	+0,00	+350,00	+0,00	+0,00
	TOTALE MACROAGGREGATO 110 - Altre spese correnti	+0,00	+350,00	+0,00	+0,00
	TOTALE TITOLO 1 - Spese correnti	+0,00	+350,00	+0,00	+0,00
	TOTALE PROGRAMMA 0905 - PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	+0,00	+350,00	+0,00	+0,00
	TOTALE MISSIONE 09 - MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	+0,00	+350,00	+0,00	+0,00
	TOTALE GENERALE VARIAZIONI	+0,00	+11.986,69	+0,00	+0,00

VARIAZIONE DEL BILANCIO RIPORTANTE I DATI D'INTERESSE DEL TESORIERE

ENTRATE

TITOLO, TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
	FONDO PLURIENNALE VINCOLATO PER SPESE CORRENTI (1) FONDO PLURIENNALE VINCOLATO PER SPESE IN CONTO CAPITALE (1) UTILIZZO AVANZO DI AMMINISTRAZIONE FONDO DI CASSA ALL'1/1/2020			+11.986,69		
TOTALE VARIAZIONI IN ENTRATA		residui presunti previsione di competenza previsione di cassa				
TOTALE GENERALE DELLE ENTRATE		residui presunti previsione di competenza previsione di cassa		+11.986,69		

VARIAZIONE DEL BILANCIO RIPORTANTE I DATI D'INTERESSE DEL TESORIERE

SPESE

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - 0 n. 0 del 0 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUIZIONE	
	DISAVANZO DI AMMINISTRAZIONE (1)					
0111 PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+11.636,69		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 1.011 - ALTRI SERVIZI GENERALI	residui presunti				
		previsione di competenza		+11.636,69		
		previsione di cassa				
TOTALE MISSIONE 01	MISSIONE 1 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		+11.636,69		
		previsione di cassa				
0905 PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE					
TITOLO 1	Spese correnti	residui presunti				
		previsione di competenza		+350,00		
		previsione di cassa				
TOTALE PROGRAMMA	PROGRAMMA 9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	residui presunti				
		previsione di competenza		+350,00		
		previsione di cassa				
TOTALE MISSIONE 09	MISSIONE 9 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	residui presunti				
		previsione di competenza		+350,00		
		previsione di cassa				
TOTALE VARIAZIONI IN USCITA		residui presunti				
		previsione di competenza		+11.986,69		
		previsione di cassa				
TOTALE GENERALE DELLE USCITE		residui presunti				
		previsione di competenza		+11.986,69		
		previsione di cassa				

Deliberazione 5 giugno 2020, n. 464.

Approvazione delle disposizioni per l'attuazione della misura "Indennizzo ai lavoratori dipendenti che beneficiano di ammortizzatori sociali" di cui all'articolo 8 della legge regionale 5/2020, come modificata dalla l.r. 6/2020. Prenotazione di spesa.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1. di approvare, ai sensi dell'articolo 8 della l.r. 5/2020, come modificata dalla l.r. 6/2020, le disposizioni per l'attuazione della misura "Indennizzo ai lavoratori dipendenti che beneficiano di ammortizzatori sociali" di cui all'allegato alla presente deliberazione, che costituisce parte integrante della presente deliberazione;
2. di dare atto che, ferma restando la disciplina in materia di controlli sulla veridicità delle dichiarazioni rese e di sanzioni in caso di dichiarazioni omesse o mendaci, al fine di garantire la massima celerità e semplificazione dei relativi procedimenti amministrativi, gli aiuti di cui alla presente deliberazione sono concessi sulla base dei dati autodichiarati dal richiedente attestanti il possesso dei requisiti, oggettivi e soggettivi, previsti ai fini dell'accesso all'indennizzo e di ogni altro requisito richiesto ai sensi della normativa vigente;
3. di dare atto che, salvo quanto previsto al comma 7 dell'articolo 19 della l.r. 5/2020, il raggiungimento del limite complessivo di spesa autorizzata per l'indennizzo di cui all'articolo 8 della legge regionale 5/2020 è reso noto mediante comunicazione pubblicata nel sito istituzionale della Regione ed equivale, quanto agli effetti, alla comunicazione di cui all'articolo 11, comma 2, della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 (Nuove disposizioni in materia di procedimento amministrativo e di diritto di accesso ai documenti amministrativi);
4. di approvare per l'anno 2020 la spesa per un importo pari a euro 1.500.000,00 (un milionecinquecentomila/00), per l'attuazione della misura "Indennizzo ai lavoratori dipendenti che beneficiano di ammortizzatori sociali" di cui all'articolo 8 della l.r. 5/2020, come modificata dalla l.r. 6/2020, e di prenotarla sul capitolo U0024902 "Trasferimenti correnti a titolo di indennizzo a lavoratori dipendenti che beneficiano di ammortizzatori sociali (Emergenza COVID-19)" del bilancio finanziario gestionale della Regione per il triennio 2020/2022 che presenta la necessaria disponibilità;

Délibération n° 464 du 5 juin 2020,

portant approbation des dispositions d'application de la mesure d'indemnisation des travailleurs qui bénéficient des amortisseurs sociaux, visée à l'art. 8 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020, telle qu'elle a été modifiée par la loi régionale n° 6 du 25 mai 2020, et réservation de la dépense y afférente.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les dispositions d'application de la mesure d'indemnisation des travailleurs qui bénéficient des amortisseurs sociaux, visée à l'art. 8 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020, telle qu'elle a été modifiée par la loi régionale n° 6 du 25 mai 2020, sont approuvées comme il appert de l'annexe faisant partie intégrante de la présente délibération.
2. Sans préjudice des dispositions en matière de contrôle de la véracité des déclarations ainsi que des sanctions prévues en cas d'omission de déclaration ou de déclaration mensongère, l'aide visée à la présente délibération est octroyée sur la base des données déclarées sur l'honneur par les demandeurs et attestant l'existence des conditions subjectives et objectives requises en vue de l'octroi de celle-ci, ainsi que de toute autre condition requise par les dispositions en vigueur, et ce, aux fins du maximum de rapidité et de simplicité des procédures y afférentes.
3. Sans préjudice des dispositions du septième alinéa de l'art. 19 de la LR n° 5/2020, l'épuisement des crédits destinés au financement de l'aide prévue par l'art. 8 de celle-ci fait l'objet d'une communication publiée sur le site institutionnel de la Région et vaut, de plein droit, communication au sens du deuxième alinéa de l'art. 11 de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 (Nouvelles dispositions en matière de procédure administrative et de droit d'accès aux documents administratifs).
4. Aux fins du financement de la mesure d'indemnisation des travailleurs qui bénéficient des amortisseurs sociaux, visée à l'art. 8 de la LR n° 5/2020, telle qu'elle a été modifiée par la LR n° 6/2020, une dépense de 1 500 000 euros (un million cinq cent mille euros et zéro centime) est approuvée au titre de 2020 et réservée sur le chapitre U0024902 (Virements ordinaires en vue de l'indemnisation des travailleurs qui bénéficient des amortisseurs sociaux – Urgence COVID-19) du budget de gestion 2020/2022 de la Région qui dispose des ressources nécessaires.

5. di dare atto che le somme verranno erogate entro il 31/12/2020;
6. di pubblicare il presente atto sul Bollettino Ufficiale della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Allegato alla deliberazione della Giunta regionale n. 464 in data 5 giugno 2020

DISPOSIZIONI PER L'ATTUAZIONE DELLA MISURA "INDENNIZZO AI LAVORATORI DIPENDENTI CHE BENEFICIANO DI AMMORTIZZATORI SOCIALI" AI SENSI DELL'ARTICOLO 8 DELLA L.R. 5/2020, COME MODIFICATA DALLA L.R. 6/2020.

A. PREMESSA

L'articolo 8 della legge regionale 5/2020, come modificata dalla l.r. 6/2020, prevede un indennizzo di 200 euro a favore dei lavoratori dipendenti che hanno beneficiato nel mese di marzo 2020 degli ammortizzatori sociali previsti nel decreto-legge 18/2020, ivi compreso l'FSBA, per almeno sei giornate.

Il decreto legge 18/2020 (convertito con modificazioni dalla legge 27/2020) al Capo I (Estensione delle misure speciali in tema di ammortizzatori sociali per tutto il territorio nazionale) del Titolo II (Misure a sostegno del lavoro) prevede misure speciali a sostegno delle imprese e dei lavoratori in tema di ammortizzatori sociali, ed in particolare:

- Articolo 19 (Norme speciali in materia di trattamento ordinario di integrazione salariale e assegno ordinario) il quale ha previsto, per i datori di lavoro operanti su tutto il territorio nazionale che hanno dovuto interrompere o ridurre l'attività produttiva per eventi riconducibili all'emergenza epidemiologica da COVID-19, la possibilità di richiedere la concessione del trattamento ordinario di integrazione salariale (CIGO) o l'accesso all'assegno ordinario; i datori di lavoro che possono accedere a tali istituti sono quelli previsti dal d.lgs. 148/2015 e l'intervento ha causale "COVID-19 nazionale"; ai sensi del comma 5 del medesimo articolo l'assegno ordinario è concesso anche ai lavoratori dipendenti presso datori di lavoro iscritti al Fondo di integrazione salariale (FIS);
- Articolo 20 (Trattamento ordinario di integrazione salariale per le aziende che si trovano già in Cassa integrazione straordinaria) il quale prevede, per le imprese che alla data del 23 febbraio 2020 hanno in corso un trattamento di integrazione salariale straor-

5. L'aide en cause est versée au plus tard le 31 décembre 2020.
6. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 464 du 5 juin 2020

DISPOSITIONS D'APPLICATION DE LA MESURE D'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS QUI BÉNÉFICIENT DES AMORTISSEURS SOCIAUX, VISÉE À L'ART. 8 DE LA LOI RÉGIONALE N° 5 DU 21 AVRIL 2020, TELLE QU'ELLE A ÉTÉ MODIFIÉE PAR LA LOI RÉGIONALE N° 6 DU 25 MAI 2020

A. PRÉAMBULE

L'art. 8 de la loi régionale n° 5 du 21 avril 2020, telle qu'elle a été modifiée par la loi régionale n° 6 du 25 mai 2020, prévoit une aide extraordinaire brute de 200 euros pour les travailleurs salariés qui ont bénéficié, au cours du mois de mars 2020, des amortisseurs sociaux prévus par le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020, converti avec modifications par la loi n° 27 du 24 avril 2020, y compris les mesures du fonds de solidarité bilatéral de l'artisanat (FSBA), pendant au moins six journées.

Le DL n° 18/2020 prévoit, au chapitre premier (Extension des mesures spéciales d'amortissement social à l'ensemble du territoire national) de son titre II (Mesures d'aides à l'emploi), des mesures spéciales d'amortissement social à l'intention des entreprises et des travailleurs. Dans le détail :

- l'art. 19 (Dispositions spéciales en matière d'indemnité de chômage technique et d'allocation ordinaire) prévoit, pour les employeurs qui œuvrent sur le territoire national et ont dû interrompre ou réduire leur activité productive en raison de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, la faculté de demander, pour leurs salariés, l'indemnité de chômage technique au titre de la caisse de complément salarial ordinaire (*Cassa integrazione guadagni ordinaria - CIGO*) ou l'allocation ordinaire. Ont vocation à présenter leur demande, qui doit porter la mention « COVID-19 nationale », les employeurs prévus par le décret législatif n° 148 du 14 septembre 2015. Au sens du cinquième alinéa dudit article, l'allocation ordinaire peut également être accordée aux salariés des employeurs inscrits au fonds de complément salarial (*Fondo d'integrazione salariale - FIS*) ;
- l'art. 20 (Indemnité de chômage technique au titre de la caisse de complément salarial pour les salariés des entreprises qui bénéficient déjà des prestations de la caisse de complément salarial extraordinaire)

dinario e che devono sospendere il programma di CIGS a causa dell'interruzione dell'attività produttiva per effetto dell'emergenza epidemiologica da COVID-19, la possibilità di accedere al trattamento di integrazione salariale di cui all'articolo 19, qualora dette aziende rientrino anche nella disciplina delle integrazioni salariali ordinarie, ai sensi dell'art. 10 del d.lgs. 148/2015 (l'intervento in questo caso ha causale "COVID-19 nazionale – sospensione CIGS); in caso contrario possono presentare domanda di cassa integrazione in deroga ai sensi dell'articolo 22, sotto riportato;

- Articolo 21 (Trattamento di assegno ordinario per i datori di lavoro che hanno trattamenti di assegni di solidarietà in corso) il quale prevede che i datori di lavoro, iscritti al Fondo di integrazione salariale (FIS) e che hanno in corso alla data del 23 febbraio 2020 un assegno di solidarietà, possono presentare domanda di assegno ordinario;
- Articolo 22 (Nuove disposizioni per la cassa integrazione in deroga) il quale prevede, in conseguenza dell'emergenza epidemiologica da COVID-19, che le Regioni e le Province autonome interessate possono riconoscere trattamenti di cassa integrazione salariale in deroga (CIGD) per la durata della sospensione del rapporto di lavoro, per un periodo non superiore a nove settimane, con riferimento ai datori di lavoro del settore privato, ivi inclusi quelli agricoli, della pesca e del terzo settore, compresi gli enti religiosi civilmente riconosciuti, per i quali non trovano applicazione le tutele previste dalle vigenti disposizioni in materia di sospensione o riduzione di orario, in costanza di rapporto di lavoro; le prestazioni di cui al presente articolo sono concesse con decreto delle Regioni e delle Province autonome interessate.

Le disposizioni per il lavoratori di cui all'articolo 8 della l.r. 5/2020, si applicano, come precisato nell'articolo stesso, anche ai lavoratori dipendenti titolari di rapporti di lavoro con datori iscritti al Fondo di Solidarietà Bilaterale per l'Artigianato (FSBA) che ha previsto uno specifico intervento connesso a sospensioni dell'attività aziendale determinate dall'emergenza epidemiologica da COVID-19, attraverso la sottoscrizione di un accordo interconfederale in data 26 febbraio 2020 e che successivamente ha deliberato un piano speciale di sostegno al reddito ex articolo 19 del d.l. 18/2020.

La Regione autonoma Valle d'Aosta, con deliberazione della Giunta regionale n. 239 in data 30 marzo 2020 recante "Pres

prévoit que les entreprises qui à la date du 23 février 2020 bénéficiaient déjà des prestations de la caisse de complément salarial extraordinaire (*Cassa integrazione guadagni straordinaria - CIGS*) et ont dû suspendre celles-ci du fait de l'interruption de leur activité productive en raison de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19 puissent demander, pour leurs salariés, l'indemnité de chômage technique ordinaire visée à l'art. 19, à condition qu'elles tombent sous le coup de la réglementation y afférente, au sens de l'art. 10 du décret législatif n° 148/2015. En cette occurrence, la demande doit porter la mention « COVID-19 nationale – suspension CIGS ». Si les entreprises ne tombent pas sous le coup de ladite réglementation, elles peuvent demander le recours à la caisse de complément salarial par dérogation (*Cassa integrazione guadagni in deroga - CIGD*) au sens de l'art. 22 cité ci-après ;

- l'art. 21 (Allocation ordinaire pour les salariés qui bénéficient d'une allocation de solidarité) prévoit que les employeurs qui sont inscrits au FIS et dont les salariés bénéficiaient, à la date du 23 février 2020, d'une allocation de solidarité puissent demander pour ceux-ci l'allocation ordinaire ;
- l'art. 22 (Nouvelles dispositions en matière de caisse de complément salarial par dérogation) prévoit que les Régions et les Provinces autonomes puissent, en raison de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, accorder le recours à la CIGD au titre de toute la période de suspension du rapport de travail (neuf semaines au plus) pour les employeurs du secteur privé – y compris les employeurs des secteurs de l'agriculture et de la pêche et du troisième secteur, ainsi que les organismes religieux reconnus par l'État – qui ne peuvent bénéficier des avantages prévus par les dispositions en matière de suspension ou de réduction de l'horaire de travail ; les mesures en cause sont accordées par des arrêtés des organes compétents des Régions et des Provinces autonomes concernées.

Les dispositions de l'art. 8 de la LR n° 5/2020 s'appliquent, au sens de ce dernier, également aux travailleurs salariés titulaires d'un contrat de travail avec des employeurs inscrits au *FSBA*, dans le cadre duquel une mesure spéciale liée à la suspension de l'activité des entreprises en raison de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19 a été prévue par un accord inter-confédéral signé le 26 février 2020 et un plan spécial de soutien du revenu a été ensuite délibéré au sens de l'art. 19 du décret-loi n° 18/2020.

Par la délibération du Gouvernement régional n° 239 du 30 mars 2020, la Région autonome Vallée d'Aoste a ratifié l'ac-

d'atto, a ratifica, dell'Accordo quadro con le parti sociali per la concessione della cassa integrazione in deroga, legata all'emergenza COVID-19." ha ratificato un accordo quadro per dare attuazione a quanto stabilito dall'articolo 22 del decreto legge 17 marzo 2020, n. 18 relativamente alla concessione del trattamento di cassa integrazione in deroga.

B. REQUISITI DEI BENEFICIARI

Il comma 1 dell'articolo 8 della l.r. 5/2020 ammette all'indennizzo previsto dal medesimo articolo, i lavoratori dipendenti (cioè coloro che si impegnano, per effetto di un contratto, in cambio di una retribuzione (stipendio), a prestare il proprio lavoro intellettuale o manuale alle dipendenze e sotto la direzione di un soggetto detto "datore di lavoro". Costui impartisce le istruzioni al dipendente e s'impegna a fornirgli le materie prime e gli strumenti necessari allo svolgimento della prestazione lavorativa) che soddisfano i seguenti requisiti:

- essere residenti in Valle d'Aosta nel mese di marzo 2020;
- aver beneficiato nel mese di marzo 2020 per almeno sei giornate degli ammortizzatori sociali descritti alla lettera A.

C. SPECIFICHE

C.1 I lavoratori dipendenti possono essere titolari:

- di un contratto di lavoro sia a tempo indeterminato che determinato;
- di un contratto di lavoro a tempo parziale; nel qual caso l'indennizzo è proporzionalmente ridotto alla percentuale di orario parziale.

C.2 Al fine del computo delle sei giornate necessarie per poter accedere all'indennizzo, si precisa quanto segue:

- il requisito si intende soddisfatto in tutti i casi in cui il lavoratore dipendente attesti di aver beneficiato degli ammortizzatori sociali sopra descritti nel mese di marzo 2020 per almeno sei giornate intere, intendendo per "giornata intera" quella costituita da tutte le ore di lavoro previste contrattualmente per quella giornata;
- laddove il lavoratore dipendente non abbia beneficiato degli ammortizzatori sociali in parola per almeno sei giornate intere, ma comunque per più giornate nel mese solamente per una quota parte dell'orario di lavoro giornaliero, il requisito si intende comunque soddisfatto se complessivamente il medesimo lavoratore attesti di aver beneficiato complessivamente

cord-cadre avec les partenaires sociaux pour l'octroi des prestations de la *CIGD* en raison de l'urgence liée à la COVID-19, aux fins de l'application des dispositions de l'art. 22 du DL n° 18/2020 en matière de *CIGD*.

B. CONDITIONS REQUISES

Au sens du premier alinéa de l'art. 8 de la LR n° 5/2020, l'aide prévue par ce dernier peut être accordée aux travailleurs salariés – soit les travailleurs qui, en vertu d'un contrat et en contrepartie d'un traitement, s'engagent à exécuter un travail intellectuel ou manuel pour le compte et sous la direction d'un employeur, qui, de son côté, leur donne des instructions et s'engage à leur fournir les matières premières et les équipements nécessaires à l'exécution dudit travail – qui remplissent les conditions suivantes :

- étaient résidents en Vallée d'Aoste pendant le mois de mars 2020 ;
- ont bénéficié, au cours du mois de mars 2020, des amortisseurs sociaux visés sous A, pendant au moins six journées.

C. PRÉCISIONS

C.1 Les salariés concernés peuvent être titulaires :

- d'un contrat de travail à durée indéterminée ou à durée déterminée ;
- d'un contrat à temps partiel ; en cette occurrence, l'aide en cause est réduite proportionnellement au pourcentage de temps de travail.

C.2 Aux fins du calcul des six journées nécessaires pour pouvoir bénéficier de l'aide en cause, il est précisé ce qui suit :

- cette condition est considérée comme respectée si le travailleur atteste avoir bénéficié des amortisseurs sociaux susmentionnés pendant au moins six journées entières au cours du mois de mars ; l'on entend par « journée entière » une journée pendant laquelle le salarié a travaillé toutes les heures prévues par le contrat ;
- si le travailleur a bénéficié des amortisseurs sociaux susmentionnés non pas pendant au moins six journées entières mais uniquement au titre d'une partie de son temps de travail journalier et pendant plus de six jours, la condition en cause est considérée comme respectée si le travailleur atteste avoir bénéficié, au cours du mois de mars et indépendamment

sivamente nel mese di marzo 2020, indipendentemente dall'orario di lavoro, di almeno 40 ore totali (confrontabili con 6 giornate di lavoro) di uno degli ammortizzatori sociali sopra rappresentati;

- tale requisito è richiesto indifferentemente per tutte le tipologie contrattuali compresi i lavoratori a tempo parziale e i lavoratori a chiamata;
- laddove il lavoratore sia titolare di più contratti di lavoro nel mese di marzo il requisito in parola può essere soddisfatto cumulando di tali contratti o le giornate intere, come sopra specificato, o le ore, che devono risultare almeno 40, in cui ha beneficiato di ammortizzatori sociali.

A tal fine il lavoratore allega alla richiesta di indennizzo il cedolino relativo allo stipendio del mese di marzo 2020.

C.3 Nel caso di interruzione, per qualsivoglia causa, nel corso del mese di marzo dell'erogazione al lavoratore di uno degli ammortizzatori di cui alla lettera A, il lavoratore stesso conserva il diritto di accedere all'indennizzo *tantum in disorso* se ha raggiunto nel mese di marzo il requisito minimo di aver beneficiato nel mese di marzo 2020 di almeno sei giornate di un ammortizzatore sociale nelle modalità di cui alla lettera C.2. Ciò vale anche nel caso di più contratti anche con datori di lavoro diversi succedutisi nel medesimo mese di marzo 2020.

C.4 Nel caso in cui il lavoratore dipendente sia titolare di più contratti di lavoro dipendente contemporanei con datori di lavoro anche che usufruiscono degli ammortizzatori sociali, si precisa quanto segue:

- nel caso in cui il lavoratore usufruisca di ammortizzatori sociali di cui alla lettera A per solo un contratto di lavoro, questi può accedere all'indennizzo, se soddisfa i requisiti di accesso al beneficio, inserendo i dati del contratto medesimo;
- nel caso in cui il lavoratore usufruisca di ammortizzatori sociali di cui alla lettera A per più contratti di lavoro, il medesimo deve inserire i dati di tutti i contratti di cui è titolare.

C.5 Nel caso di modifica della percentuale di lavoro eventualmente intervenuta nel mese di marzo 2020, rileva la percentuale di lavoro iniziale, ciò vale anche nel caso di contratti succedutisi nel tempo anche con datori di lavoro diversi.

C.6 I lavoratori dipendenti non residenti nel mese di marzo in un comune della Valle d'Aosta contrattualizzati con un datore di lavoro che ha sede in Valle d'Aosta non possono accedere all'indennizzo.

de son horaire de travail, de l'un des amortisseurs sociaux susdits au titre de quarante heures au total, considérées comme équivalentes à six journées de travail ;

- la condition en cause doit être respectée quel que soit le type de contrat de travail, y compris les contrats à temps partiel et par voie de convocation ;
- si le travailleur était titulaire de plusieurs contrats de travail au cours du mois de mars, il peut remplir la condition en cause en cumulant les journées entières ou les heures de travail (quarante au moins) pour lesquelles il a bénéficié des amortisseurs susmentionnés au titre des différents contrats.

Le travailleur doit joindre à sa demande d'indemnité la fiche de paie du mois de mars 2020.

C.3 En cas d'interruption, pour quelque raison que ce soit, au cours du mois de mars du versement de l'un des amortisseurs sociaux visés sous A, le travailleur conserve le droit de percevoir l'aide extraordinaire en cause s'il a bénéficié, pendant six journées au moins au cours du mois de mars 2020, des amortisseurs sociaux selon les modalités visées sous C.2. La présente disposition est également applicable au travailleur qui a été titulaire, au mois de mars, de plusieurs contrats, éventuellement avec des employeurs différents.

C.4 Pour ce qui est des salariés titulaires de plusieurs contrats en même temps avec des employeurs qui ont eu recours aux amortisseurs sociaux, il est précisé ce qui suit :

- si le salarié bénéficie des amortisseurs sociaux visés sous A au titre d'un contrat de travail uniquement, il doit indiquer dans sa demande d'aide les données relatives audit contrat ;
- si le salarié bénéficie des amortisseurs sociaux visés sous A au titre de plusieurs contrats de travail, il doit indiquer dans sa demande d'aide les données relatives à tous les contrats dont il est titulaire.

C.5 Au cas où le pourcentage de travail du salarié aurait été modifié au cours du mois de mars, c'est le pourcentage initial qui est pris en compte, même en cas de plusieurs contrats, éventuellement avec des employeurs différents.

C.6 Les travailleurs qui au mois de mars ne résidaient pas dans l'une des communes valdôtaines n'ont pas le droit de bénéficier de l'aide en cause, même si leur employeur a son siège social en Vallée d'Aoste.

D. INDENNIZZO

D.1 L'indennizzo una tantum previsto dalla misura di cui all'articolo 8 della l.r. 5/2020 è di 200 euro.

D.2 L'indennizzo di cui alla lettera D.1 è corrisposto per l'intero importo sia nei casi di sospensione dell'attività che nei casi di riduzione di orario di lavoro.

D.3 Nel caso di contratti di lavoro part time, l'indennizzo una tantum è proporzionalmente ridotto alla percentuale di orario parziale che potrà essere calcolata anche eventualmente sommando le percentuali di part time relative a più contratti contemporanei di cui il soggetto è titolare.

D.4 Nel caso di contratto a chiamata l'indennizzo è concesso, fatto salvo il requisito di cui al punto C.2., in proporzione ai giorni di cassa integrazione richiesti dal datore di lavoro relativi al mese di marzo, considerando "mese intero" le ventisei giornate, cioè si applicano le seguenti formule:

numero di giornate = numero totale di ore beneficiate di ammortizzatori sociali nel mese di marzo 2020/6,67

importo dovuto dell'indennizzo: 200 euro/26 x numero di giornate calcolate secondo la precedente formula.

E. COMPATIBILITÀ TRA ISTITUTI

E.1 L'indennizzo di cui al presente articolo non è cumulabile con l'indennizzo di cui all'articolo 7 della medesima legge regionale 5/2020, relativamente al mese di marzo.

AVVISI E COMUNICATI

ASSESSORATO DELL'AMBIENTE, RISORSE NATURALI E CORPO FORESTALE

Avviso di deposito studio di impatto ambientale (L.R. n° 12/2009, art. 20) relativo al progetto di realizzazione di impianto di gestione rifiuti speciali pericolosi per la frantumazione di batterie al piombo acido in località Mure, nel comune di ISSOGNE.

L'Assessorato dell'Ambiente, Risorse naturali e Corpo forestale – Struttura sostenibilità e valutazione ambientale -informa che la Soc. METALLURGICA VALDOSTANA S.R.L. di Issogne, in qualità di proponente, ha provveduto a depositare il progetto di realizzazione di impianto di gestione rifiuti spe-

D. MONTANT DE L'AIDE

D.1 Le montant de l'aide visée à l'art. 8 de la LR n° 5/2020 se chiffre à 200 euros.

D.2 L'aide visée ci-dessus est versée entièrement tant en cas de suspension de l'activité qu'en cas de réduction de l'horaire du travail.

D.3 Pour les travailleurs sous contrat de travail à temps partiel, le montant de l'aide extraordinaire est réduit proportionnellement au pourcentage de temps de travail. En cas de plusieurs contrats, ce dernier correspond à la somme des pourcentages de temps de travail prévus par lesdits contrats.

D.4 Les travailleurs titulaires d'un contrat de travail par voie de convocation peuvent bénéficier de l'aide en cause à condition qu'ils remplissent la condition visée sous C.2 et proportionnellement aux journées du mois de mars au titre desquelles l'employeur a demandé le recours à la caisse de complément salarial, un mois entier correspondant à vingt-six jours de travail. Aux fins du calcul du nombre de journées et du montant de l'aide, il est fait application des formules suivantes :

nombre de journées = nombre d'heures au titre desquelles le recours aux amortisseurs sociaux a été demandé au cours du mois de mars/6,67 ;

montant de l'aide = 200 euros/26 x nombre de journées calculé suivant la formule ci-dessus.

E. CUMUL

E.1 Au titre du mois de mars, l'aide en cause ne peut être cumulée avec celle prévue par l'art. 7 de la LR n° 5/2020.

AVIS ET COMMUNIQUÉS

ASSESSORAT DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU CORPS FORESTIER

Avis de dépôt d'une étude d'impact sur l'environnement (L.R. n° 12/2009, art. 20), concernant l'installation de gestion des déchets spéciaux dangereux pour le concassage de batteries au plomb acide en lieu-dit Mure, dans la commune de ISSOGNE.

L'Assessorat de l'Environnement, des Ressources naturelles et du Corps forestier – Service durabilité et évaluation environnementale informe que *Metallurgica Valdostana s.r.l.* de Issogne, en qualité de proposant, a déposé une étude d'impact concernant l'installation de gestion des déchets spéciaux dan-

ciali pericolosi per la frantumazione di batterie al piombo acido in località Mure, nel comune di Issogne. Ai sensi del comma 5 dell'art. 20 della legge regionale n. 12/2009 e del comma 4 dell'art. 27bis del Dlgs 152/2006, chiunque può prendere visione del sopraccitato progetto consultabile presso il seguente link: https://www.regione.vda.it/territorio/ambiente/valutazioniambientali/via/via_dettaglio_i.asp?pk=1320 e presentare, entro il termine di 60 giorni dalla data della presente pubblicazione sul Bollettino ufficiale della Regione, proprie osservazioni scritte al Servizio sostenibilità e valutazione ambientale, Assessorato dell'Ambiente, Risorse naturali e Corpo forestale, ove la documentazione è depositata.

il Dirigente
Paolo BAGNOD

N.D.R.: La traduzione del presente atto è stata redatta a cura dell'inserzionista.

ATTI EMANATI DA ALTRE AMMINISTRAZIONI

Comune di FÉNIS. Deliberazione 5 giugno 2020, n. 14.

Approvazione variante non sostanziale n. 3 al Piano Regolatore Generale Comunale.

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

- di approvare, per le motivazioni riportate nelle premesse, ai sensi dell'art. 16 della legge regionale n. 11/1998, la variante non sostanziale n. 3 al vigente P.R.G., redatto dall'Arch. Cristina Bellone, composto dai seguenti elaborati allegati alla presente:
 - relazione tecnica alla variante non sostanziale n. 3 contenente i seguenti allegati:
 - stralci zonizzazione e ambiti inedificabili: varianti della tavola P4;
 - stralci tabelle – varianti alle NTA: all. 2 - Servizi e attrezzature e all. 1 - Sottozone
- di dare atto che, ai sensi del comma 5 dell'art. 16 della L.R. 11/1998, la variante assume efficacia con la pubblicazione, nel Bollettino ufficiale della Regione, della deliberazione del Consiglio Comunale che l'approva;

gereux pour le concassage de batteries au plomb acide en lieu-dit Mure, dans la commune de Issogne. Aux termes du 5e alinéa de l'art. 20 de la loi régionale n. 12/2009 et du 4e alinéa de l'art. 27bis Dlgs 152/2006, toute personne est en droit de prendre vision du projet précité consultable au lien suivant : https://www.regione.vda.it/territorio/ambiente/valutazioniambientali/via/via_dettaglio_i.asp?pk=1320 et de présenter, dans les 60 jours à dater de la publication du présent avis au Bulletin officiel de la Région, ses propres observations écrites au Service durabilité et évaluation environnementale de l'Assessorat de l'Environnement, des Ressources naturelles et du Corps Forestier où la documentation est déposée.

le Dirigeant
Paolo BAGNOD

N.D.R.: Le présent acte a été traduit par les soins de l'annonceur.

ACTES ÉMANANT DES AUTRES ADMINISTRATIONS

Commune de FÉNIS. Délibération n° 14 du 5 juin 2020,

portant approbation de la variante non substantielle n° 3 du plan régulateur général communal.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

- Pour les raisons visées au préambule, la variante non substantielle n° 3 du PRGC en vigueur, rédigée par l'architecte Cristina Bellone, est approuvée, au sens de l'art. 16 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998. Ladite variante est composée des pièces indiquées ci-après et annexées à la présente délibération :
 - rapport technique de la variante en cause, composé des annexes figurant ci-dessous :
 - extraits du zonage et des espaces inconstructibles : modifications de la table P4 ;
 - extraits des tableaux modifications des normes techniques d'application : annexe 2 (services et équipements) et annexe 1 (sous-zones).
- Aux termes du cinquième alinéa de l'art. 16 de la LR n° 11/1998, la variante en cause déploie ses effets à compter de la date de publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région.

3. di disporre la pubblicazione della presente deliberazione nel Bollettino ufficiale della Regione in modo da rendere efficace la variante approvata;
4. di trasmettere, entro 30 giorni, copia conforme della presente deliberazione alla struttura regionale competente in materia urbanistica, nonché copia degli elaborati progettuali costituenti la variante in formato digitale.

Comune di NUS. Decreto 5 giugno 2020, n. 1.

Acquisizione al demanio stradale di aree private ad uso pubblico per la strada "La Pesse", ai sensi dell'art. 31, comma 21 e 22, della Legge 23 dicembre 1998, n. 448.

IL RESPONSABILE DEL SERVIZIO

Omissis

decide

In esecuzione della Deliberazione del Consiglio comunale n. 22 del 21/05/2020 l'accorpamento al demanio stradale di aree private ad uso pubblico per la strada comunale La Pesse, nel Comune di Nus per i terreni qui di seguito descritti:

- 1) VUILLERMOZ FABIANO, nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Foglio 16 Mappale 180 ex 144b, Superficie acquisita 219,00 mq
Foglio 16 Mappale 182 ex 144d, Superficie acquisita 15,00 mq
Foglio 16 Mappale 183 ex 145b, Superficie acquisita 139,00 mq Quota proprietà 1/1
- 2) BREDY DONATELLA ISABELLA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
BREDY SONIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
Foglio 18 Mappale 304 ex 178b, Superficie acquisita 51,00 mq
Foglio 18 Mappale 305 ex 179b, Superficie acquisita 36,00 mq
Foglio 18 Mappale 306 ex 179c, Superficie acquisita 06,00 mq
Foglio 18 Mappale 308 ex 176b, Superficie acquisita 52,00 mq
Foglio 18 Mappale 310 ex 175b, Superficie acquisita 129,00 mq
Foglio 18 Mappale 326 ex 227b, Superficie acquisita 63,00 mq
Foglio 18 Mappale 329 ex 221b, Superficie acquisita 05,00 mq
- 3) VIAL IVO LUCIANO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/1
Foglio 18 Mappale 312 ex 187b, Superficie acquisita 58,00 mq
Foglio 18 Mappale 316 ex 231b, Superficie acquisita 161,00 mq
Foglio 18 Mappale 318 ex 230b, Superficie acquisita 187,00 mq

3. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région afin que la variante en cause puisse déployer ses effets.
4. Une copie de la présente délibération conforme à l'original ainsi que des pièces de projet relatives à la variante en question, sous format numérique, sont transmises, sous trente jours, à la structure régionale compétente en matière d'urbanisme.

Commune de NUS. Acte n° 1 du 5 juin 2020,

portant intégration au domaine routier des biens immeubles privés à usage public nécessaires aux travaux concernant la route communale du hameau de La Pesse, aux termes des vingt et unième et vingt-deuxième alinéas de l'art. 31 de la loi n° 448 du 23 décembre 1998.

LA RESPONSABILE DU SERVICE

Omissis

décide

En application de la délibération du Conseil communal n° 22 du 21 mai 2020, les biens immeubles privés à usage public nécessaires aux travaux concernant la route communale du hameau de La Pesse, sur le territoire de la Commune de Nus, et décrits ci-dessous sont intégrés au domaine routier de cette dernière :

- Foglio 18 Mappale 321 ex 229b, Superficie acquisita 74,00 mq
Foglio 18 Mappale 322 ex 229c, Superficie acquisita 38,00 mq
Foglio 18 Mappale 324 ex 268b, Superficie acquisita 231,00 mq
Foglio 19 Mappale 224 ex 155b, Superficie acquisita 80,00 mq
Foglio 19 Mappale 228 ex 157b, Superficie acquisita 251,00 mq
- 4) MONEY ARIETTA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/1
Foglio 18 Mappale 313 ex 186b, Superficie acquisita 54,00 mq
Foglio 18 Mappale 314 ex 185b, Superficie acquisita 141,00 mq
- 5) VIAL ERMANNA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
VIAL MARIA LUISA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
Foglio 18 Mappale 327 ex 219b, Superficie acquisita 243,00 mq
- 6) VIAL ALDA MARIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 3/15
VIAL CARLA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 3/15
VIAL FRANCO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 3/15
VIAL LIVIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 3/15
VIAL ROMINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/15
VIAL RONNY nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/15
VIAL RUDY nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/15
Foglio 18 Mappale 330 ex 267b, Superficie acquisita 04,00 mq
- 7) CHABLOZ ITALO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/1
Foglio 19 Mappale 226 ex 161b, Superficie acquisita 120,00 mq
- 8) MALTO MARCELLO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/1
Foglio 19 Mappale 231 ex 145b, Superficie acquisita 47,00 mq
Foglio 19 Mappale 235 ex 140b, Superficie acquisita 02,00 mq
Foglio 19 Mappale 236 ex 138b, Superficie acquisita 358,00 mq
Foglio 19 Mappale 240 ex 137b, Superficie acquisita 338,00 mq
Foglio 19 Mappale 244 ex 135b, Superficie acquisita 190,00 mq
Foglio 19 Mappale 248 ex 118b, Superficie acquisita 126,00 mq

- 9) MONEY CLAUDIO CAMILLO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
MONEY MARISA
nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
Foglio 19 Mappale 230 ex 180b, Superficie acquisita 50,00 mq
Foglio 23 Mappale 322 ex 20b, Superficie acquisita 322,00 mq
- 10) BERRIAT MARCELLO DAMIANO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1 /2
THEODULE BRUNA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
Foglio 19 Mappale 233 ex 141b, Superficie acquisita 173,00 mq
Foglio 24 Mappale 217 ex 124b, Superficie acquisita 292,00 mq
Foglio 19 Mappale 219 ex 124d, Superficie acquisita 125,00 mq
- 11) CONCHATRE IOLANDA MARIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
MALTO MARCELLO
nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
Foglio 19 Mappale 239 ex 167b, Superficie acquisita 16,00 mq
Foglio 19 Mappale 242 ex 136b, Superficie acquisita 94,00 mq
- 12) VUILLERMOZ ERALDO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
VUILLERMOZ GIUSY nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/2
Foglio 23 Mappale 283 ex 57b, Superficie acquisita 117,00 mq
Foglio 23 Mappale 286 ex 58b, Superficie acquisita 30,00 mq
- 13) CHABLOZ GIOVANNI BATTISTA nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 4/6
CHABLOZ LORENZINA
nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/6
FLORIS PIERO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/6
Foglio 23 Mappale 285 ex 55b, Superficie acquisita 02,00 mq
Foglio 23 Mappale 295 ex 70b, Superficie acquisita 140,00 mq
Foglio 23 Mappale 248 ex 28b, Superficie acquisita 41,00 mq
- 14) BARATIER SCOLASTICA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 287 ex 56b, Superficie acquisita 102,00 mq

- 15) BARAILLER PIERETTA SOFIA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 288 ex 60b, Superficie acquisita 135,00 mq
Foglio 23 Mappale 290 ex 59b, Superficie acquisita 137,00 mq
Foglio 23 Mappale 291 ex 59c, Superficie acquisita 55,00 mq
- 16) BERRIAT ROSINA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
CORINO CRISTIANA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
Foglio 23 Mappale 293 ex 62b, Superficie acquisita 134,00 mq
Foglio 23 Mappale 304 ex 81b, Superficie acquisita 117,00 mq
Foglio 24 Mappale 229 ex 105b, Superficie acquisita 121,00 mq
Foglio 24 Mappale 230 ex 105c, Superficie acquisita 03,00 mq
Foglio 24 Mappale 243 ex 71b, Superficie acquisita 317,00 mq
- 17) ARLIAN ANNALISA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 297 ex 71c, Superficie acquisita 120,00 mq
Foglio 23 Mappale 299 ex 72b, Superficie acquisita 153,00 mq
Foglio 24 Mappale 238 ex 79b, Superficie acquisita 317,00 mq
- 18) BARAVEX GIUSEPPE LEONARDO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
ROSSET FEDERICO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
Foglio 23 Mappale 301 ex 73b, Superficie acquisita 452,00 mq
Foglio 23 Mappale 302 ex 73c, Superficie acquisita 10,00 mq
Foglio 24 Mappale 234 ex 93b, Superficie acquisita 39,00 mq
- 19) VUILLERMOZ MARIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 289 ex 48b, Superficie acquisita 02,00 mq
- 20) FAVRE AUGUSTO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 306 ex 29b, Superficie acquisita 70,00 mq
- 21) FILLIETROZ MARCELLO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 308 ex 265b, Superficie acquisita 46,00 mq
- 22) CHAMOIS MARIA SEVERINA nata in *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 310 ex 28b, Superficie acquisita 55,00 mq

- 23) VUILLERMOZ PIERINA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 316 ex 25b, Superficie acquisita 105,00 mq
- 24) CHAMOIS VITTORIO nato a *O M I S S I S*
C.F. CHM VTR 14 T 02 F987 A
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 318 ex 24b, Superficie acquisita 113,00 mq
- 25) CAMPIER ROSALIA BATTISTINA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 320 ex 22b, Superficie acquisita 107,00 mq
- 26) GRANGE LORENZO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 326 ex 16b, Superficie acquisita 106,00 mq
- 27) VIAL AURELIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/4
VIAL GIULIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/4
VIAL PIERINO VITTORIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/4
VIAL RITA FRANCA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/4
Foglio 23 Mappale 328 ex 14b, Superficie acquisita 113,00 mq
- 28) TOGNELA ERALDA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
VITTAZ DARIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
Foglio 23 Mappale 330 ex 12b, Superficie acquisita 110,00 mq
- 29) BRUN LEA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 23 Mappale 332 ex 10b, Superficie acquisita 122,00 mq
- 30) ROSSET ELSA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/3
VUILLERMOZ DORIS nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/3
VUILLERMOZ EDY nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/3
Foglio 24 Mappale 227 ex 113b, Superficie acquisita 275,00 mq

- 31) BERRIAT VITTORIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 24 Mappale 220 ex 116b, Superficie acquisita 22,00 mq
Foglio 24 Mappale 221 ex 116c, Superficie acquisita 09,00 mq
Foglio 24 Mappale 222 ex 115b, Superficie acquisita 227,00 mq
Foglio 24 Mappale 223 ex 115c, Superficie acquisita 03,00 mq
Foglio 24 Mappale 250 ex 31b, Superficie acquisita 62,00 mq
- 32) BRULARD ILDO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
BRULARD MIRANDO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
Foglio 24 Mappale 239 ex 88b, Superficie acquisita 255,00 mq
Foglio 24 Mappale 242 ex 81b, Superficie acquisita 54,00 mq
- 33) MONEY LUCIANO GILDO LEONARDO nato *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
MONEY NATHALIE nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
Foglio 24 Mappale 240 ex 80b, Superficie acquisita 11,00
mq Foglio 24 Mappale 241 ex 80c, Superficie acquisita 20,00 mq
- 34) BERRIAT ROSINA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
MARQUIS ALINO DESIDERATO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
Foglio 24 Mappale 235 ex 108b, Superficie acquisita 29,00 mq
- 35) TAMONE LEONARDO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
TAMONE RITA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/2
Foglio 24 Mappale 236 ex 90b, Superficie acquisita 65,00 mq
- 36) PONT ENNIO SERGIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 24 Mappale 237 ex 89b, Superficie acquisita 92,00 mq
- 37) MONEY NATHALIE nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 24 Mappale 244 ex 69b, Superficie acquisita 78,00 mq
- 38) VUILLERMOZ SILVIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/1
Foglio 24 Mappale 245 ex 67b, Superficie acquisita 47,00 mq

- 39) VUILLERMOZ FELICINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/1
Foglio 24 Mappale 246 ex 65b, Superficie acquisita 07,00 mq
- 40) DUCOURTIL GIULIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/1
Foglio 24 Mappale 247 ex 66b, Superficie acquisita 46,00 mq
- 41) BRULARD ANTONIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/1
Foglio 24 Mappale 224 ex 191b, Superficie acquisita 98,00 mq
Foglio 24 Mappale 225 ex 192b, Superficie acquisita 95,00 mq
Foglio 24 Mappale 249 ex 186b, Superficie acquisita 249,00 mq
- 42) GRANGE GIUSEPPINA ADELAIDE nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
GRANGE AGOSTINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
GRANGE EUGENIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
GRANGE MARIA FELICIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
GRANGE LORENZINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
GRANGE LORENZO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
GRANGE PAOLA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
GRANGE GABRIELLA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
ROSSET GIORGETTA MARGHERITA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/9
Foglio 19 Mappale 247 ex 134b, Superficie acquisita 11,00 mq
- 43) CHABLOZ CELESTINA EMERITA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/5
CHABLOZ MARIA GENOVEFFA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/5
CHAMOIS GIUSEPPE ANSELMO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/5
CHRISTILLIN FRANCA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/5

- MONEY SECONDINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/5
Foglio 23 Mappale 312 ex 27b, Superficie acquisita 96,00 mq
- 44) BERTONCINO MICHELE SEVERINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/8
BRULARD LETIZIA LUIGIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/8
CHABLOZ MARIA MELANIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/8
CHABLOZ SOFIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/8
CHABLOZ VENANTE PASQUALE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/8
CHAMOIS GIUSEPPE ANSELMO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/8
CORINO PIERO GIOVANNI nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/8
MONEY MARIA MATILDE nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/8
Foglio 23 Mappale 314 ex 26b, Superficie acquisita 101,00 mq
- 45) MONEY ARIETTA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 500/1000
MONEY CAMILLO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
MONEY GIOVANNI BATTISTA DESIDERATO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
MONEY GIUSEPPE EMANUELE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
MONEY FILIPPO GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
MONEY GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
MONEY MARGHERITA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
MONEY SEVERINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
MONEY SILVIO LIVIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000

- MONEY SIMONE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
VIAL EMANUELE FRANCESCO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 50/1000
Foglio 23 Mappale 324 ex 18b, Superficie acquisita 104,00 mq
- 46) ARLIAN PIERINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
ARLIAN SERAFINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BARAVEX GIUSEPPE LEONARDO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BERRIAT ANNA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BERRIAD TERESA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BORNEL MARIA AMATA EGIZIANA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD ANTONIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD ANTONIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD BARTOLOMEO FRANCESCO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD ELENA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD GIOVANNI BATTISTA nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD GRAZIELLA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD NAPOLEONE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD PIETRO GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
BRULARD VITTORIO EMANUELE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CERISE ROSALIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57

CHABLOZ GIOVANNI BATTISTA nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHABLOZ RITA DELFINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHABLOZ GIOVANNA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHABLOZ GIOVANNI BATTISTA nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHABLOZ LORENZINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHABLOZ MARIA MELANIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHABLOZ ROSALIA SEVERINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHABLOZ VENATE PASQUALE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS ANTONIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS FELICINA ROSINA nata a Nus il 12/04/1936
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS GIUSEPPE FRANCESCO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS GIOVANNA MATILDE nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS GIULIETTA VINCENZINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS IDA MARIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS MICHELE FIORENTINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS PASQUALINA CELESTINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS PIETRO GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57
CHAMOIS SCOLASTICA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/57

CORINO PIERO GIOVANNI nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
FAVRE AUGUSTO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
FAVRE GIUSEPPINA PELAGIA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
FAVRE SERAFIA GIULIETTA nata *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
FLORIS PIERO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
FOGNIER MARIA FIRMINA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
MONEY ROBERTO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
MONEY SAMUELE nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
ROSSET FEDERICO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
TUTEL ANTONIO MAURIZIO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
TUTEL GIOVANNI PIETRO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
TUTEL GIUSEPPE nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
TUTEL MARIA LUISA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
TUTEL TEODORO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
VOIX DELFINA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
VOIX EMANUELE nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
VOIX LUCINA nata a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
VUILLERMOZ APOLLINARIO FRANCESCO nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57
VUILLERMOZ BATTISTA nato a *O M I S S I S*
C.F. *O M I S S I S*
Quota proprietà 1/57

VUILLERMOZ GIOVANNI BATTISTA nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/57

VUILLERMOZ GIUSEPPINA nata a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/57

VUILLERMOZ MARIA nata a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/57

Foglio 23 Mappale 274 ex 89e, Superficie acquisita 1009,00 mq

Foglio 23 Mappale 277 ex 88b, Superficie acquisita 102,00 mq

Foglio 23 Mappale 279 ex 88d, Superficie acquisita 1971,00 mq

Foglio 24 Mappale 214 ex 140b, Superficie acquisita 723,00 mq

Foglio 24 Mappale 215 ex 140c, Superficie acquisita 240,00 mq

Foglio 24 Mappale 231 ex 1809, Superficie acquisita 528,00 mq

47) AGUETTAZ EZIO nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

AGUETTAZ SERGIO nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BARAVEX DIDIER nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BARAVEX ITALO nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BARAVEX RENE' nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BARAVEX THIERRY nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BERRIAD BENIAMINA nata a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BERRIAD TERESA nata a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BERRIAT ANNA nata a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BORDET PIERINO nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

BORDET TIZIANA nata a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

CHABLOZ RITA DELFINA nata a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

CHABLOZ VENANTE PASQUALE nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

COLLE' BENVENUTO GIUSEPPE nato a *OMISSIS*

C.F. *OMISSIS*

Quota proprietà 1/55

COLLE' MARIA GASPARINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
CORINO PIERO GIOVANNI nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
DUFOUR ELSA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
DUFOUR MARISA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
FOGNIER MARIA FIRMINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
MUIN ROSINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
RIGOLLET PROSPERO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL ANNA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL ANTONIO MAURIZIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL CESARE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL CESARE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL CRISTIAN nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL FILOMENA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL GIOVANNA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL LIVIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL LORENZO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL MARIA LUISA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL OLIVO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55

TUTEL ORBELLINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL SILVIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL TEODORO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
TUTEL TERESINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET AMEDEO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET ANGIOLINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET CAMILLA IVONNE nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET ELISEO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET EZIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET FIORENTINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET GELSOMINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET GUIDO AUGUSTO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET MARIA GABRIELLA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VALLET ROMANO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VIETTI UMBERTO ANTONIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VOIX ALBINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VUILLERMOZ ADELINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VUILLERMOZ APOLLINARIO FRANCESCO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VUILLERMOZ CAMILLO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55

- VUILLEROZ GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VUILLERMOZ GIUSEPPINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
VUILLERMOZ PAOLO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/55
Foglio 23 Mappale 281 ex 233b, Superficie acquisita 687,00 mq
- 48) AVRIL MARIA CATERINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
AVRIL FILIPPO nato a *OMISSIS*
C.F. VRL FPP 69 P 24 F987 N
Quota proprietà 1/38
AVRIL MAURIZIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
BERRIAT PIETRO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
BIANCOTTI EUGENIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
BURGAY PIETRO GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CAMPIER ROSALIA BATTISTINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CAMPIER BENIAMINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CAMPIER FELICE CELESTINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CAMPIER MARIA GIULIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CAMPIER PIETRO PAOLO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CAMPIER PIETRO BENIAMINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CHAMOIS BATTISTA GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CHAMOIS GIUSEPPE FRANCESCO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CHAMOIS PIETRO GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38

CHAMOIS VITTORIO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CHAMOIS CECILIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CHAMPIER ARMANDO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
CHAMPIER LINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
FAVRE GIULIA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
GRANGE LUIGI nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
ISOLIN ROSALIA CATERINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY ARIETTA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY GIOVANNI BATTISTA DESIDERATO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY CLAUDIO CAMILLO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY GIUSEPPE EMANUELE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY MARGHERITA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY MARISA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY PIETRO GIUSEPPE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MONEY SIMONE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
MUIN MARIA GIUSTINA nata a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
PORLIOD VITTORIO ADRIANO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
PORLIOD AGOSTINO FRANCESCO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38

PORLIOD GIOVANNI BATTISTA nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
PORLIOD ILARIO EMANUELE nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
PORLIOD GIUSEPPE AGOSTINO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
VIAL EMANUELE FRANCESCO nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Quota proprietà 1/38
oglio 23 Mappale 184 ex 151b, Superficie acquisita 1083,00 mq

- I. Si da atto con il presente provvedimento, che non è dovuta agli interessati dalla presente regolarizzazione, alcun tipo di compenso economico.
- II. Il presente Decreto verrà notificato ai proprietari, registrato presso l'Ufficio del registro, trascritto presso l'Ufficio per la tenuta dei registri immobiliari e volturato presso l'Ufficio del Territorio di Aosta.
- III. Ai sensi dell'art. 31, comma 21 e 22, della Legge 23 dicembre 1998, n. 448, la registrazione, la trascrizione e la voltura del presente provvedimento sono a titolo gratuito.

Nus, 5 Giugno 2020

Il Responsabile del Servizio
Graziella BISCARDI

Comune di NUS. Decreto 5 giugno 2020, n. 2.

Acquisizione al demanio stradale di aree private ad uso pubblico per la strada Frazione Mazod "di sopra" ai sensi dell'art. 31, comma 21 e 22, della Legge 23 dicembre 1998, n. 448.

IL RESPONSABILE DEL SERVIZIO

Omissis

decide

In esecuzione della Deliberazione del Consiglio comunale n. 23 del 21/05/2020 l'ccorpamento al demanio stradale di aree private ad uso pubblico per la strada comunale strada Frazione Mazod "i sopra" nel Comune di Nus per i terreni qui di seguito descritti:

- 1) BRUNOD FERRUCCIO, nato a *OMISSIS*
C.F. *OMISSIS*
Foglio 51 Mappale 836, Superficie acquisita 204,00 mq

- I. Aucun type de compensation économique n'est dû aux propriétaires concernés par le présent acte de régularisation.
- II. Le présent acte est notifié aux propriétaires concernés et transmis à l'Agence des impôts en vue de son enregistrement et à l'Agence du territoire d'Aoste en vue de sa transcription au Service de la publicité foncière et de l'inscription au cadastre du transfert du droit de propriété.
- III. Aux termes des vingt et unième et vingt-deuxième alinéas de l'art. 31 de la loi n° 448 du 23 décembre 1998, l'enregistrement, la transcription et l'inscription du transfert du droit de propriété sont effectués à titre gratuit.

Fait à Nus, le 5 juin 2020.

La responsable du Service,
Graziella BISCARDI

Commune de NUS. Acte n° 2 du 5 juin 2020,

portant intégration au domaine routier des biens immeubles privés à usage public nécessaires aux travaux concernant la route communale du hameau de Mazod-dessus, aux termes des vingt et unième et vingt-deuxième alinéas de l'art. 31 de la loi n° 448 du 23 décembre 1998.

LA RESPONSABLE DU SERVICE

Omissis

décide

En application de la délibération du Conseil communal n° 23 du 21 mai 2020, les biens immeubles privés à usage public nécessaires aux travaux concernant la route communale du hameau de Mazod-dessus, sur le territoire de la Commune de Nus, et décrits ci-dessous sont intégrés au domaine routier de cette dernière :

Foglio 51 Mappale 837, Superficie acquisita 38,00 mq
Quota proprietà 1/1

- I. Si da atto con il presente provvedimento, che non è dovuta agli interessati dalla presente regolarizzazione, alcun tipo di compenso economico.
- II. Il presente Decreto verrà notificato ai proprietari, registrato presso l'ufficio del registro, trascritto presso l'ufficio per la tenuta dei registri immobiliari e volturato presso l'ufficio del Territorio di Aosta.
- III. Ai sensi dell'art. 31, comma 21 e 22, della Legge 23 dicembre 1998, n. 448, la registrazione, la trascrizione e la voltura del presente provvedimento sono a titolo gratuito.

Nus, 5 Giugno 2020

Il Responsabile del Servizio
Graziella BISCARDI

- I. Aucun type de compensation économique n'est dû au propriétaire concerné par le présent acte de régularisation.
- II. Le présent acte est notifié au propriétaire concerné et transmis à l'Agence des impôts en vue de son enregistrement et à l'Agence du territoire d'Aoste en vue de sa transcription au Service de la publicité foncière et de l'inscription au cadastre du transfert du droit de propriété.
- III. Aux termes des vingt et unième et vingt-deuxième alinéas de l'art. 31 de la loi n° 448 du 23 décembre 1998, l'enregistrement, la transcription et l'inscription du transfert du droit de propriété sont effectués à titre gratuit.

Fait à Nus, le 5 juin 2020.

La responsable du Service,
Graziella BISCARDI